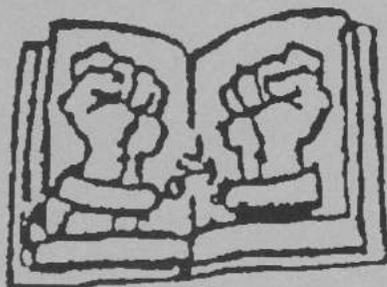


Cahiers du mouvement ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 10 - JUIN 2000

REVUE TRIMESTRIELLE

PRIX : 50 F

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5
- **Grèves sous le Directoire** p. 9
(Jean-Marc Schiappa)
- **La révolution russe vue par le général Denikine,
chef de l'Armée (blanche) des volontaires
(deuxième partie)** p. 15
- **Les bolcheviks et la révolution chinoise (1926)** p. 21
(Alexandre Pantsov)
- **Le procès de l'Union
des organisations d'ingénieurs du *Promparti* (1930)** p. 29
(Mikhaïl Panteleïev)
- **L'Opposition unitaire (1930-1932)
(première partie)** p. 41
(Loïc Le Bars)
- **L'entourage de Staline :**
4. Beria, Malenkov, Mekhlis, Chkiriatov p. 55
(Vadim Rogovine)
- **Le procès des bolcheviks-léninistes espagnols (1938)** p. 61
- **Le dossier du NKVD sur un secrétaire de Trotsky :**
Vermel (fusillé en 1938) p. 69
- **Zygmunt Zaremba : le Parti socialiste polonais (PPS)
et les premiers jours de la guerre (1939)** p. 75
- **Chalamov et l'esprit de résistance** p. 81
(Valéri Essipov)
- **Notes sur le journal (1933-1949) de Gueorgui Dimitrov,
secrétaire général du Comintern** p. 91

- **Morale, humanisme et bombe atomique p. 99**
- **La direction du Parti communiste d'Union soviétique
et la révolution hongroise (1956) p. 103**
- **Dimitar Gatchev devant ses juges p. 113**
- **A propos de l'antisémitisme stalinien p. 131**
- **Pages oubliées p. 137**
— Camillo Berneri : la révolution espagnole
— l'adresse des autonomistes bretons au maréchal Pétain
- **Notes de lecture p. 147**
— Robert Weinberg : *Le Birobidjan, 1928-1996*
— Karl Marx, Friedrich Engels : *Manifeste du Parti communiste*
— Fred Zeller : *Témoin du siècle*
- **Deux Cahiers du CERMTRI p. 153**
Les archives du CERMTRI p. 158

Présentation

CE *Cahier* s'ouvre par l'étude de quelques épisodes de la lutte ouvrière sous le Directoire, qui marquent les premiers pas de l'organisation de ceux que Daniel Guérin appelait "*les bras nus*" pour la défense de leurs intérêts propres.

Ce numéro continue à publier des extraits des souvenirs du général Denikine : les pages publiées ici présentent quelques aspects du programme politique et agraire de l'Armée des volontaires, ou plus exactement du bloc des trois forces qu'elle rassemblait aux dires du général : la droite, les libéraux et les socialistes modérés...

Le sinologue russe Alexandre Pantsov vient de publier un ouvrage remarquable par la richesse de sa documentation (intitulé *The bolsheviks and the chinese revolution - 1919-1927*). Nous en avons extrait quelques pages consacrées aux premiers étudiants chinois de Moscou qui, malgré le tapage de la propagande stalinienne, se rallièrent à l'analyse faite par l'Opposition unifiée, et en particulier par Trotsky, de la révolution chinoise et de sa défaite en 1927, déployèrent une banderole de soutien à l'Opposition en passant devant le Mausolée de Lénine lors de la manifestation du 7 novembre 1927 pour l'anniversaire de la révolution et furent pour ce crime expulsés de leur université et de l'URSS, et renvoyés en Chine.

L'étude de Loïc Le Bars, auteur d'une thèse de doctorat sur la Fédération unitaire de l'enseignement, sur l'Opposition unitaire, se penche sur les conditions dans lesquelles s'est constituée en 1930, puis assez vite disloquée, une tentative de regrouper des opposants communistes au sein de la CGT-Unitaire sur une ligne d'indépendance. Cet épisode est en général présenté de la façon schématique suivante : le sectarisme, l'esprit de fraction des trotskystes de la Ligue communiste ont fait capoter l'entreprise. L'étude de Loïc Le Bars montre que la réalité était nettement plus complexe...

Au même moment, se déroulait en URSS le deuxième des grands procès truqués publics : après le procès des ingénieurs des mines de Chakhty, en Ukraine (1928), le Guépéou avait, sur ordre de Staline, fabriqué un prétendu Parti industriel, dont les prétendus responsables furent jugés en 1930 pour un prétendu complot avec l'état-major français et Poincaré en personne. A l'époque, le Parti communiste français publia, dans une brochure préfacée par Marcel Cachin, l'acte d'accusation fantasmagorique de Krylenko. On savait depuis longtemps que ce procès était truqué ; l'étude de Milkhaïl Panteleïev apporte du nouveau, en revanche, en détaillant les mécanismes de sa fabrication.

Vadim Rogovine complète son tableau de l'entourage de Staline.

Le dossier de police de Philippe Vermel, résumé par le lieutenant du KBG Linkov en 1956, définit une sorte de dossier standard, au titre duquel le NKVD envoya à la mort en deux ans, en 1937-1938, un peu plus de 630 000 hommes et femmes. Vermel avait un lourd passé : sans jamais avoir été un militant trotskyste, il avait collaboré à l'établissement du volume de Trotsky connu en français sous le titre *Ecrits militaires* (en russe : *Comment la révolution s'est armée*) et de deux volumes des *Œuvres complètes* de Trotsky.

La lecture des extraits du procès inachevé de la section bolchevique-léniniste espagnole (1938) complète ce tableau des procédés du NKVD chez lui et à l'étranger.

Ils sont repris, complétés et amplifiés dans la traque des trotskystes, puis de militants et responsables communistes à partir de 1945 en Europe : le sort de Dimitar Gatchev, ancien dirigeant du PC bulgare devenu responsable de la petite organisation trotskyste bulgare, arrêté en 1946, déporté, condamné à la prison, en donne une frappante illustration. Ce numéro reproduit l'essentiel de sa plaidoirie de 1971, où il raconte ses conditions de détention (deuxième partie), après avoir défendu la politique de l'Opposition de gauche (première partie).

Les pages du socialiste polonais Zygmunt Zaremba sur les premiers jours de la guerre en Pologne (septembre 1939) mettent en évidence les lourdes responsabilités du gouvernement polonais dans la débâcle.

Valeri Essipov étudie la place dans l'intelligentsia soviétique de l'auteur des célèbres *Récits de Kolyma*, qui est, d'un certain point de vue, l'antipode de Soljenitsyne.

Sous le titre "*l'antisémitisme stalinien honteux*" (car le honteux antisémitisme stalinien cherche à se dissimuler), ce numéro publie une note de Jean-Marc Schiappa sur un étrange article des *Cahiers du communisme*, de décembre 1945, et des extraits de deux textes secrets (à l'époque) des organismes de censure soviétiques, datant

de février et mars 1949, sur des mesures d'étranglement de la culture juive en URSS masquées sous de dérisoires prétextes.

Au titre des "Pages oubliées", les *Cahiers* reproduisent trois articles de l'anarchiste italien Camillo Berneri, accouru en Espagne dès l'insurrection fasciste, et qui paya de sa vie ses analyses critiques de la politique du Front populaire espagnol. Des agents staliens déguisés en miliciens de l'UGT l'abattirent au milieu des journées de mai 1937 à Barcelone.

Toujours dans le cadre des "Pages oubliées", ce numéro publie l'adresse à Pétain que les autonomistes bretons faisaient adopter en 1941, qui sera suivie dans nos prochains numéros d'une série sur le nationalisme breton et la collaboration avec le nazisme.

Après la grève des ouvriers de Berlin-Est, le soulèvement massif des ouvriers polonais et hongrois en octobre 1956 a représenté le sommet de la crise ouverte et violente du stalinisme au lendemain de la mort de Staline. L'appareil s'est déchiré jusque dans ses sommets à Budapest et il a été profondément secoué à Moscou. L'examen des procès-verbaux du présidium (ex-bureau politique) du comité central du PCUS confirme ce qu'une simple analyse du déroulement des faits permettait d'établir : le moment tournant de la répression de la révolution hongroise a été l'attaque de l'Égypte par les troupes françaises et anglaises, le 31 octobre 1956, au lendemain de l'attaque des troupes israéliennes, dans la nuit du 29 au 30 octobre, contre la nationalisation du canal de Suez par Nasser. Le présidium, auparavant désarmé, décide alors de frapper.

La présentation de deux *Cahiers du CERMTRI* sur la lutte des classes en France et en Angleterre au lendemain de la guerre rappelle quelques vérités sur une des périodes les plus mythifiées de l'histoire de l'Europe : ainsi, ce numéro, qui commence par la lutte de classe des ouvriers imprimeurs sous le Directoire, se conclut, dans la continuité, par celle des métallos, postiers et dockers en Europe au lendemain de l'écrasement du nazisme.

Jean-Jacques Marie

40e année - juillet-août 1994 - N° 399



LE PAYS BRETON

MENSUEL DES ASSOCIATIONS BRETONNES D'INFORMATIONS GÉNÉRALES,
CULTURELLES, ÉCONOMIQUES, SOCIALES DES CINQ DÉPARTEMENTS
DE BRETAGNE, DE PARIS ET DE TOUTE L'ILLE DE FRANCE

Abonnement 1 an : 140 F, de soutien : 190 F
19 rue du départ - 75014 Paris - Tél. 43 20 68 46
Directeur-Gérant : Jean Le Lagadec - C.C.P. : USBIF 12-199-90 G PARIS

M 1682 - 399 - 10,00 F



**Terribles révélations de Roger Bruge dans un livre
publié aux Editions Albin Michel :**

**EN AOÛT 1944, A TROYES, 49 RÉSISTANTS
EXTRAITS DE LEUR PRISON ET MASSACRÉS PAR
LA GESTAPO ET DES NATIONALISTES BRETONS.**

(voir en page 9 l'article de Jean-Marie Ru).

Les nationalistes bretons dont il est ici question appartenaient à la "Formation Perrot", fuyant de Rennes vers l'Allemagne nazie, début août 1944.

Parmi une douzaine de militants, de femmes et d'enfants, les accompagnait notamment Roparz Hémon, figure emblématique du nationalisme breton et collaborateur notoire, dont le nom a été attribué par l'association Diwan à son premier collège, créé près de Brest en 1988.

Grèves sous le Directoire

(Jean-Marc Schiappa)



Quelques grèves parisiennes pendant l'été 1796

PARMI les diverses grèves de la période, il faut mentionner la grève des imprimeurs parisiens. Le 17 prairial an IV, dans une réunion de typographes, au témoignage des présents, "il fut arrêté qu'il serait défendu à tout individu de travailler soit à la cape soit à la presse à moins d'être payé en numéraire ou papier au cours de 1790. En conséquence, il serait envoyé une délégation à tous les ateliers (sic) d'imprimerie ce matin pour inviter les citoyens à se conformer à ce règlement et même les menacer en cas de refus". On signale des ouvriers du journal *La Quotidienne* qui sont à la tête de ce mouvement, et ils parcourent les rues. Le patron du journal *L'Ami de la Patrie* écrit au ministre Merlin : "Les circonstances peuvent rendre très dangereux ces rassemblements", qui se tiennent, au moins pour certains, chez un marchand de vin nommé Piron, rue de la Huchette, rue importante pour les typographes à l'époque. On désigne dans ces réunions un président et on y nomme des commissaires. La majorité des patrons imprimeurs a cédé devant une "prétendue société typographique", qui apparaît comme la suite du Club typographique des premières années de la Révolution. Le journal *L'Ami de la Patrie*, du 21 prairial, se fait l'écho de ces grèves, et il n'a pu, comme d'autres, être édité pendant deux jours.

Cette grève semble bien organisée : on a retrouvé une lettre des grévistes à deux "jaunes" (lettre à l'orthographe respectée) : "Nous étions sur le point de vous mettre sur la liste des ouvriers infames qui doivent être connus de tous leurs confrères, lorsqu'on nous a fait observer que vous étiez des jeunes gens qui

ne connaissaient point les règles de l'imprimerie. Nous avons décidé de vous écrire une lettre d'instruction (...). Nous savons très bien et vous ne pouvez le nier que vous faites le journal à 35 sols (...). Après cela ou pourrez-vous travailler, car vos noms seront connus et si vous entrer dans quelque imprimerie sans qu'on le sache, vous serez sur de ne point travailler longtemps (...). Nous vous invitons sagement à réfléchir (...) à ne point nous forcer à employer les lois de la force."

Ce texte est signé "vos confrères typographes (sic)", avec trois noms : Billard, Bonefoy et surtout Vante, qui est le rédacteur et le premier de nombreux signataires de cette lettre. C'est un ouvrier compositeur, qui n'est pas attaché à un atelier en particulier et qui est considéré comme un "grand orateur dans les rassemblements" (1). Ces mouvements avaient été préparés certainement par les réunions "pour une augmentation de salaire" de fin décembre 1795, signalées par A. Aulard (2).

Buonarroti, dans son ouvrage, parle de la tentative "d'ouvriers coalisés pour délivrer Babeuf et réaliser ses projets" (3). Il ne s'agit pas seulement de délivrer les démocrates emprisonnés, mais aussi (mais surtout, faudrait-il ajouter) de réaliser l'égalité absolue. Il s'agit probablement de la première fois, dans l'histoire,

(1) Archives nationales, fonds 77 151, 2^B 5 378.

(2) A. Aulard, *Paris sous la réaction thermidorienne et le Directoire*, Paris, 1898-1902, tome 2, pp. 507-541.

(3) P. Buonarroti, *La Conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf*, Paris, Ed. sociales, 1957, tome 2, p. 30.

où il y a corrélation entre grèves ouvrières et tentatives communistes. Il n'a pas été fait mention (à ma connaissance) de cette affirmation de Buonarroti.

Pourtant, dans la presse de l'époque, un certain nombre d'éléments confirmant et datant cette tentative ont été donnés : ainsi, *Le Journal de Paris*, du 13 messidor an IV, écrit à propos des émotions de l'avant-veille : "Des hommes et des femmes ont taxé à leur gré les marchandises (...), mais le motif était l'intérêt de la faction des anarchistes." On a entendu "des orateurs de profession (...) décrier le Directoire (...), s'attachant à intéresser le soldat en faveur de Drouet, de Babeuf" et "exciter la haine contre les riches, les marchands, les égoïstes, c'est-à-dire contre la propriété et la sûreté". C'est incontestablement la tentative de Blondeau (babouviste cherchant à libérer les dirigeants emprisonnés) qui est ici visée.

La presse fait état, comme *La Sentinelle*, du 12 messidor, du "mouvement séditieux" survenu la veille. *Le Courrier républicain*, du 12 messidor également, dénonce "les complices de Babeuf, les exclusifs, les brise-scellés de Paris et de tous les départements (qui) sont enfin parvenus à opérer le grand acte préparatoire de l'insurrection qu'ils méditent. Aujourd'hui, le peuple poussé par leurs inspirations s'est porté chez les marchands de la Halle." D'après un mouchard, dans un rapport en date du 11 messidor, les amis de Blondeau "profitent de la journée d'aujourd'hui pour semer la terreur chez l'honnête citoyen" (4).

D'autres éléments, non seulement sur cette tentative politique, mais aussi sur la situation sociale, sont recensés par A. Aulard (5) : ainsi, "une quarantaine d'ouvriers de l'atelier du citoyen Fournier, entrepreneur des bâtiments de la république, se sont transportés chez le juge de paix de la division des Droits de l'Homme pour lui représenter que leur paie était insuffisante pour se substanter et qu'ils le priaient de vouloir bien donner son adhésion à un arrêté qu'ils avaient pris entre eux pour être payés à raison de 500 livres par jour" (4 messi-

dor an IV). Le 5 messidor, il est fait état des "rassemblements qui ont lieu (au faubourg Saint-Antoine) entre les ouvriers ébénistes, chapeliers et autres, qui disent qu'ils ne veulent plus travailler qu'en numéraire ; ils font des taxes et veulent même forcer les fabricants à signer ces sortes de marchés". Ces "sortes de marchés", on peut les considérer comme l'ancêtre de nos actuelles conventions collectives. Le 13 messidor, "les ouvriers du magasin de farine rue Neuve-Laurent ont refusé leur paye en mandats, en ajoutant qu'ils quitteraient tous plutôt que d'y consentir... Depuis deux jours (la grève a donc commencé en même temps que la tentative de Blondeau — J.-M. S.), les ouvriers des carrières Barrière d'Enfer font refus de travailler pour la même cause."

C'est aussi à cette période qu'une certaine effervescence refait jour parmi les ouvriers typographes, s'il faut croire *Le Journal de Paris*.

On connaît quelques autres détails sur la tentative de Blondeau par les rapports de police d'un agent infiltré : Blondeau déclare à ses amis que "30 000 ouvriers" se sont ralliés à la Conspiration. Le rapport du 11 messidor précise : "Les susnommés ont ameuté le peuple." Le 13, Blondeau se déclare "désigné pour être à la tête de ceux qui devraient délivrer Drouet, Babeuf et autres" ; plus prudents que leurs amis, "ils reçoivent divers rapports et ils les brûlent (sic) d'après lecture faite" (6). Mais cette tentative échoua, victime de l'infiltration policière, à l'instar de la première tentative de Babeuf, de celle de Cazin (autre babouviste encore en activité après l'arrestation des dirigeants) et des siens, puis du coup de Grenelle, comme si les Egaux ne pouvaient se protéger et n'avaient nul endroit pour se réfugier.

La responsabilité de l'échec des Egaux dans leur tentative de dresser les

(4) Archives nationales, W 560, d. 4.

(5) A. Aulard, *op. cit.*, tome 3, pp. 267, 273 et 288.

(6) Débats du procès, séances des 3 et 4 germinal an V.

ouvriers parisiens contre le Directoire n'incombe ni aux premiers ni aux seconds, mais aux conditions économiques, aux conditions objectives, comme l'ont écrit Marx et Engels, justement à propos de Babeuf :

“Les premières tentatives du prolétariat (...) ont nécessairement échoué en raison même de la forme embryonnaire

du prolétariat comme des conditions matérielles de son émancipation (7).”

Jean-Marc Schiappa

(7) Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du Parti communiste*, édition Le Livre de Poche, Paris, 1987, p. 48.





**La révolution
russe
vue par Denikine,
le chef
de l'Armée (blanche)
des volontaires**

(II)

L'Armée des volontaires était dirigée par un commandant en chef, le général Denikine, jusqu'en mars 1920, et, pour l'administration civile des territoires dont elle avait ou prenait le contrôle, elle était flanquée d'un organisme politique appelé conférence spéciale, formé d'une coalition de trois forces politiques que Denikine énumère ci-après (les droitiers, les libéraux et les socialistes modérés). Il cite dans ses souvenirs un certain nombre de décisions de cette conférence spéciale.

Les plus caractéristiques sont sans doute celles concernant la terre et les peines prévues pour toute personne liée au gouvernement soviétique et à sa conquête du pouvoir. Le décret sur la terre restaure le droit de propriété des anciens propriétaires, expropriés la plupart du temps par les paysans eux-mêmes ; en prévoyant aux petits paysans la cession d'une partie de ces terres contre indemnités, il restaure le système établi depuis l'émancipation des serfs en 1861, à cette différence près que, sous le tsarisme, les paysans devaient rembourser à l'Etat l'avance faite par celui-ci aux propriétaires nobles, alors que, dans ce cas, le paysan devrait payer directement à ces derniers. Bref, il s'agissait du rétablissement à peine modifié du système qui, avec la guerre, avait poussé des millions de paysans dans ce qu'un monarchiste de cette époque, descendant d'émigrés français, un certain Gauthier, appelait avec crainte et mépris la "*Pougatchevchtchina*", du nom de la grande révolte paysanne sous Catherine II...

La politique de l'Armée des volontaires

DANS le sud de la Russie, sur les territoires libérés par l'Armée des volontaires, le simple cours des événements, sans la moindre proclamation, avait installé la dictature, incarnée par le commandant en chef.

Son but essentiel était de renverser les bolcheviks, de rétablir les fondements de la structure de l'Etat et de la paix sociale, pour créer par là les conditions indispensables pour la construction d'une terre de la volonté commune du peuple. Mais la vie, par sa pression spontanée, nous fit sortir de ce cours, en exigeant la résolution des problèmes fondamentaux de l'Etat comme la question nationale, la question agraire et autres, dont la solution définitive, à mes yeux, sortait des limites de notre compétence. Etait-ce bien ou mal, était-ce plus rationnel, c'est une autre question ; en tout cas, la dictature **nationale** que nous essayions d'édifier dans le sud avait d'autres tâches et d'autres méthodes qu'une dictature **bonapartiste**.

Le "refus" de prédéterminer et de définir à l'avance les principes de la construction ultérieure de l'Etat, qui suscitent à ce jour encore tant de discussions, n'était pas des "élucubrations théoriques" ni un "masque", mais une exigence de la vie. La question est extrêmement simple si on l'aborde sans préjugé : les trois groupements politiques du front antibolchevique, les droitiers,

les libéraux et les socialistes modérés, étaient séparément trop faibles pour supporter le fardeau de la lutte sur leurs épaules. Le refus de "prédéterminer" les décisions ultérieures leur donnait la possibilité de préserver une mauvaise paix entre eux et de marcher sur la même voie, quoiqu'en désordre, en s'observant l'un l'autre avec suspicion, en maintenant de mauvais rapports et en cachant dans leur cœur, les uns la république, les autres la monarchie, les uns l'Assemblée constituante, les autres l'Assemblée des Etats (1), les troisièmes la "continuité légale" (2). Le salut de la Russie ne méritait-il pas que l'on repousse à plus tard ces discussions ? (3) »

(Après de longues discussions entre ses membres, la conférence spéciale publiée en mars 1919 une déclaration sur la question agraire. Le texte commence par deux paragraphes affirmant que la solution définitive de la question agraire "appartiendra aux organismes législatifs, à travers lesquels le peuple russe exprimera sa volonté. Mais la vie n'attend pas. Il est nécessaire de débarrasser le

Notes de la rédaction :

(1) Institution de l'époque tsariste, qu'on peut comparer aux états généraux de la monarchie française.

(2) Avec le gouvernement provisoire de Kerenski.

(3) *Voprossy Istorii*, n° 3, 1994, p. 104.

pays de la faim et de prendre des décisions urgentes à réaliser immédiatement.”
Après quoi, suivent cinq points :)

« 1. Garantir les intérêts de la population laborieuse.

2. Créer et renforcer des exploitations petites et moyennes au compte de terres appartenant à l'Etat et à des propriétaires privés.

3. Conserver aux propriétaires privés leur droit à la terre. Cela étant, dans chaque localité particulière, devra être définie une étendue de terre qui pourra être conservée entre les mains des anciens propriétaires et établies les modalités du transfert du reste de la terre en possession privée à des petits paysans. Ces transferts pourront être effectués par la voie d'accords volontaires ou par la voie de l'aliénation forcée, mais en ce cas contre indemnité obligatoire. Les nouveaux propriétaires d'une terre ne dépassant pas les dimensions fixées se verront reconnaître les droits de propriété intangible.

4. Ne seront pas soumis à l'aliénation les terres des Cosaques, les lots (4), les forêts, les terres des entreprises agricoles hautement productives, ainsi que les terres non destinées à l'agriculture, mais formant une partie constituante indispensable des entreprises minières ou autres ; dans ces deux cas, dans des dimensions importantes établies pour chaque localité.

5. Sera apporté tout le concours possible aux agriculteurs par la voie d'améliorations techniques de la terre (travaux de bonification), de l'assistance agronomique, du crédit, des moyens de production, de la fourniture de semences, de bétail, de matériel, etc.

Sans attendre l'élaboration définitive d'un décret sur la terre, il convient de prendre dès maintenant les mesures permettant de faciliter le transfert de terres à des petits paysans et d'augmenter la productivité du travail agricole. Ce faisant, les autorités, subordonnant les intérêts particuliers au bien de l'Etat, ne doivent pas admettre de vengeance et de haine de classe (...) (5).

Le département de la Justice rétablit la loi, en y introduisant seulement les corrections et les normes du droit procédural et matériel, appelées par la situation d'exception. Il n'évita pas non plus l'introduction de la "politique" dans une question de grande importance : "la responsabilité pénale des participants à l'instauration du pouvoir soviétique et des individus qui ont collaboré à son extension et à sa consolidation". A la fin de juillet, parut un décret de la conférence spéciale sur l'introduction de la loi indiquée. La loi prévoyait la peine de mort pour les individus "coupables d'avoir préparé la conquête du pouvoir par le Conseil des commissaires du peuple", pour les participants et les complices de cette conquête ; pour les autres, "coupables d'avoir collaboré avec le pouvoir soviétique et de l'avoir assisté", la loi fixait, en proportion de la faute, des peines allant des travaux forcés à une amende de 300 roubles ; les individus "coupables" de crimes "à la suite de circonstances malheureuses, de la peur d'une contrainte possible ou d'une autre cause digne de respect" échappaient à toute responsabilité (6). »

(Dans le domaine de la politique étrangère, c'est-à-dire des rapports avec les puissances alliées, la conférence spéciale adopta la note suivante, destinée aux gouvernements de ces dernières et aux autres, rédigée par l'ancien ministre des Affaires étrangères du tsar, Sazonov, qui, à la fin d'octobre 1918, avait rejoint l'Armée des volontaires à Ekaterinodar et occupait dans la conférence spéciale la fonction de chef du service des Affaires étrangères. Denikine reproduit la note en y faisant des coupures. Nous reproduisons ci-dessous ce texte de Denikine. Le point n° 3 fait référence aux divers gouvernements "indépendants" qui s'étaient constitués dans diverses parties de l'ancien empire tsariste : la Finlande,

(4) Dans la Russie tsariste, terre attribuée par l'Etat sans titre de propriété à une famille paysanne pour assurer son entretien.

(5) *Voprossy Istorii*, n° 3, 1994, pp. 111-112.

(6) *Voprossy Istorii*, n° 4, 1994, p. 92.

dont le Conseil des commissaires du peuple avait reconnu l'indépendance, les pays Baltes, les pays du Caucase — Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan —, l'Ukraine ; seule l'ancienne partie russe de la Pologne ne figurait pas dans ces plans de reconquête... L'Armée des volontaires se prononçait pour la reconstitution de la Russie une et indivisible de l'époque tsariste. Les gouvernements alliés ne partageaient pas nécessairement ces ambitions et avaient eux-mêmes des intérêts distincts dans l'ancien empire russe :)

« 1. Le gouvernement soviétique, non seulement n'a pas le droit de représenter la Russie, mais l'existence même de cette bande d'assassins et de bandits ne doit pas être supportée.

2. La Russie demande aux Alliés de lui venir en aide de toute urgence... Nous espérons que, dans cette guerre pour l'humanisme et la justice, les armées alliées et locales (russes) agiront en commun.

3. Les formations gouvernementales éphémères (...), qui ont acquis une indépendance fictive, (...) ne peuvent participer au processus de la libération et

d'unification de la Russie tant qu'elles ne renoncent pas à leurs prétentions à une existence séparée. Il est indispensable de se comporter avec prudence vis-à-vis des prétentions des provinces qui se sont séparées, comme l'Ukraine, le Don, la Lituanie, les provinces Baltes, les Républiques caucasiennes et même la Finlande, dont le gouvernement provisoire n'avait pas reconnu l'indépendance... Leur représentation distincte ne ferait que renforcer les éléments de dislocation et de faiblesse.

4. La vraie Russie ne peut être représentée que par une délégation unique, unissant tous les éléments restés sains au milieu de la destruction. Il y a deux centres d'unification de ses forces, au nord-est et au sud-ouest de la Russie.

5. En attendant la fin de cette fusion, nos anciens ambassadeurs (...) pourraient représenter la Russie et ses intérêts... Quelques autres, mieux informés des récents événements, se joindront à eux en qualité de représentants de ces centres d'unification évoqués ci-dessus (7). »

(7) *Ibidem*, p. 97.



Fusiliers marins du corps expéditionnaire grec harangués par un officier à Odessa, en 1919.

**Alexandre
Pantsov :
les premiers
opposants
chinois
en URSS**


CURZON

**THE BOLSHEVIKS
AND THE CHINESE
REVOLUTION
1919-1927**



**Alexander
Pantsov**

Quelques éléments d'histoire

ALEXANDRE PANTSOV, historien russe spécialiste du trotskysme chinois, a publié au début de l'année 2000 un ouvrage intitulé *The Bolsheviki and the chinese revolution, 1919-1927* (1), qui repose sur un ensemble considérable de documents d'archives. Son ouvrage comporte six parties : 1) Le communisme russe et les fondements idéologiques du mouvement communiste chinois ; 2) Lénine et la révolution nationale de Chine ; 3) Le changement dicté par Staline dans la politique chinoise du Comintern ; 4) Les vues de Trotsky sur la Chine en mouvement ; 5) Trotsky contre Staline : le facteur de la Chine en 1927 ; 6) La scission Staline-Trotsky sur la Chine et les communistes chinois.

Nous publions ci-après des extraits des pages 179 à 187 du chapitre XI, qui ouvre la sixième partie. Rappelons, avant cela, quelques éléments d'histoire : le 4 mai 1919, l'annonce que les Alliés, à Versailles, attribuent au Japon les anciennes concessions coloniales allemandes en Chine y suscite une profonde réaction nationale, qui entraîne une première vague de grèves ouvrières sauvagement réprimées, la reconstitution du parti nationaliste de Sun Yat Sen dans le sud, le Kouo-min-tang, et la fondation d'un petit Parti communiste en 1920. Le Kouo-min-tang, qui constitue le gouvernement de Canton sur le sud du pays, engage à partir de 1923 une campagne pour reconstituer une Chine unifiée et indépendante. En 1923, les quelques centaines de communistes chinois entrent dans le Kouo-min-tang, dont la di-

rection reçoit les appuis d'un conseiller soviétique, Borodine, et accèdent à des postes de responsabilité. Tous les dirigeants bolcheviques appuient alors cette décision, qui permet aux communistes chinois de sortir de leur isolement, mais va tendre, au fur et à mesure des développements révolutionnaires, à les ligoter.

Au fur et à mesure que les armées du Kouo-min-tang remontent vers le nord et chassent les "seigneurs de la guerre" (chefs de bandes locaux), les paysans affamés se saisissent des terres, les ouvriers aux salaires de misère déclenchent des grèves. A Canton, depuis juin 1925, les ouvriers sont en grève, après que la police des concessions française et anglaise a abattu 52 grévistes manifestants. La bourgeoisie chinoise, inquiète, exige de Tchang Kaï-chek, chef de l'armée du Kouo-min-tang, qu'il y mette le hola. Le 20 mars 1926, à Canton, Tchang Kaï-chek arrête une cinquantaine de communistes et impose au Parti communiste des restrictions draconiennes à son activité, dont la remise de la liste de tous ses membres.

A Moscou, Staline et Boukharine dissimulent la nouvelle. Staline fait nommer Tchang Kaï-chek membre d'honneur du comité exécutif de l'Internationale communiste, mais pense le rouler. Il imagine une combinaison de manœuvres et de ruses permettant aux communistes chinois de contrôler les postes décisifs du Kouo-min-tang. Il faut donc leur interdire toute activité ou manifestation politique qui entraverait ce noyautage ; il faut les empêcher, comme certains d'entre eux le veulent, de quitter le Kou-

min-tang et de se constituer en parti distinct allié à ce dernier, ce que réclament Trotsky, puis Zinoviev, à la fin de 1926. Il ne faut pas effrayer les propriétaires terriens, les chefs d'entreprise, voire les banquiers. Les communistes doivent donc calmer les paysans et les ouvriers. Staline camoufle ou justifie cette politique sous une analyse présentant le Kouo-min-tang comme un parti révolutionnaire ouvrier et paysan réalisant l'unité des "quatre classes" (prolétariat, paysannerie, petite-bourgeoisie, bourgeoisie nationale) pour la révolution démocratique

En juillet 1926, Tchang reprend sa marche vers le nord. A l'approche du général, qu'on leur présente comme leur défenseur, les paysans, assez souvent, se soulèvent et prennent la terre ; l'armée de Tchang les rudoie ; le 22 février 1927, à l'approche de son armée, les ouvriers de Shanghai, la grande cité ouvrière chinoise, dont le centre et le port sont concédés aux puissances étrangères qui s'appuient sur le "seigneur de la guerre" local, déclenchent une première grève générale de cinq jours. Sur ordre de Moscou, le Parti communiste chinois réduit le mouvement au soutien aux armées de Tchang Kaï-chek qui s'approchent de la ville, puis suspend la grève... Plusieurs dizaines de dirigeants de la grève et de distributeurs de tracts ont la tête tranchée ou sont éventrés par les équipes de tueurs du patronat local. Tchiang donne à son armée l'ordre de rester l'arme au pied. A Moscou, la direction du Parti communiste et celle du Comintern (Staline et Boukharine) vantent toujours ses mérites.

Le mouvement s'arrête. Tchang reprend sa marche vers la ville. La veille de son entrée, le 21 mars, à l'appel de la centrale syndicale dirigée par le PC chinois, les ouvriers de Shanghai décrètent la grève générale insurrectionnelle et prennent le contrôle de la ville. Tchang Kaï-chek, qui a déjà planifié, avec les puissances coloniales et l'Intelligence Service, le massacre des grévistes, exige que les insurgés déposent les armes. Staline, qui veut que le PC chinois reste docile à Tchang Kaï-chek, leur ordonne d'obéir. Le 6 avril, devant une assemblée

de 3 000 militants de Moscou, Staline assure : *"Tchang Kaï-chek se soumet à la discipline."* Désireux de présenter ces consignes comme la phase d'une stratégie révolutionnaire minutieusement réfléchie et de rassurer les militants inquiets, il camoufle sa politique de subordination derrière des attitudes de bravache et de matamore, et ajoute le 10 avril : *"Tchang Kaï-chek, je m'en servirai, puis le jetterai au rebut comme on jette un citron pressé."* Il envoie son discours à l'impression le 11.

Le lendemain matin, le 12 avril, Tchang Kaï-chek le "progressiste" entre dans Shanghai, mobilise la pègre des gangs du jeu, du trafic d'opium et de la prostitution, dont l'insurrection menace l'activité : les voyous entraînent les soldats hésitants ; des milliers d'ouvriers invités à accueillir Tchang les bras ouverts sont massacrés. La police de la concession française, dirigée par le chef de gang Huang-le-grêlé, et des détachements japonais et britanniques collaborent à la curée. Tchang fait décapiter ou jeter dans des chaudières de locomotives dirigeants communistes et grévistes.

Staline est surtout soucieux de préserver sa réputation. Or la montée de la révolution en Chine en 1926-1927 a éveillé, dans une couche de militants et même de cadres du parti, des espoirs similaires à ceux provoqués par l'Allemagne en octobre 1923. Staline proclame, le 21 avril : *"Les événements ont prouvé entièrement la justesse de la ligne suivie."*

Mais il ne peut guère continuer à inviter les communistes chinois à soutenir le massacreur. Quelques jours après, il leur intime l'ordre de soutenir un général "de gauche" du Kouo-min-tang limogé par Tchang, Wang Jin Wei, installé à Hankeou et qui, bientôt, malgré ou grâce à la présence de deux ministres communistes dans son gouvernement, au Travail et à l'Agriculture, lance ses soldats aux trousses des paysans qui prennent les terres des propriétaires et des communistes. Staline explique aux étudiants chinois de l'université Sun Yat Sen, à Moscou, le 13 mai : *"Après la volte-face de Tchang Kaï-chek, la révolution dans*

son ensemble est passée à une phase supérieure de son développement”, et il trouve un autre général “de gauche” à soutenir dans le Kouo-min-tang, Feng-Yû-Hsiang. L’Opposition lance une pétition contre la politique qui a mené au désastre en Chine, l’appel dit “des 83”. Elle ne recueille que 3 000 signatures de militants. Le découragement renforce la lassitude, et donc l’appareil et Staline.

En novembre 1927, à l’approche du XV^e Congrès du parti prévu pour décembre, Staline envoie à Canton ses émissaires, le Géorgien Lominadzé et l’Allemand Heinz Neumann, organiser une commune insurrectionnelle destinée à confirmer sa volonté révolutionnaire. Les communistes chinois sont ainsi invités, selon les mots d’Harold Isaacs, à passer “du compromis le plus extrême”, alors que des masses énormes étaient en action, à “l’aventurisme le plus extrême”, au moment où ils sont décimés et pourchassés.

L’insurrection est programmée pour le 13 décembre, juste avant l’ouverture du XV^e Congrès. Elle figure au bilan de

la direction, mais est écrasée dans le sang en quelques heures.

Si le massacre de Shanghai découlait d’une erreur d’analyse et d’appréciation de sa part et de la part de Boukharine, le massacre de Canton est délibérément programmé par Staline : les ouvriers insurgés de la ville n’avaient aucune chance ; ils sont morts pour le communiqué, pour démontrer aux congressistes que Staline était bien pour les soviets, bref, pour les seuls besoins de sa politique intérieure d’appareil.

L’historien russe Vladlen Sirotkine, en 1988, tirait ainsi le bilan de la “question chinoise” : “1927 : un Rubicon : l’échec de la révolution en Chine. Et les adeptes de la révolution mondiale se trouvent dans une impasse. C’est ce qui explique les causes profondes de l’échec de Trotsky en Union soviétique. C’est le point de vue de Boukharine qui l’emporte.” Ce dernier prône la construction du socialisme dans un seul pays “à pas de tortue”, grâce à l’apport du paysan aisé et riche, qu’il avait invité, en avril 1925, à s’enrichir.

Le récit d’Alexandre Pantsov

DÈS 1921, les bolcheviks ont créé à Moscou une Université des travailleurs de l’Est, dont la constitution est officiellement adoptée par le comité exécutif central des soviets le 21 avril 1921. Elle prend bientôt le nom d’Université communiste des travailleurs de l’Est (en russe, KUTV), rebaptisée dès 1923 du nom de Joseph Staline. Les étudiants chinois qui y sont inscrits y reçoivent une formation à part jusqu’en 1925. A cette date, est fondée à Moscou une université spécialement consacrée à la formation

scientifique et politique des étudiants chinois, l’Université Sun Yat Sen des travailleurs chinois (en russe, UTK), qui, en septembre 1928, après la défaite de la révolution chinoise et le déchaînement de la terreur blanche à travers la Chine, sera renommée Université communiste des travailleurs chinois (en russe, KUTK).

Elle sera fermée en 1930 et les étudiants chinois seront alors transférés dans une section spéciale de l’Ecole internationale Lénine et à l’Ecole centrale des Komsomols. En 1934, une section

chinoise sera réouverte au KUTV, transférée en 1936 à l'Institut de recherche scientifique sur les problèmes nationaux et coloniaux, qui sera dissous en septembre 1938.

Quel que soit le camp avec lequel Staline allait s'allier dans la guerre qui venait, l'aide aux peuples coloniaux en lutte pour leur émancipation, contre leurs colonisateurs, ne pouvait être qu'une gêne, surtout, bien entendu, s'il s'alliait finalement avec le camp des "démocraties".

(D'après Alexandre Pantsov, sur toute la période concernée, autour de 2 100 étudiants chinois passèrent par ces divers centres de formation et, sur 118 dirigeants du PC chinois qui étudièrent à l'étranger, 80 étudièrent dans ces institutions politiques : 47 devinrent membres titulaires ou suppléants du comité central et 15 membres du bureau politique.)

Jusqu'au début de 1927, les étudiants chinois sont peu informés des débats internes au PC russe et au Comintern sur la politique suivie en Chine.)

La situation changea radicalement après le coup de force de Tchang Kaï-chek du 12 avril 1927. Il secoua les jeunes communistes chinois comme un tremblement de terre. Naturellement, les événements dans leur patrie étaient proches de leur cœur et le choc fut amplifié par le fait que, jusqu'au moment de la "trahison" par la direction de l'Armée révolutionnaire nationale, aucun d'entre eux, comme la majorité du parti soviétique, n'y était préparé. Les doutes qui commençaient à sourdre chez ceux des étudiants chinois qui commençaient à avoir une pensée critique se développèrent en un rejet ouvert de la ligne de Staline et de Boukharine sur la Chine : "J'ai commencé à flotter idéologiquement au KUTK en avril ou mai 1927, à l'occasion du rapport effectué sur la Chine par le camarade Martynov, du comité exécutif de l'Internationale communiste, et à l'occasion de la trahison de Tchang Kaï-chek", déclara plus tard, lors d'un interrogatoire, Qi Shiugong (connu aussi comme Ji Shugong e Ji Bugong) : "Je

pensais que le camarade Martynov avait tort de s'opposer à l'armement des ouvriers et des paysans pendant la grève de Hong-Kong, en 1925-1926. Deux autres étudiants du quatrième groupe partageaient cette opinion (...), Elizarov et Iouriev... Etant donné que le trotskyste Prigojine était intervenu contre Martynov lors d'une réunion, Nekrassov, Elizarov, Iouriev et moi nous avons pris contact avec Prigojine pour obtenir des éclaircissements... Nous avons aussi pris contact avec d'autres trotskystes, Jakov et Gingorn, qui étaient tous professeurs à l'Université communiste des travailleurs chinois. Prigojine nous fournit alors des documents et de la littérature trotskystes, des tracts clandestins, etc., que nous lisions, et c'est ainsi que notre idéologie trotskyste s'est formée."

Les deux étudiants auxquels Qi Shiugong fait référence ici, Elizarov et Iouriev, sont respectivement Chiang Ching-Kuo (le fils de Tchang Kaï-chek) et un certain Xu Yunzuo. Ces trois étudiants étaient alors membres du Komsomol et de nombreux documents attestent de la profondeur de leurs sentiments face à la tragédie qui avait frappé le mouvement communiste en Chine. A l'approche de l'été et de l'automne, un certain nombre d'autres étudiants rallièrent l'opposition.

(Alexandre Pantsov cite quinze noms, puis un seizième nom, celui d'un membre du Kouo-min-tang, puis les noms de sept étudiants aux sympathies trotskystes passives et quatre noms d'étudiants aux opinions hésitantes. Il y ajoute ceux de cinq étudiants d'autres instituts, qui manifestèrent leurs sympathies pour l'opposition, dont celui de "Wang Pingyi, qui devint plus tard l'un des dirigeants du mouvement trotskyste en Chine même".)

Les histoires du trotskysme chinois et les souvenirs des participants à ces événements citent invariablement, parmi ceux qui soutinrent dès le départ Trotsky à Moscou et devinrent par la suite les dirigeants du mouvement trotskyste en Chine, des gens comme Ou Fang, Zhang De (alias Zhang Wei), Shi Tang, Chen Yimou et Li Xuelei. Ces noms, pourtant,

n'apparaissent dans aucun des documents de l'époque que j'ai pu consulter dans les archives des écoles internationales à Moscou, y compris les notes personnelles des étudiants eux-mêmes. Le plus probable est que les noms ci-dessus étaient des pseudonymes adoptés par des militants issus de l'UTK uniquement lors de leur retour en Chine. Les biographies d'un certain nombre de militants issus de l'UTK, comme Wang Zhihao, Li Guanya, Lin Aimin, Feng Qiang, Zhu Huaide et Yuang Huabo correspondent plus ou moins à ce que nous savons des dirigeants trotskystes mentionnés ci-dessus.

A l'évidence, les premiers partisans chinois de l'Opposition étaient peu nombreux ; en août 1927, par exemple, en y incluant les sympathisants et les hésitants, ils ne dépassaient pas la trentaine, soit 10 % du corps des étudiants. Une quinzaine d'entre eux étaient plus ou moins connus comme tels à l'UTK...

Plusieurs opposants occupaient des postes dirigeants dans le Komsomol (Jeunesse communistes) de l'UTK, ce qui atteste qu'ils jouissaient d'une certaine autorité parmi leurs camarades étudiants. Zhu Huaide, par exemple, était le secrétaire du comité des Komsomols des étudiants de deuxième année jusqu'en novembre 1927. Huang Ju et Chen Qi occupaient aussi des postes de responsables de Komsomol.

Quelle activité oppositionnelle déployaient ces jeunes partisans de Trotsky ? D'abord, ils traduisaient et diffusaient les documents : l'appel de l'Opposition unifiée, les lettres ouvertes de Trotsky et de Zinoviev au bureau politique et au comité exécutif de l'Internationale communiste, et leurs articles sur la révolution chinoise. Dans cette première période, ils se souciaient plus d'influencer la direction du Parti communiste chinois que de faire de la propagande parmi leurs camarades étudiants. Les documents qu'ils traduisaient étaient envoyés à son comité central. Cantonnés dans une lutte idéologique, ils ne faisaient aucune tentative de constituer leur propre organisation, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur du parti : "C'était simplement un groupe de compagnons d'idées", se rappelle Qi Shugong.

Bien entendu, ils combinaient leur travail de propagande avec une certaine agitation parmi les étudiants, en utilisant à cette fin les emplacements de journaux muraux et d'affiches murales, en intervenant dans les réunions du parti et du Komsomol, ainsi qu'en classe, pour défendre la plate-forme de l'Opposition dans la mesure où on leur en donnait la permission. Ils se mirent ensuite à chercher intensivement à gagner des soutiens individuels, en partant des questions chinoises qu'ils maîtrisaient le mieux et qui étaient celles qui agitaient le plus les simples étudiants. Mais ils soulevèrent aussi d'autres questions, comme la bureaucratization croissante de l'appareil du parti et de l'Etat en URSS, et ils évoquèrent la nécessité de réformer le parti contre "le régime de gardes blancs de Staline". Ils appelaient à modifier la ligne de Staline et de Boukharine, à la campagne envers la paysannerie, et dans les villes à l'égard de la classe ouvrière. Ils soulevaient aussi d'autres questions internationales.

A en juger par les documents conservés, ils ne développaient pas des positions théoriques et politiques propres, mais popularisaient simplement les conceptions de l'opposition trotsko-zinoviévistes. Nous pouvons juger de l'intensité de leur activité par les dénonciations rédigées par des étudiants staliniens vigilants, qui, de temps à autres, parvenaient au comité du parti de l'UTKL.

(Alexandre Pantsov cite deux rapports, puis évoque la participation de dix ou onze étudiants oppositionnels chinois à la manifestation du 7 novembre 1927. Soulignant le caractère confus, voire "assez contradictoire", des documents qui y sont consacrés, il en donne le récit suivant, qui lui paraît décrire la façon dont les choses "se sont probablement passées" :)

Un jour ou deux avant la manifestation, les (dix ou onze) étudiants cités ci-dessus, avec l'aide de leur professeur de l'UTK, Bella Epshtein, rédigèrent une banderole rouge portant le slogan : "Vive les dirigeants de la révolution mondiale, Zinoviev, Radek, Preobrajenski." Il y eut

sans doute d'autres pancartes, préparées à l'avance et emportées par les opposants sur la place Rouge. Lorsqu'ils passèrent devant le Mausolée, les opposants, à l'étonnement des autres manifestants, déployèrent leur banderole et commencèrent à crier des slogans en faveur des dirigeants de l'Opposition. Leur manifestation ne dura que quelques minutes, car les partisans de la majorité stalinienne dans le parti qui défilaient avec le contingent de l'université "rétablirent vite l'ordre". Les opposants furent contraints de reculer et retournèrent chez eux. A ce moment-là, aucun d'eux ne fut arrêté.

Malgré sa brièveté, cette manifestation des opposants chinois fit une profonde impression sur de nombreux présents sur la place Rouge. Le fait que, parmi les Chinois dont le mouvement révolutionnaire suscitait un vif intérêt non seulement en Union soviétique, mais dans le monde entier, il y avait aussi des opposants à Staline, prêts à déclarer ouvertement leur solidarité avec l'Opposition de gauche unifiée, attira l'attention.

(Le sort de ces manifestants sera vite réglé. Après une première réunion du comité du parti à l'UTK, qui se contente de démettre Zhu Huaide de ses fonctions de responsable des Komsomols de la deuxième année, une seconde réunion décide l'exclusion des coupables — sauf un, pour d'obscures raisons —, accusés d'avoir utilisé des méthodes "fascistes" avec le service d'ordre et d'avoir crié "A bas le comité central fasciste !" — ce qui est évidemment faux — et qui ont cinq minutes, pas une de plus, pour s'expliquer. Le 10 novembre, la direction de l'Université décide de renvoyer les exclus en Chine, un article dans la Pravda, du 16 novembre, les dénonce. Le 22 novembre, les expulsés, sauf un, reçoivent leur visa pour la Chine.)

Quelques jours avant leur départ pour la Chine, trois ou quatre des étudiants,

dont Liang Ganquiao, rencontrent Trotsky dans le bureau du comité d'Etat des concessions.

Selon le récit que Liang Ganquiao en fit à Wang Fanxi, la question principale qui fut discutée fut l'avenir de l'Opposition en Chine. Cherchant à gagner le soutien de Trotsky, Liang lui déclara : "Ne vous inquiétez pas. Dès que nous reviendrons en Chine, nous mettrons sur pied un parti d'au moins un demi-million de membres." Trotsky sourit et lui répondit : "La révolution vient de subir une défaite. Aujourd'hui, nous devons prendre les problèmes pas à pas. Et si chacun de vous, dit-il en pointant du doigt chacun des Chinois rassemblés, gagne autour de lui cinq ou six ouvriers et les forme, ce sera en soi un grand résultat" (Wang Fanxi affirme se rappeler de façon très claire le récit de Liang Ganquiao).

Le soir du 23 novembre, le premier groupe d'étudiants expulsés quitta l'UTK.

Selon un rapport de dénonciation envoyé au comité du parti de l'université dès le lendemain, Bella Epshtein les accompagna lors de leur départ et leur cria lorsqu'ils furent assis dans l'autocar : "Vous avez souffert à cause de votre lutte. C'est là le vrai chemin qui mène à la victoire. Nos idées connaîtront un nouvel essor et nous nous rencontrerons bientôt dans d'autres circonstances."

Mais ils ne devaient plus se rencontrer. Les étudiants furent envoyés à Vladivostok, d'où, après avoir surmonté les nombreux obstacles et difficultés placés sur leur route par la machine bureaucratique soviétique, ils purent regagner la Chine en février ou mars 1928.

Bella Epshtein, elle, connut un destin tragique. Comme la majorité des enseignants opposants, elle périt broyée par la machine répressive stalinienne. Au printemps de 1938, elle fut fusillée, avec des douzaines d'autres détenus, au camp de concentration de Vorkouta.

**Le procès
de l'Union
des organisations
d'ingénieurs
du *Promparti*
(1930)**

**(Mikhaïl Panteleïev,
docteur en sciences de l'histoire)**



La brochure du PCF consacrée au procès.

Un pas supplémentaire dans la politique stalinienne de "chasse aux spécialistes"...

LE 25 novembre 1930, à Moscou, dans la salle d'audience spéciale de la Cour suprême de l'URSS, commença l'audience de l'affaire concernant *"l'organisation clandestine contre-révolutionnaire appelée Promparti, qui a pour but d'accomplir des actes de sabotage et de diversion et de préparer l'intervention des puissances occidentales afin de renverser le pouvoir soviétique"*.

A la présidence de la cour se trouvait A. I. Vychinski, pour le ministère public officiaient N. V. Krylenko et V. I. Friedberg, et les avocats I. D. Braude et M. A. Otsep assuraient la défense.

Les accusés

Devant la cour, comparaissaient d'éminents chercheurs et ingénieurs : Leonid Constantinovitch Ramzine, né en 1887, professeur au MVTOu (Ecole technique supérieure de Moscou), directeur et fondateur de l'Institut technologique de l'Union soviétique (VTI) ; Ivan Andreïev Kalinnikov, né en 1874, professeur à l'Académie de l'armée de l'air ; Viktor Alekseïevitch Laritchev, né en 1887, président de la section "combustibles" du Gosplan ; Nikolaï Frantsevitch Tcharnovski, né en 1868, président du conseil scientifique et technique de la

métallurgie et de l'industrie mécanique, sous la direction de l'Union de l'industrie mécanique du VSNKh (Conseil de l'économie nationale de Russie) ; Aleksandr Aleksandrovitch Fedotov, né en 1864, président du collège de l'Institut scientifique et de recherche textile ; Sergueï Viktorovitch Kouprianov, né en 1871, directeur technique de la branche textile du VSNKh de l'URSS ; Vladimir Ivanovitch Otchkine, né en 1891, secrétaire scientifique de l'Institut technologique de l'URSS ; et Ksenofont Vasilievitch Sitnine, né en 1878, ingénieur du syndicat textile de l'URSS.

Le procès s'acheva le 7 décembre 1930. Les cinq premiers accusés cités ci-dessus furent condamnés à la peine capitale : exécution par les armes, avec saisie de leurs biens ; et les trois derniers, à dix ans de réclusion avec saisie de leurs biens. La condamnation à mort de Ramzine, Kalinnikov, Fedotov, Laritchev et Tcharnovski ne fut pas exécutée : suite à la demande d'amnistie par les inculpés, le présidium du comité exécutif central de l'URSS transforma la peine en dix de réclusion, avec saisie de leurs biens. Les autres accusés virent leur peine de réclusion baisser à huit années.

Outre les personnes mentionnées, d'autres furent, elles, fusillées pour cette même affaire, sur décision du collège du Guépéou, du 10 au 20 avril 1931 : E. F. Evreïnov, directeur adjoint du service

central des projets du groupe Kotlotourbine, G. I. Kozlinski, directeur des laboratoires de l'Institut thermotechnique, et S. A. Predtetchinski, directeur adjoint de l'Institut thermotechnique ; trente personnes furent envoyées en camp de concentration pour dix ans, cinq personnes pour cinq ans, une personne pour sept mois, et cinq personnes furent déportées pour trois ans dans différentes régions du pays.

Les chefs d'accusation

Tous les inculpés reconnurent les crimes dont ils étaient accusés. Ils firent savoir que l'organisation illégale vit le jour en 1925 avec la création de l'Union des organisations d'ingénieurs. Au début de l'année 1928, celle-ci fut transformée en Parti industriel (*Promparti*). Ramzine détenait le rôle principal au sein du comité central du groupe de conspirateurs de l'intelligentsia des techniciens après l'arrestation de l'ingénieur Paltchinski, suite à une affaire de sabotage dans l'industrie de l'or et de l'argent. Ce dernier avait été antérieurement adjoint du ministre du Commerce et de l'Industrie dans le gouvernement provisoire.

Le *Promparti* s'était structuré selon le système des liens en chaîne isolés dans les différentes branches de l'industrie, de façon à ce que *"les membres des différentes chaînes ne se connaissent pas entre eux et, également, que les maillons supérieurs et inférieurs d'une chaîne ne se trouvent pas non plus en contact immédiat"*. Lors de l'instruction préalable et pendant le jugement, Ramzine en personne estimait que le *Promparti* comptait deux mille membres. Au procès, figurait une liste de 1 996 contre-révolutionnaires préparée par les juges d'instruction.

Selon le verdict, les orientations du programme du *Promparti* consistaient à *"liquider le pouvoir soviétique et restaurer le pouvoir des capitalistes et des grands propriétaires terriens par l'instauration d'une dictature militaire. Le rôle de dictateur militaire devait revenir au général contre-révolutionnaire Lou-*

kovski ou au dirigeant du comité central du Promparti, Paltchinski. Le programme économique du Promparti prévoyait le retour des entreprises aux anciens propriétaires et, en cas de reconstruction de ces entreprises, l'indemnisation des anciens propriétaires sous forme d'actions... Dans le domaine de l'agriculture, le programme envisageait le rétablissement des grands propriétaires terriens et le renforcement du système des koulaks, avec le retour des terres aux anciens propriétaires ou avec leur indemnisation à l'aide d'un fonds spécial alimenté par le système d'actions des entreprises déjà mentionné."

Pour atteindre leur but, les leaders du *Promparti* établirent des liens avec l'organisation contre-révolutionnaire des émigrés, le Comité commercial et industriel (*Torgprom*), dont le siège se trouvait à Paris, avec le groupe émigré de Milioukov, ainsi qu'avec les groupes gouvernementaux "interventionnistes" d'Angleterre et de France, les états-majors généraux français et anglais. En particulier, d'après ses propres déclarations, Ramzine rencontrait les colonels de l'état-major général français, Joinville et Richard, et le colonel anglais Laurence, pour discuter des dates d'intervention contre l'URSS et des activités du *Promparti*. Au cours de ces rencontres, Ramzine aurait donné, au nom du *Promparti*, son accord sur le remboursement des dettes tsaristes et l'annexion d'une part significative du territoire soviétique en échange d'une aide en armes de l'Angleterre et de la France. Le célèbre homme politique français Raymond Poincaré, qui démissionna de son poste de Premier ministre un an et demi avant le début du procès, fut, en coulisses, le principal inspirateur des activités antisoviétiques du *Torgprom* et, à travers celui-ci, du *Promparti*.

A l'intérieur du pays, les leaders du *Promparti* coordonnaient leurs activités *"avec d'autres organisations contre-révolutionnaires, qui s'étaient constituées à cette époque, notamment avec le groupe contre-révolutionnaire de Kondratiev et Tchaïanov"*. La sentence de la salle d'audience spéciale de la Cour suprême de l'URSS accusait également le *Prom-*

parti d'avoir établi des liens avec le "groupe menchevique de Soukhanov et de Groman".

Selon les termes de la sentence, les membres du *Promparti* exécutaient des "actes de sabotage planifiés" à l'aide des méthodes suivantes :

1. l'élaboration de plans minimums visant à freiner les rythmes d'industrialisation et la croissance économique au niveau national ;

2. la création de disproportions entre les différentes branches de l'économie nationale et entre les différentes sections dans chaque branche ;

3. le "gel des capitaux", "par l'investissement de capitaux dans des constructions inutiles ou par l'utilisation irrationnelle des capitaux afin d'affaiblir le rythme et la rentabilité de l'industrialisation et de freiner la progression de la construction socialiste" (1).

Outre le sabotage, le ministère public imputait aux inculpés des opérations d'espionnage et la préparation d'actes de diversion coïncidant avec le début de l'intervention étrangère.

Sur quels documents ces chefs d'accusation étaient-ils fondés ?

Seule base : les aveux

Tout le procès était basé exclusivement sur les dépositions des accusés eux-mêmes et des témoins faisant l'objet d'une instruction pour d'autres affaires : l'économiste L. N. Iourovski, accusé d'appartenir au Parti paysan du travail (TKP), parti illégal, l'ingénieur D. M. Mikhaïlenko, arrêté dans une affaire de sabotage dans le domaine de l'économie de l'eau, et d'autres encore.

Cependant, le 16 juillet 1987, le collège militaire de la Cour suprême de l'URSS réhabilita entièrement N. D. Kondratiev, A. V. Tchaïanov, L. N. Iourovski et d'autres personnes qui avaient été jugées à huis clos pour le procès du Parti paysan du travail. Il fut en effet constaté que ce parti n'a jamais existé sur le territoire de l'URSS, que ses pré-

tendus membres "n'ont jamais effectué d'actes de sabotage" et qu'ils ont été jugés sans le moindre fondement. A cette même époque, les personnes qui comparurent lors du procès du "Bureau pansoviétique du comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (mencheviks)" (le groupe de Soukhanov et de Groman) en tant que témoins pour l'affaire du *Promparti* n'ont pas été citées en justice. Il ne fut pas non plus demandé de déposer à des témoins qui figuraient pourtant dans les documents de l'instruction et qui auraient pu tout au moins confirmer indirectement les déclarations des accusés. Par exemple, la secrétaire de Ramzine à l'Institut thermotechnique, Sporova, devait être au courant des rencontres de son chef et du secrétaire scientifique de l'institut, Otchkiine, avec les représentants des services spéciaux français. Cependant, Sporova n'a jamais été appelée à déposer, ni pendant l'instruction, ni pendant le jugement.

L'absence de preuves objectives contre les accusés dans les documents judiciaires est flagrante. Lors des arrestations et des perquisitions chez les membres du *Promparti*, on ne découvrit ni programme, ni statuts, ni autres documents constitutifs, et encore moins de listes d'adhérents de l'organisation établies par les "contre-révolutionnaires" eux-mêmes.

Les seuls documents accusateurs divulgués par le procureur général Krylenko au tribunal furent les discours sténographiés de Kalinnikov aux séances du présidium du Gosplan du 29 décembre 1927 et du 5 février 1929. Le rapporteur mit alors en doute la réalité de l'accomplissement des rythmes planifiés du Conseil supérieur de l'économie nationale pour le développement de la métallurgie et de la construction mécanique. Or on ne peut pas du tout en conclure que le mobile de la conduite de Kalinnikov fut le sabotage prémédité.

(1) Procès du *Promparti* (du 25 novembre au 7 décembre 1929), Union des Editions d'Etat, 1931, p. 521.

L'instruction ne présenta au tribunal aucune pièce à conviction.

Le réquisitoire

Dans son discours, Krylenko expliquait la situation de la façon suivante : *“Quelles preuves peut-il y avoir ? Y a-t-il par exemple des documents ? Je me suis renseigné à ce sujet. Il s'avère que là où ils se trouvaient, les documents ont été détruits... J'ai demandé si, par hasard, un document n'aurait pas échappé à la destruction. Il serait vain de compter là-dessus... Des gens ? Des témoins ? S'attendre à ce que des gens viennent ici et parlent de l'organisation de sabotages, et de plus que ces gens qui ont dirigé l'organisation de sabotage puissent être en liberté et venir parler de tout cela comme si de rien n'était ? Nous ne sommes pas des idiots. Nous ne laissons pas des gens comme cela en liberté. De quoi aurions-nous l'air ? Nous les avons tous arrêtés.”*

Krylenko ne fut pas troublé par l'absence de preuves objectives de la culpabilité des inculpés, il est parvenu à une conclusion bien nette : *“Quelles peuvent être généralement les preuves dans ce genre de procès ? La meilleure preuve dans ces circonstances reste bien l'aveu des accusés.”* Pourtant, on ne peut pas considérer que leurs dépositions soient dignes de foi.

Les documents de l'affaire et la nouvelle enquête effectuée dans les années 1950 montrent que l'instruction préliminaire a été menée par les enquêteurs du Guépéou en violant grossièrement les normes et les lois de la procédure : en utilisant des méthodes illicites lors des interrogatoires, en fabriquant des preuves artificielles de la culpabilité des inculpés, en les menaçant de punitions sévères allant jusqu'à la privation de la vie, en les menaçant d'arrêter les membres de leurs familles, les enquêteurs du Guépéou, Agranov, Radzivilovski, Tchertok, Dmitriev, Slovatiniski et d'autres, poussaient les détenus à s'accuser eux-mêmes et à faire des dépositions mensongères.

Au tribunal, Krylenko rejeta nettement l'éventualité de tortures possibles contre les accusés, la qualifiant de *“supposition ridicule”*. Cependant, la nouvelle enquête menée sur cette affaire prouve le contraire.

L'activité terroriste du *Promparti* ne fut pas du tout examinée au tribunal, alors que l'instruction lui avait réservé une grande attention. D'après la conclusion de l'accusation, lors de ses séances, le comité central du *Promparti* a discuté en 1930 de *“l'organisation systématique d'attentats...”*.

Il fut décidé de revenir à la discussion de cette question avec le groupe de Kondratiev et de Tchäianov (*économistes responsables du prétendu Parti paysan du travail, NDLR*) au printemps, *“quand la situation générale deviendrait plus claire”*.

S'appuyant sur les dépositions de Revokatov, de Roukhine et d'autres accusés, l'instruction en conclut que les armes et les explosifs préparés par les terroristes ont été détruits avant leur arrestation.

Vingt-cinq ans après

Interrogé sur cette question en 1955, Roukhine précisa : *« J'ignorais totalement l'existence du Promparti avant mon arrestation. Le procureur Tchertok disait que Revokatov avait déposé contre moi. Une fois, en pleine nuit, Revokatov et moi, accompagnés par des enquêteurs du Guépéou, sommes allés dans des bois où Revokatov était censé avoir enterré des armes. Nous n'y avons trouvé aucune arme. Dans les bois-mêmes, nous avons commencé à parler, Revokatov et moi. Il m'a demandé d'avouer que j'avais déterré les armes et que je les avais jetées dans la rivière avant mon arrestation. D'une façon générale, je n'ai jamais été mentionné dans les dépositions de Revokatov et je ne sais pas de quelle rivière il s'agit, ni où elle se trouve. Après la sortie aux bois, Tchertok m'a encore interrogé deux fois. Après qu'il m'a frappé pendant le deuxième interrogatoire, j'ai signé un procès-verbal*

sans l'avoir lu. De toute évidence, il s'agissait de l'"aveu" de mon délit. Je ne sais pas ce qui était écrit dans ce procès-verbal. »

En 1955, I. B. Rappoport fit savoir ce qui suit : *"Quand j'avais 26 ans, j'ai été arrêté par le Guépéou suite à une accusation artificielle créée contre moi : j'aurais préparé des explosifs pour des actes terroristes pour le compte du Promparti. En m'empêchant de dormir par des passages à tabac systématiques, en me menaçant d'arrêter et de liquider ma famille, j'ai été forcé de signer et d'avouer que j'étais coupable (...). Pendant les interrogatoires, les juges d'instruction Tchertok, Radzivilovski et un troisième, dont j'ai oublié le nom, parvenaient à me faire avouer que je préparais des actes terroristes et que je fabriquais des explosifs dans le laboratoire de l'Institut thermotechnique. C'est en vain que j'ai tenté de démontrer l'absurdité de cette accusation, puisqu'il est impossible de fabriquer des explosifs dans le laboratoire où on procède à des analyses des combustibles, et qui ne possède aucun appareil ou équipement spécial... Au cours de l'un des premiers interrogatoires, le juge d'instruction a fait appeler Kozlinski et lui a demandé de bien vouloir répéter les dépositions qu'il avait faites auparavant contre moi. Kozlinski s'est agenouillé, s'est mis à pleurer et a dit : "Pardonne-moi, je n'ai plus la force de supporter les tortures". »*

En 1955, en se basant sur les dépositions de Papoukov, Lippe, Predtetchinski et Kozlinski sur la technologie des bombes qu'ils étaient censés fabriquer, l'expertise technique alors effectuée conduisit à la conclusion suivante : *"La fabrication de bombes 15-20 avec 500 grammes d'explosifs comme l'affirment les accusés est impossible, puisque le rayon d'action des éclats meurtriers de telles bombes ne peut dépasser 1 à 2 mètres."*

Au cours de l'instruction, Ramzine, Predtetchinski, Evreïnov et Kozlinski indiquèrent qu'une partie déterminée des revolvers et des bombes du groupe terroriste du Promparti était fournie par l'intermédiaire de Novitski, qui travaillait à l'Aca-

démie de l'armée de l'air de l'Armée rouge ouvrière et paysanne. Il fut précisé de plus que Ramzine reçut personnellement les armes deux fois en mai 1930.

Ces dépositions sont démenties par les documents de la nouvelle enquête, qui établit les faits suivants : du 28 avril au 8 juin 1930, Novitski suivait un traitement à la clinique de l'Académie de médecine militaire de Leningrad et, par conséquent, il ne pouvait pas remettre des armes à Ramzine au cours de la période mentionnée ; aucun laissez-passer n'a été remis à Ramzine pour entrer à l'Académie de l'armée de l'air ; à cette époque, il n'y avait pas de bombes et de grenades de combat à l'académie ; selon l'acte de vérification des armes dans l'académie datant du 26 octobre 1930, les armes alors existantes correspondaient aux données de contrôle.

Interrogé en 1955, Lippe fit les dépositions suivantes concernant les méthodes utilisées lors de l'instruction préalable : *"Dans la mesure où je n'avais commis aucune faute contre le pouvoir soviétique, au début, je refusais de faire des dépositions... Dans ces conditions, aucun procès-verbal n'a été établi. Suite aux pressions morales (psychologiques) et parfois physiques exercées sur moi, j'ai accepté de signer tous les procès-verbaux, faisant ainsi preuve de faiblesse. Lors des interrogatoires, les fondés de pouvoir écrivaient les procès-verbaux eux-mêmes et ne me demandaient presque rien. Puis je les signais (parfois, on ne me les lisait même pas). Les dépositions que j'ai faites lors de l'instruction concernant Rappoport ne correspondent pas à la réalité..."*

Afin d'exclure toute probabilité de contradictions dans les dépositions, les enquêteurs informaient les accusés en détail tout au long de l'instruction. Ils leur faisaient systématiquement part des articles de presse concernant le Promparti et autorisaient la correspondance entre les accusés maintenus dans des cellules différentes.

Parmi les documents de l'instruction, se trouve une lettre saisie lors de l'arrestation de Ramzine, adressée à Kalinnikov, détenu dans une autre cellule :

“Dans vos dépositions du 13 novembre de cette année, vous dites que c’est moi qui transmettais à G. Kioufer (2) les informations sur les usines de transformation des métaux de l’industrie militaire, réunies par Tcharnovki. Ces dépositions : 1) ne correspondent pas à la réalité, car pas une seule fois je n’ai reçu ces informations de Tcharnovski ; et 2) contredisent, par mes dépositions et celles de Tcharnovki, le fait que les informations sur l’industrie militaire ont été remises directement par vous trois ou quatre fois à Kioufer, ou peut-être par l’intermédiaire d’Otchkine. Pour éviter les divergences et les discussions non souhaitables au tribunal, je vous demande d’écarter les contradictions indiquées et d’affirmer que c’est vous qui avez remis à Kioufer les renseignements sur l’industrie militaire. Il y a encore un détail désagréable. Je vous demande de reconnaître que vous avez reçu et distribué 200 000 roubles dans différentes branches de l’industrie.”

De l’autre côté de la lettre, se trouve une note du 22 novembre 1930, indiquant “Laisser tomber”. La signature est illisible. Les documents de l’instruction contiennent une lettre de Kalinnikov adressée à Ramzine, qui précise différentes circonstances de l’affaire.

Au tribunal, quand Vychinski demanda à Ramzine comment il savait que l’Institut thermotechnique comptait deux à trois dizaines de personnes collaborant dans la cellule de sabotage, Ramzine répondit d’abord : “Je sais cela grâce à l’instruction.” Et tout de suite après, il ajouta, à cette question posée par le président du tribunal, que la somme d’argent remise par lui-même aux saboteurs “déterminait la taille de la cellule”.

Afin d’exclure l’apparition de contradictions au tribunal, Krylenko a dit plus d’une fois, lors des interrogatoires des accusés et des témoins : “Il n’est pas nécessaire de se souvenir du mois et de la date de la réunion (de la direction du Promparti, note du rédacteur), il nous faut la liste approximative des participants et l’ordre du jour...”

Et pourtant, malgré les manœuvres des juges d’instruction et du tribunal, au

moins deux dépositions d’accusés provoquèrent l’embarras. Pourquoi les leaders du Promparti faisaient-ils connaissance avec les agents étrangers sur leur lieu de travail ? Cela est en contradiction avec les règles élémentaires de la conspiration ! On peut bien qualifier de délirantes les dépositions du témoin D. M. Mikhaïlenko sur les tentatives d’assèchement du territoire à proximité des côtes de la mer Noire en été 1929 pour préparer un champ d’opérations pour le débarquement des interventionnistes.

L’intervention de Staline

Joseph Staline en personne donna des indications aux organes du Guépéou sur les méthodes de l’instruction et sur les dépositions qu’il était indispensable d’obtenir de la part des détenus. Clarifiant la décision correspondante du bureau politique du PCUS du 25 octobre 1930, il écrivait à V. R. Menjinski :

« Mes propositions :

a) faire de la question de l’intervention et de la date de l’intervention l’un des points cruciaux les plus importants des nouvelles (futurs) dépositions des dirigeants du Parti paysan du travail, du Promparti et surtout de Ramzine...

b) attirer sur le sujet Laritchev et d’autres membres du “comité central du Promparti” et les interroger plus rigoureusement sur ce point en leur donnant à lire les dépositions de Ramzine.

c) interroger plus rigoureusement Groman, qui, selon la déposition de Ramzine, déclara dans le “centre unifié” que “l’intervention est repoussée à 1932”.

d) serrer la vis à MM. Kondratiev, Iourovski, Tchaïanov, etc., qui éludent habilement la question de l’intervention, mais qui sont (incontestablement) des interventionnistes, et les interroger plus rigoureusement sur les dates de l’intervention. »

Soulignons qu’en séance à huis clos de la Cour suprême de l’URSS furent

(2) C’est ainsi que Ramzine appelait le ressortissant français Kiffer.

mentionnés les noms de deux ressortissants français : Kiffer, agent commercial adjoint, et Pico, premier secrétaire à l'ambassade. En liaison avec le procès du *Promparti*, ils furent accusés d'activités d'espionnage intermédiaires, bien que ni publiquement ni confidentiellement ne fussent déposées de plaintes contre Kiffer et Pico par le ministère des Affaires étrangères de l'URSS auprès du gouvernement français. Ils quittèrent le territoire de l'URSS en 1930 sans qu'il y eût de suite. Dans l'affaire, il n'y a aucune preuve que Ramzine, Laritchev et d'autres entretenaient des relations coupables quelconques avec des représentants de pays étrangers.

C'est ainsi que se pose la question de l'authenticité du fait même du regroupement d'un grand nombre d'ingénieurs et de techniciens de différentes branches de l'industrie au sein d'une organisation contre-révolutionnaire.

De nouveau interrogés en 1955, Lippe, Papoukov, Novi et d'autres personnes déclarèrent qu'ils n'avaient jamais mené aucune activité antisoviétique, qu'ils n'avaient appris l'existence de l'organisation contre-révolutionnaire *Promparti* qu'après leur arrestation au cours de l'instruction, que leurs dépositions faites au cours de l'instruction préalable en 1930 et 1931 ne correspondent pas à la réalité et qu'ils ont été obligés de se dénoncer eux-mêmes. "*J'ai appris l'existence du Promparti par les personnes chargées de l'instruction et par les journaux distribués dans la cellule par l'intermédiaire des juges d'instruction...*", écrivit Lippe. Ce sont pratiquement les mêmes termes qu'utilisa Dollejal, interrogé en 1960 : "*J'ai appris l'existence du Promparti pour la première fois après mon arrestation par le juge d'instruction et par les journaux qu'on me donnait dans la cellule de la prison.*"

Le procès du *Promparti* fut fabriqué par le Guépéou et par l'élite dirigeante pour terroriser l'intelligentsia sans parti (3), en grande partie mécontente de l'abandon de la NEP et convaincue du caractère hasardeux des rythmes staliniens de l'industrialisation du pays. De même que pour l'affaire des mines en

1928, le procès du *Promparti*, avec à sa tête Ramzine utilisé par les autorités dans les milieux du gouvernement avant son arrestation, créa un précédent **juridique** indispensable au pouvoir (les années de la guerre civile avaient constitué en effet une période extraordinaire). Désormais, toute opposition d'un spécialiste sans parti aux directives d'un bureaucrate du parti, même dans un domaine purement économique, pouvait être qualifiée de "*sabotage*", c'est-à-dire d'acte contre-révolutionnaire. De même, on allait considérer comme "*contre-révolutionnaires*" les vieux cadres ingénieurs qui conservaient des liens personnels avec les industriels russes émigrés (4).

Le début du procès contre le *Promparti* fut marqué par des manifestations et meetings de masse, organisés pour préparer l'opinion publique à une sentence sévère maximum. Le 25 novembre, un million deux cent mille manifestants défilèrent à Moscou devant la Maison des unions, où s'ouvrait le procès, en scandant : "*Fu-sillons la racaille contre-révolutionnaire !*" A travers tout le pays, des ouvriers, des paysans et des intellectuels réclamaient une justice impitoyable contre les "*saboteurs*". Le poète A. Bezymenski publia dans la *Pravda* un poème intitulé : "*En avant la justice.*" Comme toutes les "*commandes sociales*", il ne se distinguait pas par sa haute qualité artistique, mais il reflétait l'orientation "*nécessaire*". Le poème commençait par ces lignes :

*"Se construiront en série
des années de combat,
En un instant se lèvera
le président du tribunal
Et par la voix
de milliers de colonnes ouvrières
Il exigera la liste
des noms maudits.*

(3) Parmi les accusés, seulement deux étaient membres du Parti communiste : l'ingénieur de l'Institut thermotechnique, B. K. Lippe, et le chauffeur de cet institut, I. S. Saveliev.

(4) Sur l'existence de tels liens, voir les mémoires de l'éminent chimiste russe, qui émigra aux Etats-Unis en été 1930, V. N. Ipatiev, *La Vie d'un chimiste. Souvenirs*, tome 2 : "1917-1930". New York, 1945, pp. 288-289.

*Se serreront en cercle
 les années de combat,
 Surgira en avant
 le président du tribunal
 Et il jettera un regard
 sur les visages sombres des ennemis,
 Sur le banc sombre
 derrière les lames des baïonnettes...*

Les pionniers et les élèves de l'école d'enseignement professionnel n° 16 de la ville de Nikolaïev envoyèrent en cadeau au Guépéou une cravate rouge honorifique et exigèrent du tribunal prolétarien l'exécution par les armes des "contre-révolutionnaires". Le congrès des cheminots de la région d'Irkoutsk, les ouvriers de Minsk ainsi que les ingénieurs et les techniciens de Magnitostroi exigèrent le châtement des "saboteurs" et demandèrent que le Guépéou soit décoré de l'ordre de Lénine (5).

Pendant et après le procès, la presse a développé une campagne pour convaincre les lecteurs que les saboteurs se sont répandus partout. Lors du plénum du comité central du Parti communiste de décembre 1930, qui dura une semaine et fut consacré aux problèmes de la construction économique et aux prochaines élections des soviets, de nombreux participants agitèrent activement l'épouvantail du sabotage. "Le procès du Promparti, affirmait Golochtchekine, a montré jusqu'où peut aller la lutte de l'ennemi de classe et avec quelles méthodes destructrices. Nous n'en avons pas encore fini avec le sabotage, j'en suis bien convaincu. Ce procès nous a aussi montré à quel point nombre de nos économistes ont peu de vigilance de classe. Avons-nous éliminé cela avec ce procès ? Nombre de dépositions font état du fait que la vigilance de classe est insuffisante, que beaucoup ont appris chez ces saboteurs à faire traîner les projets et à introduire des amendements, une fois les projets adoptés..." Les considérations de Golochtchekine furent interrompues par Vlas Tchoubar, qui s'exclama : "C'est bien ça !"

Andreï Jdanov, alors secrétaire du comité de région du parti de Nijegorod, se

distingua particulièrement dans le plénum. Il déclara que, grâce à la vigilance des communistes de Sormov, on avait déjà démasqué un groupe de sabotage constitué d'ingénieurs électriciens, liés au Promparti. "De fait, les alliés de Ramzine et les membres du Promparti n'ont pas jeté leurs armes et continuent à mener leur action" (6), conclut-il.

La vague de répression

A travers le pays, déferla une vague de répression. De nombreux scientifiques et ingénieurs de renom étaient arrêtés. La façon dont la campagne menée dans le pays contre le sabotage agit dans les milieux de spécialistes se reflète dans le communiqué "Humeurs politiques (en liaison avec l'affaire du Promparti)", rédigé d'après les documents de la région militaire de Leningrad en décembre 1930.

« A l'Ecole technique d'artillerie, où ont été arrêtées nombre de personnes, règnent le désarroi total et la panique parmi les sans-parti, lit-on dans le document. On parle des arrestations comme d'une "croisade contre les spécialistes et les anciens officiers..." ».

Une partie importante des vieux professeurs et spécialistes militaires, principalement parmi les anciens seigneurs et officiers, s'enferment, s'isolent et évitent de s'exprimer... Cela est particulièrement évident dans les établissements supérieurs spécialisés d'enseignement militaire et au sein de certaines unités des forces maritimes de la flotte de la Baltique où, ces derniers temps, furent arrêtés de nombreux professeurs, enseignants et spécialistes militaires accusés de sabotage. Par exemple, le professeur X et l'enseignant Y, qui, auparavant, exprimaient leurs points de vue sans ambages et ouvertement, se sont maintenant repliés sur eux-mêmes et ne parlent plus à personne. L'enseignant Z, toujours de bonne humeur, affiche mainte-

(5) La Pravda, du 25 novembre 1930.

(6) RTsKhIDNI (CRCEDHC, aujourd'hui FGASPI), f. 17, op. 2, d. 460, l. 59, 64.

nant un air triste, évite les rencontres et les conversations et reste dans l'établissement seulement quand il a cours (Académie technique militaire).

Certains spécialistes, surtout les anciens officiers, voient dans nombre d'arrestations un système bien défini, destiné à exclure tous les anciens officiers de l'armée... »

Le personnel dirigeant du parti "manifeste, en liaison avec la découverte du Promparti contre-révolutionnaire, une nervosité accrue à l'égard des spécialistes militaires sans parti. Dans de nombreux cas, cette nervosité se transforme en méfiance directe et gratuite envers les spécialistes militaires et leur destitution est demandée."

Le document cité montre que le procès contre le Promparti a constitué un pas de plus dans la politique tristement célèbre de chasse aux spécialistes. Dans cette atmosphère de suspicion générale et d'espionnage aiguë, il était plus facile, pour les dirigeants staliniens, de convaincre les communistes de base qu'il est indispensable de réduire la démocratie et de renforcer l'administration autoritaire et bureaucratique.

Cependant, très rapidement, les initiateurs de la "croisade" contre les spécialistes comprirent qu'ils étaient allés trop loin. Le 19 juillet 1931 parut une résolution du comité central du Parti communiste sur *"le travail des techniciens dans les entreprises et l'amélioration des conditions de vie des ingénieurs et des techniciens"*.

Cette résolution reconnaissait qu'il fallait commencer à réétudier *"l'affaire des spécialistes jugés et condamnés aux travaux forcés"* et créer à cette fin *"des commissions spéciales avec des représentants du ministère public, de la direction des entreprises, du bureau du service des ingénieurs et techniciens et du syndicat, sous la présidence des procureurs, dans les entreprises et établissements, dans les villes et les régions"*.

Dans la production, il fut reconnu possible *"de tolérer un risque productif et de considérer les résultats insuffisants comme un échec devant être analysé sous l'aspect technique et économique seulement*

par des dirigeants des entreprises et des groupes".

Enfin, cette résolution demandait aux *"organisations du parti, du syndicat et de la direction de changer de façon radicale leurs relations avec les spécialistes qui travaillent consciencieusement, de créer une atmosphère de camaraderie adéquate sur le lieu de travail, en éliminant impitoyablement les faits honteux de chasse aux spécialistes qui persistent"*.

La résolution du comité central améliora quelque peu le climat dans le pays, marquant un arrêt de la vague de répression pour un temps.

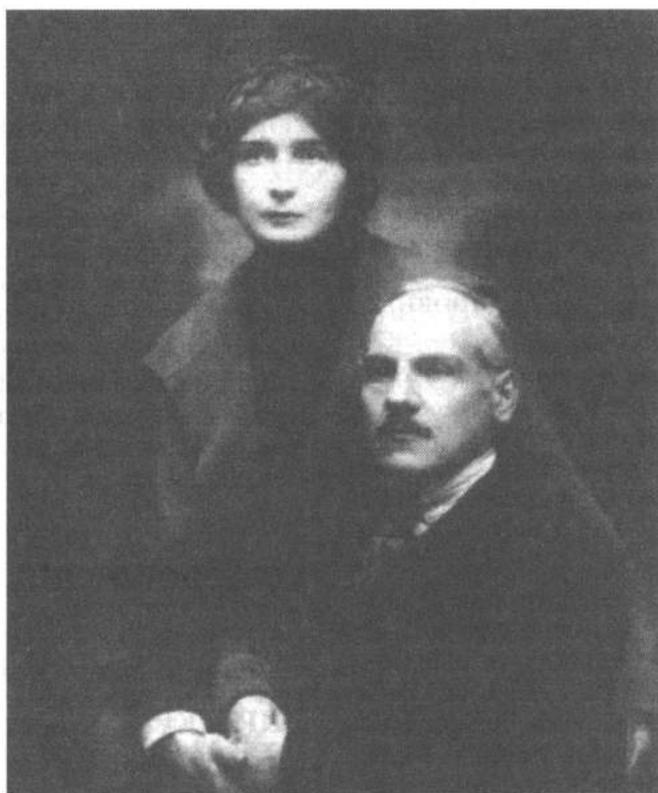
Le dénouement

Après le jugement de l'affaire du Promparti, Ramzine, Laritchev et de nombreux autres furent dirigés sur des travaux correspondant à leur spécialisation dans des établissements fermés du Guépéou, où ils travaillèrent avec un dévouement total. Une fois sortis de leur lieu de détention, beaucoup d'entre eux ont poursuivi leur travail et furent distingués par des décorations d'Etat.

En 1936, Ramzine fut amnistié et réhabilité dans tous ses droits politiques et civiques ; en 1943, il reçut le prix Staline du premier degré et fut décoré de l'ordre de Lénine pour la création de la chaudière à flux continu. En 1944, il reprit son travail à l'Institut thermotechnique de l'Union soviétique. En 1946, à l'occasion du 25^e anniversaire de l'institut, il fut décoré de l'Ordre du drapeau rouge du travail. Ramzine mourut le 28 juin 1948 (7). Certaines des personnes poursuivies en justice dans l'affaire du Promparti, comme par exemple I. B. Rappoport, devinrent par la suite membres du Parti communiste.

Mikhaïl Panteleïev

(7) Les *"Nouvelles de l'Institut technologique de Moscou"*, 1948, n° 7, p. 32.



Le procureur Krylenko et sa femme, Elena Rozmirovitch, qui était également membre du système judiciaire. En bas, le même Krylenko en 1917.



L'Opposition unitaire (1930-1932)

(première partie)

(Loïc Le Bars)

Au début de l'année 1922, la minorité révolutionnaire de la CGT, qui, pendant la Première Guerre mondiale, a combattu le ralliement à l'Union sacrée de Léon Jouhaux et de ses partisans, et qui a accueilli avec enthousiasme la révolution d'Octobre, se retrouve exclue d'une organisation dont elle espérait bien prendre le contrôle lors de son prochain congrès.

La plupart des minoritaires auraient voulu éviter la scission syndicale, mais, placés devant le fait accompli, ils créent la CGT unitaire (CGTU).

La Fédération des syndicats des membres de l'enseignement laïque (FSMEL), dont le rôle dans cette minorité a été déterminant, rejoint tout naturellement cette nouvelle confédération, où se côtoient des anarcho-syndicalistes, des syndicalistes révolutionnaires et des membres du Parti communiste. Mais, très vite, des dissensions apparaissent entre ces différents courants, en particulier quand le Parti communiste se décide, en 1923, à mettre en place ses "commissions syndicales". Les partisans du "syndicalisme se suffisant à lui-même" considèrent cette initiative comme une véritable provocation. Battus au congrès confédéral de novembre 1923, ils constituent dès lors une minorité syndicaliste révolutionnaire, qui entend combattre ce qu'ils appellent "*la mainmise*" du PC sur la centrale unitaire.

Ils vont bientôt recevoir le renfort de Pierre Monatte et de quelques autres militants, qui, après avoir quitté le Parti communiste à la fin de l'année 1924, éditent *La Révolution prolétarienne*, dont le premier numéro paraît en janvier 1925, et qui se regroupent l'année suivante dans la Ligue syndicaliste, que la plupart des responsables de la minorité de la CGTU ne vont pas tarder à rejoindre.

Mais d'autres minorités, qui, contrairement à la Ligue syndicaliste, continuent à se réclamer du communisme, voient le jour les années suivantes dans la centrale unitaire, surtout à partir de 1928, quand la direction de cette dernière applique l'orientation ultra-gauchiste correspondant à ce que Trotsky a appelé "*la troisième période d'erreurs*" de l'Internationale communiste. La politique qui en découle, et qui part du principe que la situation est partout révolutionnaire, même dans un pays comme la France où la "stabilisation" provisoire de l'économie capitaliste est une réalité, désoriente les militants et se traduit très vite par un affaiblissement considérable du PC et de la CGTU, complètement isolés et, par là, particulièrement vulnérables à la répression.

Parmi ces nouvelles minorités, la plus prometteuse semble bien être l'Opposition unitaire, fondée en 1930 à l'initiative des dirigeants de la Fédération unitaire de l'enseignement, qui viennent de se faire exclure du PC, et de militants de la Ligue communiste, l'organisation qui regroupe en France les partisans de l'Opposition de gauche du mouvement communiste international.

Une tentative d'opposition communiste au sein de la CGTU (I)

EN 1928, le Parti communiste français s'efforce d'imposer dans la CGTU la stratégie ultra-gauchiste, dite de la "troisième période", impulsée par l'Internationale communiste dès la fin de l'année précédente. La lutte pour la réunification syndicale n'est plus à l'ordre du jour et la "gauche" de la CGT, sur qui la direction de la centrale unitaire s'était auparavant appuyée pour tenter d'atteindre cet objectif, est violemment prise à partie et accusée de "*couvrir, sous le masque d'une opposition officielle, la politique social-fasciste*" (1) de la II^e Internationale et du mouvement syndical réformiste. Dans ce nouveau contexte, la présence dans la CGTU de militants se réclamant du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme n'est plus tolérable. Tout est mis en œuvre pour les inciter à quitter au plus vite une organisation qu'ils ont pourtant contribué à créer en 1922.

L'application de cette orientation ultra-gauchiste se heurte à la résistance, plus ou moins ouvertement affirmée, de nombreux cadres communistes de la CGTU. Parmi eux, les dirigeants de la Fédération unitaire de l'enseignement, qui, jusque-là, s'étaient toujours accommodés des différents tournants imposés à la centrale unitaire par le Parti communiste. En octobre-novembre 1929, ces militants, sous l'impulsion de Louis

Bouët et de Maurice Dommanget, préférèrent rompre avec leur parti plutôt que de voir voler en éclats l'unité de leur organisation, où la minorité syndicaliste révolutionnaire est particulièrement influente et active. Exclus ou démissionnaires du PC, ils ne tardent pas à dénoncer les principaux postulats sur lesquels la direction du parti s'appuie pour justifier sa politique : "*radicalisation des masses*", "*fascisation*" accélérée de l'appareil d'Etat et du Parti socialiste, "*imminence de la guerre*" que les puissances impérialistes s'appêtent à déclencher contre l'URSS... *L'Humanité* et *La Vie ouvrière* multiplient alors les articles s'en prenant de plus en plus violemment à ces "*centristes de l'enseignement*", ces instituteurs ruraux "*complètement déconnectés de la lutte de classes*" et qui, d'après ces publications, ne peuvent que rejoindre à très court terme les rangs de la Ligue syndicaliste de Pierre Monatte. A l'intérieur de la fédération de l'enseignement, s'organise une "minorité oppositionnelle révolutionnaire" (MOR), restée fidèle à la direction de la CGTU et qui commence à mener une lutte acharnée contre la "majorité fédérale" en rupture de ban avec le PCF.

Contrairement aux prédictions intéressées de la presse du parti, les diri-

(1) *X^e session plénière du CE de l'Internationale communiste*, Paris, Bureau d'éditions, 1929, p. 18.

geants de la fédération continuent de se réclamer de l'idéal communiste et se montrent tout aussi critiques qu'auparavant envers l'orientation défendue par la Ligue syndicaliste. Mais ils comprennent parfaitement qu'ils ne pourront pas mener seuls la lutte sans merci qu'ils vont devoir entreprendre contre les directions du parti et de la CGTU, leurs journaux et leur relais au sein même de leur organisation syndicale. Ils se tournent alors vers ceux qui leur semblent les plus proches de leurs positions et avec qui certains d'entre eux sont déjà en contact : les militants de l'Opposition de gauche, qui viennent de créer la Ligue communiste. Au terme d'une discussion dont Maurice Dommanget pour la fédération et Alfred Rosmer pour la Ligue sont les principaux protagonistes, les deux groupes décident de créer ensemble l'Opposition unitaire, dans le but de rassembler tous les éléments qui, dans la CGTU, veulent combattre les dérives ultra-gauchistes de sa direction sans pour autant rallier la Ligue syndicaliste.

Dans un premier temps, cette initiative rencontre un écho plutôt encourageant. La direction de la confédération unitaire ne s'y trompe d'ailleurs pas et

prend l'affaire très au sérieux. Mais, dès l'automne 1930, l'Opposition unitaire connaît ses premières difficultés. Au sein de la Ligue communiste, elle est à l'origine d'une crise qui se termine par une scission lourde de conséquences pour l'Opposition de gauche. Au printemps 1931, le départ des militants de la Ligue lui donne le coup de grâce, même si, formellement, ce n'est qu'en décembre 1932 qu'elle disparaît définitivement.

L'amertume suscitée par cet échec est à la mesure des espoirs qu'avait fait naître la constitution de l'Opposition unitaire, en particulier parmi les dirigeants de la fédération de l'enseignement, qui se retrouvent encore plus isolés qu'auparavant et qui se refuseront toujours par la suite à rejoindre l'un ou l'autre des groupes issus de la crise de la Ligue communiste ; et, cela va sans dire, cette organisation est considérablement affaiblie par le départ de la plupart des responsables syndicalistes qui l'avaient rejointe à ses débuts. Comment peut-on expliquer un bilan aussi désastreux ? C'est à cette question que nous allons essayer de répondre en retraçant l'histoire de l'Opposition unitaire.

I. — La naissance de l'Opposition unitaire

1) La Fédération unitaire de l'enseignement

La Fédération unitaire de l'enseignement occupe une place toute particulière dans le mouvement syndical français de l'après-guerre. Née en 1919 de la décision de la Fédération des syndicats d'instituteurs de l'enseignement laïque de s'ouvrir aux enseignants du secondaire et du supérieur, elle ne regroupe en 1930 qu'un peu moins de 5 000 adhérents, essentiellement des instituteurs, car les professeurs ne se sont pas bousculés pour rejoindre une organisation cataloguée comme extrémiste.

Mais son influence réelle parmi les maîtres du primaire et la place qu'elle occupe au sein de la CGTU sont sans commune mesure avec ce que pourrait laisser supposer la faiblesse de ses effectifs. Ainsi, aux élections aux comités départementaux de l'enseignement primaire, qui permettent, tous les trois ans, de mesurer l'audience des différentes organisations syndicales de la corporation, la fédération a obtenu en 1929, dans les 50 départements où elle est parvenue à présenter des candidats, le tiers des suffrages recueillis par le syndicat national, affilié à la CGT et fort de ses 70 000 adhérents.

D'autre part, la fédération peut s'enorgueillir d'un passé prestigieux : avec les

postiers, les instituteurs ont été les premiers à braver, dès 1905, l'interdiction faite aux fonctionnaires de fonder des syndicats. En 1909, son adhésion à la CGT est devenue effective. La répression ne l'a pas épargnée, mais elle a su résister à toutes les pressions et à toutes les injonctions gouvernementales. Pendant la Première Guerre mondiale, elle a été la seule fédération syndicale à rester jusqu'au bout fidèle à son engagement pacifiste ; elle a joué, de ce fait, un rôle déterminant dans le développement de la minorité cégétiste entre 1919 et 1921. Ses responsables ont secondé Pierre Monatte dans ses efforts pour éviter la scission syndicale ; une fois celle-ci accomplie, la fédération, qui avait toujours refusé de fusionner avec le Syndicat national des instituteurs, a rejoint tout naturellement la CGTU.

Depuis 1924, elle est dirigée par des militants communistes ; mais son orientation reste profondément attachée à la forme originale de syndicalisme révolutionnaire qu'elle avait élaborée avant la guerre : conviction que seule une petite minorité d'enseignants peut pratiquer le syndicalisme d'action directe qu'elle préconise, volonté d'être à l'avant-garde dans tous les domaines, et en particulier dans celui de la pédagogie, méfiance envers tout ce qui pourrait ressembler à un début de bureaucratisation, propagande axée sur quelques revendications qui, comme le "traitement unique" (2), ne recourent pas forcément les préoccupations immédiates de la masse des instituteurs, mais qui préfigurent ce que pourra être la future société en marche vers le socialisme...

Une telle orientation n'a rien qui puisse déplaire aux militants de la minorité syndicaliste révolutionnaire restée fidèle à la fédération. Certes, quelques-uns parmi ces derniers avaient préféré passer à l'autonomie, avant de rejoindre le syndicat national, plutôt que d'accepter "la colonisation" de la centrale unitaire par le PC. Mais la plupart ont choisi de continuer à lutter pour "l'indépendance syndicale" dans une organisation où, depuis 1925, le droit de tendance est statutairement reconnu. Ces "syndicalistes purs" dirigent quelques-uns des plus

gros syndicats unitaires de l'enseignement, comme celui du Finistère, qui regroupe à lui seul plus de 10 % des effectifs fédéraux. La fédération ne survivrait pas à leur départ ; ses dirigeants en sont parfaitement conscients. Ils se sont donc toujours évertués à relativiser la portée de la lutte de tendance qui rythmait la vie de leur organisation en s'efforçant de montrer que, dans beaucoup de domaines, majoritaires et minoritaires partageaient les mêmes conceptions ; ce qui était d'ailleurs parfaitement exact.

Cette volonté d'apaisement, à certaines occasions, les avait amenés à prendre leurs distances avec l'orientation, ou plutôt les orientations successives impulsées par la CGTU, sans jamais pour cela remettre en cause leur validité. La fraction communiste de l'enseignement jouissait d'une très large autonomie et personne, jusque-là, ne lui avait reproché les libertés qu'elle prenait avec la "ligne" officielle du parti. Mais en 1929, il n'en est plus de même. La politique ultra-gauchiste du PC, répercutée par la CGTU, ne correspond absolument pas aux préoccupations des masses ouvrières, soucieuses avant-tout de se défendre contre les conséquences de la "rationalisation" mise en œuvre par le patronat. Ce décalage, l'isolement qui en résulte et qui facilite la répression gouvernementale, l'échec répété des "journées de lutte" décidées par la direction du parti déconcertent et découragent nombre de ses adhérents. Les effectifs du parti sont en chute libre. Dans un tel contexte, ses dirigeants s'efforcent de "resserrer les boulons" et exigent que toutes les organisations contrôlées par leurs militants appliquent intégralement et sans états d'âme l'orientation qu'ils impulsent. C'est en particulier le cas pour la fédération de l'enseignement, dont les responsables préfèrent rompre avec leur parti plutôt que de provoquer à plus ou moins court terme l'éclatement de leur organisation.

(2) "Le traitement unique" signifie que, pour la fédération, tous les instituteurs titulaires devraient recevoir le même traitement du début à la fin de leur carrière.

A l'automne 1929, quand cette rupture est officiellement consommée, la fédération est dirigée par un bureau composé essentiellement de militants du syndicat de Saône-et-Loire. Son secrétaire général, Jean Aulas, comme ses prédécesseurs, a refusé de devenir permanent et ne bénéficie d'aucune décharge syndicale.

Le bureau fédéral, pour empêcher toute bureaucratisation de l'organisation, est renouvelé tous les deux ans. Composé d'instituteurs ruraux dispersés dans plusieurs départements d'une même région, il ne peut guère se réunir qu'une fois par mois.

Le secrétaire général, isolé dans son village et manquant d'expérience, fait tout naturellement appel à ses prédécesseurs pour l'aider à résoudre les problèmes auxquels il est confronté. Il s'est donc constitué au fil des années "un noyau dirigeant" de la fédération, composé de Louis Bouët, secrétaire de rédaction de *L'Ecole émancipée*, l'hebdomadaire fédéral, depuis 1921, de Joseph Rollo, un instituteur du Morbihan, de Maurice Dommanget, en poste dans un petit village de l'Oise et par ailleurs historien reconnu de la Révolution française, et, depuis 1928, de Jean Aulas, en charge depuis 1928.

Ces quatre militants se consultent en permanence, presque exclusivement par courrier, et ce sont eux qui prennent les décisions importantes que le secrétaire est ensuite chargé de faire entériner par le bureau fédéral et les instances délibératives élues par les congrès.

Un tel mode de fonctionnement peut sembler assez peu démocratique ; mais, en contrepartie, la cohésion et la détermination de cette petite équipe de militants a permis à la majorité fédérale de tenir bon quand il s'est agi pour elle de résister aux attaques de plus en plus violentes de la direction de la CGTU et du parti. Elle a pu ainsi se maintenir à la tête de la fédération à l'issue des assemblées générales syndicales qui ont suivi, d'octobre à décembre 1929, sa rupture avec le PCF.

2) Le rapprochement de la majorité fédérale avec le groupe de *La Vérité*

Exclus ou démissionnaires du PC, comme tous leurs camarades de la majorité fédérale qui les ont suivis, les militants du noyau dirigeant de la fédération ont parfaitement conscience qu'il leur faut rapidement rompre leur isolement. Cependant, il n'est pas question pour eux de rejoindre le Comité pour l'indépendance du syndicalisme (CIS), qui voit le jour en novembre 1929 à l'initiative de membres de la Ligue syndicaliste et qui regroupe la plupart des opposants déclarés à l'orientation suivie par la CGTU. Les dirigeants de la majorité fédérale se tournent alors vers l'Opposition de gauche, qui s'efforce au même moment de "redresser" le mouvement communiste international et qui, en France, semble parvenir à surmonter ses divisions. En effet, les militants se réclamant de cette opposition et exclus du PC par vagues successives avaient jusqu'ici mené leur combat en ordre dispersé. Aussi Trotsky, après avoir été expulsé d'URSS et contraint de s'installer en mars 1929 à Prinkipo, en Turquie, avait-il entrepris de mettre un terme à cette situation synonyme d'impuissance. Il avait pris contact avec tous les groupes d'oppositionnels et leur avait proposé de s'unir sur la base d'un accord politique minimum. Ces démarches lui avaient permis de constater qu'aucune entente n'était possible avec des personnalités comme Pierre Monatte ou Boris Souvarine. En revanche, il avait réussi à convaincre Alfred Rosmer de prendre la direction d'un hebdomadaire, *La Vérité*, conçu comme un "organisateur collectif" pour des militants venus d'horizons différents (3), et dont le premier numéro paraît le 15 août 1929. Quand la rupture

(3) Voir Léon Trotsky, *Le Mouvement communiste en France (1919-1929)*, Paris, Editions de Minuit, 1967, pp. 283 à 287.

entre les dirigeants de la majorité fédérale et le PC est définitivement consommée, ceux-ci, qui continuent de proclamer leur attachement à l'idéal communiste, commencent à envisager un rapprochement avec cette opposition engagée dans un processus de regroupement prometteur.

Certains d'entre eux s'abonnent à *La Vérité* très peu de temps après son lancement. Dès le 25 octobre, Joseph Rollo attire l'attention de Louis et Gabrielle Bouët sur le nouvel hebdomadaire, qui a trouvé excellente la plate-forme fédérale (4). Maurice Dommanget considère que *La Vérité* peut servir de contrepois au *Cri du Peuple*, l'organe du CIS (5). La rupture du "communiste Trotsky" avec Monatte le rassure pleinement : "Le groupe de *La Vérité* a mes sympathies", écrit-il à Louis Bouët dans une lettre datée du 12 novembre. Mais il ajoute aussitôt : "Soyons prudents. Laissons-le travailler un moment. Après nous aviserons (6)."

La lecture attentive d'un certain nombre de numéros de *La Vérité* lui révèle l'hétérogénéité de ce groupe : "J'y note sous des plumes anonymes un certain dénigrement gauchiste. Il me semble que Rosmer devrait surveiller ces éléments (7)." Maurice Dommanget rencontre ce dernier fin novembre, au siège parisien de *La Vérité*. Il tire un bilan plutôt positif de cette première prise de contact : aucun désaccord sérieux n'est apparu entre lui et son interlocuteur et il "a senti" dans ce lieu "comme la naissance d'un nouveau mouvement" (8). *La Vérité* continuera à se faire l'écho des prises de position de la fédération et publiera, sans leur signature au moins dans un premier temps, les articles que ses dirigeants lui feront parvenir. Mais aucune initiative n'est prévue dans l'immédiat.

La prudence de Maurice Dommanget et de ses camarades peut aussi s'expliquer par les développements de la nouvelle crise qui secoue le PCF en ce même mois de novembre 1929, et qui vient de se traduire par l'exclusion du parti de six conseillers municipaux de Paris, ainsi que d'un certain nombre d'élus locaux, principalement dans la Loire. Eux aussi remettent en cause la radicalisation

des masses et s'élèvent contre les dérives "anarcho-communistes" de la direction du parti, qu'ils accusent en outre d'être infestée d'indicateurs et d'agents provocateurs à la solde de la police (9).

Le mois suivant, ces personnalités fondent le Parti ouvrier et paysan (POP). Dans *La Vérité*, Pierre Naville vitupère ces "éléments droitiers", soucieux avant tout de conserver leur base électorale menacée par les outrances de la troisième période et qui préparent "leur rentrée modeste dans les eaux de la social-démocratie" (10). Mais les militants de la majorité fédérale, qui n'avaient suivi que de très loin les débats provoqués par l'évolution du mouvement communiste depuis la mort de Lénine, se montrent beaucoup plus hésitants. Ils sont alors, pour reprendre une expression de Joseph Rollo, "en plein travail de révision de leurs idées" (11). Même si la découverte des ouvrages de Trotsky et la lecture de *La Vérité* constituent pour eux une véritable révélation, ils ne sont pas prêts pour autant à rejoindre l'Opposition de gauche et à condamner définitivement le POP. La principale leçon qu'ils tirent de leur expérience militante au sein du PC, c'est qu'ils ne doivent laisser à personne d'autre qu'eux-mêmes le soin de définir leurs positions politiques. Nul doute que tous pourraient reprendre à leur compte cette réflexion de Joseph Rollo :

"Depuis octobre, j'ai lu des livres de Trotsky et j'ai été étonné de la légèreté

(4) Lettre du 25 octobre 1929, Institut français d'histoire sociale, fonds Bouët, 14 AS 477.

(5) Lettre à Louis Bouët, 16 octobre 1929, *ibid.*

(6) Lettre du 12 novembre, *ibid.* Maurice Dommanget fait ici allusion à la crise qui a éclaté au sein de la rédaction de *Clarté* nouvelle manière en 1928, et à l'issue de laquelle Pierre Naville et un certain nombre de ses camarades avaient commencé la publication de la *La Lutte des classes*, qui continue à paraître conjointement à *La Vérité*.

(7) Lettre du 25 novembre 1929., *ibid.*

(8) Lettre à Louis Bouët, 29 novembre 1929, *ibid.*

(9) *Réquisitoire des camarades Louis Sellier, Jean Garchery, Charles Joly, Castellaz, Camille Renault, Louis Gelis, conseillers municipaux de Paris, conseillers généraux de la Seine*, Paris, 1930, 69 pages.

(10) *La Vérité*, 27 décembre 1929.

(11) Lettre à Louis Bouët, 14 janvier 1930, IFHS, fonds Bouët, 14 AS 478.

avec laquelle nous avons, nous aussi, traité de contre-révolutionnaire un tel homme. La discipline de parti, nécessaire pourtant, a ce défaut capital de nous fermer l'entendement de certaines vérités gênantes pour elle (12)."

3) Fonctionnement et prises de position du "noyau dirigeant" de la majorité fédérale

Les militants qui composent le noyau dirigeant de la majorité fédérale continuent donc comme par le passé à confronter leurs points de vue pour aboutir à une orientation politique homogène. Au début de l'année 1930, Louis Bouët, Maurice Dommanget, Joseph Rollo et Jean Aulas cooptent Gilbert Serret, pressenti pour prendre la tête du prochain bureau fédéral. Ne pouvant se réunir qu'exceptionnellement, pendant les vacances scolaires, ils ont recours à des "cahiers roulants", où chacun fait part de ses positions et réagit à celles des autres. Pour Maurice Dommanget, les avantages de ce procédé sont évidents : chacun peut s'exprimer en toute franchise ; il permet "d'éviter les à-coups, de prévenir les fissures, de bétonner le réduit central de la fédération, de réaliser au sommet ce bloc des volontés par la libre discussion" (13). Mais il entraîne aussi, et Maurice Dommanget l'admet implicitement, un fonctionnement assez peu démocratique de la majorité fédérale. Les décisions sont prises au terme d'une "libre discussion" limitée aux seuls membres de ce "noyau central" et, dans une certaine mesure, à leurs compagnes, surtout dans le cas de Gabrielle Bouët et de France Serret.

Les autres militants de la majorité fédérale ne sont pas consultés ou le sont après coup. Certains donnent leur avis à travers la correspondance qu'ils échangent plus ou moins régulièrement avec l'un ou l'autre des membres du noyau, mais ils ne participent pas en tant que tels à l'élaboration collective de l'orien-

tation de leur tendance. Les autres, les plus nombreux, sont simplement informés des conclusions auxquelles les membres du noyau sont arrivés, par l'intermédiaire des discussions qui ont lieu en marge des réunions des organismes de direction de la fédération ou des circulaires envoyées par Joseph Rollo en tant que responsable national de la majorité fédérale.

Cette méthode, facteur de cohésion et d'efficacité pour le groupe restreint qui dirige la tendance, réduit la plupart des autres militants au rôle de porte-parole et ne favorise guère le dynamisme de ses groupes départementaux, que Joseph Rollo s'efforce de mettre sur pied. Ce problème ne constitue d'ailleurs pas une nouveauté : le même Joseph Rollo, dans les années 1926-1928, se plaignait déjà de la difficulté qu'il éprouvait à faire vivre nombre de fractions communistes départementales. Il faut aussi souligner que la légitimité de cette direction de fait, qui s'élargit uniquement par cooptation, n'est jamais remise en cause, au moins dans un premier temps, par les autres militants de la majorité fédérale.

Celle-ci continue donc à fonctionner comme le faisait auparavant la fraction communiste de l'enseignement. Elle en a même accentué le centralisme, au nom de la nécessité de résister à la pression exercée par la MOR et par l'appareil du PC et de la CGTU. Ses militants ne cessent de proclamer leur fidélité à l'idéal communiste dénaturé par les outrances gauchistes de la direction du parti.

La majorité fédérale constitue donc à proprement parler une fraction politique, au même titre que tous les groupes formés par les différentes vagues d'opposants exclus du PC depuis 1925. Son opposition à la direction de la CGTU découle directement de ses désaccords avec l'orientation suivie depuis 1928 par l'Internationale communiste et le PC. Mais cette fraction politique a la particularité de n'intervenir que sur le terrain

(12) Lettre à Louis Bouët, 12 décembre 1929, IFHS., fonds Bouët, 14 AS 477.

(13) Maurice Dommanget, *Le Syndicalisme dans l'enseignement*, tome III, p. 106.

syndical, pour "redresser la CGTU", alors que ses militants sont les premiers à dénoncer "l'illusion" de l'indépendance idéologique et politique du syndicalisme. Conscients de cette contradiction, ses dirigeants vont s'efforcer, pendant les premiers mois de l'année 1930, de clarifier leurs positions politiques et de se situer par rapport aux différents groupes de l'opposition communiste.

Le premier "cahier roulant" consacré à ces problèmes circule en février-mars 1930. Louis Bouët, Maurice Dommanget, Joseph Rollo et Jean Aulas — Gilbert Serret n'ayant pas encore été coopté à ce moment-là — caractérisent de la même manière la politique suivie par le PC depuis quelques années : la radicalisation des masses n'est que de la "phraséologie" et il faut "dénoncer l'abus des mots, condamner le bluff stupide du parti et son gauchisme outrancier" (14).

Louis Bouët va même plus loin et affirme que "les masses s'éloignent de la révolution". Jean Aulas se montre beaucoup plus nuancé et n'est pas loin de penser que l'Internationale communiste et l'Internationale syndicale rouge ont une "analyse juste" dans son ensemble, que les dirigeants du PC et de la CGTU dénaturent en la schématisant à outrance. Joseph Rollo voudrait, lui, prendre le maximum de distances par rapport au PC. Il souhaiterait que la majorité fédérale condamne le principe même de la direction unique et de la proclamation du rôle dirigeant du parti : "Le péril est à gauche, rien qu'à notre gauche", ce qui signifie qu'il se prononce pour un rapprochement avec le Comité pour l'indépendance du syndicalisme. Mais ses interlocuteurs refusent de le suivre sur ce terrain. Tous, cependant, proclament leur attachement au communisme : "Nous combattons la caricature de communisme qui fait de l'IC une entreprise tenant à la fois de la Compagnie de Jésus et de la caserne, mais nous restons communistes."

Ils ne sont pas prêts pour autant à rejoindre l'un des groupes se réclamant des oppositions communistes. Maurice Dommanget semble convaincu que le POP est promis à "un certain avenir",

car les cellules exclues du PC iront vers lui et le pousseront vers la gauche et "hors du marais électoral". Il pense même que le "groupe Rosmer sera obligé de rejoindre le POP, à moins évidemment d'une victoire du trotskysme en URSS". Mais, de toute façon, il est encore trop tôt pour se prononcer. Ses camarades sont loin de partager son analyse et ne cachent pas toute la méfiance que leur inspire le POP, ce "ramassis d'électoralistes", ainsi que le définit Aulas. Ce qui ne veut pas dire qu'ils sont prêts à "s'inféoder à Rosmer-Trotsky", dont ils se sentent pourtant assez proches.

4) La naissance de l'Opposition unitaire et l'élaboration de son manifeste

Au mois de mai, ces militants confrontent de nouveau leurs positions dans un deuxième "cahier roulant". Ils procèdent à cet échange de vues après avoir fondé l'Opposition unitaire conjointement avec des militants qui viennent de créer la Ligue communiste. Mais leur méfiance à l'égard de l'Opposition de gauche n'a pas disparu pour autant : la Ligue est trop "gauchiste, trop sectaire" (15). Les militants de la majorité fédérale ne peuvent que "sympathiser" avec elle (16).

Louis Bouët et ses camarades ne pensent pas que le "redressement" de l'Internationale communiste et des Partis communistes soit encore possible. Faut-il alors s'orienter vers la création d'un nouveau parti révolutionnaire, lié à une nouvelle Internationale ? C'est ce que semble suggérer implicitement Maurice Dommanget quand il envisage de convoquer une conférence régionale, qui regrouperait tous les opposants "exclus,

(14) Contribution de Louis Bouët, 17 février 1930, *ibid.*

(15) Contribution de Maurice Dommanget, mai 1930, *ibid.*

(16) Contribution de Jean Aulas, *ibid.*

retirés, dégoûtés” du PC (17). Joseph Rollo évoque lui aussi la nécessité d’un tel regroupement. Mais il ajoute aussitôt qu’il ne voit pas très bien dans quel cadre celui-ci pourrait s’effectuer (18). En tout cas, ce ne sera pas dans le POP, que tous, même Dommanget, jugent maintenant “*trop droitier*” et “*trop minoritaire*” (19).

Dans ces conditions, comment procéder et, surtout, sur quelles bases politiques une nouvelle organisation révolutionnaire pourrait-elle voir le jour ? La réponse à ces questions demanderait de la part de ces militants un approfondissement de leur réflexion politique commune, qui, peut-être, ferait apparaître entre eux des divergences fondamentales et risquerait de disloquer leur noyau (20), gage de la survie de la fédération, et qui, de toute manière, peut leur sembler au-dessus de leurs forces. Louis Bouët fait preuve pour sa part d’un profond scepticisme : “*Il semble bien qu’un parti révolutionnaire n’est pas possible actuellement en France* (21).” Il ajoute même que si une nouvelle grande crise survenait, comme celle de 1914, il ne resterait en France “*qu’une poignée de révolutionnaires, dont le noyau principal serait encore dans notre fédération*”.

Leur réflexion politique s’arrête en quelque sorte à mi-chemin et s’exprime essentiellement de manière négative : ils rejettent toute adhésion à l’un ou l’autre des groupes issus de la crise — ou plutôt des crises — du Parti communiste, sans pour autant proposer une autre perspective. Ce qui les conduit à rester dans l’expectative, à espérer que la situation “se décante” et, en attendant, à cantonner leur intervention politique au seul domaine syndical.

Pour ces militants, l’Opposition unitaire représente donc le moyen idéal pour essayer de rompre leur isolement sans s’inféoder à une organisation politique. L’Opposition unitaire naît en mars-avril 1930 de la rencontre de deux initiatives. En premier lieu, les dirigeants de la majorité fédérale décident de publier un manifeste de la fédération, dans le but “*d’aider au rassemblement de toutes les forces décidées au redresse-*

ment syndical unitaire” (22). Il s’agit de réagir contre ce qu’ils appellent la “*désagrégation*” de la CGTU, qui se traduit par la chute de ses effectifs, le découragement de ses meilleurs militants, les menaces d’exclusion proférées contre tous les opposants et, par contrecoup, les départs annoncés de certains syndicats minoritaires. La rédaction de ce manifeste est immédiatement confiée à Maurice Dommanget.

Au moment même où il commence à rédiger un projet, Maurice Dommanget reçoit une lettre d’Alfred Rosmer. Lui aussi estime qu’il est nécessaire de regrouper tous les éléments, de plus en plus nombreux, qui, dans la CGTU, rejettent aussi bien la politique suicidaire de sa direction que les ambiguïtés des défenseurs d’une “*indépendance du syndicalisme*” parfaitement illusoire. Alfred Rosmer considère que seule la fédération est en mesure de prendre une telle initiative. Il propose donc à Maurice Dommanget une rencontre, qui est fixée au 9 mars (23). Les deux hommes tombent vite d’accord sur ce qu’il convient de faire dans la CGTU et Alfred Rosmer repart pour Paris avec le projet de manifeste que Maurice Dommanget vient de rédiger. L’Opposition unitaire vient de naître.

La mise au point définitive du manifeste est l’objet d’un nouvel échange de lettres entre les militants du noyau et Alfred Rosmer. Il paraît le 27 avril dans *L’Emancipation*, l’organe officiel de la fédération, sous le titre “*Sauvons la CGTU*”. Le même texte, rebaptisé “*L’Opposition*

(17) Lettre à Louis Bouët, 18 février 1930, *ibid.*

(18) Lettre à Louis Bouët, 9 mars 1930, *ibid.*

(19) Contribution de Maurice Dommanget, mai 1930, *ibid.*

(20) C’est ce que laisse entendre J. Rollo quand il écrit à Louis Bouët, le 3 mai 1930 : “*Ce n’est pas sur la forme que les désaccords peuvent surgir entre nous, ce serait, peut-être, sur le fond*” (IFHS, fonds Bouët, 14 AS 478).

(21) Contribution de Louis Bouët, 17 février 1929, *ibid.*

(22) Maurice Dommanget, *Le Syndicalisme dans l’enseignement, op.cit.*, tome III, p. 106.

(23) Lettre du 3 mars 1930, IFHS, fonds Dommanget, 14 AS 239 (c).

unitaire", est publié sous forme d'une petite brochure destinée "aux cadres de la CGTU" (24).

Le manifeste porte les signatures des membres du bureau fédéral partisans de la majorité fédérale et des anciens secrétaires fédéraux, ainsi que celles d'un certain nombre de militants ou de sympathisants de la Ligue communiste, comme Chabanon et Franck, de la fédération unitaire des produits chimiques, Gourget pour celle des métaux et Cornette, secrétaire de l'union locale unitaire d'Halluin, dans le Nord (25).

Ce texte reprend, en les développant et les actualisant, les positions défendues dans la première plate-forme fédérale publiée en octobre 1929, à la suite de la rupture entre la majorité fédérale et le PC. Il rappelle que la fédération entend combattre aussi bien "les démolisseurs qui discréditent le communisme et précipitent la CGTU dans l'ornière du syndicalisme de secte prétendu bolchevique" que "ceux qui, en réaction, reculent sur des positions trop proches de la CGT". Le manifeste décrit ensuite sous des couleurs particulièrement sombres la situation catastrophique dans laquelle la politique suivie par sa direction a plongé la CGTU. Il s'efforce de démontrer que cet affaiblissement, qui risque de se transformer en effondrement, résulte de l'abandon de tout le travail positif effectué par le congrès confédéral de 1927 dans le but de parvenir à un "syndicalisme de masse". Les dirigeants de la centrale unitaire, incapables de mener les grèves ouvrières à la victoire, s'en prennent en revanche avec beaucoup de vigueur à leurs opposants, qui, lassés des injures dont ils sont quotidiennement abreuvés, s'appêtent pour certains à rejoindre l'autonomie. Tous ceux qui manifestent leur désaccord avec les "thèses

folles" imposées par l'Internationale syndicale rouge, "politisation des grèves", prise en main par le PC des grèves économiques..., sont menacés d'exclusion. Il ne saurait être question, pour les signataires, de revendiquer pour les syndicats, comme le fait le Comité pour l'indépendance du syndicalisme, une "indépendance idéologique", qui n'a d'ailleurs jamais existé dans le passé. Mais il faut sauvegarder leur autonomie organisationnelle. Le manifeste se prononce donc contre "la direction unique", dont la "proclamation serait une absurdité même si le PC français avait réellement conquis son rôle dirigeant", ce qui est évidemment loin d'être le cas quand celui-ci s'entête à appeler à des journées de grèves et de manifestations qui se soldent par des échecs retentissants. Il faut regrouper tous les éléments qui rejettent une telle politique dans une "opposition conséquente", l'Opposition unitaire, pour tenter de redresser la CGTU avant qu'il ne soit trop tard (26).

(24) Voir annexe n° VI, p. 879, IFHS, fonds Dommanget, 14 AS 239 (c).

(25) Alfred Cornette : né en 1905, ancien responsable du syndicat du textile d'Halluin, dans le Nord, il devient permanent des JC en 1924 ; en 1928, il est élu secrétaire de l'union locale CGTU d'Halluin. Exclu du PC en juin 1930, il adhère à la Ligue communiste, dont il devient membre de la commission exécutive en janvier 1931. Il quitte cette dernière organisation peu après l'échec de l'Opposition unitaire.

Gourget : de son vrai nom Pierre Barozine ; exclu du PC en 1929, il milite dans la fédération du bois de la CGTU ; cofondateur de *La Vérité*, il devient très vite un dirigeant de la Ligue communiste, qu'il quitte en mai 1931 avec Michel Collinet, en désaccord avec la politique de son organisation vis-à-vis de l'Opposition unitaire. Il retournera par la suite au PC.

(26) Maurice Dommanget, *Le Syndicalisme dans l'enseignement*, op. cit., tome III, p. 106.

II. — Les débuts assez prometteurs de l'Opposition unitaire

1) Les réactions au manifeste de l'Opposition unitaire

Dès le 20 avril, un bureau provisoire de l'Opposition unitaire se met en place. Il est composé de Maurice Dommanget et de deux militants parisiens de la Ligue communiste, Gourget et Chabanon. Une conférence est prévue ultérieurement. Le manifeste de l'Opposition unitaire n'est pas passé inaperçu. *La Vérité*, *Le Cri du Peuple* et *La Révolution prolétarienne* l'ont reproduit *in extenso*. Mais les commentaires qui l'accompagnent dans ces deux derniers journaux montrent que les responsables de la Ligue syndicaliste et du Comité pour l'indépendance du syndicalisme, s'ils se réjouissent de la "vigueur de ce réquisitoire implacable" (27), n'en déplorent pas moins la volonté de ses auteurs de souligner tout ce qui les sépare des tenants du "syndicalisme se suffisant à lui-même" : "Dans le fond, le BF est peu éloigné de l'idéologie du PC : le syndicalisme est mineur et il lui faut un guide éclairé et lucide pour le diriger, mais sans brutalité."

La direction de la CGTU n'est évidemment pas de cet avis. Dans sa "Réponse au manifeste de la direction opportuniste de l'enseignement", elle s'efforce de démontrer que les dirigeants de la majorité fédérale partagent en réalité les positions du Comité pour l'indépendance du syndicalisme. Le fait que le manifeste n'aborde pas les problèmes économiques devient pour elle la preuve qu'ils s'alignent sur les "40 ans de paix et de stabilité" que le capitalisme, d'après *Le Cri du Peuple*, aurait encore devant lui. La direction de la CGTU, et donc celle du PC, profite de cette réponse pour essayer de gommer les outrances de certaines affirmations passées sur la

radicalisation des masses et de corriger les excès dont la proclamation de la nécessité de la politisation des grèves s'était accompagnée. La réponse de la direction, publiée à la mi-juin, esquisse le nouveau "tournant" que le parti officialisera quelques semaines plus tard avec le célèbre appel de Maurice Thorez : "Que les bouches s'ouvrent !"

Toutefois, ce n'est pas parce que cette direction est obligée de reconnaître implicitement que certaines critiques émises par les minoritaires ne sont pas dénuées de fondement qu'elle va cesser de dénoncer le rôle néfaste qu'ils jouent, selon elle, dans le mouvement ouvrier. Il lui faut même redoubler de violence pour bien montrer que le nouveau cours n'est en aucune manière le résultat de l'action des diverses minorités, et en particulier de celle des dirigeants de la fédération de l'enseignement :

"La bourgeoisie a monté contre nous trois mécaniques : les réformistes officiels, mécanique graissée à l'huile gouvernementale ; la vieille bécane du Comité pour l'indépendance, déjà rouillée et bientôt hors d'usage ; enfin, la nouvelle machine améliorée, figolée, nickelée, avec des phrases un peu gauches aux armes trotskystes, celle de la fédération de l'enseignement (28)."

Dès lors, le ton est donné : le centrisme de la majorité fédérale est un "centrisme désespérément accroché au trotskysme" (29), et cette caractérisation reviendra dorénavant comme un leitmotiv (30). Aussi, quand la direction confédérale fait

(27) *Le Cri du Peuple*, 28 mai 1930.

(28) Discours de G. Monmousseau reproduit dans *L'Humanité*, du 1^{er} juin 1930.

(29) *Ibidem*, 5 août 1930.

(30) *La Vie ouvrière* publie par exemple une caricature de Louis Bouët avec cette légende : "L'homme-lige du contre-révolutionnaire Trotsky" (*La Vie ouvrière*, 30 juin 1930).

savoir le 8 juin qu'elle a invité Rollo et Dommanget, en tant que chefs "du groupe d'opposition de la fédération de l'enseignement", au V^e Congrès de l'ISR, les militants du noyau de la majorité fédérale tombent-ils rapidement d'accord pour estimer qu'il s'agit là d'un "piège", destiné à démontrer que l'Opposition unitaire n'a aucune existence réelle (31). C'est donc le bureau fédéral qui répond à la commission exécutive de la CGTU, en lui indiquant qu'une telle invitation doit être adressée à l'Opposition unitaire et que la tradition dans le mouvement syndical a toujours été de laisser les opposants choisir eux-mêmes leurs représentants. La commission exécutive maintenant sa position, Jean Aulas décline toute responsabilité "dans la non-participation de l'Opposition unitaire au congrès de l'ISR" (32).

L'attitude de la direction confédérale dans cette affaire ne laisse subsister aucun doute sur sa volonté de ne laisser aucun répit aux "centristes" de la fédération. De même que le déroulement du congrès fédéral de Marseille, au début du mois d'août 1930 : jamais les affrontements de tendances n'ont été aussi violents ; les incidents se succèdent pratiquement à chaque séance ; le dernier jour, les militants de la majorité fédérale et de la Ligue syndicaliste se font copieusement conspuer et même insulter par les jeunes partisans de la MOR. Les membres du noyau savent donc à quoi s'en tenir. Ils vont dès lors s'efforcer de mieux structurer la majorité fédérale. Ils décident aussi de publier un bulletin de tendance. Le développement de l'Opposition unitaire, dans ce contexte, devient pour eux une nécessité absolue. De ce point de vue, les nouvelles qui leur parviennent sont plutôt encourageantes.

2) L'implantation de l'Opposition unitaire

La structuration de l'Opposition unitaire est calquée sur celle de la CGTU. Elle s'efforce donc de s'organiser au ni-

veau des fédérations aussi bien qu'à celui des régions. Dès le 23 mai, *La Vérité* publie un appel de l'Opposition unitaire des métaux. En juillet, l'Opposition unitaire des PTT se constitue à son tour. Mais c'est surtout dans deux régions, le Nord-Pas-de-Calais et la Touraine, qu'elle réalise une véritable percée. Dans les deux cas, elle le doit essentiellement à l'influence et à la notoriété d'un militant : Albert Cornette, secrétaire de l'union locale d'Halluin, dans la première région mentionnée ; Alfred Bernard (33), ancien secrétaire adjoint du PC en 1926, dans la deuxième.

Albert Cornette, qui a rejoint la Ligue communiste dès sa fondation en avril 1930 et qui ne sera exclu du PC qu'au mois d'août, est connu dans sa région comme l'un des dirigeants de la grande grève des ouvriers d'Halluin. Il réussit à regrouper autour de lui un certain nombre de militants unitaires, dont plusieurs délégués mineurs et le secrétaire du syndicat de l'enseignement du Nord.

A Tours, Alfred Bernard, qui lui aussi vient d'adhérer à la Ligue communiste, parvient à constituer un groupe de l'Opposition unitaire solidement implanté parmi les cheminots de la région.

D'autres se créent aussi à Chaligny, autour du syndicat des mineurs de fer, à Dole, à Lyon, à l'initiative de Revol, ancien secrétaire régional de la CGTU et de quelques militants de l'enseignement (34). En revanche, l'Opposition unitaire n'arrive pas à s'enraciner solidement dans la région parisienne. Cette impuissance est considérée par son secrétariat provisoire

(31) Maurice Dommanget, *Le Syndicalisme dans l'enseignement, op. cit.*, tome III, p. 120.

(32) *Ibidem*, p. 121.

(33) Alfred Bernard : ancien secrétaire de la fédération du PC de l'Indre-et-Loire, il devient membre de la commission de contrôle de cette organisation en janvier 1925. En 1926, il entre au bureau politique, puis au secrétariat. Il quitte cette dernière fonction en 1928 et manifeste à plusieurs reprises des désaccords avec la politique suivie par son parti. Il retourne donc à Tours, mais il est exclu du bureau régional du PC en mai 1930 et du parti au mois d'août. Il adhère alors à la Ligue communiste, qu'il quittera l'année suivante.

(34) Voir R. Martin, *Les Instituteurs dans l'entre-deux-guerres, op. cit.*, p. 118.

comme son principal échec. Il faut aussi remarquer que les syndicats de l'enseignement ne sont pas parvenus à constituer des noyaux autour desquels l'Opposition unitaire aurait pu se structurer. Leurs responsables participent à la création des groupes locaux, mais ils n'en sont pas à l'initiative. Cette constatation confirme l'isolement de ces militants enseignants et le peu de liens qu'ils peuvent entretenir avec le mouvement ouvrier de leur région.

Les dirigeants de la CGTU utilisent toujours la même tactique pour combattre la nouvelle minorité : elle feint d'ignorer l'Opposition unitaire pour porter ses coups uniquement sur les dirigeants de la fédération, assimilés à l'opposition trotskyste. Les responsables de la centrale unitaire ne sont d'ailleurs pas

les seuls à pratiquer cet amalgame. *L'Action syndicaliste*, organe de la minorité des "syndicalistes purs" au sein de la fédération, parle elle aussi de "*l'opposition dite unitaire ou, plus exactement, de l'opposition trotskyste*" (35). Cette tactique est en définitive assez efficace, car elle va pousser le noyau dirigeant de la majorité fédérale à tout faire pour démontrer la fausseté de cette caractérisation. Ce qui ne va évidemment pas manquer de créer un certain malaise à l'intérieur de l'Opposition unitaire.

Loïc Le Bars

(la fin sera publiée dans le n° 11 des Cahiers du mouvement ouvrier)

(35) *L'Action syndicaliste*, n° 56, juillet 1930



Le manifeste de l'Opposition unitaire d'avril 1930.

**L'entourage de Staline
à l'époque
de la grande purge :
4. Beria, Malenkov,
Mekhlis
et Chkiriato**

(Vadim Rogovine)



Staline
et Chkiriatov.



Mekhlis.

Beria

DANS les républiques d'Union soviétique, Beria fut l'un des deux secrétaires du parti qui survécurent à la grande purge. L'autre fut Baguirov, le secrétaire du comité central azerbaïdjanais. Tous deux avaient été à la direction de la Tcheka-Guépéou de leur république et ne dépendaient donc pas, comme les autres secrétaires, du NKVD local. Au contraire, ils le contrôlaient totalement et dirigeaient personnellement l'application de la terreur sur leur territoire.

Staline ne s'opposait pas au culte de Beria, qui régnait en Géorgie et qui surpassait par son ampleur tous les autres cultes "locaux". Les poètes géorgiens écrivaient des vers et composaient des chants à la gloire de Beria, pendant que son acolyte Merkoulouov publiait une brochure intitulée *Le Fils fidèle du parti de Lénine-Staline*.

Ehrenbourg raconte dans ses mémoires qu'il vit Beria pour la première fois lors de la réunion de commémoration organisée pour le jubilé du poète épique Chota Roustaveli. « Certains intervenants chantaient ses louanges et tout le monde applaudissait. Beria frappait dans ses mains avec un sourire satisfait. Je comprenais encore que tout le monde applaudisse au nom de Staline et se lève, si c'était à la fin du discours. Mais là, j'étais stupéfait : qui était donc ce Beria ? Je le demandai à mi-voix à mon voisin géorgien, qui me répondit laconiquement : "Un grand homme" (1). »

Beria ressentait la confiance de Staline et devançait ses désirs. C'est ainsi

qu'il organisa une campagne de provocations contre Ordjonikidzé, qui était infiniment plus élevé que lui dans la hiérarchie du parti. Il fit arrêter le frère aîné de Sergo et, en 1937, le fit condamner à mort avec sa femme par sa "troïka". Dès novembre 1936, Koboulov, le chef du service politique secret du NKVD géorgien, avait écrit dans un rapport à Beria que Gogoberidzé avait reconnu avoir diffusé "des élucubrations contre-révolutionnaires et calomniatrices, qu'il tenait du camarade Ordjonikidzé, sur le passé du camarade Beria" (2).

La même année, il fit arrêter les anciens dirigeants géorgiens qui travaillaient en dehors des frontières de la république. L'un d'eux, Orakhelachvili, l'ancien président du conseil des commissaires, "avouera" à l'instruction : "Je sais que Sergo Ordjonikidzé mène avec Levan Gogoberidzé, Petré Aniachvili et Nestor Lakoba une lutte active contre le secrétaire du comité central du PCR (b) de Géorgie, Lavrenti Beria, et diffuse sur son compte des inventions notoirement calomniatrices et révoltantes." Ces aveux lui avaient été extorqués, comme le révélera en 1953 Goglidzé, l'ancien chef du NKVD de Géorgie, pour en "envoyer le procès-verbal à Staline et compromettre Ordjonikidzé, même à titre posthume" (3).

(1) Ehrenbourg I., *Sobranie sotchinienii v deviaty tomax*, tome 9, Moscou, 1967, p. 83.

(2) *Beria : koniets kariery*, Moscou, 1994, p. 367.

(3) *Ibidem*, pp. 378-379.

D'après Koboulov, c'est Beria qui prit l'initiative des répressions contre les responsables du parti et « *Goglidzé venait prendre ses ordres chez lui... Si Beria donnait l'ordre d'être "ferme" à l'interrogatoire, les agents d'instruction (...) avaient peur de ne pas s'y conformer, car ils pouvaient se retrouver soumis aux mêmes mesures (4).* »

Il n'était pas rare qu'il tabasse personnellement les détenus et ordonne de les torturer encore avant leur exécution.

Lors de son procès, le dossier d'instruction comportait vingt-six tomes de ses ordres d'arrestation et plus de cent recommandations du type "*tabassez-le sans ménagement*" ou "*cuisinez-le à fond*". La "troïka" qu'il dirigeait dans sa république enquêta sur 30 000 personnes, dont 10 000 furent fusillées (5).

En 1936, il liquida de ses propres mains deux responsables connus du parti de Transcaucasie. L'été de la même année, il abattit dans son bureau Khand-

jian, le premier secrétaire du comité central du parti arménien. Les journaux annoncèrent un suicide. Quelques mois plus tard, il empoisonna Lakoba, le président du comité exécutif central et du conseil des commissaires du peuple d'Abkhazie. Le communiqué officiel parla d'une crise cardiaque. Lakoba fut enterré avec les honneurs ; Dimitrov, Boudionny et d'autres personnalités connues envoyèrent des messages de condoléances. Mais, quelques mois plus tard, eut lieu un procès des dirigeants abkhazes, où Lakoba fut accusé d'avoir organisé un complot. Beria ordonna alors d'exhumer son cadavre, de l'incinérer et de disperser ses cendres à tous les vents. Puis, il fit fusiller tous ses collaborateurs et tous les membres de sa famille, y compris son fils mineur (6).

(4) *Ibidem*, p. 374.

(5) *Ibidem*, p. 316.

(6) *Voprossy Istorii*, 1990, n° 6, p. 86.

Malenkov

DANS les années 1920, Malenkov avait travaillé au secrétariat de Staline et, dans la période la plus tendue de la lutte contre l'Opposition de gauche, il avait dirigé l'organisation du parti de l'École technique supérieure de Moscou, où les trotskystes étaient particulièrement influents. Entre 1934 et 1939, il était le chef du bureau du comité central, qui gérait les organes dirigeants du parti. A ce titre, il fut l'un des organisateurs de la liquidation des dirigeants locaux.

En 1936, il créa avec Iejov la fable de l'existence en Biélorussie d'un réseau clandestin antisoviétique tentaculaire, ce qui permit d'exclure du parti plus de la moitié des communistes de la république. En 1937, Goloded, le président

du conseil des commissaires, mit en doute la réalité de ce réseau. Malenkov se rendit alors en Biélorussie et presque tous les dirigeants de la république furent arrêtés (1). En septembre 1937, il entreprit avec Mikoïan et Beria la liquidation des dirigeants arméniens et participa personnellement aux interrogatoires et au passage à tabac de nombreux détenus (2).

Ses missions dans les républiques autonomes et les régions de la fédération russe ne furent pas moins terrifiantes. C'est dans ces circonstances que furent

(1) *XXII siezd Kommounistitcheskoi partii Sovietskogo Soiouza*, tome 1, p. 291.

(2) *Ibidem*, tome 2, p. 214.

arrêtés le premier secrétaire du comité de la région de Toula, Soffer, celui de Iaroslavl, Zimine, et celui de la région des Tatars, Lepa (3).

Après l'arrestation de Iejov, Beria avait fait subir à celui-ci un interrogatoire spécial sur Malenkov. En 1955, Malenkov réussit à mettre la main sur le procès-verbal de cet interrogatoire, apparemment très compromettant, et à le faire disparaître (4).

Mekhlis

EN 1937, Mekhlis fut nommé chef de la direction générale de la propagande politique de l'Armée rouge et commissaire adjoint à la Défense. Le *Bulletin de l'Opposition* commenta ainsi cette promotion : « En nommant son cheval comme sénateur, Caligula voulait humilier le sénat de Rome. En plaçant son laquais Mekhlis parmi les dirigeants de l'Armée rouge, Staline poursuit un but beaucoup moins platonique. Son ex-secrétaire personnel, ce carriériste incompetent, spécialiste des intrigues en coulisse et exécuteur des plus basses œuvres de son maître, n'est rien sans son soutien. Mekhlis commissaire adjoint à la Guerre ? Qui l'eût cru il y a seulement six mois ? Plus Staline extermine d'"ennemis du peuple" pour se hisser sur leurs cadavres, plus le vide se fait autour de lui. Ses réserves de fidèles se limitent aujourd'hui à des individus du genre de Mekhlis (1). »

A son nouveau poste, Mekhlis prit une part prépondérante dans la campagne de liquidation des cadres de l'armée. Il se rendit à plusieurs reprises dans les régions militaires, où il procédait aux arrestations des commandants des échelons intermédiaires et envoyait à Staline des dépêches chiffrées lui demandant d'entériner l'arrestation des chefs militaires plus importants.

B. Efimov parle dans ses mémoires du jésuitisme et de la satisfaction sa-

Après la grande purge, le statut de Malenkov fut mis en conformité avec son rôle politique réel : en mars 1939, il fut élu membre et secrétaire du comité central et, en février 1941, membre suppléant du bureau politique.

(3) *Istoricheskiï arkhiv*, 1993, n° 3, p. 23.

(4) *Ibidem*, p. 22.

dique que Mekhlis éprouvait dans les années de répression de masse. Il rapporte le récit que lui fit Mikhaïl Koltsov d'une conversation avec lui : « *Nous étions dans mon bureau et tout à coup il me dit : "Tu sais, Micha, il faut surveiller de très près Auguste Pototski. A coup sûr, c'est un ennemi infiltré." J'étais stupéfait. "Qu'est-ce que tu racontes, Lev ? Lui ? Un bolchevik si honnête et si dévoué, ancien déporté politique ? — Oui, oui, Micha, me répondit Mekhlis avec une dureté agacée, précisément lui, si honnête et dévoué. C'est justement parmi ces gens "si honnêtes", comme tu dis, que l'Okhrana du tsar recrutait ses agents provocateurs !" A ce moment précis, Auguste entra dans le bureau avec les épreuves du journal à viser. Tu aurais vu comme Mekhlis changea instantanément de visage et prit un ton doux et doux : "Ah ! Camarade Auguste ! Je suis content de vous voir ! Comment va la santé, mon cher ! — Merci. On vieillit, camarade Mekhlis, on vieillit... — Allons donc, camarade Auguste ! Vous êtes encore jeune ! Un vrai roc. Et vous travaillez toujours pour la Pravda, pour le parti !" Mais, manifestement, Auguste était déjà un homme fini. C'était une question de jours (2). »*

(1) *Bulletin de l'Opposition*, 1938, n° 62-63, p. 23.

(2) *Mikhail Koltsov kakim on byl*, Moscou, 1989, pp. 100-102.

Chkiriatov

CHKIRIATOV, secrétaire depuis 1934 du jury de la commission de contrôle du parti, devint le véritable chef de cette commission en septembre 1936 lorsque Iejov se vit enjoindre de *“consacrer les neuf dixièmes de son temps au NKVD”*. Le plénum du comité central de 1957 révèle le rôle que joua Chkiriatov dans la grande purge : *« Il apposait mécaniquement son cachet sur tous les actes illégaux des organes (...) qui arrêtaient sans raison de nombreux communistes et lui en rendaient compte, et celui-ci, de son côté, prenait tout seul la décision de les exclure du parti comme ennemis du peuple (...). Ainsi, on excluait du parti la personne arrêtée, parce que... son arrestation avait été notifiée, et on l'accusait*

d'activité hostile parce que la commission de contrôle avait décrété son exclusion comme ennemi du peuple (1). »

Un fait témoigne du pouvoir qu'avait acquis Chkiriatov. En 1939, A. B. Snegov, un militant récemment libéré de prison, rendit visite à plusieurs membres du bureau politique et leur raconta ce qui se passait dans les geôles du NKVD. Du coup, Mikoïan jugea nécessaire de s'adresser à Chkiriatov pour accélérer sa réhabilitation dans le parti. Lorsque Snegov vint trouver Chkiriatov à la commission de contrôle, il fut immédiatement arrêté et il passa dix-sept ans en camp (2).

(1) *Istoricheskii arkhiv*, 1993, n° 6, p. 13.

(2) R. A. Medvedev, *Oni okroujali Stalina*, p. 187.

Le procès des bolcheviks- léninistes espagnols (1938)

En pleine révolution espagnole, en février 1938, sont arrêtés à Barcelone les principaux membres de la section bolchevique-léniniste d'Espagne (SBLE), accusés d'avoir assassiné le capitaine Léon Narwitsch. Le procès va se dérouler de février 1938 à janvier 1939, avec des reports successifs, afin d'éviter que celui-ci se déroule en même temps que le procès contre le POUM (octobre 1938).

G. Munis, qui fut le dirigeant de la section bolchevique-léniniste d'Espagne, présente ainsi ce procès :

« Ce procès était une copie des procès de Moscou contre les vieux bolcheviks. Les accusations politiques, à savoir la publication clandestine de La Voix léniniste, la participation aux événements de mai 1937, la lutte pour le front unique ouvrier pour renverser le gouvernement de Negrin en faveur de la dictature du prolétariat, etc., n'intéressaient pas réellement le Guépéou, qui, depuis les coulisses et à travers Melendez, alors chef de la police, organisait le procès. L'accusation que le Guépéou tenta de mettre en avant avec un grand luxe de falsifications et de tortures n'était qu'une traduction espagnole des accusations faites à Moscou contre les hommes qui, en 1917, firent la révolution : projet d'assassinat de Negrin, Prieto, Comorera, la Pasionaria et je ne sais qui d'autre, sabotage à l'arrière-garde pour favoriser la victoire de Franco, espionnage au compte de l'ennemi et, comme ballon d'essai, assassinat d'un capitaine russe. »

Munis ajoute : *« L'accusation montre que le Guépéou comptait Prieto parmi les siens, sinon il ne l'aurait pas choisi comme "victime" des trotskystes. Un jour, tout cela sera mis au clair. »*

On n'est nullement obligé d'accepter cette conclusion. L'accusation devait faire figurer des dirigeants socialistes aux côtés des deux staliniens prétendument désignés à la vindicte des trotskystes.

Negrin, président du Conseil et pro-stalinien, et Prieto, ministre de l'Intérieur et très à droite, s'imposaient.

Et Munis poursuit : *« En donnant satisfaction à la demande du Guépéou, le tribunal de haute trahison et d'espionnage n° 1 demandait ma tête et celle des deux autres trotskystes, Jaime Fernandez et Carlini. La cause principale de son échec réside dans le fait qu'il n'a pas trouvé parmi nous, comme ce fut le cas pour les procès de Moscou, de capitulars complaisants »* (G. Munis, *Moments de défaite, promesse de victoire*, ZYX, Bilbao, 1977).

Nous remercions A. Guillamon, qui a reproduit le dossier de ce procès dans son bulletin *Balance*.

“Nous avons nié et nous continuons à nier, ce qui fait échouer les procès policiers...”

APRÈS la mort de l'agent du service d'information militaire (SIM), le capitaine Narwitsch, le 10 février 1938, l'arrestation des militants de la SBLE fut très rapide. Le procès connu de multiples irrégularités : les militants de la SBLE, arrêtés le 13 février 1938, durent attendre un mois avant d'être conduits devant le juge et firent l'objet de tortures par les agents du SIM (1) ; puis les interrogatoires eurent lieu sans la présence d'un avocat. Les campagnes importantes menées en Espagne par le POUM, la SBLE et les Amis de Durruti, et au niveau international permirent de mettre en échec les plans meurtriers des agents staliniens infiltrés dans les différents organes de la République de Negrin et empêchèrent d'une certaine façon la liquidation physique des militants trotskystes.

Le procès, après de multiples reports, devait finalement avoir lieu le 26 janvier 1939, mais l'entrée des troupes de Franco à Barcelone devait le reporter pour toujours. Dans la débandade qui suivit, en janvier-février, les prisonniers politiques furent libérés. Munis (ou Muniz, selon les cas) gagna Paris ; Carlini, malade, ne put rejoindre la France qu'en août, et il fut interné dans un camp de concentration.

Voici quelques extraits des déclarations des principaux responsables de la SBLE au cours de leur procès.

Déclaration faite au tribunal n° 1 du tribunal d'espionnage de Catalogne par Manuel Fernandez Grandizo Martinez, Adolfo Carlini Roca, Jaime Fernandez Rodriguez, Luis Zanon Grimm, Teodoro Sanz Hernandez et Victor Ondik, à Barcelone, le 14 mars 1938. Ils déclarent :

« Que le 11 de ce mois, il leur a été communiqué le jugement fait par ce tribunal selon lequel ils sont inculpés, sous l'accusation d'avoir assassiné un certain Léon Narwitsch et de diriger en outre une prétendue organisation clandestine et d'intervenir dans ce cadre.

Et comme nous sommes en total désaccord avec cette résolution judiciaire, puisque nous ne connaissons aucun des faits qui nous sont imputés, nous allons donc contester cette résolution sur la base des considérations suivantes :

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous, soussignés, ferons constater solennellement devant le tribunal les mauvais traitements verbaux et physiques dont nous avons été victimes de la part de la

Notes de la rédaction :

(1) Service de police militaire.

police. Il nous répugne de décrire par écrit ces scènes et ces violences. Ces interrogatoires, qui n'ont de tel que le nom, puisqu'en réalité la seule chose qui est recherchée auprès des détenus est de les effrayer et de les démoraliser physiquement, par des coups, des insultes et par la faim, dans le but de leur arracher dans cet état des aveux et de fausses déclarations, afin de satisfaire les desseins des "interrogateurs".

Nous avons été arrêtés, sans connaître les moindres motifs de notre arrestation. Nous ne connaissons que les infâmes accusations dont nous sommes victimes, à propos desquelles nous fûmes interrogés par les policiers. Nous avons nié, naturellement, avec toute notre énergie, les charges incroyables qui nous sont imputées. Ni les coups, ni les insultes, ni la faim ne nous ont fait changer d'attitude. Nous avons nié et nous continuons à nier, ce qui fait échouer les procès policiers.

Ces desseins et méthodes policiers, d'autre part, ne nous ont pas surpris, en sachant de quelle manière ont été importés en Espagne des procédés de terreur qui sont constamment à l'ordre du jour dans d'autres pays et à d'autres latitudes, où sont arrachés des aveux et où sont organisés des procès face à des hommes terrorisés, dont la seule possibilité de sauver leur vie est d'avouer tout ce qu'on leur exige d'avouer.

Nous n'avons pas été et nous ne sommes pas disposés à faire ces "aveux", et nous ne pensons pas que la situation politique et sociale en Espagne permette le développement de tels procédés.

Pourtant, un des soussignés — Luis Zanon Grimm —, terrorisé et démoralisé par les insultes, les coups et les plus graves menaces, a accepté de signer ce que voulait la police, dans une crise profonde de dépression physique et nerveuse dans laquelle il était plongé. Luis Zanon, de complexion faible, de caractère très impressionnable, enclin à la démoralisation due au déséquilibre nerveux dont il souffre, n'a pu résister longtemps

au harcèlement policier, aux coups, aux interrogatoires pendant des heures et des heures, aux possibilités de voir cesser cet enfer en mettant simplement sa signature au bas de déclarations. Et Zanon signa ce que voulait la police. Dans l'état dans lequel il se trouvait, il aurait signé son propre arrêt de mort (...).

Dans l'arrêt d'accusation est mentionnée l'existence d'une organisation clandestine, qui projetait de commettre des attentats contre des personnalités de la République. Nous ignorons où le tribunal a pu trouver de telles affabulations, si ce n'est sur la base des simples affirmations de la police.

Nous, soussignés, ignorons tout ce qui est dit à ce sujet et le tribunal le comprendra s'il tient compte et prend en considération les antécédents antifascistes des soussignés qui seront exposés à la suite.

Le seul fait existant est que la police a trouvé des exemplaires du journal *La Voz Leninista* ("La Voix léniniste", NDT) et quelques feuilles éditées par la section bolchevique-léniniste d'Espagne. Un des soussignés s'est déclaré responsable de tout ce matériel — Manuel Fernandez Grandizo Martinez —, les autres accusés n'ayant rien à voir avec tout cela. Tout ce matériel n'a rien à voir, comme il est aisé de le comprendre, avec l'assassinat de Léon Narwitsch, ni avec les assassinats de personnalités de la République, ni avec quoi que ce soit de semblable.

Nous, soussignés, sommes des combattants antifascistes, beaucoup d'entre nous sont allés au front, et nous sommes connus comme tels.

Au sujet de Fernandez Grandizo, M. Julio Alvarez de Vayo, ancien ministre de la République, qui le connaît, pourra témoigner de ses activités politiques, aussi bien en Espagne qu'au Mexique. L'actuel maire de Madrid, M. Helche, le connaît également, ainsi que Manuel Albar, ancien député aux Cortes et membre de la commission exécutive du Parti socialiste. Helche et Albar le connaissent du temps où ils apparte-

naient à l'Alliance ouvrière de Madrid, à laquelle appartenait Fernandez Grandizo comme représentant de la Gauche communiste ; de même, Simeon Vidarte, membre également de la commission exécutive du Parti socialiste.

En ce qui concerne Jaime Fernandez, les employés des magasins Simeon de Madrid, place Santa Ana 13, où il travaillait, peuvent témoigner de sa qualité d'antifasciste, ainsi que le syndicat du commerce de la CNT de Madrid ; militant dans le mouvement ouvrier depuis 1931, il avait été un des premiers militants du Parti communiste de Corogne. Alors qu'il faisait son service militaire à Tolède, à l'Alcazar, quand éclata l'insurrection fasciste, il passa dans le camp antifasciste, avec six autres évadés qui faisaient également leur service. Le soussigné Jaime Fernandez ne se souvient pas de leurs noms et prénoms, il se souvient seulement que l'un deux s'appelait Domingo, qu'un autre, qui était caporal, s'appelait Vicente Molina. Ces événements eurent lieu à peu près à la fin du mois d'août 1936. Les journaux de Madrid en parlèrent, y compris en publiant des photographies dans le journal madrilène Claridad.

Quant à Adolfo Carlini Roca, de nationalité italienne, il dut partir de son pays en 1924 pour échapper à la persécution du fascisme, à cause de ses activités dans le mouvement ouvrier italien. Il a séjourné en France et en Belgique, et est connu dans les milieux de l'émigration antifasciste. En Belgique, il est connu comme antifasciste par Lasarelli, du Parti socialiste belge ; de Canterelli et Gobbi, du groupe anarchiste italien de Bruxelles ; d'autre part, dans un procès qui eut lieu en Belgique pour des raisons politiques, il fut défendu par un avocat socialiste, député, dont je ne me souviens plus du nom, donné par l'intermédiaire du syndicat du bois de cette ville. A Bruxelles, il fit la connaissance avec les milieux de l'émigration espagnole et les fréquenta du temps de la dictature de Primo de Rivera, et il connut en particulier un certain Garcia, militant du Parti

communiste. En France, le député socialiste Philippe Amadeo le connaît tout spécialement ; Voltere et Pauli, des éléments républicains italiens, du parti républicain "Giustizia e Liberta", ont été les premiers à organiser les expéditions de volontaires pour combattre le fascisme espagnol. C'est au cours de l'une d'elles que Carlini arriva en Espagne, le 15 août ; il rejoignit alors la division Lénine sur le front d'Aragon. Il est connu également de Maseti (PS italien) et Gusti (anarchiste), le premier du bataillon Garibaldi et le second du comité régional de la CNT.

Pour ce qui est de Victor Ondik, de nationalité tchécoslovaque, il a milité au Parti social-démocrate de Tchécoslovaquie et dans les syndicats ouvriers de ce pays. Il se trouvait à Barcelone le 19 juillet, il combattit dans les rues contre les militaires fascistes, partant immédiatement au front, où il fut blessé deux fois, dans le secteur de Quicena. Ondik a le carnet de mutilé de guerre, qui lui a été délivré par la section pro-mutilés de guerre de Catalogne, qui lui a attribué le n° 422, ce qui peut être facilement vérifié par le tribunal.

Je possède en outre des documents officiels prouvant ma condition de mutilé de guerre, que je peux fournir au tribunal si celui-ci le juge nécessaire. Les antécédents ouvriers et antifascistes sont également connus des combattants suivants des brigades internationales : Juan Yanosik, officier de la brigade internationale, membre du Parti communiste ; Vili Mazura, combattant lui aussi des brigades, et Klein, qui était à Albacete et qui travaillait au Secours rouge international ; Ondik est également connu de la plupart des miliciens tchécoslovaques des colonnes internationales. Enfin, il faut ajouter qu'un oncle de Victor Ondik, qui s'appelle Mikulicek, est actuellement député du Parti communiste au Parlement de Prague.

Finalement, en ce qui concerne Luis Zanon, de nationalité italienne, il fut expulsé de l'Institut scolaire de Milan pour "idées subversives", en octobre 1930, et

il est venu en Espagne, où il a travaillé comme courtier commercial. Il est connu du président de la bourse du travail de la section de la presse (syndicat de l'industrie du papier et des arts graphiques de la CNT), le camarade Garcia ; Manuel Massachs, rédacteur tachygraphe de Solidaridad Obrera ; J. Santana Calero, des Jeunesses libertaires, ainsi que Miguel Seba et Basilio Hernaiz, appartenant également aux Jeunesses libertaires de Barcelone ; Jeronimo Galipienzo, du comité ouvrier du Borne (l'équivalent des Halles à Barcelone, NDLR) ; ainsi que Miguel Munoz, de la même collectivité ; la camarade Angeloni et le camarade Magni, tous deux dirigeants de la Ligue italienne des droits de l'homme. Tous pourront témoigner devant le tribunal du militantisme antifasciste de Luis Zanon. »

Dans la deuxième partie de l'instruction du procès, en mars 1938, comparaissent des témoins et sont entendus les accusés.

Voici la déclaration de Manuel Fernandez Grandizo Martinez ("Muniz").

« Devant Monsieur le Commissaire général, D. Javier Mendez Carballo, assisté par moi, le secrétaire habilité, agent de la Sécurité, groupe civil, D. Julian Grimau Garcia (2), comparait le dénommé Manuel Fernandez Grandizo Martinez, âgé de vingt-six ans, né à Torreon (Mexique), célibataire, domicilié dans cette ville, au 308, de la rue Valencia. Dûment interrogé, il déclare :

Qu'il se considère comme le principal responsable de toute l'activité développée en Espagne par la section bolchevique-léniniste adhérente à la IV^e Internationale, dont elle reçoit les directives de travail. Que l'intervention de cette organisation développée dans la clandestinité a été dirigée par lui en tant que secrétaire général et factotum de celle-ci, et par Adolfo Carlini et Aage Kielso, membres de la direction.

Interrogé sur la date du début de son intervention dans la section bolchevique-léniniste d'Espagne, il dit : à partir des événements de mai 1937.

Insistant auprès de lui pour qu'il expose quelles avaient été les interventions menées depuis cette date jusqu'à son arrestation, il répond : l'impression et la distribution de brochures, de tracts, de bulletins en allemand, ainsi que le journal La Voix léniniste et toutes les tâches liées au but poursuivi, soit l'accomplissement des directives reçues par la IV^e Internationale.

Interrogé pour savoir s'il était vrai qu'une des directives de la IV^e Internationale était, à travers leur intervention, la réalisation du front unique prolétarien, en luttant ainsi contre le Front populaire et son gouvernement, il répond positivement.

Interrogé sur la tenue des réunions du comité dans un endroit déterminé, il répond par la négative, puisqu'elles avaient lieu généralement au café, dans la rue et parfois, par hasard, à son domicile.

Interrogé pour savoir si elles ont eu lieu au domicile d'Adolphe Carlini, à Pueblo Seco, il répondit qu'elles se sont tenues par hasard à ce domicile.

Interrogé pour savoir par quel moyen ils communiquaient avec la IV^e Internationale, il répond : habituellement par courrier personnel, par des lettres tapées à la machine et par le "procédé du pain".

Interrogé pour savoir si l'éditorial de La Voix léniniste, daté du 5 février de l'année en cours, où était attaqué le gouvernement de la République, avait été écrit par lui, il répond positivement.

Invité à dire les noms des personnes qui le secondaient dans la rédaction de La Voix léniniste, des brochures et feuilles clandestines, il dit qu'il y a plusieurs individus qui ne sont plus en Espagne, et que d'autres sont en prison. Il persiste à dire qu'il n'en connaît aucun et qu'on aurait beau le torturer, il ne donnerait aucun nom.

Interrogé sur le fonctionnement de la section bolchevique-léniniste, il répond

(2) Responsable du PCE, il sera condamné à mort sous Franco et exécuté par le supplice du garrot.

qu'elle est formée de divers corps, qui ne se connaissent pas entre eux, et que Kielso, Carlini et lui-même traçaient les lignes générales de l'intervention.

Interrogé pour savoir si Luis Zanon Grimm appartient à l'Organisation citée auparavant et les aidait dans leur travail clandestin, il répond positivement et le considère comme un collaborateur secondaire.

Interrogé pour savoir s'il connaît le capitaine des colonnes internationales Léon Narwitsch, il répond positivement, disant qu'il a eu quelques conversations avec lui, expliquant que celui-ci n'appartenait pas à l'organisation, mais au POUM.

Interrogé pour qu'il indique comment il a fait connaissance du capitaine Narwitsch, il dit ne pas s'en souvenir, bien qu'il pense que ce soit par l'intermédiaire de Kielso.

Interrogé pour savoir s'il a appris il y a peu que le capitaine Narwitsch était suspect ou provocateur, il répond positivement et ajoute qu'il l'avait appris par plusieurs camarades de Madrid.

Insistant pour qu'il dise concrètement comment lui sont parvenues les nouvelles indiquées précédemment, il répond : par un certain Eduardo Mauricio, membre du POUM, d'après des nouvelles reçues de Madrid selon lesquelles Narwitsch devait être jugé comme provocateur.

Au moment de lire sa déclaration, il explique que là où il dit que l'organisation bolchevique-léniniste reçoit des directives de la IV^e Internationale, il a voulu dire ce qui suit : tous les travaux clandestins sont de sa propre initiative et des membres du comité d'Espagne. Que, de la même façon, là où il est dit qu'une des directives de la IV^e Internationale était d'intervenir pour la réalisation du front unique prolétarien, en luttant ainsi contre le Front populaire et le gouvernement, il a voulu dire qu'ils combattent pour la réalisation du front unique prolétarien, qui s'oppose au Front populaire et à son gouvernement, dans la mesure où celui-ci maintient ses alliances avec les organisations et la politique étrangères aux intérêts du prolétariat.

Qu'il n'a rien à ajouter, que ce qui est dit est vrai, qu'il l'affirme et le ratifie, et après la lecture de cette déclaration, il la signe, en accord avec M. le Commissaire général (signé Javier Mendez, M. Grandizo, Grimau). »

A la suite de cette déclaration, Manuel Fernandez Grandizo apporte quelques précisions : "En ce qui concerne le capitaine Narwitsch et quand il dit qu'il appartenait au POUM, il l'apprit par l'intéressé lui-même. Aussi le fait de considérer le capitaine Narwitsch comme provocateur dans la déclaration antérieure signifiait qu'il était considéré comme espion ou agent de la police du gouvernement de la République."



G. Munis.



Publications du groupe trotskyste espagnol.

**Le dossier
du NKVD
sur un secrétaire
de Trotsky :
Vermel
(fusillé en 1938)**

ОБЩЕОБЩАЯ КОМИССАРИАТ ВЪТРЕШНИХ ДЕЛ СОЮЗА ССР
УПРАВЛЕНИЕ НКВД СССР ПО МОСКОВСКОЙ ОБЛАСТИ
УПРАВЛЕНИЕ ГОСУДАРСТВЕННОЙ БЕЗОПАСНОСТИ

ОРДЕР № 5624

Март 4 1938 г.

Выдан сотруднику Оперативного отдела УГБ
 управления НКВД СССР по Московской области
 Костереву на производство
 Ареста - Общек.

Вермель
 Фриштина Матвеевна

Адресу: Шубинковский пер. д. 10 кв. 102

ПРИМЕЧАНИЕ. Все должностные лица и граждане обязаны оказывать
 на имя которого выписан ордер, полное содействие для успешного
 исполнения.

Нач. Управления НКВД СССР
 по Московской области

Начальник 2-го отдела УГБ
 Упр. НКВД СССР по МО

Печать: 1004.

Ci-dessus, le mandat d'arrêt contre Vermel. Ci-dessous, l'acte enregistrant l'exécution de Vermel.

Дело № 353

ВЕЩКА ИЗ ЛИСТА

Постановление НКВД СССР "14" мая 1938 г. о
 расстреле Вермель Фриштина
 Матвеевна

введено в исполнение "28" мая 1938 г. " " час.

ПОДПИСИ:

Conclusion sur le dossier d'archives d'enquête archivé n° 476 440

Moscou, 1956, 25 février

JE soussigné, enquêteur de la section de la direction du KGB près le Conseil des ministres de l'URSS pour la province de Moscou, le lieutenant Linkov, ayant examiné les documents du dossier d'enquête archivé n° 476 440 concernant l'accusation de Vermel F. P. et la requête de l'épouse du condamné, Vermel K. A., du 3 janvier 1955.

Ai découvert :

Le 5 mars 1938, la direction du NKVD de la province de Moscou a arrêté :

Vermel Philippe Matveievitch, né en 1898, à Moscou, Juif, citoyen de l'URSS, sans parti, littérateur travaillant à domicile sur contrats, vivant Troubnikovski Pereoulouk, n° 26, ap. 2.

Les documents du dossier ne permettent pas de déceler ce qui a servi de fondement à l'arrestation de Vermel.

Lors de l'enquête, Vermel a été accusé d'« avoir mené une vigoureuse activité d'espionnage au compte des services de renseignements allemand et anglais (...) et partageait le terrorisme comme moyen de lutte contre les dirigeants du PCR(b) et du gouvernement soviétique » (feuillet 20-21).

Dans l'arrêté sur le choix du châtiement, Vermel est caractérisé comme « un trotskyste qui n'a pas désarmé et qui mène une activité trotskyste contre-révolutionnaire » (feuillet 2).

Lors des interrogatoires, Vermel déclara qu'en 1921, il avait été entraîné par S. I. Sedov (le frère de la femme de Trotsky) dans l'organisation trotskyste terroriste contre-révolutionnaire d'espionnage à laquelle il appartenait le jour de son arrestation. Vermel nomma aussi Sermouks et Poznanski, les secrétaires de Trotsky, parmi les membres de cette organisation (1).

En tant que membre de cette organisation, Vermel, à en juger par ses dépositions, prit part à l'édition du livre de Trotsky *Comment la révolution s'est armée* (2), à l'élaboration des matériaux qui entrèrent dans le recueil des *Œuvres* de Trotsky. Vermel indiqua qu'après la révocation de Trotsky de ses fonctions de président du Conseil militaire révolutionnaire de la République (3), il continua « à travailler à l'élaboration des œuvres contre-révolutionnaires de Trotsky ainsi que de ses tracts ».

Notes de la rédaction :

(1) Sermouks et Poznanski : secrétaires de Trotsky, dont le dossier du NKVD sera publié dans le n° 11 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

(2) Publié en français sous le titre *Ecrits militaires* aux Editions de l'Herne.

(3) Trotsky est démis de ses fonctions au commissariat à la Guerre et à la tête du Conseil révolutionnaire militaire de la République en janvier 1925.

Vermel indiqua ensuite qu'il avait été lié dans son activité d'espionnage au profit des services de renseignements allemands avec Sermouks et Poznanski, dont il avait reçu la tâche de rassembler des matériaux sur la production "*de divers secteurs de l'industrie*", sur la situation des chemins de fer et de la presse.

En remplissant cette mission, indiqua Vermel, il transmit à Sermouks des renseignements "*sur la quantité des réserves de charbon des secteurs miniers du Kouzbass, du Donbass et de l'Oural, et de la métallurgie de ces secteurs. Il transmit à Poznanski des renseignements sur le volume de la production de l'industrie textile et sur la disposition de ces secteurs, sur la situation des chemins de fer et l'existence d'imprimeries dans la province de Moscou.*"

D'après les dépositions de Vermel, Sermouks et Poznanski rémunérèrent son activité d'espion en lui versant une somme prélevée sur le fonds littéraire à la disposition du secrétariat de Trotsky.

Vermel déclara qu'il avait maintenu la liaison avec Sermouks et Poznanski jusqu'en 1928, mais n'avait pas revu Sedov depuis 1921.

Vermel déclara enfin qu'à la fin de 1935, il avait été enrôlé par son voisin d'appartement, l'Iranien Gassan Achouri, pour travailler pour les services de renseignements anglais. Vermel déclara avoir remis à Achouri "*des renseignements sur les dispositions politiques dans le pays, sur les arrestations de trotskystes et, au titre de ses fonctions, établi des fiches sur la situation dans le domaine de l'édition*" (feuillet 8-18 et 19).

Il n'y eut pas d'interrogatoires de témoins sur cette affaire. Le dossier ne contient aucune autre preuve de l'activité criminelle de Vermel que ses propres aveux. Par décision du NKVD de l'URSS du 17 mai 1938, Vermel fut fusillé le 28 mai 1938.

En 1955, la femme de Philippe Vermel, K. A. Vermel, s'adressa aux organes du KGB pour demander la réhabilitation de son mari (feuillet 28).

Une contre-expertise a été effectuée à la suite de cette demande.

L'examen du livre de Trotsky *Comment la révolution s'est armée*, édité en 1923-1925, a confirmé que Vermel avait bien pris part à son édition.

Il a été établi, de plus, que Vermel avait pris part à la préparation des XV^e et XVIII^e tomes des *Œuvres* de Trotsky (feuillet 39-40, 41-42).

En 1935, le NKVD de l'URSS arrêta la première femme de Philippe Vermel, F. I. Vermel, qui fut accusée de mener une agitation antisoviétique, ce qu'elle reconnut et qui lui valut une condamnation à trois ans de camps de travaux correctifs.

Lors de ses interrogatoires, on l'interrogea sur les dispositions politiques de Philippe Vermel. Elle fournit la réponse suivante : "*Je sais que, dans le passé, F. M. Vermel a travaillé dans la bibliothèque de Trotsky. Je ne sais rien de ses dispositions contre-révolutionnaires*" (feuillet 64).

En 1937, les organes du NKVD de l'URSS arrêtaient le frère de la femme de Trotsky, S. I. Sedov, qui fut la même année condamné comme élément socialement dangereux à cinq ans de travaux correctifs. S. I. Sedov ne se reconnut pas coupable de mener une activité antisoviétique. Il mourut en 1938 au cours de sa réclusion.

Vermel, Poznanski et Sermouks ne sont pas mentionnés dans le dossier de l'affaire de S. I. Sedov (feuillet 44-46).

L'examen des dossiers d'enquête archivés des anciens secrétaires de Trotsky, Sermouks (dossiers de 1933 et 1937) et Poznanski (dossiers de 1929 et de 1937) montrent qu'ils ont été condamnés pour activité trotskyste. Ces dossiers ne contiennent pas de donnée affirmant qu'ils aient mené une activité d'espionnage. Les noms de F. M. Vermel et de S. I. Sedov ne figurent pas dans ces dossiers (feuillet 47-50, 51-52, 53-54 et 55-56).

En 1938, le NKVD de l'URSS a arrêté le voisin d'appartement de Vermel, l'Iranien Gassan Achouri (condamné à la peine capitale), qui a avoué appartenir à un groupe d'espions iraniens en URSS. Pourtant, le nom de Philippe Vermel ne figure pas dans le dossier d'Achouri (feuillet 57-59).

Interrogée le 16 février 1956 sur cette affaire en qualité de témoin, la voisine d'appartement de F. M. Vermel, A. N. Lytkina, affirma n'avoir jamais entendu de déclarations antisoviétiques dans sa bouche (feuillet 72-75).

La vérification effectuée dans les Archives centrales spéciales d'Etat de l'URSS et du KGB près le Conseil des ministres de l'URSS sur les affaires Vermel, Sedov, Sermouks, Poznanski et Achouri n'a pas permis de découvrir de données établissant qu'ils aient eu une activité d'espionnage (feuillet 37, 38).

Interrogé en qualité de témoin, l'ancien collaborateur de la direction du NKVD de la province de Moscou, Kottov, qui avait été chargé de l'enquête dans l'affaire Vermel, a nié avoir utilisé des méthodes d'enquête interdites (feuillet 68-69).

Le collaborateur de la direction du NKVD de la province de Moscou qui établit l'acte final d'accusation dans l'affaire Vermel, Rogov, a déclaré : *"Je ne sais pas si on a utilisé à l'égard de Vermel des méthodes d'enquête interdites par la loi, mais je sais qu'à l'époque, on employait largement la méthode de passage à tabac des détenus"* (feuillet 70-71).

L'ancien collaborateur de la direction du NKVD de la province de Moscou, Persitz, qui avait pris part à l'établissement du mandat d'arrêt de Vermel et de l'acte d'accusation qui conclut son affaire, fut condamné à la peine capitale le 4 janvier 1940 par le tribunal militaire des troupes du NKVD du district militaire de Moscou pour avoir participé à une organisation subversive et à des arrestations infondées de citoyens (feuillet 66-67).

Sur la base des faits ci-dessus et considérant que les dépositions de Vermel sur sa participation à une organisation trotskyste et à une activité d'espionnage ont un caractère général, sont peu convaincantes pour leur contenu et n'ont pas reçu de confirmation lors de la vérification complémentaire,

Il conviendrait :

1) D'élever une protestation contre l'arrêté du NKVD du 17 mai 1938 concernant Philippe Matveievitch Vermel et de clore son dossier pour absence de preuve.

2) D'adresser son dossier d'enquête archivé n° 476 440 au nom de F. I. Vermel, avec la conclusion ci-dessus, à la procureure militaire du district militaire de Moscou.

Signé :

**L'enquêteur de la section d'enquête
de la direction du KGB
de la province de Moscou,
Linkov**

D'accord :

**Le chef de la division
de la section d'enquête
de la direction du KGB
de la province de Moscou,
le lieutenant-chef Abramkine**

**Le chef adjoint de la division
de la section d'enquête
de la direction du KGB
de la province de Moscou,
le lieutenant-colonel Borissenkov**

**Zygmunt Zaremba :
le Parti
socialiste polonais
et les
premiers jours
de la guerre
(1939)**

Zygmunt Zaremba était en 1939 le secrétaire de la section régionale de Varsovie et l'un des dirigeants nationaux du Parti socialiste polonais (PPS). Ce parti rassemblait alors, dans des élections pas totalement libres, autour de 20 % des voix. Il était donc très majoritaire dans la classe ouvrière polonaise, en dehors de ses secteurs juifs, où dominait le Bund, qui rassemblait près de 10 % des voix lors des élections.

La dissolution du Parti communiste polonais par Staline, en décembre 1937, fit du PPS la seule organisation nationale de la classe ouvrière polonaise. Hostile, après la guerre, à la fusion forcée du Parti socialiste avec le PC polonais, qui donnera naissance au prétendu Parti ouvrier polonais unifié, Zygmunt Zaremba choisira alors l'exil.

Il a publié en 1957, à Paris, un ouvrage intitulé *Wojna i Konspiracja* ("La Guerre et la Conspiration"), qui couvre toute la période des débuts de la guerre, de l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht en septembre 1939 à la rencontre avec l'Armée rouge en 1944, en passant par l'insurrection de Varsovie, à laquelle il a participé.

On trouve dans son livre, outre un récit des événements, un portrait d'un certain nombre de responsables du Parti socialiste polonais. Son témoignage est d'autant plus significatif que Zaremba était partisan de l'union nationale face à la guerre.

“Nous n’avons l’intention de partager les fruits de la victoire avec personne...” (colonel Wenda, chef d’état-major de l’OZON, 3 septembre 1939) (1)

DEPUIS l’asservissement de la Tchécoslovaquie, il était clair, pour quiconque voulait voir la vérité, que la guerre était inévitable. Et pourtant, l’espoir que l’instinct vital vaincrait les tendances à la guerre était profondément implanté dans les couches profondes de la conscience.

Dans les masses de la société, l’appel de la vie devait être encore plus fort que parmi nous, militants sociaux, qui étions habitués à penser avec des catégories politiques. Et pourtant, tout à fait comme dans les romans alors populaires de Marczynski, la population prit les premières alarmes aériennes comme un nouvel exercice supplémentaire énervant en prévision de la guerre. Mais cette fois, les sirènes qui retentirent au-dessus de la Pologne dans la nuit du 1^{er} septembre annonçaient le début du drame.

Les premières bombes tombaient sur les villes et les agglomérations. Les nuages de fumée, le tourbillon des décombres, le gémissement des moribonds formaient un prologue cruel. Les divisions ennemies s’enfonçaient de tous côtés dans les profondeurs du pays. Les relations sociales étaient réduites en lambeaux. La destruction et l’anéantissement des réalisations de la culture commençaient...

Un groupe de gens réfugiés à l’ombre de l’autorité de Pilsudski (2), mort quatre ans plus tôt, dirigeait le gouvernement. Ce groupe se maintenait au pouvoir contre la volonté de l’énorme majorité de la population, par des pressions, voire par des violences exercées à l’encontre des citoyens par un appareil administratif dirigé par des “gens de confiance”. Le camp de l’Unité populaire (OZON), qui devait constituer un large soutien pour le groupe dirigeant, s’était vite disloqué, vu son impuissance face à l’hostilité de la masse du peuple devant la dictature des fils posthumes de Pilsudski. Les élections locales, qui s’étaient déroulées quelques mois avant l’éclatement de la guerre, malgré les trafics électoraux et les pressions administratives, avaient témoigné de la profondeur du gouffre qui séparait la société et le gouvernement.

Les partis politiques insistaient en vain sur le caractère inquiétant de cet état de choses face à la tempête qui s’annonçait. Le groupe dirigeant de la “sa-

Notes de la rédaction :

(1) OZON : initiales de Oboz Zjednoczenia Narodowego, coalition politique de partis progouvernementaux constituée à la fin de 1935.

(2) Ancien chef du PPS, dirigea la Pologne de 1926 à sa mort, en 1935.

nacja" (3), même confronté à la menace mortelle qui pesait sur l'Etat et le peuple, aveuglé par ses "carrières fabuleuses" et ses privilèges, ne voulait rien céder de son monopole du pouvoir. Nous entrâmes dans la guerre totale comme s'il s'agissait d'une parade sur un terrain d'exercice, où l'armée en impose aisément par son tapage aux civils invités à jouer le rôle de spectateurs.

Dès les premiers jours de la mobilisation, l'esprit du bureaucratisme dénué de tout ressort sauta aux yeux. Le plan artistiquement élaboré de maintien normal du fonctionnement de l'Etat en cas de guerre explosa avant même qu'elle n'éclate. Les divisions mobilisées ne purent même pas se procurer le simple armement traditionnel de l'infanterie. Nous ne savions pas grand-chose de la situation de l'aviation et des blindés, mais ce qui transpirait à travers le mur du secret militaire suscitait l'inquiétude. Les compagnies formées en hâte, même à Varsovie, se dirigeaient vers leur lieux de rassemblement sans disposer d'un équipement et d'un armement complets. Les officiers de réserve, appelés dans les rangs, n'avaient souvent ni armes ni cartes ; ils devaient, de leur propre initiative, improviser leur ravitaillement et celui des gens placés sous leur commandement. »

(Inquiet devant la tournure des événements, Zygmunt Zaremba tente d'entrer en contact avec les représentants du gouvernement pour leur proposer les services du PPS. Il sollicite à cet effet le colonel Kowalewski (4), ancien chef d'état-major de l'OZON, dans le but "de sonder le haut commandement sur la possibilité de parvenir à un certain modus vivendi" :)

« Le colonel Kowalewski avait toujours gardé de bons contacts personnels avec le haut commandement. Il se chargea volontiers de cette tâche, sans cacher son pessimisme. Il souligna que le haut commandement s'était tellement isolé de la société qu'il ne serait pas facile de briser cet obstacle. Il promit cependant d'essayer.

Le 4 septembre, je rencontrai le colonel Kowalewski dans la pâtisserie Ziemanska, afin de connaître le résultat de ses efforts. Le colonel, toujours prudent dans ses expressions, laissa cette fois s'exprimer sans ambiguïté son inquiétude face au chaos, dont la réalité lui avait sauté aux yeux lors de son contact direct avec le haut commandement. L'entourage de Rydz-Smigly (5) avait installé un blocus étroit face à toute influence de l'extérieur susceptible de menacer le monopole du pouvoir. Il n'avait d'ailleurs pas pu approcher le chef de l'état-major lui-même et avait dû tenter d'engager la conversation avec le chef de l'OZON, le colonel Wenda.

Dans la conversation, il posa le problème de la consolidation de l'opinion publique et de tous ses milieux autour des problèmes de la défense nationale. Il affirma qu'il savait de source sûre que l'opposition démocratique était prête à partager les responsabilités.

En réponse à ces paroles, le colonel Wenda s'interrogea sur la sincérité des mobiles patriotiques chez les partis d'opposition. Il affirma : *"C'est l'OZON qui a éduqué la société de telle manière que les partis ne peuvent avoir aujourd'hui aucune autre position. Ils perdraient toute influence dans les couches inférieures. Mais le gouvernement n'a pas besoin d'intermédiaire. Il consolidera lui-même l'opinion."*

Le colonel Kowalewski interrompit cette pantalonnade en soulignant qu'il ne

(3) "Sanacja" : mot qui veut dire "assainissement" et qui désigne le regroupement politique constitué autour du maréchal Pilsudski après le coup d'Etat qui le porta au pouvoir en 1926. Ce regroupement survécut jusqu'aux lendemains de sa mort.

(4) *L'Histoire de la Pologne depuis 1863*, éditée par R. F. Leslie (Cambridge University Press, 1980), qualifie Jan Kowalewski, pendant l'exercice de ses responsabilités comme "chef d'état-major de l'OZON", comme nourrissant *"des sympathies claires pour les modèles totalitaires"* (p. 194).

(5) Chef de l'état-major polonais, qui, en 1935, après la mort de Pilsudski, avait obtenu par décret ministériel la reconnaissance officielle (bien que sans fondement légal) qu'il était *"la première personne en Pologne après le président"* (de la République), à l'époque Moscicki.

pouvait s'interroger sur la sincérité patriotique et la bonne volonté dans des questions comme la guerre et la défense.

“ Non ! Vous vous trompez ! s'écria Wenda. Ils veulent seulement se hisser à la surface. Le gouvernement ne le permettra pas. Nous avons engagé la lutte et nous n'avons l'intention de partager les fruits de la victoire avec personne. Maintenant est venu le temps des ordres. Ils devront tous obéir.”

C'est en ces termes que s'exprima, le troisième jour de la guerre, le chef du camp gouvernemental. Le récit de mon interlocuteur, effectué sur le ton d'un rapport objectif, ne laissait aucun doute sur le fait qu'aucune tentative de persuasion n'aboutirait. La conception d'un gouvernement de défense nationale s'avérait irréaliste.

Pendant un certain temps, le silence régna entre nous. Nous sentions tous les deux, pourtant, les conséquences tragiques d'une telle façon de traiter la question. Nos pensées se rejoignaient dans un seul souhait : pourvu que les défaites, par leur ampleur, ne nous empêchent pas de réparer le mal fait par ces gens-là à la Pologne.

Ce jour-là, nous sûmes que nous n'éviterions pas la défaite. Notre armée reculait et la question de Varsovie devenait à l'ordre du jour (...).

Le dimanche 17 septembre, le téléphone retentit tôt le matin dans le bureau du comité ouvrier. A l'autre bout du fil, l'avocat Ludwik Perl, le cousin de Felix Perl, rédacteur en chef depuis longtemps du journal *Robotnik* (6), l'un des fondateurs du PPS et l'un de ses dirigeants les

plus éminents. La voix de mon interlocuteur était comme étouffée et je percevais avec peine les mots qui perçaient sous les larmes :

“Un coup terrible... Aujourd'hui dans la nuit, les Soviétiques... l'Armée rouge a frappé la Pologne... J'écoutais Radio Moscou. Ils occupent les terres orientales... C'est la fin, c'est la fin...”

Les sanglots étranglèrent ses mots.

C'était le pire : ce à quoi, depuis deux semaines, je ne voulais pas penser, ce qui n'apparaissait que comme un spectre engendré par l'abattement devant les événements, était devenu réalité. Je me sentais hébété.

Le professeur Jan Lazowski (7) entra dans la pièce et son entrée me rappela à la réalité. Le premier regard qu'il jeta sur moi lui fit comprendre qu'il s'était passé quelque chose de tragique. Je ne voulais pas révéler cette effrayante nouvelle en présence de témoins accidentels. Il fallait avant tout définir et discuter avec les camarades la position que nous devons prendre. Nos sortîmes du bureau et, dans un recoin du restaurant le plus proche, j'informai Lazowski de l'attaque soviétique. Nous tirâmes ensemble la conclusion qu'il ne fallait pas dissimuler la vérité. Nous invitâmes tous les dirigeants du parti que nous pûmes contacter à une réunion improvisée. Quelques-uns d'entre eux étaient déjà au courant. Aucun ne tenta de commenter les événements. Nous nous regardions comme des condamnés. »

(6) Quotidien du PPS.

(7) Un des dirigeants du PPS de Varsovie.



Zygmunt Zaremba.

**Valéri
Essipov :
Chalamov
et l'esprit
de Résistance**



Varlam Chalamov (1907-1982), l'auteur des *Récits de Kolyma*.

Les traditions de la Résistance russe

HABITUELLEMENT, quand on parle de “Résistance”, on pense à la Résistance française, italienne ou yougoslave contre le fascisme pendant la Seconde Guerre mondiale, on ne pense pas à la Russie. Chalamov est l’un des premiers à introduire ce mot dans le contexte historique russe et il y prend immédiatement une résonance profonde et lourde de sens.

Dans la *Quatrième Vologda*, il rappelle de nombreux épisodes de la Résistance séculaire des exilés qui ont transité à Vologda, “d’Avvakoum à Savinkov, de Sylvestre à Berdiaïev, de la fille du feld-maréchal Cheremetiev à Maria Oulianova, de Nadejdine à Lavrov, de Herman Lopatine à Lounatcharski” (1).

A en juger par cette énumération, la notion de “Résistance” chez Chalamov ne se limite pas au mouvement émancipateur (ou révolutionnaire), il inclut non seulement diverses formes de protestation d’ordre politique, mais aussi spirituel (Avvakoum) et même profondément intime, du domaine de l’amour et de la famille (Natalia Dolgoroukaïa).

Il est clair que l’objet de cette protestation n’est pas seulement “l’autocratie”, mais ce “paradigme russe de non-liberté” aux multiples facettes, dont l’histoire est millénaire et que nous commençons seulement à surmonter aujourd’hui, au seuil du XXI^e siècle...

L’expérience de la prison

Le sombre aphorisme de Chalamov : “*L’intelligentsia russe sans expérience de la prison n’est pas totalement elle-même*” reflétait, à un nouveau détour de l’histoire, cette ancienne règle, déjà relevée par Herzen : “*Aux pires heures de l’histoire européenne, Spinoza n’a pas été exilé, Lessing n’a pas été fouetté ou envoyé à l’armée comme simple soldat.*” Tout cela, Chalamov l’a ressenti de façon palpable dès l’enfance : la ville où il a grandi était pleine d’exilés. Bien que l’exil à Vologda fut relativement clément (“une Sibérie aux portes de la capitale”,

(1) **NDLR** : Essipov énumère ici une série de victimes de toutes opinions des autorités du moment : le protopope Avvakoum (1620-1682), chef des vieux croyants, qui refusait la réforme de l’Eglise, brûlé sur ordre du tsar ; le socialiste-révolutionnaire Savinkov (1879-1925) ; le philosophe Berdiaïev (1874-1948), expulsé en Europe occidentale par le gouvernement des commissaires du peuple en 1922 ; la comtesse Cheremetieva, fille d’un chef militaire de Pierre-le-Grand, exilée par ce dernier ; le journaliste et rédacteur en chef de la revue littéraire *Le Téléscope*, Nadejdine (1804-1856), exilé par Nicolas I^{er} pour avoir publié les — jugées subversives — *Lettres d’un philosophe*, de Piotr Tchaadaïev, décrété fou par les autorités ; les populistes Lavrov (1823-1900) et Lopatine (1845-1918), premier traducteur du *Capital* en Russie ; la sœur de Lénine, Maria Oulianova (1878-1937) ; le bolchevik Lounatcharski (1875-1933).

Chalamov disait “Barbizon”), les gens s’y trouvaient néanmoins contre leur gré, sur décision de la machine étatique et policière, et c’est assez pour donner à réfléchir.

Bien sûr, Chalamov était trop jeune pour fréquenter la société des exilés, mais il a gardé le souvenir de ce qu’ils avaient apporté, en ce temps-là, à la vie de Vologda — “un climat moral et culturel particulier”, des exigences plus élevées sur “la façon de se conduire”. Son évidente sympathie était encouragée par son entourage familial. Son père, bien qu’ecclésiastique, entretenait des relations avec certains exilés, les recevait chez lui. D’une manière générale, on découvre aisément chez le père de Chalamov les traits typologiques de l’intelligentsia russe libérale : compassion pour “notre petit frère”, pour la paysannerie, au point même d’approuver le programme socialiste-révolutionnaire de droite de Pitirime Sorokine, fibre civilisatrice, horreur des cent-noirs. Son père avait accueilli avec enthousiasme la révolution de Février et n’a jamais par la suite exprimé de regrets pour le régime tsariste, ce qui était également conforme à l’état d’esprit dominant dans l’intelligentsia.

La séduction de Savinkov ?

Chalamov n’a hérité que partiellement de ces traits — il a mûri pendant la période bien plus orageuse et complexe des années vingt, période où, comme il l’a lui-même écrit, “tous les crimes et tous les bienfaits à venir étaient en gestation”. Néanmoins, il a largement subi l’influence de “l’ancien temps”, qui continuait mécaniquement à agir sur les esprits et les cœurs de la génération née une dizaine d’années avant la révolution. Cette mince frontière est décisive pour comprendre le destin de Chalamov et les particularités de sa compréhension du monde. Il n’est pas fortuit que son adhésion au monde de la révolution russe — au monde de la Résistance — soit liée pour lui au livre de V. Ropchine (B. Sa-

vinkov) *Ce qui n’a pas eu lieu* : ce livre n’appartient pas à l’ABC du communisme, mais plutôt, comme le *Cheval pâle*, à une littérature indésirable pour la nouvelle époque, le nom de Savinkov étant, après Octobre 1917, directement associé à la contre-révolution...

En quoi ce roman, que Ropchine lui-même ne considérait pas comme un chef-d’œuvre, a-t-il pu séduire l’adolescent provincial passé du lycée à “l’école unique du travail” ? La réponse est dans la *Quatrième Vologda* : “*Quel que fût son destin ultérieur, Savinkov et ses camarades étaient pour moi des héros et j’attendais avec impatience le jour où moi-même je subirais la pression de l’Etat et où je saurais y résister. La question n’était pas celle du programme des SR, mais du climat moral, du niveau éthique que créent de tels livres.*”

Il ne fait aucun doute qu’il ne s’agit pas là seulement d’un engouement romantique pour la “clandestinité”, mais d’une tradition qui plonge de profondes racines dans la conscience russe : on peut sans crainte affirmer que chez le jeune Chalamov apparaissent — et avec quelle force — les traits de ce type de “jeune garçon russe” décrit par Dostoïevski (quand il dépeint Aliocha Karamazov) : “*C’était un adolescent (...) honnête par nature, avide de vérité, qui la recherchait et y croyait, qui, l’ayant trouvée, y participait de toutes les forces de son âme, avec le désir impérieux de tout y sacrifier, même sa vie.*” Historiquement, ce type appartenait au XIX^e siècle, à l’époque du populisme ; néanmoins, le XX^e l’a ressuscité chez les meilleurs représentants du Parti socialiste-révolutionnaire. Et ceux-ci sont devenus les héros favoris de Chalamov, son idéal jusqu’à la fin de sa vie.

Soulignons-le : il s’agit d’un idéal moral, éthique. Chalamov ne se réfère jamais à l’idéologie SR, populiste, issue de Herzen et Tchernichevski. Ce qui l’attire, c’est l’éthique pratique des révolutionnaires : le principe “*mettre en harmonie ses actes et ses paroles*”, comme impératif. Ce principe est pour Chalamov le fondement de la vie morale (“*Ce que tu as dit, fais-le, c’est ainsi qu’on m’a*

appris à vivre. C'est ainsi que j'ai appris aux autres à vivre.”). L'inflexibilité avec laquelle il professe cette règle est quasi religieuse, et cela aussi fait penser à une puissante tradition nationale. Sans nul doute, les premières leçons de la vie ont influé sur le destin littéraire ultérieur de Chalamov, sur sa ferme conviction que le droit à la parole se paye “*par son propre destin, son propre sang*”...

Il est difficile de dire si Chalamov avait lu alors le fameux recueil *Les Jalons* (1909). Mais on peut dire avec assurance que toute la rhétorique de ces textes, qui appelaient l'intelligentsia au repentir, à la résignation religieuse, lui était étrangère. Toute sa conscience juvénile refusait la résignation et justifiait ceux qui mouraient au gibet et en prison. Cela aussi participait de l'esprit du temps, indépendamment des corrections ultérieures.

Rappelons que, parmi les auteurs des *Jalons*, nombreux sont ceux qui ont soutenu la révolution de Février et ont ainsi, qu'ils l'aient voulu ou non, rendu hommage à leurs adversaires idéologiques-participants à la lutte émancipatrice (2).

En tout cas, Chalamov a choisi de rejoindre les traditions révolutionnaires russes — et non de rompre avec elles comme les partisans des *Jalons* —, ce choix (auquel il est resté fidèle de sa jeunesse à sa mort) détermine toute son orientation.

C'est une des pierres angulaires de sa conception du monde. Par son exemple, nous voyons à quel point il était naturel et organique, pour la jeunesse pensante de l'époque, de s'engager sur cette voie. Et ce n'est absolument pas un paradoxe que l'admiration de Chalamov pour les SR et les populistes l'ait conduit, comme nombre de ses contemporains, à prendre conscience du caractère inéluctable des changements apportés par Octobre — changements cruels, accablants pour lui-même et sa famille, mais néanmoins prometteurs pour l'avenir.

C'est là aussi l'origine de relations tendues avec le nouveau pouvoir, qui ont conduit à sa première arrestation en 1929.

“Une immense bataille perdue”

Dans les souvenirs de Chalamov sur les années 1920, il y a une phrase remarquable : “*Je participais à une immense bataille perdue pour changer véritablement la vie.*” Comment mieux exprimer que par cette pensée tristement ironique les contradictions qui le terrassaient alors, et pas seulement lui ! D'une part, étudiant de l'université de Moscou, il ne pouvait pas ne pas voir les progrès réels apportés par la NEP (“*Une fois encore, s'est élevé ce même souffle de liberté qu'on respirait en 17*” [c'est-à-dire en février, V. E.] : cette affirmation de Chalamov, témoin oculaire de 1924 (3), est particulièrement précieuse). D'autre part, il sentait que “*l'assaut du ciel*” — l'utopisme communiste de plus en plus conquérant et dogmatique — contenait en germe de nouveaux cataclysmes, de nouveaux crimes. Chalamov note qu'il y avait alors à Moscou nombre de “*retardataires à l'assaut du ciel*” comme lui. Et il est tout à fait cohérent que ce soit parmi les étudiants de son âge qui n'avaient pas connu l'horreur de la guerre civile, qui avaient accueilli la révolution dans l'esprit des vieux “commandements” de l'intelligentsia russe — c'est-à-dire comme condition pour un changement humaniste de la vie — que soit bientôt apparue une nouvelle Résistance dans la révolution russe...

“Aux côtés de l'opposition”

“*J'ai participé activement aux événements de 1927, 1928, 1929 aux côtés de l'opposition.*” Derrière cette ligne de sa *Brève description de ma vie*, il y a toute une époque de sa biographie, qui, malheureusement, n'a pas encore été étu-

(2) Voir le jugement de P. Strouve sur Février : “*Un miracle de l'histoire, qui nous a brûlés, purifiés et éclairés.*”

(3) *Znamia*, n° 4, 1993, p.115.

diée. Nous savons seulement qu'en février 1929, à l'âge de 21 ans, il a été arrêté par le Guépéou pour avoir diffusé le "Testament" de Lénine (sa "Lettre au congrès") et que l'arrestation a eu lieu dans l'imprimerie clandestine de l'université de Moscou. Ces maigres détails suffisent pour comprendre qu'il s'agissait en fait de la mise en œuvre de l'ancienne pratique révolutionnaire dans de nouvelles conditions (soviétiques). De plus, semble-t-il, il ne s'agissait pas seulement de diffuser en tracts un texte de Lénine interdit et dissimulé au peuple. Significative est la caractérisation donnée par Chalamov de ses amis oppositionnels : "Ceux qui, les tout premiers, tentaient avec abnégation, **au prix de leur vie** (souligné par nous - V. E.), de contenir ce torrent sanglant, entré dans l'histoire sous le nom de culte de Staline." Et encore : "Les oppositionnels étaient les seuls, en Russie, à tenter de s'organiser pour résister à ce rhinocéros..."

Vu leur haine pour Staline, considéré comme un nouveau despote-autocrate, il y a tout lieu de penser que les jeunes oppositionnels ont dû parler de "résoudre le problème" de manière radicale, dans l'esprit de la Volonté du peuple. Ce n'est pas pour rien que Chalamov écrit "au prix de leur vie". Et ce n'est pas sans raison si, à la prison de Boutyrki, après son arrestation, il s'enthousiasme ouvertement pour la méthode dont lui parle le vieux détenu politique SR Andreiev : "Hop... et tout est réglé" (récit "Le meilleur éloge") (4).

A la pointe de la lutte sociale

Quoi qu'il en soit, le jeune Chalamov s'est trouvé à la pointe de la lutte sociale dans les années 1920, ce qui est profondément symbolique. Avec les idées qui étaient les siennes, il est difficile de s'imaginer qu'il ait pu faire un autre choix. C'était une aspiration hardie et généreuse. L'appréciation qu'il a portée plus tard : "Bien sûr, j'étais alors un jeune chiot aveugle", n'y change pas grand-

chose. Si l'on considère objectivement la situation de l'époque, on ne peut pas ne pas reconnaître que les chances des opposants à Staline n'étaient pas grandes. Mais néanmoins elles existaient — fût-ce dans le cadre de la lutte à l'intérieur du parti. Bien qu'il n'ait eu, formellement, aucun lien avec le Parti bolchevique (il n'était même pas komsomol), si éloigné qu'il fût de la "cuisine" politique, Chalamov était un volontaire, un "franc-tireur" dans cette lutte. Il agissait en fait en allié de toutes les forces saines du Parti communiste (bolchevique), qui avaient surmonté la maladie du gauchisme et apprenaient — en marchant — à distinguer le réel de l'utopie dans la doctrine communiste (5).

L'exemple de Chalamov confirme une fois de plus la force du courant antistalinien dans la conscience sociale des années 1920. Exprimant les aspirations de la nouvelle génération de l'intelligentsia russe, il personnifiait — dans les grandes lignes — les aspirations du peuple tout entier, en tout cas de sa grande masse : "Personne jamais n'a considéré que Staline et le pouvoir soviétique, c'était la même chose" (*Antiroman de Vichera*)...

Les partisans de la théorie de la "continuité", c'est-à-dire de l'identifica-

(4) Un tel état d'esprit était répandu dans divers milieux de l'opposition. En cette même année 1929, I. Sorokine, auditeur de l'Académie communiste (!), avait ainsi déclaré qu'il était prêt à devenir "un second Brutus" (voir A. Avtorokhanov, "Technologie du pouvoir", dans la revue *Questions d'histoire*, nos 9-10, 1991, p. 93). Ce n'est pas sans raison que Staline vivait dans la peur d'un attentat. Rappelons que lorsque, dans les années 1930, il a interdit comme thème de recherche le mouvement populiste, le "conducteur des peuples" l'avait ainsi justifié : "Si l'on éduque nos gens à l'exemple des populistes, on va former des terroristes..." (*L'Histoire et les historiens*, Moscou, "Naouka", 1965, p. 257).

(5) D'après la logique casuistique de l'instruction menée par le Guépéou, Chalamov était rangé parmi les "trotskystes". Il a lui-même souligné que "la plupart des oppositionnels n'avaient pas une grande sympathie pour Trotsky" ("Brève autobiographie"). Objectivement, Chalamov était plus près de l'opposition "de droite" (boukharinienne).

Note de la rédaction : Essipov, visiblement, ne sait pas que, dans les années 1927-1928, l'opposition boukharinienne n'existait pas encore et qu'elle n'a pas diffusé le "Testament de Lénine".

tion entre le léninisme et le stalinisme, se casseront les dents avec Chalamov. La sympathie qu'il nourrit pour les années 1920, tout en comprenant leur caractère contradictoire, est ferme et constante (6).

Son refus des jugements tranchés sur Lénine témoigne d'une certaine sagesse, propre une fois encore à la génération des années 1920. Que Chalamov ait diffusé le "Testament" de Lénine n'en fait pas bien entendu un apologiste de ce dernier. Pourtant, la tendance sociale de Lénine en ses dernières années, réalisée dans la NEP, dans une "liberté", même relative, lui était proche au temps de sa jeunesse comme à la fin de sa vie. Il faut absolument garder en mémoire que c'est le point de vue d'un homme qui a personnellement vécu, dans sa chair, le rude contraste entre deux mondes — le milieu des années 1920 et l'année 1937. Il est encore plus important de ne pas oublier que Chalamov a été la voix de ces millions d'hommes fusillés et torturés sous Staline, qui étaient la fleur de la Russie nouvelle et auraient pu lui assurer un développement normal.

Cette participation active à la lutte contre Staline a joué un rôle immense dans sa vie. Elle lui a donné le droit au respect de soi, le droit de se considérer comme le continuateur de la tradition des révolutionnaires du passé (il a fait tout ce qu'il pouvait dans les conditions de son époque !). Elle l'a trempé moralement et a affermi les fondements de sa conception du monde. Enfin, elle lui a donné par la suite le droit moral indiscutable de juger sévèrement — comme écrivain — le système engendré par Staline, et dont les métastases gangrenaient toujours la société à laquelle Chalamov s'est heurté à son retour de Kolyma.

Une "gifle au stalinisme"

Chalamov a toujours divisé sa vie en deux parties, division "classique", selon sa propre expression, la première vouée à la littérature, à l'art, et la seconde aux "luttres sociales". Il pourrait sembler qu'à son retour des camps, la première ait complètement évincé la seconde : "J'avais plus de 45 ans, je tentais de

rattraper le temps perdu et j'écrivais nuit et jour — des vers et des récits" (son autobiographie, *Quelques-unes de mes vies*). Mais le travail littéraire, pour lui, ne pouvait pas ne pas être une bataille. C'était une forme élevée de Résistance spirituelle, de résistance au temps, au mensonge et à la violence, à l'indifférence et à l'oubli, à la routine littéraire.

Chalamov appelait ses *Récits de Kolyma* une "gifle au stalinisme". Mais cette formule n'indique que le but immédiat, violemment émotionnel, de son travail. L'objectif de ces récits n'est pas seulement, ni même tant, de dénoncer. Ce qui agite le plus profondément l'écrivain, ce sont les problèmes ontologiques du mal, répandu dans la société humaine et que met à nu la vie quotidienne du camp ("*le camp est semblable au monde*" ; "*le thème du camp au sens large est la question principale, essentielle, de notre époque*"). Il cherche une réponse à la question la plus angoissante du XX^e siècle — "*Comment des gens, nourris depuis des générations de littérature humaniste, en sont venus à Auschwitz, à Kolyma...*").

Les opinions de Chalamov au cours des années 1950-1970 ne restent pas figées, elles s'approfondissent, s'enrichissent d'une expérience nouvelle, mais gardent en même temps de nombreux traits de la mentalité des années 1920, de la mentalité de l'intelligentsia russe. Sur ce plan, un aveu qu'il fait dans une lettre à Nadejda Mandelstam est extrêmement significatif : "*Le fil du temps est rompu, l'héritage culturel est détruit, notre tâche est de le rétablir, de renouer le fil*" (1965). Cette position est proche de l'esprit des "*hommes des années 1960*", des aspirations de ce qu'on a appelé l'intelligentsia soviétique libérale, mais Chala-

(6) A en juger par les mémoires de R. Orlov et L. Kopelev, Chalamov, libéré des camps, a toujours évoqué les années 1920 avec chaleur : "*Il se transformait, devenait bon, confiant, joyeux, en parlant de ses rencontres avec Maïakovski et d'autres poètes.*" Néanmoins, la conclusion des auteurs sur la conscience "morcelée" de l'écrivain ("*Le monde lumineux des années 1920 et l'horreur sans issue du bagne de Kolyma sont totalement dissociés dans son œuvre*") est par trop arbitraire. Voir : R. Orlova, L. Kopelev, *Nous vivions à Moscou, 1956-1980*, Moscou, 1990, pp. 58 à 64.

mov s'en distingue par la conscience profonde, fondée sur l'expérience du camp, des causes fondamentales naturelles et humaines de l'issue catastrophique de la révolution. Ces causes, il les voit avant tout dans la puissance des "forces obscures", "des instincts bestiaux", des "passions populaires animales", qui "affirment leur pérennité, se dissimulant, se masquant jusqu'à la nouvelle explosion" (la *Quatrième Vologda*).

Pour Chalamov, il ne fait pas de doute que ces traits du peuple ont pour origine l'humiliation séculaire, tout le mode de vie de l'ancienne Russie (voir le poème des *Cahiers de Kolyma* : "Elle vit encore, la vieille Russie, la plus dangereuse des Gorgones"). Chalamov comprend bien que les bolcheviks de la première génération, sous la direction de Lénine, ont leur part de culpabilité dans le déchaînement de ces sombres instincts, "cupides", comme il le dit. Mais, suivant sa logique, constante chez lui, d'homme "de la NEP", c'est la manipulation de ces instincts, abandonnée après la dure leçon de la guerre civile et que Staline remet à l'honneur jésuitement, sous le masque de slogans démagogiques, qui conduit à l'extermination des forces vives du pays, à la rupture du "fil du temps".

L'écrivain défend avec persévérance et logique l'intelligentsia russe, y compris révolutionnaire, des attaques qu'elle a subies et continue de subir. Il considère que "la haine de l'intelligentsia, de sa supériorité", est "le plus lourd péché" de l'époque (dans la même lettre à Nadejda Mandelstam). On voit là clairement ce qui distingue Chalamov de la nouvelle vague dans la tradition des *Jalons* en Russie (dont Alexandre Soljenitsyne est devenu le représentant le plus éminent) et qui rend pour lui tout aussi inacceptable cet anticommunisme doctrinal, qui ne prend en compte ni les réalités historiques, ni la tradition spirituelle vivante qui unit la mince couche de résistants au régime totalitaire d'hier et d'aujourd'hui. Chalamov évite toute terminologie politique primitive ("socialisme", "capitalisme") pour désigner l'ordre social digne de la Russie, mais il est indiscutable que, pour lui, ce doit être une société libre, qui neutralise les "instincts bestiaux".

C'est le sujet, crucial dans l'œuvre de Chalamov, du poème "Avvakoum à Poustozerk" (1955) : "Nous débattons de la liberté, du droit de respirer..." C'est le contenu émotionnel du récit-programme "Résurrection du mélèze" (1966) : "Ce mélèze est vieux de trois cents ans... Il vit quelque part dans le Nord, pour voir, pour crier que rien n'a changé en Russie, ni le sort de l'homme, ni sa méchanceté, ni son indifférence..."

Le sens de la Résistance

L'écrivain ne se faisait pas d'illusions quant à la démolition rapide d'un système qui portait en lui les traits camouflés du stalinisme. Dans ce contexte politique, le thème de la résistance acquiert un sens particulier dans les *Récits de Kolyma*. On peut, sans exagération, considérer le récit "Le dernier combat du major Pougatchev" (1959), consacré à ceux qui ont préféré la mort à la vie du camp, comme l'œuvre littéraire la plus révolutionnaire de l'époque totalitaire ! Il semble que ce soit pour la même raison que Chalamov choisisse ses personnages parmi les vieux révolutionnaires. On ne sent pas seulement la nostalgie des "préceptes" purs et généreux disparus avec les derniers représentants (exterminés) du parti SR (récit "Le meilleur éloge"), ou l'envie de garder le souvenir de destins lumineux, extraordinaires, effacés de l'histoire officielle (Natalia Klimov, une des organisatrices de l'attentat contre Stolypine, dans le récit "La médaille d'or"). On voit bien que Chalamov veut également donner à la nouvelle génération des exemples vivants d'une lutte pleine d'abnégation, en espérant une imitation sinon directe, tout au moins à la mesure des possibilités de l'époque. Cette veine "propagandiste" n'est jamais insistante chez Chalamov et n'est pas aussi dogmatique que chez Soljenitsyne ("Ne pas vivre selon le mensonge"), mais obéit à la même motivation : on ne peut se résigner à ce qui est (7).

En toutes circonstances, Chalamov est resté avant tout un artiste, pour qui l'art se suffit à lui-même comme moyen

de Résistance. Contestataire passionné par nature, il s'est consciemment limité, comprenant combien il est destructeur pour l'écrivain de s'engager dans la sphère du journalisme. Il ne se permettait pas ce "péché de pédagogisme" de la littérature russe, pour lequel il était fermement convaincu que la Russie avait payé beaucoup trop cher au XX^e siècle.

Tout cela et d'autres facteurs encore (avant tout, sa santé délabrée par la Kolyma) expliquent que Chalamov soit resté à l'écart du mouvement "dissident". On connaît seulement un cas où il a diffusé un article par le canal du samizdat, la "Lettre à un vieil ami" (1966), consacrée au procès Siniavski-Daniel. La lettre n'était pas signée, mais il était facile d'en deviner l'auteur pour quiconque connaissait le style et l'intonation des *Récits de Kolyma*. Il est tout à fait caractéristique que Chalamov ait cité à nouveau en exemple la conduite courageuse des SR de droite au procès de 1922. Notant que Siniavski et Daniel s'étaient conduits "héroïquement" pendant le procès, il déclare fermement : "On ne peut juger pour calomnie et agitation antisoviétique un homme qui, ayant vu l'époque stalinienne, en a parlé" (8).

Par la suite, à en juger par les souvenirs de I. Sirotinskaïa, Chalamov s'est refroidi envers le mouvement "dissident", qui, après une série d'arrestations, était miné par les dissensions internes et la démoralisation. Plus encore, il exprime son mépris ouvert pour nombre de ses membres, sous l'influence, probablement, de l'histoire de Piotr Iakir, dont l'appartement était activement utilisé par le KGB et qui, après son arrestation, avait dénoncé publiquement ses camarades (9). Quoi qu'il en soit, Chalamov, qui se considérait comme l'héritier des révolutionnaires russes et qui connaissait parfaitement les règles de la conspiration, avait toute compétence professionnelle et morale pour juger...

"La fameuse lettre"

Comment, à la lumière de tout ce qui a été dit, apprécier la fameuse lettre de

Chalamov à la *Literatournaïa Gazeta* (1972) ?

Parmi ceux qui connaissaient l'auteur des *Récits de Kolyma*, beaucoup ont considéré cette lettre comme un signe de faiblesse citoyenne de l'écrivain face au pouvoir. Il circule également des versions selon lesquelles il n'aurait pas été sincère, tentant seulement de démontrer formellement sa loyauté sous la pression des circonstances. Il semble que rien de tout cela ne corresponde à la réalité.

Rappelons que le leitmotiv de la lettre est une protestation contre l'utilisation politique faite en Occident de la publication des *Récits de Kolyma*. Chalamov était profondément blessé que ses récits soient parus aux éditions Possev et dans le *Nouveau Journal* de New York, qui avaient une odieuse réputation d'anticommunisme.

Il était particulièrement indigné par le "vil procédé de publication", suivant sa propre expression, qui consistait à publier un ou deux récits par numéro pour donner l'impression d'une collaboration régulière (10).

Est-il besoin de dire combien il était humilié de jouer le rôle de simple carte dans des jeux politiques ? Et l'on peut difficilement contester que la phrase : "Cette pratique répugnante, vipérine..., exige d'être fustigée, stigmatisée" ait exprimé ses véritables sentiments.

(7) Cette tendance à utiliser le thème historico-révolutionnaire comme contrepois à l'idéologie officielle se retrouve chez d'autres écrivains au même moment, par exemple chez Iouri Trifonov.

(8) Publié intégralement pour la première fois en URSS dans le livre *Le Prix de la métaphore, ou crime et châtement de Siniavski et Daniel*, Moscou 1989. Il est curieux qu'au "procès des quatre" (A. Guinzbourg, Iou. Galanskov, A. Dorovolski, V. Lachkov - janvier 1968), ce texte non signé ait été qualifié d'antisoviétique. Pourtant, son contenu politique se limitait à défendre la liberté de parole.

(9) Voir Amalrik, *Mémoires d'un dissident*, Moscou, éditions Slovo, 1991.

(10) C'est exact pour le *Nouveau Journal*, qui a publié Chalamov à partir de 1966. Possev n'a fait paraître que deux récits en 1967. On peut en conclure que Chalamov a été faussement informé sur la fréquence de ses publications dans Possev.

NDLR : Possev publia un volume de récits de Chalamov (changé en Chalanov), dont cet organe fascinant vendit les droits à Gallimard !

En ce qui concerne les phrases “*Je suis un écrivain soviétique honnête*”, “*un citoyen soviétique*”, etc., leur signification est essentiellement rituelle : tel était le canon intouchable, canon de la vie et canon du “genre”.

Mais Chalamov était indubitablement sincère en refusant le rôle qu’on voulait lui imposer “*d’antisoviétique clandestin, d’émigré de l’intérieur*”. Ce rôle ne correspondait en rien à son point de vue et à ses positions d’écrivain. Il aurait pu le démontrer par l’analyse détaillée de ses œuvres : elle sont absolument dépourvues de la rigidité politique à laquelle on puisse associer l’étiquette “antisoviétique”. L’écrivain a toujours refusé de s’engager dans l’un ou l’autre camp, et cette lettre en est une nouvelle preuve éclatante !

Une “problématique dépassée”

Enfin, même la phrase la plus inattendue pour les admirateurs de Chalamov : “*La problématique des Récits de Kolyma n’est depuis longtemps plus à l’ordre du jour*” peut s’expliquer. Il ne s’agit pas du tout de rejeter ce qu’il avait écrit, de s’en démarquer ou d’en amoindrir la signification, mais de constater lucidement que le thème des camps était **dans une certaine mesure** moins actuel. Chalamov se place en quelque sorte au niveau de la compréhension habituelle de ce thème, il reconnaît qu’après le XX^e Congrès le pays a changé et qu’il n’y aura pas de retour au passé. Dans le cadre contraignant du rituel officiel, c’était, sans doute, la seule formulation adéquate. Mais on l’a prise trop au pied de la lettre...

La lettre reflète la tragédie du destin littéraire de Chalamov, privé de ses droits dans son pays comme ailleurs dans le monde. C’était un acte de défense de sa dignité et non une trahison de lui-même. Ceux qui ont pensé autrement portaient d’une fausse présomption idéologique concernant la mission de Chalamov en tant qu’écrivain. Le rejet de cette lettre dans les milieux de l’intelligentsia ressort du phénomène de la “terreur libérale”. Le

maximalisme, dont les racines sont anciennes dans la société russe, avec lequel sont jugés les actes des “maîtres à penser”, est trop souvent cruel et sans nuances. Aujourd’hui, alors que la société doit à nouveau affronter les récidives de cette maladie, la leçon de Chalamov paraît particulièrement instructive.

Les particularités de l’époque transitoire actuelle, où tout est remis en question, avec tous les excès que cela suppose, rendent l’héritage de Chalamov d’une brûlante actualité. Nous voyons comment, sur tout le territoire de la Russie (de l’ex-URSS), sont cruellement confirmés ses avertissements sur les “*forces obscures*” et les “*instincts bestiaux*”. Il faut bien reconnaître que la principale raison en est cette “*dépravation des âmes*”, dont Chalamov attribuait la responsabilité au régime totalitaire. En même temps, le cours des réformes sociales réduit considérablement l’efficacité d’une idéologie “antisoviétique” primaire, qui raye d’un trait de plume toutes les valeurs morales des générations qui ont grandi à cette époque. Cette idéologie — un nihilisme à l’envers — vulgarise l’histoire du pays, la prive de sa haute signification tragique et, en définitive, conduit à une rupture totale avec les traditions de l’intelligentsia russe, ces traditions qu’incarnait Chalamov.

Les nouveaux apologistes de la vieille idée conservatrice selon laquelle “*le révolutionnaire russe est un homme sans honneur*” (11) voudraient exclure de l’histoire aussi bien les décabristes que les populistes, les SR, les mencheviks (sans même parler des bolcheviks), mais ils sont une réalité vivante, qui représente la Russie dans sa marche douloureuse vers la civilisation.

Sur ce plan, Chalamov est peut-être une figure clef du XX^e siècle et son expérience tragique de la Résistance nous convainc que le “*fil du temps*” n’est pas rompu, il est renoué par le destin même de l’écrivain.

NDLR : Les sous-titres sont de la rédaction.

(11) L’expression est de Katkov, elle se rapportait à Bakounine. Dostoïevski l’utilise dans *Les Démons*.

**Notes
sur le journal
(1933-1949)
de Gueorgui Dimitrov,
secrétaire général
du Comintern**

(Jean-Jacques Marie)

Gueorgui Dimitrov, dirigeant du Parti communiste bulgare, a été le secrétaire général de l'Internationale communiste de son septième et dernier congrès, en juillet 1935, jusqu'à sa dissolution, le 15 mai 1943. Il sera, à partir de 1946, président de la République populaire de Bulgarie et secrétaire du PC bulgare jusqu'à sa mort, en juillet 1949.

Avant d'accéder au poste de secrétaire général de l'Internationale, il était responsable du bureau de l'Internationale communiste pour l'Europe occidentale, dont le siège était à Berlin.

Arrêté avec deux autres communistes bulgares, Tanev et Popov, au lendemain de l'incendie provocateur du Reichstag par les nazis, le 27 février 1933, il sera acquitté avec ses deux coinceulps au procès de Leipzig, les 21, 22 et 23 décembre 1933, puis recevra la nationalité soviétique, ainsi que ses deux camarades, le 15 février 1934, et atterrira à Moscou le 27 février.

De la période de son arrestation à février 1949, il a tenu un journal, publié en Bulgarie en 1977. Il s'étend donc sur une période de quinze ans presque jour par jour, à l'exception de la période du 31 janvier 1935 au 19 août 1936, dont les pages ont été arrachées, sans doute par Dimitrov lui-même.

Peut-être contenaient-elles quelques remarques dont l'auteur craignait que leur découverte éventuelle par le Guépéou-NKVD ne puisse lui susciter de fâcheux ennuis. C'est un très long texte de 786 pages, sur deux colonnes d'une cinquantaine de lignes, publié en 1997 à Sofia par les éditions de l'université Saint Clement Okhridski.

Nous relevons ci-après quelques-uns des innombrables éléments de faits ou d'analyses particulièrement dignes d'intérêt.



Une brochure de propagande représentant Dimitrov face à Goering.

Le journal de Gueorgui Dimitrov

1. Dimitrov et les nazis

La façon dont Dimitrov note dans son journal le traitement que les nazis lui réservent dans sa prison de Leipzig est intéressante à cause de ce qu'elle révèle sur leurs objectifs.

Son traitement suggère en effet qu'Hitler, dès cette époque, tient en réserve l'éventualité — même très embryonnaire — d'un accord avec celui qu'il qualifie de chef du judéo-bolchevisme. Dimitrov reçoit dans sa cellule, tous les jours ou presque, la *Pravda*, le *Manchester Guardian*, le *Times* (de nombreux journaux, sauf la presse bulgare) ; il reçoit force lettres et télégrammes, *La Condition humaine*, de Malraux, avec une dédicace.

Il reçoit la visite de sa mère et de sa sœur en moyenne une fois par semaine (les 19, 26 et 30 janvier, les 7, 13 et 20 février...). Le 5 février, il reçoit un correspondant de presse américain en présence des hauts dignitaires nazis de la commission sur l'incendie du Reichstag. Le correspondant américain l'interroge sur sa santé. "Elle va mal, dit Dimitrov. Comment en irait-il autrement, alors que je suis en prison depuis un an ?" Le journaliste lui demande s'il a été torturé : "J'ai subi des tortures morales tous les jours", répond le futur secrétaire de l'Internationale communiste, qui ne note à

cet endroit aucune remarque des nazis présents...

Le 26 février, le chef de la Gestapo, R. Diels, vient le voir dans sa cellule et lui annonce : "Vous allez partir bientôt. Il vous faut patienter encore quelques jours." "Et les journaux russes ?", demande Dimitrov. Diels répond aimablement : "Vous pourrez bientôt les lire à Moscou. Un médecin français va vous accompagner."

Le lendemain matin, Diels vient le réveiller à 5 heures du matin et le chercher pour l'accompagner à l'avion qui va l'amener à Königsberg, et de là à Moscou. Diels lui déclare : "Nous voulons avoir de bonnes relations avec l'Union soviétique. Si ce n'était pas le cas, nous ne vous aurions pas envoyé à Moscou." Dimitrov ne lui répond rien. Prendrait-il donc plus au sérieux ce message que l'affirmation que c'est la campagne internationale en sa faveur qui obtient sa libération et son envoi à Moscou ? Quatre hauts fonctionnaires nazis l'accompagnent jusqu'à Königsberg. L'un d'eux lui dit : "J'espère que vous serez objectif et ne raconterez pas comme d'autres des cochonneries sur nous." Dimitrov, qui n'a rien répondu à Diels, répond là par une bravade : "J'espère que je reviendrai en Allemagne, mais cette fois comme hôte de l'Allemagne soviétique." "Tant que je serai là, répond l'autre, cela ne sera pas" (p. 97).

2. Dimitrov et l'Internationale communiste (Comintern)

Une légende complaisante veut que Dimitrov, dès son arrivée à Moscou, aurait décidé d'engager la bataille pour que l'Internationale communiste abandonne son orientation gauchiste de dénonciation de la social-démocratie comme sœur jumelle du fascisme, qui avait permis à Hitler d'accéder au pouvoir. Il se serait battu pour convaincre, voire faire plier Staline.

Son journal montre au contraire un Dimitrov dans la position d'un élève qui se fait sermonner par son maître.

Ainsi, dès son arrivée, il envisage de rédiger une lettre à un groupe d'ouvriers autrichiens, qui lui avaient écrit le 7 décembre 1933 pour l'encourager avant son procès. Depuis l'écrasement sanglant des milices armées d'autodéfense de la social-démocratie autrichienne (le Schützbund) par la police et l'armée du chancelier social-chrétien Dollfuss, les 12 et 13 février 1934, la lettre prend une autre dimension. Nombre de militants du Schützbund ont le sentiment d'avoir été abandonnés par leurs dirigeants, dont une bonne partie ont eu comme premier souci de se réfugier le plus vite possible à l'étranger. D'où le souci de Dimitrov de rédiger une lettre ouverte destinée en particulier à ces militants, dont un grand nombre va émigrer en URSS.

Dans son projet de lettre, Dimitrov parle du "soulèvement" des ouvriers autrichiens. Staline lui téléphone le 1^{er} avril pour lui donner une leçon élémentaire de marxisme :

"Vous considérez la lutte en Autriche comme un soulèvement. Nous, les bolcheviks, nous avons toujours considéré qu'un soulèvement, c'était une lutte pour le pouvoir. Or le but, en Autriche, ce n'était pas la prise du pouvoir. C'est pourquoi il y a eu une résistance armée ou une lutte armée, et pas un soulèvement. Appeler cela un soulèvement, ce n'est pas scientifique, ce n'est pas bolchevique..."

Que répond Dimitrov à ce rappel des bases élémentaires du bolchevisme (vu,

simplifié et révisé par Staline, qui a inventé lui-même cette division scholastique et artificielle entre "lutte armée" et "soulèvement") ? Il ne cherche pas un instant à discuter cette affirmation péremptoire et non argumentée. Il l'admet comme une évidence et s'excuse. Cela ne vient pas de lui, ce n'est pas lui le responsable, ce sont les autres...

"J'ai utilisé dans ma lettre les points de vue de l'Internationale communiste sur cette question, qui ont été élaborés avant mon arrivée. Mais ces points de vue sont incorrects."

Dimitrov, loin de discuter ce verdict, suggère que ses bons camarades de l'Internationale sont allés chercher cette définition incorrecte dans l'arsenal de la social-démocratie (qu'à l'époque, Staline qualifiait de "sœur jumelle du fascisme"), chez le chef de l'austro-marxisme, Otto Bauer. Il susurre :

"— Vous savez qu'Otto Bauer considère les événements d'Autriche comme un soulèvement armé."

— Oui, aujourd'hui, Otto Bauer veut se vanter d'avoir dirigé un soulèvement armé..."

Bref, Staline n'avait pas jugé que le moment était venu de dénoncer les dirigeants de l'Internationale comme des agents du social-fascisme. Dimitrov abandonne donc cette courageuse dénonciation de ses camarades et supplie Staline :

"— Je vous demande de formuler les corrections essentielles et je rédigerai toute la lettre en conformité avec elles."

— Bien, répond Staline, je m'efforcerai de faire cela dans les jours qui viennent" (pp. 98-99).

Il ne tient bien entendu pas sa promesse et laisse Dimitrov se débrouiller tout seul. Mais qui peut croire un instant que cet homme, qui se comporte comme un élève pris en faute et désigne du doigt les vrais responsables de ses erreurs, ait pu mener un combat indépendant pour amener Staline à changer de position sur l'unité antifasciste ?

Staline l'a utilisé pour effectuer un tournant, qu'il jugeait nécessaire pour les intérêts de la bureaucratie et de l'Etat qu'elle contrôlait.

Le 7 avril 1934, Staline le convoque au Kremlin pour discuter avec lui de son projet. Dimitrov se demande pourquoi des millions d'ouvriers européens sont attachés à la social-démocratie. Staline soumet son projet à un jugement sévère et lui donne une explication à usage purement interne, marquée par une aversion profonde pour la classe ouvrière européenne, qu'il transforme en mépris bureaucratique.

Dimitrov la note soigneusement dans son journal : le conservatisme des ouvriers européens attachés à leur bourgeoisie colonialiste et leur instinct grégaire, qui les subordonne à leurs chefs : *“La cause essentielle, ce sont les liens historiques des masses européennes avec la démocratie bourgeoise. Puis la situation particulière de l'Europe. Les pays européens (...) comptent sur leurs colonies. Sans elles, ils ne peuvent pas exister. Les travailleurs le savent et ont peur de perdre les colonies. Et sous ce rapport, ils sont prêts à marcher avec leur propre bourgeoisie. Intérieurement, ils ne sont pas d'accord avec notre politique anti-impérialiste (...). Et puis, les masses de millions d'hommes ont une psychologie grégaire. Ils n'agissent qu'à travers leurs élus, leurs chefs. Quand ils perdent confiance dans leurs chefs, ils se sentent impuissants et perdus. Ils craignent de perdre leurs chefs, et c'est pourquoi les ouvriers sociaux-démocrates suivent leurs chefs, bien qu'ils soient mécontents d'eux. Ils n'abandonneront leurs chefs que lorsqu'ils en trouveront d'autres qui soient bons”* (pp. 100-101).

Staline explique la même position avec d'autres mots en pleine révolution et guerre civile espagnoles, le 20 mars 1937, aux écrivains espagnols Rafael Alberti et Maria-Teresa Leon : *“Il faut dire au peuple et au monde entier : le peuple espagnol n'est pas en état d'accomplir la révolution prolétarienne. La situation intérieure et surtout la situation internationale n'y est pas favorable”* (pp. 125-126). Ceux qui ne le comprennent pas seront étiquetés trotskystes et liquidés.

C'est l'antienne stalinienne : la situation n'est jamais favorable pour l'offen-

sive de la classe ouvrière. Et dans sa révision du bolchevisme, il va jusqu'à dire (en privé, bien entendu) qu'elle n'était pas favorable même en 1917, lors de la révolution d'Octobre. Seuls les ouvriers russes étaient prêts...

Le 7 novembre 1939, après les festivités anniversaires de la révolution, il déclare devant Dimitrov : *“Je considère que le slogan de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile (pendant la Première Guerre mondiale) n'était valable que pour la Russie, où les ouvriers étaient liés à la paysannerie et où, dans les conditions du tsarisme, ils pouvaient se lancer à l'assaut de la bourgeoisie. Dans les pays européens, ce slogan n'était pas valable, dans la mesure où les ouvriers avaient reçu de la bourgeoisie certaines réformes démocratiques auxquelles ils étaient attachés et n'étaient pas prêts à se lancer dans la guerre civile (dans la révolution) contre la bourgeoisie. Il fallait aborder d'une autre façon les ouvriers européens”* (p. 185).

De quelle autre façon ? Il se garde bien de le préciser, car il n'aurait pu dire autre chose que ce qu'affirmaient alors les sociaux-démocrates, qu'il couvrirait d'injures. Rappelons, pour juger de l'importance de cette révision stalinienne, que la résolution (votée par Staline) du comité central le 10 octobre 1917 pour décider de l'insurrection armée part d'une analyse de la situation internationale comme grosse d'une révolution :

“Le comité central reconnaît que tant la situation internationale de la révolution russe (le soulèvement dans la flotte allemande comme signe extrême de la poussée dans toute l'Europe de la révolution mondiale socialiste....) que la situation militaire (...), que le fait que le parti prolétaire ait conquis la majorité dans les soviets (...), tout cela place à l'ordre du jour le soulèvement armé.”

En public, Staline approuve toujours cette résolution et l'analyse qui la soutient. En privé, il répète ce que disent tous les adversaires de la révolution : la situation n'était pas mûre, c'était une tentative prématurée.

3. Dimitrov, l'antifascisme et l'union nationale (Italie et Chine)

Au lendemain du soulèvement fasciste du 18 juillet 1936 en Espagne, Staline se rallie à la politique de non-intervention et accompagne ce ralliement d'un clin d'œil très appuyé aux fascistes. Le numéro d'août 1936 de la revue du Parti communiste italien en exil publie un long appel aux "fascistes de la vieille garde", aux "jeunes fascistes" italiens, aux "chemises noires" à appliquer ensemble "le programme fasciste de 1919", programme "de paix et de liberté" que "le Parti communiste fait sien" ! Cet appel, que les Cahiers du mouvement ouvrier ont publié intégralement dans leur n° 4, dénonce l'artificielle "division entre fascistes et non-fascistes" en Italie... et en Espagne (deux semaines après le début du soulèvement fasciste !), et propose un front populaire en Italie pour mettre en œuvre le programme fasciste de 1919. Ce texte est signé par Palmiro Togliatti, secrétaire général du PC italien, membre du comité exécutif de l'Internationale communiste, et qui résidait à Moscou lors de sa publication. Il a donc été visé, voire inspiré, par Staline en personne. Il est évidemment impossible que le "glorieux combattant antifasciste" Dimitrov, secrétaire du Comintern depuis juillet 1935, n'ait pas été tenu au courant de l'élaboration de ce texte et même étroitement associé à son élaboration. Staline n'était pas homme à laisser le plus haut dirigeant public du Comintern en dehors d'une pareille initiative politique. Hélas ! on ne saura pas un mot des détails de ce travail et de ce qu'il en pense, puisque les pages de son journal ont été arrachées (très probablement par lui, rappelons-le) entre le 31 janvier 1935 et... le 19 août 1936. Un voile pudique peut ainsi s'étaler sur cet épisode.

Staline développe cette politique d'union nationale — dont l'Italie offre une forme caricaturale avortée et l'Es-

pagne une version amputée étant donné la guerre civile, qui rejette l'essentiel des forces bourgeoises dans le camp franquiste — dans le monde entier. Ainsi, en Chine, prône-t-il l'alliance entre les communistes chinois et le Kouo-min-tang de Tchang Kaï-chek contre les Japonais. La direction du PC chinois, dans laquelle Van Min est l'agent direct de Staline, a donné son accord. Aussi, quelle n'est pas la fureur du secrétaire général quand il apprend, le 14 décembre 1936, que, deux jours plus tôt, un général proche des communistes chinois, Tchang Hsueh-Liang, a arrêté Tchang Kaï-chek à Sian. Fou de rage, il appelle Dimitrov au téléphone : "Ce qui se passe en Chine se fait avec votre accord ? C'est le plus grand service que l'on puisse rendre au Japon (...). Et que fait Van Min près de vous ? Est-ce que c'est un provocateur ? Il a demandé qu'on envoie un télégramme pour qu'on tue Tchang Kaï-chek" (p. 118). Dimitrov bafouille qu'il n'est pas au courant de cette demande et convoque une réunion d'urgence, qui condamne l'acte de Tchang Hsueh-Liang comme nuisible à l'unité du peuple chinois dans un front unique antijaponais et encourageant l'agression japonaise. Staline exige que Tchang Kaï-chek, l'assassin des ouvriers de Shanghai en avril 1927, soit libéré pour pouvoir reprendre la tête de la lutte antijaponaise... à laquelle Tchang Kaï-chek préfère de loin la lutte contre les communistes chinois. Staline lui demande pourtant une nouvelle fois de se ranger sous sa bannière.

4. Dimitrov, Staline et la chasse aux trotskystes

Le 7 novembre 1937, Staline exprime à Dimitrov et trois autres dirigeants du Comintern son mécontentement de la résolution du comité exécutif du Comintern sur la campagne antitrotskyste. Texte vieilli, dit-il, parce que trop faible : "Il faut, dit-il, pourchasser les trotskystes,

les fusiller, les anéantir. Ce sont des provocateurs mondiaux, les pires agents du fascisme.” Or la catégorie en est extensible à souhait. Staline éloigne les autres et a une longue conversation particulière avec Dimitrov ; il lui dit : *“Nous allons vraisemblablement arrêter Stassova”* (ancienne secrétaire du comité central), et surtout : *“Münzenberg est un trotskyste. Dès qu’il arrivera, nous l’arrêterons aussitôt. Efforcez-vous de l’attirer ici.”* Or Münzenberg, l’organisateur de la propagande stalinienne mondiale, le metteur en scène du contre-procès de l’incendie du Reichstag, des divers congrès de la paix et de la défense de la culture, n’était coupable que d’avoir quelques doutes sur la politique de Staline.

Pour justifier ces décisions et les arrestations et procès antérieurs, Staline raconte à Dimitrov, en confidence, un vague roman policier sur les complots. A chaque moment difficile, dit-il, les éléments les plus faibles du parti ont reculé. Et surtout, ils n’ont pas supporté la collectivisation, « où il a fallu trancher dans le corps vivant du koulak. Les plus faibles se sont alors tournés vers l’ennemi étranger, ils ont promis l’Ukraine aux Allemands, la Biélorussie aux Polonais, la région de Vladivostok aux Japonais. Ils attendaient la guerre et poussaient surtout les fascistes allemands à attaquer l’Union soviétique. Déjà, l’an dernier, nous savions certaines choses et nous nous préparions à nous en occuper, mais nous avons attendu d’en savoir le maximum. Ces gens-là avaient l’intention d’agir au début de cette année. Ils ne se sont pas décidés. Ils se préparaient en juillet à attaquer le bureau politique au Kremlin. Mais ils ont eu peur. Ils se sont dit : “Staline va tirer le premier et il y aura du scandale.” Et j’ai dit aux nôtres qu’ils ne se décideraient pas à entrer en action et qu’on riait de leurs plans » (pp. 130-131).

A en juger par son journal, Dimitrov avale sans problème ce conte à dormir debout, destiné surtout à justifier le procès des militaires de juin 1937, que Staline est incapable de nourrir du moindre fait ; il note dans son journal : *“Il y a là une leçon à tirer pour notre parti.”*

5. Dimitrov et le pacte germano-soviétique (1939)

Le 5 septembre 1939, cinq jours après le début de l’invasion de la Pologne par la Wehrmacht, Dimitrov, dans une lettre à Jdanov, souligne les *“difficultés exceptionnelles”* que rencontre la direction du Comintern dans la mise en œuvre *“des positions tactiques et des tâches politiques des partis communistes dans les conditions nouvelles”* et demande de toute urgence une rencontre avec Staline, qui le reçoit le 7 et lui explique : *“La guerre se déroule entre deux groupes de pays capitalistes, les pauvres et les riches, pour les colonies, les matières premières, etc., pour un nouveau partage du monde et pour la domination du monde. Nous ne sommes pas hostiles à ce qu’ils se bagarrent bien et s’affaiblissent l’un, l’autre. Ce n’est pas un mal si l’Allemagne ébranle la situation des pays capitalistes les plus riches, en particulier de l’Angleterre.”*

Et reprenant l’analyse que les communistes allemands avaient traduite par le slogan *“Après Hitler, ce sera nous !”*, il ajoute : *“Sans le comprendre et le vouloir, Hitler ébranle, mine le système capitaliste.”* Dans cette situation, *“nous pouvons manœuvrer, soutenir un côté contre l’autre, pour qu’ils se déchirent mieux. Le pacte de non-agression aide dans une certaine mesure l’Allemagne. Le moment suivant, nous soutiendrons un autre pays (...). Avant la guerre, l’opposition entre le fascisme et le régime démocratique était tout à fait juste. En temps de guerre entre les puissances impérialistes, ce n’est plus juste. La distinction des puissances capitalistes en fascistes et démocratiques perd son sens antérieur. La guerre engendre une rupture radicale.”*

A son habitude, Staline ne fournit pas le moindre argument pour expliquer son *“analyse”*. Est-ce incapacité ou refus délibéré (un *“chef”* qui explique ou s’explique est un chef qui se justifie, donc n’est plus un chef) ? L’antifascisme, bon

en temps de paix, est donc dépassé en temps de guerre et il faut donc abandonner le mot d'ordre de front populaire : *"La division des pays capitalistes en pays fascistes et démocratiques a perdu son sens antérieur."* Donc, les communistes doivent se battre contre leurs gouvernements, contre la guerre.

La Pologne ? C'est un pays fasciste : *"Dans les conditions actuelles, la liquidation de cet Etat signifierait qu'il y aurait un Etat fasciste bourgeois de moins !"* (pp. 180 à 182). Et Staline demande la publication de thèses du Comintern affirmant : les Etats impérialistes se battent entre eux pour leurs intérêts impérialistes. Il définit la ligne : se prononcer résolument contre la guerre et ses auteurs, lutter pour la paix. Il demande ain-

si au Comintern de mener une campagne contradictoire avec son désir d'une guerre longue, où les deux camps se déchirent à belles dents. Des directives adoptées deux jours plus tard ordonnent à tous les partis communistes d'intervenir contre la guerre, de démasquer son caractère impérialiste, de voter contre les crédits de guerre, de dire aux masses que la guerre ne leur donnera rien que des souffrances et des ruines, et aux PC *"qui interviennent en contradiction avec ces positions, en particulier ceux de France, d'Angleterre, des Etats-Unis, de Belgique, de corriger immédiatement leur ligne politique"* (pp. 180 à 182).

J.-J. M.

Голосуй ЗА № 5

СТАЛИНСКИЙ БЛОК ЗА СССР

ВЕРНЕМ НАРОДУ БОГАТСТВА РОССИИ!

Лидеры блока:
В.И. АНПИЛОВ - «Трудовая Россия»,
С.Н. ТЕРЕХОВ - «Союз офицеров»,
Е.Я. ДЖУГАШВИЛИ (внук И.В. Сталина)

«Vote pour la liste n° 5 (1999). Bloc stalinien pour l'URSS. Rendons au peuple les richesses de la Russie.» L'un des candidats est E. I. Djougachvili, petit-fils de Staline.

**Morale,
humanisme
et bombe atomique**



DIENIAT REGNUM TUUM

archevêque de Besançon au sloop 'po'ci'

On se souvient que, le 10 juin dernier, Mgr. René Dubourg, archevêque de Besançon a été l'objet d'un attentat... C'est à Besançon qu'il avait son domicile... Le nom de l'attentat n'est pas connu... Une délégation française visitera les usines d'aviation britanniques... Pour obtenir l'allocation aux vieux travailleurs... Messages du maréchal Montgomery et du général Eisenhower au peuple allemand...

EN ROUGE

En revenant de Toulouse

par Claude ROFFAT

Les lectures de la Croix ont été... L'annonce que en garde un ancien... En quittant la grande ville de la Garonne, au fin pays cloché de bruyère...

La Semaine sociale de Toulouse... C'est ce qui éclaire d'abord dans... Le président Truman annonce l'emploi de la nouvelle arme...

Avancez vers l'avenir... Bruxelles attend des poumons d'acier... Pour la reconfection française... Passante aide canadienne... UNE DÉCLARATION DU MARÉCHAL STALINE... Messages du maréchal Montgomery...

D'une puissance égale à 20 000 tonnes de dynamite La première bombe atomique pulvérise la ville japonaise d'Hiroshima

Il s'agit d'une découverte scientifique d'une portée incalculable

Les Allemands avaient inventé... Le président Truman annonce l'emploi de la nouvelle arme...

Le chef japonais... Le président Truman annonce l'emploi de la nouvelle arme... Le chef japonais, à Hiroshima...

Avancez vers l'avenir... Bruxelles attend des poumons d'acier... Pour la reconfection française... Passante aide canadienne... UNE DÉCLARATION DU MARÉCHAL STALINE... Messages du maréchal Montgomery...

CHIFFRES UN DÉPART... 3, rue Bayard, Paris-6... ABONNEMENTS 12 mois 180 francs... C. M. M. O. 200 francs

Quelle sera la réaction du général Franco aux décisions de Potsdam?

Salon de la radio... Le général Franco... Quelle sera la réaction du général Franco aux décisions de Potsdam?

Le chef japonais... Le président Truman annonce l'emploi de la nouvelle arme... Le chef japonais, à Hiroshima...

Avancez vers l'avenir... Bruxelles attend des poumons d'acier... Pour la reconfection française... Passante aide canadienne... UNE DÉCLARATION DU MARÉCHAL STALINE... Messages du maréchal Montgomery...

AU PROCÈS DU MARÉCHAL PÉTAIN Cinq généraux à la barre

Après la longue déposition de... Au procès du maréchal Pétain... Cinq généraux à la barre...

La Croix, du 8 août 1945 : "La première bombe atomique pulvérise la ville japonaise d'Hiroshima. Il s'agit d'une découverte scientifique d'une portée incalculable."

“La cible la plus désirable serait une usine d’armements vitale, entourée par des habitations ouvrières...”

AU lendemain de la mort de Franklin Roosevelt (12 avril 1945), son successeur, Harry Truman, mit en place un comité, dénommé Comité Interim, présidé par Stimson, chargé de discuter de l’utilisation de la bombe atomique en cours de construction contre le Japon et du contrôle international éventuel de l’énergie atomique. Ce comité comportait une sous-commission scientifique de quatre savants fameux : Robert Oppenheimer, Enrico Fermi, Lawrence et A. H. Compton.

Lors de sa réunion du 31 mai 1945, le comité en séance plénière, y compris sa sous-commission scientifique, discuta rapidement de la possibilité d’effectuer une démonstration de la bombe atomique dans une zone expérimentale avant de l’utiliser sur une région habitée du Japon. Après un certain nombre d’objections avancées contre cette idée, le comité adopta la position suivante :

“Nous ne pourrions donner aucun avertissement aux Japonais ; nous ne pourrions pas nous concentrer sur une zone civile, mais nous devrions chercher à créer une impression psychologique profonde sur le plus grand nombre d’habitants possible.”

En conséquence de quoi, le comité considéra que *“la cible la plus désirable serait une usine d’armements vitale, employant un grand nombre d’ouvriers*

et entourée à proximité par des habitations ouvrières” (1).

Un petit groupe de savants, dont le prix Nobel de physique, James Franck, et le physicien Leo Szilard, reprit à son compte la proposition d’une première explosion de la bombe atomique à titre de démonstration sur une zone expérimentale, en présence de représentants des Nations unies, qui en rendraient les résultats publics et décideraient de son utilisation ou non contre le Japon, ainsi prévenu des effets de l’engin. Les quatre savants de la sous-commission scientifique, partisans, on l’a vu, de lâcher la bombe sur une vaste concentration ouvrière, rejetèrent cette idée en affirmant :

“Nous ne pouvons proposer aucune démonstration technique susceptible de mettre fin à la guerre ; nous ne voyons aucune alternative acceptable à l’usage militaire direct (2).”

David Holloway, l’auteur d’un ouvrage remarquable par la richesse de ses informations, *Stalin and the Bomb* (3), où l’on peut trouver les deux citations ci-

(1) Citation extraite de l’ouvrage de Martin Sherwin, qui contient les comptes rendus des réunions de ce comité : *A World destroyed*, New York, Vintage Books, 1977, p. 302. David Holloway, *Stalin and the Bomb*, Yale University Press, New Haven and London, 1994, p. 120.

(2) Sherwin, *op. cit.*, p. 305, et David Holloway, *op. cit.*, p. 121.

(3) David Holloway, *Stalin and the Bomb*.

dessus, ajoute : “Le 21 juin, le Comité Interim réaffirme sa recommandation précédente : la bombe devait être utilisée dès que possible, sans avertissement et contre une usine d’armements entourée de maisons ou d’autres constructions tout à fait susceptibles d’être endommagées (4).”

“Sans avertissement” : uniquement pour éviter que les habitants ne quittent leurs maisons et les ouvriers leurs usines : la DCA et l’aviation japonaises étaient en effet alors incapables d’intercepter les bombardiers lourds américains.

Ajoutons un détail, qui complète le tableau : à l’époque où ces discussions se mènent, la capacité de production de l’industrie japonaise tout entière, y compris celle des usines d’armement pilonnées par l’aviation américaine, est tombée à un niveau très bas, si bas qu’un influent “parti de la paix” (c’est-à-dire de

la capitulation), considérant à juste titre que la guerre est irrémédiablement perdue pour le Japon, se développe alors dans les cercles gouvernementaux japonais et ne met à la capitulation qu’une seule et unique condition : maintenir intacts la place et le rôle de l’empereur du Japon. Ce dernier lui-même se rallie à cette position (avec cette seule et unique condition concernant sa précieuse personne) **après Hiroshima et Nagasaki**. Les quelque 400 000 morts des deux bombardements lui font comprendre que la guerre est bien perdue, mais ne l’amènent nullement à céder sur l’essentiel : sa place personnelle.

J.-J. M.

(4) *Ibidem*, p. 121.

**La direction
du Parti communiste
d'Union soviétique
et la révolution
hongroise
(1956)**

ПРИКАЗ

ВОЕННОГО КОМЕНДАНТА СОВЕТСКИХ ВОЙСК ГОРОДА БУДАПЕШТ

№ 1.

6-го ноября 1956 г.

Гор. Будапешт

Советские войска, выполняя просьбу венгерского революционного рабоче-крестьянского правительства, временно вступили в Будапешт, чтобы оказать братскую помощь венгерскому народу в защите его социалистических завоеваний, в разгроме контрреволюции и в ликвидации угрозы возрождения фашизма.

С целью восстановления в Будапеште порядка и нормальной жизни
ПРИКАЗЫВАЮ:

1. Всем лицам имеющим оружие сдать его советским воинским частям и в советскую военную комендатуру немедленно, но не позднее 17 часов 9-го ноября 1956 г. Лица, сдавшие оружие, к ответственности привлекаться не будут.

За хранение и несдачу оружия в указанный срок виновные будут сурово наказываться.

2. С 7-го ноября 1956 г. в гор. Будапеште хождение по улицам города разрешается только с 7 часов утра до 19.00 часов вечера по местному времени.

Все лица обязаны беспрекословно повиноваться патрулям советской военной комендатуры и безоговорочно выполнять все их требования и указания.

3. Рабочие и служащие фабрик и заводов, транспорта, коммунальных и других предприятий и учреждений призываются приступить к работе. Лица, препятствующие тем или иным способом рабочим и служащим начать работу, будут привлекаться к ответственности.

4. Местным органам власти организовать подвоз продовольствия, топлива в город и продажу их населению. Советские военные власти окажут местным органам управления всемерную помощь в этой работе.

Всем торгующим организациям открыть продовольственные магазины для бесперебойного обеспечения населения города Будапешт продуктами питания. Торговлю производить с 8 часов утра до 18 часов вечера.

Железнодорожному и автомобильному транспорту, занимающемуся подвозом в город продовольствия и топлива, разрешается работать круглосуточно (по специальным пропускам).

Призываю всех трудящихся города Будапешт оказать всемерную помощь местным органам власти и советским войскам по наведению и обеспечению общественного порядка и восстановлению нормальной жизни в городе.

Военный комендант советских войск г. Будапешт
Гвардии генерал-майор К. ГРЕБЕННИК

Ordre n° 1 du commandant des troupes soviétiques de la ville de Budapest, le général-major K. Grebennik.

Quelques grandes lignes historiques

LES éditions ROSSPEN, de Moscou, ont publié en 1998 un volume de 865 pages de documents d'archives soviétiques et hongroises consacré à la révolution hongroise de 1956. Cet ensemble unique de documents éclaire de nombreux événements de cette révolution.

Rappelons d'abord les grandes lignes de ces événements : dès le lendemain de la mort de Staline (le 5 mars 1953), les nouveaux dirigeants du PCUS (Beria, Malenkov, Khrouchtchev), désireux de régler une crise profonde qui paralyse alors l'URSS et les "démocraties populaires", prennent une série de mesures politiques : en Hongrie, depuis plusieurs années, le stalinien Mathias Rakosi est à la fois premier secrétaire du parti et président du gouvernement. Moscou le fait démissionner du gouvernement, dont il confie la présidence au réformateur Imre Nagy, qui prend des mesures d'amnistie, supprime les camps d'internement (juillet 1953) et fait condamner les chefs de la Sécurité à des peines de prison (mars 1954). C'est ce qu'on appelle le "cours nouveau". Fin novembre 1954, les dirigeants du Kremlin renvoient en Hongrie Rakosi, qui prend la tête d'une contre-offensive et fait condamner en mars 1955, pour "déviation de droite", Imre Nagy, exclu du bureau politique en avril et contraint de démissionner du gouvernement.

En même temps, dans la Pologne voisine, commencent les premiers remous : en janvier 1955, le plénum du comité

central du Parti ouvrier polonais unifié (POPU) approuve une politique dite de "démocratisation", qui se marque par un début d'épuration des forces de sécurité polonaises, dont le chef, il est vrai, Josef Swiatlo... s'est réfugié dans le centre de l'impérialisme mondial, aux Etats-Unis, dès décembre 1953. En Pologne, c'est un poème qui va mettre le feu aux poudres : le 25 août, le poète Adam Wazyk publie un antistalinien *Poème pour adultes*. La direction du parti veut le faire condamner par les ouvriers de la grande aciérie du pays, Nowa Huta : les ouvriers de Nowa Huta envoient promener les agitateurs du parti et refusent.

A Budapest, la direction stalinienne du Parti des travailleurs hongrois (PTH) exclut Imre Nagy de ses rangs en novembre 1955. Mais plus l'appareil se raidit et plus l'opposition mûrit. Le mois suivant, des intellectuels communistes opposants décident de créer le Cercle Petöfi.

Le discours de Nikita Khrouchtchev sur les "crimes de Staline" dans la séance à huis clos du XX^e Congrès du PCUS, le 24 février 1956, relance l'effervescence en Pologne et en Hongrie. Le Cercle Petöfi multiplie les débats, qui attirent intellectuels, étudiants, militants ouvriers. La direction du parti hongrois le dénonce fin juin 1956, le lendemain des manifestations ouvrières, puis du soulèvement ouvrier — durement réprimé — de Poznan, en Pologne (28-29 juin). Le 18 juillet, sous la pression de Moscou, la

direction du Parti des travailleurs hongrois remplace à sa tête le stalinien Rakosi par le stalinien Ernst Gerö, célèbre pour ses activités d'agent du NKVD en Espagne pendant la guerre civile (1936-1938), au cours de laquelle il a organisé la traque des opposants. Le 6 octobre 1956, les funérailles solennelles de Laslo Rajk, ministre de l'Intérieur communiste et ancien des brigades internationales en Espagne, fusillé en 1949 après un procès truqué, rassemblent dans Budapest plusieurs centaines de milliers de manifestants.

Le 19 octobre, à Varsovie, la réunion du VIII^e plénum du comité central du Parti ouvrier polonais unifié (POPU) réintègre plusieurs victimes de Staline, dont Gomulka, au comité central ; l'arrivée d'une délégation soviétique conduite par Khrouchtchev, accompagnée de mouvements de troupes des armées soviétiques stationnées en Pologne, fait craindre à la population une intervention soviétique. Des meetings se tiennent dans les usines et à l'Université polytechnique de Varsovie. Le Russe Rokossovski, jusqu'alors ministre de la Défense de la Pologne (*sic !*) et membre du bureau politique du POPU, est écarté de ses responsabilités. Le 21 octobre, Radio Varsovie annonce : "*La Pologne a franchi le Rubicon.*" La solidarité avec la révolution polonaise en marche électrise la jeunesse hongroise : le 22 octobre, les étudiants de l'Université technique décident d'organiser le lendemain une manifestation de solidarité avec les Polonais et d'envoyer des délégations dans les usines.

Le lendemain, 23 octobre, près de 100 000 manifestants défilent dans Budapest. La manifestation se déroule en gros dans le calme, mais le soir, à 20 heures, un discours provocateur d'Ernst Gerö à la radio, insultant et menaçant les manifestants, déclenche l'explosion. Des manifestants se regroupent et, à 21 heures, attaquent l'immeuble de la radio, où Gerö a prononcé son discours, et déboulonnent la statue de Staline. Les 6 500 soldats de l'armée hongroise stationnés à Budapest restent passifs ou se rangent du côté des manifestants, contre lesquels interviennent brutalement les

1 700 soldats des troupes spéciales du ministère de la Sécurité... Le 24 octobre, la radio annonce la nomination d'Imre Nagy à la tête du gouvernement et informe en même temps que la loi martiale est promulguée et qu'Imre Nagy fait appel aux troupes soviétiques, qui font mouvement vers Budapest.

Des comités révolutionnaires se forment un peu partout et les combats de rue se développent dans Budapest et dans plusieurs villes de province. Le 25, la direction du Parti des travailleurs hongrois annonce le remplacement de Gerö, promet des réformes, mais demande aux insurgés de déposer les armes. Sur la place Kossuth, des manifestants se rassemblent devant le Parlement à partir de 10 heures du matin : quatre équipages de tanks soviétiques sont passés de leur côté et affirment qu'ils ne tireront pas sur les ouvriers. Les jeunes étudiants sont installés sur ces tanks. Face au danger de fraternisation, qui risque de s'étendre, le commandement soviétique décide d'ouvrir le feu. Les troupes soviétiques et la Sécurité hongroise abattent officiellement soixante manifestants : c'est le jeudi sanglant.

Le soir, à la radio, Imre Nagy annonce que son gouvernement demande le retrait des troupes soviétiques. Dans les jours qui suivent, les conseils révolutionnaires prennent le pouvoir dans de nombreuses villes et y désarment la police politique (l'AVH), dont les membres, haïs, sont souvent lynchés. Le 27 octobre, Imre Nagy forme un gouvernement d'union nationale avec des représentants des partis interdits sous Rakosi ; des conseils ouvriers se forment dans les usines de Budapest. Le 29, la radio annonce que les troupes soviétiques se retirent sur leurs positions antérieures et, le lendemain, Imre Nagy, à la radio, dément avoir proclamé la loi martiale et demandé l'intervention des troupes soviétiques. Le 1^{er} novembre, les troupes soviétiques retournées de l'autre côté de la frontière entrent à nouveau en Hongrie. Ce jour-là, Imre Nagy, qui proclame la neutralité de la Hongrie, et Janos Kadar annoncent la dissolution du Parti des travailleurs hongrois et la création d'un nouveau parti, le Parti socialiste ou-

vrier hongrois. Après quoi, Kadar s'envole discrètement à Moscou, accompagné de Ferenc Munnich, avec l'aide de l'ambassadeur soviétique à Budapest, Iouri Andropov.

A l'aube du 4 novembre, les troupes soviétiques attaquent Budapest. Janos Kadar proclame qu'il a pris la tête d'un "gouvernement ouvrier et paysan" soutenu par elles, et qui remplace avec leur aide le gouvernement d'Imre Nagy, qui, lui, s'enfuit et se réfugie à l'ambassade de Yougoslavie avec plusieurs de ses collaborateurs.

Le 12 novembre, le comité révolutionnaire d'Ujpest lance un appel à la constitution d'un conseil ouvrier central, formé ce même jour, que le gouvernement Kadar dissoudra le 9 décembre après son appel à une grève de 48 heures contre la répression et dont il arrêtera les dirigeants (Sandor Racz et Bali) le 11 décembre...

Le 27 juin 1958, après un procès à huis clos, Imre Nagy, Pal Maleter, Jozsef Szilagyï et Miklos Gimes, livrés par l'ambassade de Yougoslavie à Kadar, sont condamnés à mort et pendus.

Un appareil déchiré jusque dans ses sommets...

LE 23 octobre, au soir de la grande manifestation de rue à Budapest, le présidium du comité central (ex-bureau politique) du PCUS se réunit. Le maréchal Joukov l'informe du caractère massif de la manifestation et annonce le chiffre de 100 000 manifestants. Khrouchtchev intervient aussitôt et "se prononce pour l'entrée des troupes (soviétiques) à Budapest" (1). Boulganine, Molotov, Peroukhine, Souslov, Sabourov, Chepilov, Kiritchenko le soutiennent. Seul Mikoïan affirme son désaccord : "Il exprime des doutes sur l'entrée des troupes (...). Rétablissons l'ordre par les mains des Hongrois eux-mêmes. Si nous faisons entrer les troupes, nous gâchons l'affaire pour nous. Essayer des mesures politiques et après envoyer les troupes (2)." Le présidium envoie Mikoïan et Souslov à Budapest.

Le 24 au matin, les deux hommes partent à Budapest. Le 24 au soir, ils envoient un long télégramme au présidium. Le ton en est optimiste : "Nous avons eu l'impression que surtout le camarade Gerö, mais aussi les autres camarades exagèrent les forces de l'adversaire et sous-estiment leurs propres forces (3)."

Ils soulignent le bon comportement (de leur point de vue) des marins et des troupes de la Sécurité : "La tâche a été fixée d'achever la liquidation des groupes isolés qui subsistent encore et qui se sont terrés dans les maisons (4)." Quant à la direction du parti, elle est unie : "A notre question : y a-t-il unité dans le comité central et le bureau politique face aux événements qui se déroulent, tous ont répondu fermement de façon positive, mais Gerö a fait remarquer que s'élèvent de plus en plus de voix contre sa nomination au poste de premier secrétaire du comité central, considérant qu'il est responsable de toute cette affaire. Imre Nagy a déclaré alors qu'il faut apporter un correctif : cela ne concerne ni le bureau politique ni les membres du comité central, de telles voix montent d'en bas (5)."

(1) *Sovietski Siouz i Venguierski Krizis 1956 goda* ("L'Union soviétique et la crise hongroise de 1956"), p. 356.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*, p. 372.

(4) *Ibidem*.

(5) *Ibidem*, pp. 373-374.

Dans leur rapport du 25, Mikoïan et Souslov font état des soixante Hongrois tués devant le Parlement (un autre rapport fera état de soixante-dix). Ils ajoutent que des tankistes soviétiques ont tiré à la mitrailleuse lourde sur une compagnie de fantassins hongrois et en ont tué dix. Selon eux, *“Imre Nagy a demandé d’augmenter le nombre des troupes soviétiques opérant à Budapest, en faisant venir des fantassins”* (6).

Un nouveau membre du bureau politique du PTH, Kebel, affirme qu’une fois l’ordre rétabli en Hongrie, le gouvernement hongrois demandera au gouvernement soviétique le retrait des troupes soviétiques de Hongrie. Pas question, disent les deux dirigeants soviétiques : *“Cela signifierait l’arrivée des troupes américaines”* (7).

Mais le soir, à la radio, Imre Nagy annonce aux auditeurs hongrois qu’il va engager des négociations pour obtenir le retrait des troupes soviétiques. Dans leur rapport du 26, Souslov et Mikoïan rapportent qu’ils ont demandé à Imre Nagy pourquoi il avait fait cette annonce à la radio, alors que la majorité du bureau politique du PTH s’était prononcée contre après l’hostilité marquée des deux Soviétiques et que cette annonce, *“de plus, a été effectuée sans que nous en ayons eu au préalable communication. Imre Nagy et les membres du bureau politique présents, dont Gerö, confirmèrent qu’ils s’étaient réunis plus tard pour discuter du projet d’intervention d’Imre Nagy. Vu les exigences massives d’ouvriers, surtout émanant des grands centres ouvriers de la ville et même de toute une série d’organisations du parti, en particulier des comités régionaux de Debrecen et de Miklosz, pour le retrait des troupes, ils ont été obligés, pour contrôler la situation et garder leur influence sur les ouvriers, d’accepter cette formulation, qui, selon eux, est une formulation douce, pas catégorique. Gerö ajouta qu’il avait d’abord été contre, qu’il avait hésité, mais qu’en fin de compte il n’avait pas trouvé d’autre moyen de sortir de la situation et avait été d’accord avec. Nous leur avons dit que nous considérions cela comme une très grave faute, car le retrait des troupes*

soviétiques amènera inévitablement l’arrivée des troupes américaines (8).”

Puis, ils affirment qu’à l’heure où ils écrivent, la situation est calme dans la ville, malgré quelques coups de feu contre des tireurs isolés. Ils avancent enfin cinq conclusions : ils ont, disent-ils, averti les dirigeants hongrois qu’*“il ne peut y avoir aucune autre concession, sinon cela mènerait à la chute du pouvoir”*. Ils sont favorables à l’entrée dans le gouvernement *“d’un certain nombre de personnalités démocratiques petites-bourgeoises influentes, pour élargir le soutien social au gouvernement”* et soutiennent l’intention des dirigeants du parti de *“créer des conseils ouvriers dans les entreprises (...), dans la mesure où cette initiative trouvera un grand soutien dans les masses ouvrières”* (9).

Le 26 octobre, nouvelle réunion du présidium ; Boulganine affirme : *“Mikoïan a une position incorrecte, indéterminée ; il n’aide pas les dirigeants hongrois à en finir avec le double jeu. Il faut s’en tenir à une ligne ferme”* (10). Molotov, Kaganovitch, Malenkov, Joukov, Chepilov, Fourtseva sont d’accord avec lui. Joukov est particulièrement brutal : *“Mikoïan agit incorrectement, il pousse à la capitulation”* (11). Khrouchtchev commente : *“Mikoïan agit comme il l’a dit. Mikoïan avait une position de non-ingérence et nos troupes sont là-bas.”* Il propose d’envoyer *“un renfort composé de : Molotov, Joukov, Malenkov”* et il ajoute : *“Il faut rédiger une adresse à nos troupes”* (12), dont le moral n’est pas toujours très élevé, bien que personne au présidium n’en fasse état.

Nouvelle réunion du présidium le 28 octobre, qui semble confirmer que le Kremlin a le sentiment d’être dans une impasse. Khrouchtchev introduit : *“L’affaire se complique (...). Kadar est favorable à des négociations avec les foyers*

(6) *Ibidem*, p. 385

(7) *Ibidem*, p. 386.

(8) *Ibidem*, p. 405.

(9) *Ibidem*, p. 406.

(10) *Ibidem*, p. 412.

(11) *Ibidem*.

(12) *Ibidem*.

de résistance (...). Les ouvriers soutiennent l'insurrection, c'est pourquoi ils (les dirigeants du PTH, NDA) veulent modifier la qualification de soulèvement contre-révolutionnaire (13)."

Vorochilov se plaint : "Nous sommes mal informés... Nous sommes dans une mauvaise situation (...). Il faut écraser de façon résolue. Nagy est un liquidateur (14)."

Molotov considère que "les choses vont mal. La situation s'est dégradée (...). Nagy interviendra contre nous. Nos camarades se conduisent de façon incertaine. Il faut se mettre d'accord jusqu'ou nous admettons des concessions (...). Mikoïan essaie de nous calmer (15)."

Kaganovitch dénonce "l'indécision des communistes hongrois", mais affirme qu'il faut "donner à Kadar l'indication de faire quelques concessions aux ouvriers, aux paysans, pour neutraliser le mouvement." (16).

Khrouchtchev souligne qu'il y a deux variantes possibles : ou bien le gouvernement Nagy agit "et nous l'aidons, ou bien Nagy se retourne contre nous, exige le cessez-le-feu, le retrait des troupes, puis la capitulation" (17), et s'interroge sur les solutions.

Souslov, de retour de Hongrie, fait un rapport détaillé, qui se conclut par l'idée qu'il "faut soutenir le gouvernement Nagy. Il n'y a pas d'autre issue (18)."

Dans la discussion, Vorochilov ricane : "L'agence américaine agit plus activement que les camarades Souslov et Mikoïan (19)."

Boulganine affirme la nécessité de soutenir le gouvernement Nagy-Kadar : "Autrement, il faut arrêter l'occupation. Cela nous entraînera dans l'aventure (20)."

Kaganovitch, Malenkov, Molotov, Joukov, Sabourov et Khrouchtchev sont d'accord. Ce dernier souligne : "En Egypte, les Anglais et les Français cherchent des complications. Ne pas tomber dans leur compagnie (21)."

C'est-à-dire ne pas encourir la même réprobation que celle qui les attend. Khrouchtchev est donc au courant de ce qui se prépare... La nationalisation du

canal de Suez par Nasser a en effet déclenché la fureur des deux puissances coloniales. Dans la nuit du 29 au 30 octobre, les troupes israéliennes attaquent l'Égypte et, dans le cadre d'une opération coordonnée entre les trois états-majors, reçoivent le renfort des Français et des Anglais le 31 octobre.

Le 30 octobre, le présidium se réunit. Khrouchtchev fait état des discussions avec le PC chinois. Les dirigeants de ce dernier proposent "d'adopter aujourd'hui une déclaration sur le retrait des troupes des pays de démocratie populaire (discuter ces questions lors de la réunion du pacte de Varsovie) en prenant en compte l'avis du pays dans lequel nos troupes se trouvent installées". Et il précise : "Tout le bureau politique du PC chinois a cette position (22)."

Boulganine proteste : les "camarades chinois ont une vision incorrecte de nos rapports avec les pays de démocratie populaire" (23). Molotov propose de rédiger une "déclaration au peuple hongrois pour engager immédiatement les négociations sur le retrait des troupes" (24). Chepilov souligne : "Les sentiments antisoviétiques sont répandus" et confirme : "Avec l'accord du gouvernement hongrois, nous sommes prêts à retirer les troupes. Il faudra mener une longue lutte contre le national-communisme (25)."

Joukov est du même avis : "Les sentiments antisoviétiques sont répandus. Il faut retirer les troupes de Budapest et, si cela est nécessaire, de Hongrie. Pour nous, dans le domaine politico-militaire, c'est une leçon." Mais "les armées en

(13) *Ibidem*, p. 432.

(14) *Ibidem*, p. 433.

(15) *Ibidem*.

(16) *Ibidem*, p. 434.

(17) *Ibidem*, p. 435.

(18) *Ibidem*, p. 438.

(19) *Ibidem*, p. 437.

(20) *Ibidem*.

(21) *Ibidem*, p. 439.

(22) *Ibidem*, pp. 457-458.

(23) *Ibidem*, p. 458.

(24) *Ibidem*.

(25) *Ibidem*, p. 459.

RDA et en Pologne, c'est une question plus sérieuse (...). S'entêter plus, on ne sait à quoi ça mènerait (26)."

Sabourov est d'accord pour "*une déclaration et le retrait des troupes*". Il ajoute : "*Au XX^e Congrès, nous avons fait du bon travail, mais après, nous n'avons pas pris la tête de l'initiative débridée des masses (27).*"

A la fin de la réunion, arrive, au nom des Chinois, Liu Shao-Chi, qui, à l'inverse de la position antérieure, "*transmet au nom du comité central du PC chinois que les troupes doivent rester à Budapest et en Hongrie*" (28). Khrouchtchev commente alors : "*Il y a deux voies : la voie militaire, qui mène à l'occupation, la voie pacifique, qui mène au retrait des troupes, aux négociations (29).*" Molotov maintient : "*Nous entamons des négociations sur le retrait des troupes (30).*"

C'est entre cette réunion et la suivante que s'effectue le retournement de position. Quel est l'événement nouveau qui l'explique ? En Hongrie même, il n'y en a pas qui joue un rôle décisif. Mais le 31 octobre, les parachutistes anglais et français sautent sur Suez, l'aviation des deux pays bombarde plusieurs villes égyptiennes et la marine française et anglaise bloque le canal. L'attaque israélienne, commencée dans la nuit du 29 au 30, relevait encore d'un conflit régional ; l'attaque de l'Égypte par des troupes britanniques et françaises modifie la situation internationale dans laquelle le Kremlin agit.

Le présidium du 31 octobre le montre clairement. Il s'ouvre par un rapport de Khrouchtchev sur la Pologne et la Hongrie. Le ton est donné d'emblée :

"Il faut revoir notre appréciation, ne pas retirer les troupes de Hongrie et de Budapest et manifester de l'initiative dans le rétablissement de l'ordre en Hongrie. Si nous quittons la Hongrie, cela encouragera les impérialistes américains, anglais et français. Ils y verront un signe de notre faiblesse et attaqueront (...). Notre parti ne nous comprendra pas. En plus de l'Égypte, on leur donnera la Hongrie" (31).

Le sens de la phrase est clair : nous laissons les Israéliens, les Anglais et les

Français régler le compte de notre allié l'Égypte, pour laquelle nous ne levons pas le petit doigt, et eux nous laissent tranquillement régler le compte de la Hongrie, pour laquelle ils ne lèveront pas le petit doigt, puisqu'ils sont pris ailleurs et paralysés. De chaque côté, des déclarations tonitruantes combleront cette complicité.

Krouchtchev ajoute : "*En Hongrie, il n'y a plus de gouvernement.*" Il propose "*d'engager des discussions avec Tito. Informer les camarades hongrois, les Tchèques, les Roumains, les Bulgares. Il n'y aura pas une grande guerre (32)*", puisque (sous-entendu) les autres sont occupés ailleurs ! On remarque que Khrouchtchev juge inutile d'informer la RDA...

Sabourov constate : "*Notre décision justifie l'OTAN (33).*" Joukov, Vorochilov, Boulganine lui tombent dessus.

Le présidium se réunit le 1^{er} novembre, sans Khrouchtchev, qui a pris l'avion le matin même pour Varsovie, où l'agitation ouvrière est grande et où se forment des conseils ouvriers. Mikoïan, qui revient de Hongrie, ouvre le feu : "*L'exigence du retrait des troupes est devenue générale (...). Dans les conditions actuelles, mieux vaut soutenir le gouvernement existant. On n'arrivera à rien aujourd'hui par la force. Il faut engager des conversations. Attendre dix à quinze jours. Si le pouvoir glisse, alors (il faudra) décider comment agir. Il est impossible de laisser la Hongrie s'échapper de notre camp. Ne pas se fâcher avec l'armée. Si la situation se stabilise, alors nous retirerons les troupes (34).*"

Fourtseva se limite à exprimer son inquiétude ; Boulganine, prudent, se contente d'affirmer : "*Si nous ne prenons pas des mesures, nous perdons la*

(26) *Ibidem.*

(27) *Ibidem*, p. 460.

(28) *Ibidem*, p. 462

(29) *Ibidem.*

(30) *Ibidem.*

(31) *Ibidem*, p. 479.

(32) *Ibidem*, p. 480.

(33) *Ibidem.*

(34) *Ibidem*, p. 494.

Hongrie" (35), mais il ne précise pas quelles mesures. Kaganovitch, l'ultrastalinien, n'est pas non plus très décidé : "La discussion (avec les Chinois, NDA) a été compliquée. Les Chinois ont affirmé que nous ne devons pas retirer nos troupes (...). Nous ne pouvons pas attendre longtemps. Les forces réactionnaires attaquent, et nous n'attaquons pas (36)." Puis, il s'arrête à ce constat. Son souci est manifestement plus de critiquer la direction khrouchtchévienne que de s'engager.

Les autres membres du présidium sont plus fermes, avec des gradations. Mais certains ne disent rien : Brejnev, Vorochilov, Sabourov, Chepilov, Chvernik, Pospelov n'interviennent pas.

Souslov dit : "La situation politique est instable. Le danger de restauration bourgeoise est tout proche (...). Les événements se déroulent spontanément, mais sans contrôle du parti (sic !). La scission du Parti des travailleurs hongrois, la lutte interne dans ses rangs, c'est sorti dans la rue. Je ne considère pas que Nagy ait organisé le soulèvement, mais on a utilisé son nom." Il conclut : "Ce n'est que par l'occupation que l'on peut avoir un gouvernement qui nous soutienne (37)." Ainsi, Souslov reconnaît à sa manière que le peuple hongrois est dans sa majorité du côté de l'insurrection...

Le chef du KGB, Serov, est le reflet exact de sa fonction ; il affirme brutalement : "Nagy était lié aux insurgés. Il faut prendre des mesures décidées. Il faut occuper le pays (38)."

Le maréchal Konev est aussi brutal que le policier : "L'anarchie se déchaîne, la réaction triomphe. Décision : l'occupation (39)."

Le maréchal Joukov n'est pas en reste sur son collègue : "Je ne suis pas d'accord avec Mikoïan qu'il faille soutenir l'actuel gouvernement. Il faut des mesures décidées. Balayer toute la racaille. Désarmer la contre-révolution (40)."

Le lendemain, se tient une nouvelle réunion du présidium du comité central avec Janos Kadar, qui, après avoir lu à la radio le texte de la déclaration de fondation du nouveau Parti communiste hon-

grois, a pris contact avec l'ambassadeur soviétique à Budapest, Iouri Andropov, et s'est réfugié à Moscou. Il commence par faire un résumé de la situation. Faisant allusion aux premières manifestations des 23, 24 et 25 octobre, il souligne : "Quand l'insurrection s'est terminée, nous avons parlé avec les insurgés. C'étaient des ouvriers, les dirigeants des groupes (...). Ils se battaient pour le retrait des troupes (...). A la périphérie, il y a eu des manifestations massives, elles n'avaient pas pour but d'anéantir le régime de démocratie populaire, beaucoup d'entre eux exigeaient la démocratisation et avançaient des revendications sociales. Au début, nous ne l'avons pas vu, nous avons qualifié le mouvement de contre-révolution et l'avons tourné contre nous ; ils ne se sentaient pas des contre-révolutionnaires (41)."

Il insiste ensuite longuement sur l'immense popularité de l'exigence de "retrait des troupes" soviétiques. "Il faut le dire : tous exigeaient le retrait des troupes soviétiques (...). Il y a grève pour l'exigence du retrait des troupes. Nous aurons faim, mais les troupes doivent être retirées... (42)."

Après une série de remarques sur les partis divers qui poussent comme des champignons, il souligne qu'"un tiers des dirigeants des comités du parti participent aux comités révolutionnaires" (43). Bref, le parti a volé en éclats. Il affirme plus loin que "les partis de la coalition (gouvernementale) ne veulent pas la contre-révolution" (44). Il ajoute : "Si dans un temps bref, on retire les troupes soviétiques (dans 2 ou 3 mois), la décision de retrait des troupes sera importante, notre parti et les autres partis pourraient combattre la contre-révolu-

(35) *Ibidem*, p. 495.

(36) *Ibidem*.

(37) *Ibidem*.

(38) *Ibidem*.

(39) *Ibidem*.

(40) *Ibidem*, p. 496.

(41) *Ibidem*, pp. 515-516.

(42) *Ibidem*, p. 516.

(43) *Ibidem*, p. 517.

(44) *Ibidem*, p. 517.

tion. Mais je ne suis pas certain du succès (45).” Et il affirme qu’en cas de rétablissement de l’ordre par la force, “la situation morale des communistes sera réduite à rien. Les pays socialistes en subiront une perte. Et a-t-on la garantie qu’une situation semblable ne se créera pas dans les autres pays ? (46)”

Le 3 novembre, le présidium se réunit en l’absence de Khrouchtchev et en présence de Kadar, qui, à la fois, dénonce Nagy, qui “couvre les contre-révolutionnaires qui tuent les communistes”, affirme : “Le retrait des troupes soviétiques de Hongrie a une grande signification”, et propose de “créer un gouvernement révolutionnaire”, “qui ne doit pas être un gouvernement de marionnettes : il doit y avoir une base pour son activité, un soutien chez les ouvriers” (47).

Le soir du 3 novembre, est formé à Moscou le “gouvernement ouvrier et paysan hongrois”, présidé par Janos Kadar, qui ne comprend que sept ministres, car il propose que “les représentants d’autres partis et des sans-parti puissent occuper les postes vacants” (48).

Ce texte, qui s’achève par l’affirmation menaçante : “De notre côté, se trouvent la vérité, la justice et la force” (49), est publié dans la *Pravda*, du 4 novembre, au moment même où les forces armées soviétiques attaquent Budapest.

(45) *Ibidem*, pp. 519-520.

(46) *Ibidem*, p. 520.

(47) *Ibidem*, p. 543.

(48) *Ibidem*, p. 549.

(49) *Ibidem*, p. 553.

**La plaidoirie
de
Dimitar Gatchev
devant ses juges,
en Bulgarie**

A la fin du XIX^e siècle, l'installation du prince Ferdinand à la tête de la principauté bulgare, devenue peu après monarchie, signifia la victoire de l'Allemagne dans l'âpre lutte d'influence qui l'avait opposée à la monarchie russe.

Les jeunes Bulgares se mirent à fréquenter les universités d'Europe centrale. C'est ainsi que Dimitar Gatchev, né en 1897, se trouva étudiant en médecine dans la ville de Francfort, en Allemagne.

Durant ses études supérieures, Gatchev adhéra à l'Union des étudiants communistes, où il milita jusqu'à son retour en Bulgarie, en novembre 1923. Bien que médecin de formation, Gatchev s'installa en tant qu'avocat, profession qu'il pratiqua tant qu'il n'était pas en prison.

Dans sa province (région de Plovdiv), Gatchev devint membre du Parti socialiste et adhéra à son aile gauche. Dès 1917, Gatchev s'inscrivit au Parti communiste bulgare nouvellement constitué et, en 1919, il put participer au congrès constitutif de l'Internationale communiste.

Bien au courant des turbulences de la révolution russe, Gatchev témoigna sa solidarité avec l'opposition trotskyste de gauche dès son apparition. Après le coup d'Etat et l'échec de la révolte de 1923, Gatchev sera arrêté et condamné à mort, sentence qui sera commuée en peine de prison.

Libéré en 1932, Gatchev se joignit aussitôt au premier groupe trotskyste bulgare, fondé par Stephan Manov et appelé Libération. Le groupe resta en relations épistolaires avec Trotsky jusqu'en 1933.

Pendant la guerre 1939-1945, Gatchev dirigea dans la clandestinité le groupe trotskyste bulgare, qui se proclama, en 1945, Parti communiste internationaliste. L'année suivante, Gatchev sera arrêté, après avoir eu le temps de participer à la création d'une section de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen.

Là commence pour Gatchev le long tunnel de l'obscurité stalinienne, qui lui aura coûté seize de ses meilleures années d'âge adulte, sans jamais avoir renoncé à ses convictions.

Après l'entrée de l'Armée rouge en 1944 et l'arrivée au pouvoir du parti dit communiste, Gatchev sera donc enfermé dans un camp de concentration, jusqu'en avril 1954. Durant cette période, le passage de l'ex-chef du Comintern, le Bulgare Gueorgui Dimitrov, aux commandes de l'Etat et du PC sera de courte durée. Son décès, en 1949, laissera la place à Walko Tchervenkov — stalinien formé en URSS, comme beaucoup des communistes bulgares émigrés en Russie après l'échec de la révolte de 1923.

La détention de Gatchev dans les camps sera interrompue après la mort de Staline, pour subir la mise en scène d'un procès, faite dans le plus pur style "procès de Moscou"...

Ce procès s'inscrit dans une espèce de toilette politique, dans le climat de la "guerre froide". Il s'agissait donc de passer d'un régime d'arbitraire policier à une pseudo-légalité, sous couvert de procédures judiciaires préfabriquées. Gatchev sera donc soumis à des sévices, pour lesquels les tortionnaires bulgares avaient déjà fait l'objet d'aide et de conseils de la part de spécialistes dépêchés par Staline au début des années 1950, à l'occasion du procès Kostov et d'une partie non négligeable des membres du Parti communiste officiel.

Une invitation du PCI a permis à Gatchev de venir à Paris et d'y rester plusieurs mois en l'arrachant à la surveillance policière du KGB bulgare, en 1985.

Le texte qui suit constitue des extraits de l'exposé annexé à la demande de révision de l'affaire dite "*de caractère général*" n° 49/1954 de la cour de justice de la ville de Sofia, demande que Gatchev avait adressée à la Haute Cour de la République populaire de Bulgarie et titrée "*Introduction politique et historique*", en 1971.

T. Jossifort

“Parallèlement, avec moi, sur le banc des accusés, fut jugé Lénine, furent jugées les idées de Lénine”

HAUTE COUR DE JUSTICE de la République populaire de Bulgarie, Sofia.

Introduction historico-politique : l'affaire n° 49 “de caractère général” de 1954 du tribunal de la ville de Sofia.

Camarades juges, j'ai été jugé, j'en suis persuadé, au titre de l'article 70 paragraphe I et de l'article 91 paragraphe II du Code pénal, non pas pour avoir exécuté les actes incriminés, mais seulement à cause de mes opinions politiques. L'acteur subjectif — le procureur principal de la République, à l'époque Dimitar Georghiev — ne “crée” pas l'histoire à l'occasion de ce procès, mais il joue un rôle décisif. En conséquence, je me permets une petite introduction historico-politique.

Je ferai usage uniquement de citations. J'exprimerai simultanément mon opinion sur les questions évoquées (*sera citée la cinquième édition des Œuvres de Lénine en langue française, NDLR*).

Ideologiquement, j'ai toujours été marxiste-léniniste. Dimitar Blagoiev (1), dans un de ses articles, nous avait surnommés “*communistes à têtes anarchistes*”. Auparavant, cependant, j'ai été sous l'influence du bolchevisme par Se-

machko (2), qui était, à cause de la révolution de 1905, émigrant et membre du Parti bolchevique, devenu médecin de district de la ville de Pechtera durant la révolution de Février.

Je n'ai pas cessé de rester sur les mêmes positions. Lorsque je suis parti en Allemagne, à l'automne 1920, j'ai été dans le groupe de Harlacov. En Allemagne, j'ai été membre du Parti communiste allemand, j'y ai milité, ainsi qu'au sein de l'Union des étudiants à Francfort-sur-le-Main.

Les socialistes de gauche (“tesniaks”) et Dimitar Blagoiev avaient des différends sérieux avec le bolchevisme et avec Lénine. Ces différends ont persisté jusqu'à la mort de Dimitar Blagoiev. Le

(1) Dimitar Blagoiev (1856-1924), fondateur du Parti social-démocrate bulgare dès 1891, traducteur de Marx et d'Engels en Bulgarie, fondateur de l'aile gauche social-démocrate bulgare, dite “tesniak”, qui se constitua en fraction distincte dès 1903. Contribua à la transformation des “tesniaks” en Parti communiste bulgare au lendemain de la révolution.

(2) Nicolas Semachko (1874-1949), médecin, membre du mouvement révolutionnaire russe à partir de 1893, du Parti ouvrier social-démocrate (POSDR) dès sa fondation en 1898, premier commissaire du peuple à la Santé de la Russie soviétique, de 1918 à 1930.

changement de nom des "tesniaks" (3) n'a pas modifié la situation. Jusqu'à ce jour, d'après la thèse officielle, avant les événements de septembre 1923, le Parti communiste bulgare n'était pas un parti bolchevique. D'après la même thèse, les dirigeants du parti, et notamment Gueorgui Dimitrov (4), n'auraient commencé à "bolcheviser" le Parti communiste bulgare qu'après les événements de septembre 1923.

I. — Ce qui est arrivé pendant ce temps en Russie

Le caractère de la révolution

(Après deux citations de Lénine sur la transcendance de la révolution bourgeoise-démocratique en révolution socialiste, en république des conseils ouvriers, des députés ouvriers et paysans du pays entier de bas en haut, Gatchev poursuit :)

Dans une lettre d'adieu aux ouvriers suisses, Lénine écrit : *"La Russie est un pays paysan, l'un des plus arriérés d'Europe. Le socialisme ne peut y vaincre tout de suite et spontanément. Mais le caractère paysan du pays peut, sur la base de l'expérience de 1905 et étant donné l'énorme superficie des terres restées aux mains de l'aristocratie foncière, donner une formidable ampleur à la révolution démocratique bourgeoise en Russie et faire de notre révolution le prologue de la révolution socialiste mondiale, une étape vers celle-ci"* (tome 23, page 400).

Voilà quel rôle Lénine attribue au prolétariat russe le 26 mars 1917 et, pour qu'il n'y ait aucun malentendu, il note

plus loin : *"Le prolétariat russe ne peut pas, avec ses seules forces, achever victorieusement la révolution socialiste. Mais il peut donner à la révolution russe une ampleur qui créera les conditions les meilleures pour la révolution socialiste et la commencera en un certain sens. Il peut faciliter l'intervention, dans les batailles décisives, de son allié principal, le plus fidèle, le plus sûr, le prolétariat socialiste européen et américain"* (tome 23, page 403, souligné par Lénine).

Pas de doute, Lénine estime que la révolution bourgeoise et démocratique en Russie sera le prologue à la révolution socialiste européenne, et celle-ci démontrera non seulement la nécessité, mais aussi la victoire politique et l'affermissement de la révolution socialiste russe. Toute sa vie, Lénine restera fidèle à cette idée.

(3) "Tesniak" : mot bulgare qui veut dire "étroit", nom choisi par l'aile gauche de la social-démocratie bulgare, dirigée par Blagoiev, Kirkov et Gueorguiev, qui se forme en fraction distincte à dater de 1903. Le groupe prit part au congrès de fondation de l'Internationale communiste (mars 1919) et se transforma en Parti communiste bulgare en mai 1919. Les "tesniaks" furent, dans l'historiographie stalinienne, accusés d'erreurs sectaires et en particulier de "sous-estimation des possibilités de la paysannerie dans la révolution socialiste".

(4) Gueorgui Dimitrov (1882-1949), membre des "tesniaks" dès leur formation, élu à leur comité central en 1909, émigre en Yougoslavie après l'échec du soulèvement de septembre 1923 en Bulgarie ; condamné à mort par contumace par la monarchie bulgare, entre alors dans l'appareil du Comintern, devient membre suppléant de son comité exécutif en 1926, puis en 1929 membre du Bureau d'Europe occidentale situé à Berlin.

Arrêté après l'incendie du Reichstag (février 1933), acquitté par la justice nazie en décembre 1933 au procès de Leipzig, après une large campagne internationale de soutien impulsée par le Comintern, se réfugie en URSS en février 1934. Elu secrétaire général du Comintern à son VII^e et dernier congrès, en 1935, le reste jusqu'à sa dissolution en mai 1943, puis devient vice-président de la section étrangère du comité central du PCUS. En même temps, il est député du Soviet suprême de l'URSS de 1937 à 1945. Revient en Bulgarie en novembre 1945, est nommé secrétaire du Parti communiste bulgare et président du Conseil des ministres de Bulgarie, de 1946 à sa mort, en juillet 1949.

La lutte face à l'effondrement

Dès les premiers jours de son arrivée en Russie — avril 1917 —, Lénine constate la ruine économique et s'y réfère sans arrêt dans des discours, résolutions et articles : *“Le délabrement économique, la crise, les horreurs de la guerre, une situation sans issue : voilà où les capitalistes ont conduit tous les peuples.*

Et il n'est réellement pas d'issue en dehors du passage du pouvoir à la classe révolutionnaire, qui seul, et à la condition d'être soutenu par la majorité de la population, peut aider au succès de la révolution dans tous les pays belligérants et conduire l'humanité à une paix durable, à sa libération du joug du capital” (tome 24, page 203, mots soulignés par Lénine).

(Après deux autres citations de Lénine sur la ruine engendrée par la guerre, Gatchev poursuit :)

Ainsi, depuis son arrivée en Russie — avril 1917 jusqu'à la révolution d'Octobre —, Lénine explique que seuls la révolution socialiste, le pouvoir des soviets peuvent sortir le pays de la guerre et de la ruine, et aider au succès de la révolution dans tous les pays.

Après la révolution d'Octobre, seuls les conseils d'ouvriers, de soldats, de journaliers et de paysans pauvres ayant accaparé le pouvoir ont su prendre des mesures contre la ruine, et les résultats positifs sont apparus aussitôt. Mais ce fut le début de l'intervention des impérialistes, le début de la guerre civile aussi.

Voici comment Lénine décrit la situation après la guerre civile et les mesures qu'il fallait prendre : *“Tant que la révolution n'a pas éclaté dans d'autres pays, il nous faudra des dizaines d'années pour nous en sortir...*

Il est impossible de maintenir le pouvoir prolétarien dans un pays incroyablement ruiné, où les paysans sont en immense majorité et ruinés eux aussi, sans l'aide du capital... Il faut reconnaître des faits comme le surmenage et

l'épuisement des masses. Dans notre pays arriéré, ces sept années de guerre ont totalement exténué les ouvriers, qui ont consenti des sacrifices sans nom, et les masses paysannes. C'est un état voisin d'une complète incapacité au travail. Une trêve économique s'impose” (tome 32, pages 234 et 235, souligné par D. G.).

A la fin, Lénine conclut : *“En gros, la situation est la suivante : nous devons satisfaire les besoins économiques des paysans moyens et accorder la liberté d'échange, sinon, puisque la révolution mondiale tarde, il est impossible, économiquement impossible, de maintenir le pouvoir du prolétariat en Russie”* (tome 32, page 236).

Avec toute sa puissance créatrice, Lénine expliquait, recommandait de faire des concessions au paysan moyen, compte tenu de la ruine et de l'épuisement (ici, la NEP sert de palliatif), en attendant l'appui de la révolution socialiste internationale.

Sans la NEP, menace de restauration du capitalisme à la campagne, bureaucratie toute la vie en Russie, déchéance et mort.

“La révolution bourgeoise, démocratique, s'éleva en révolution socialiste, mais pour s'affirmer et vaincre en tant que telle, il est nécessaire qu'elle s'étende sur quelques pays développés...

Le capital ne peut pas être vaincu définitivement dans un seul pays. C'est une force internationale ; pour qu'elle soit vaincue pour de bon, sont nécessaires les actions des ouvriers également à l'échelle internationale.

Et du temps où nous luttons contre les gouvernements bourgeois-républicains en Russie en 1917, du temps où nous réalisons le pouvoir des soviets à la fin de 1917, nous disions toujours, et pas seulement une seule fois, que la tâche principale et la condition de base de notre victoire est la diffusion de la révolution au moins dans quelques pays développés” (tome 32, page 107, tome 27, pages 547, 556 de l'édition bulgare, les mots soulignés sont de D. G.).

Le socialisme dans un seul pays

La théorie de la possibilité de bâtir le socialisme dans un seul pays apparut sur la scène politique à la fin de 1924 et au début de 1925.

Ses auteurs furent Boukharine et Staline. Elle procéda de la nécessité de combattre le prétendu "trotskysme", mais leurs protagonistes posèrent intuitivement la nécessité historique sur des bases "théoriques" et "léninistes".

En oubliant toute la littérature marxiste, les *Œuvres* de Lénine, tout ce qu'il écrivit, dit et fit. En ignorant le programme du Parti et de la Jeunesse communistes, ils n'apportèrent que deux citations de Lénine : la première extraite de l'article sur les Etats-Unis européens écrit en 1915, et l'autre extraite de son œuvre posthume sur la coopération.

Les inventeurs de la "théorie" utilisèrent expressément l'expression "*victoire du socialisme dans un seul pays*" afin d'obtenir, bien que superficiellement et de façon formelle, une similarité avec l'article de Lénine de 1915.

Telle est la méthode des inventeurs de la "théorie". Telle est leur "méthodologie" scientifique.

Voici ce que Lénine écrivit en 1915 : "*L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme.*

Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes, ou même dans un seul pays capitaliste pris à part.

Le prolétariat vainqueur de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait contre le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes exploiteuses et leurs Etats" (tome 21, pages 354-355).

Sur la démocratie dans le parti

Des années durant, notre mouvement soutenait que le Parti communiste russe (bolchevique) avait dévié du léninisme, que le stalinisme n'était pas la continuation du léninisme, mais sa négation. Il affirmait que la démocratie interne dans le parti avait été liquidée, qu'il n'y avait plus de gestion collective avec le culte du chef, étranger aux meilleures traditions du mouvement ouvrier révolutionnaire et en contradiction avec le léninisme et la démocratie soviétique.

Ceux qui s'opposaient à ces usages, dignes d'un despote oriental, étaient déclarés ennemis et traîtres au pays. Mais le "retour au léninisme" déclaré nécessaire, le "rejet du culte du chef", furent adoptés au XX^e Congrès !

Le "retour au léninisme" doit être, avant tout, le retour à la véritable démocratie interne dans le parti, ce qui postule le droit de tendance. Tous les crimes qui ont permis la liquidation des vieux cadres bolcheviques à travers des procès manipulés sans scrupules ont été faits au nom d'une conception non bolchevique en faveur d'un parti monolithique dans les idées au lieu de l'action, conception qui stipulait que les tendances diverses dans le mouvement ouvrier doivent être éradiquées par la terreur, faute de pouvoir les démentir par les arguments.

Les émigrés bulgares et leur participation à la vie politique en Russie

Lorsqu'ils furent arrivés en Russie après les événements de septembre 1923, avec à leur tête Gueorgui Dimitrov et Vassil Kolarov (5), reçus initialement

(5) Vassil Kolarov (1877-1950), membre du Parti social-démocrate bulgare dès 1897, membre du comité central des "tesniaks" en 1905, secrétaire du comité central du Parti communiste bulgare de

à Moscou, les émigrés bulgares prirent une part active dans la vie idéologique, politique et économique du pays. Nombreux sont ceux qui furent admis dans l'appareil du Comintern. Gueorgui Dimitrov jouissait de l'entière confiance de Staline et se voyait confier des postes responsables. Après 1923, l'Allemagne devenait la clé de la situation internationale. C'est dans ce rôle que le trouva l'arrivée d'Hitler. Dans le procès de Leipzig, Dimitrov manifesta beaucoup de fermeté. Cela était connu du monde entier, de même que son comportement ; il n'a pas tardé à apparaître comme un émissaire de Moscou et du Comintern.

Au VII^e Congrès du Comintern (1935), Gueorgui Dimitrov exposa la position du Parti communiste de l'Union soviétique sur les questions tactiques du mouvement ouvrier international. A cette occasion, il fut élu secrétaire général du Comintern. C'est à ce titre que plus tard, en 1943, Gueorgui Dimitrov déclara sur les ondes que le Comintern suspendait ses activités.

Après 1923, Gueorgui Dimitrov guida la "bolchevisation" du Parti communiste bulgare, aidé par des cadres "mûrs" du parti. Cette "bolchevisation" fut bien accueillie par les fonctionnaires socialistes de gauche ("tesniaks"), qui l'appliquèrent méticuleusement.

Après le 9 septembre 1944, dès leur arrivée, Gueorgui Dimitrov, Vassil Kolarov et les autres ont publiquement approuvé ce qui était et continuait à se faire en Russie... et qui fut désapprouvé par les XX^e et XXII^e Congrès.

Le cas de Sergueï Mironovitch Kirov

Khrouchtchev fit sensation autour de l'assassinat à Leningrad de Sergueï Mironovitch Kirov (6). Lorsque le meurtre eut lieu, Kirov était membre du bureau politique du Parti bolchevique. En 1934, secrétaire de Staline et membre du comité exécutif central des soviets de l'URSS. L'assassinat fut organisé et guidé par Staline en personne et ses

hommes de main. Après le forfait, les hommes-liges furent liquidés. Les menus détails de ce meurtre ont été donnés par le chauffeur, resté survivant par hasard. Ce crime sans égal ne finit pas avec la mort de Kirov et de ses assassins. Cela donna lieu à un procès qui finit par la condamnation à la peine capitale de Nicolaïev (7) et de ses camarades. Ont été fusillées pas moins de 18 personnes, toutes innocentes. Et cela n'est pas tout. Afin de dissimuler davantage le crime, Staline en rejeta la responsabilité sur les trotskystes. Après le meurtre de Kirov, tous ces procès finissent par des arrêts de mort et d'exécution. Ce furent les "procès de Moscou". Ces procès firent beaucoup pour l'abaissement du prestige de la Russie soviétique, gagné si chèrement par la révolution d'Octobre et Lénine. Si les accusés de ces procès étaient restés vivants et avaient eu la faculté de propager librement leurs idées, il est douteux qu'ils eussent commis un centième du mal que Staline fit à la Russie avec ces procès. Aujourd'hui encore, la Russie soviétique n'arrive pas à se délivrer des suites de cette époque sombre et sanglante. A titre d'information, disons que des 25 membres du comité central du Parti communiste (bolchevique) du temps de Lénine, 13 ont été fusillés durant l'époque stalinienne (bulletin de l'Opposition).

1919 à 1923, membre du présidium du Comintern de 1922 à sa dissolution en 1943, de 1928 à 1939 président de l'"Internationale paysanne" (Krestintern), puis vice-président du Conseil des ministres de 1947 à 1949 et président à partir de la mort de Dimitrov, de juillet 1949 à janvier 1950, date de sa mort.

(6) Serge Kirov (1886-1934). Adhère au POSDR en 1904. De 1921 à 1925, premier secrétaire du comité central du PC d'Azerbaïdjan. A partir de 1926, premier secrétaire du PC de Leningrad et de son bureau régional, et membre suppléant (puis titulaire à partir de 1930) du bureau politique, élu secrétaire du comité central au XVII^e Congrès du Parti communiste russe en janvier 1934. Assassiné par Nicolaïev le 1^{er} décembre 1934.

(7) Nicolaïev, membre du Parti communiste à Leningrad, exclu au cours de l'été 1934. Après l'assassinat de Kirov, il fut fusillé avec 13 autres anciens membres des Jeunesses communistes (Komsomol) étrangers à cet assassinat, à l'issue d'un procès à huis clos, le 29 décembre 1934.

Ce que dit Abel sur Staline

Le colonel docteur honoris causa Rudolph Abel (8) est non seulement un communiste cultivé et bien informé, mais avant tout un homme doté d'un moral révolutionnaire élevé.

Dans une lettre adressée à Ilya Ehrenbourg (9), après une brève introduction, il poursuit : *"Je dirai seulement ce que je connais le mieux — l'intelligence et la volonté de Staline dans le domaine des affaires étrangères et ce qui s'y rattache."*

Quelques années avant l'agression de l'Allemagne hitlérienne contre la Russie soviétique fut détruit et éliminé d'un seul coup le noyau complet du commandement supérieur de l'Armée rouge.

"D'après les informations du général Todortchev :

— sur cinq maréchaux de l'Union, trois furent liquidés ;

— sur deux commissaires de premier rang, deux furent liquidés ;

— sur quatre commandant d'armée de premier rang, deux furent liquidés ;

— sur douze commandants d'armée de second rang, douze furent liquidés ;

— sur deux officiers de transmission de la flotte de deuxième rang, deux furent liquidés ;

— sur six officiers de transmission de premier rang, six furent liquidés ;

— sur quinze commissaires d'armée de deuxième rang, quinze furent liquidés ;

— sur soixante-sept commandants de corps, soixante furent liquidés ;

— sur vingt-huit commissaires de corps, vingt-cinq furent liquidés ;

— sur cent quatre-vingt-dix-neuf commandants de division, cent trente-six furent liquidés ;

— sur trois cent quatre-vingt-dix-sept commandants de brigade, deux cent vingt et un furent liquidés ;

— sur trente-six commissaires de brigade, trente-quatre furent liquidés."

« Ces informations restent incomplètes. Il est impossible d'établir le nombre total de commandants de l'Armée rouge liquidés.

Staline a-t-il consolidé politiquement la situation de l'Armée rouge à l'arrière de la Wehrmacht ? Que non, il compromet ici aussi ses positions.

Hitler arriva au pouvoir parce que la classe ouvrière allemande fut divisée par les réformistes. Mais pour scinder la classe ouvrière allemande et en général celle de l'Europe de l'Ouest, une contribution appréciable fut apportée par Staline lui-même. Il énonça publiquement sa "théorie" du "social-fascisme". Il nomma publiquement la social-démocratie "l'aile modérée du fascisme". Dès 1924, il proclama : "Ce n'est pas la coalition avec les sociaux-démocrates qui est nécessaire, mais une lutte à mort contre l'appui qu'ils apportent au fascisme aujourd'hui."

Les paroles de Staline furent des ordres pour le Comintern comme ses consignes adressées à l'Armée rouge ou au NKVD. Elles divisèrent les ouvriers comme une barricade, les dressant les uns contre les autres. Je me rappelle comment les vieux ouvriers sociaux-démocrates furent affligés et en colère. Ils n'ont pas pardonné aux communistes. Alors que ceux-ci, serrant les dents, exécutaient les ordres de lutte "à mort"... Partout, comme s'ils avaient perdu la raison, ils s'acharnaient les uns contre les autres sous les yeux des fascistes. Je me rappelle très bien.

J'étais durant ces événements en Allemagne et je n'oublierai jamais les vieux camarades, comment ils serraient

(8) Rudolph Abel : pseudonyme de Simon Rostovski, agent de la Sécurité soviétique ayant travaillé de longues années à l'ambassade soviétique à Londres, plus connu sous le nom de Ernst Henry. Arrêté comme "espion anglais" (ainsi que l'ancien ambassadeur soviétique à Londres, Ivan Maïski) à la fin de février 1953, quelques jours avant la mort de Staline, libéré peu de temps après.

(9) Ilya Ehrenbourg (1891-1967), écrivain soviétique, auteur de *La Chute de Paris* (prix Staline 1942), *La Tempête* (prix Staline 1947), reçoit en janvier 1953 le prix Staline de la paix. Auteur ensuite du *Dégel* (1954).

les poings, observant la ruine de tout, comment jubilaient les dirigeants social-démocrates, comment la théorie du "social-fascisme", mois après mois, semaine après semaine, ouvrait la voie à Hitler. Serrant les poings, obéissant à "l'esprit et la volonté" (de Staline – D. G.), ils marchaient à la mort qui les attendait déjà dans les prisons SS.

Staline ne renonça à la théorie du social-fascisme qu'en 1935, lorsqu'il était déjà trop tard. Hitler riait des communistes et des social-démocrates. Lorsque Staline conclut le pacte avec Hitler et ordonna à tous les communistes du monde de suspendre à l'instant la propagande anti-fasciste et de se déclarer pour la concorde avec Hitler, tout empira... Staline ne se limita pas au divorce entre sociaux-démocrates et communistes, mais commença à discréditer et désarmer également les communistes de l'Ouest. Encore deux ou trois ans et les partis communistes de l'Ouest allaient être détruits. Oui, elle était exceptionnelle, la volonté qui opérait ici. Elle nous a coûté plus de 20 millions de vies et elle a failli coûter la fin du pays du communisme.

Après avoir consolidé l'arrière-pays en Allemagne et dans toute l'Europe de l'Ouest, observant avec joie comment les antifascistes se prenaient à la gorge, Hitler pouvait commencer la guerre. Son front et ses arrières furent consolidés par la politique du Machiavel soviétique — Staline. Au lieu d'assembler et de réunir à la veille de la bataille historique fatale, Staline désunissait, morcelait, repoussait. Jamais, à aucune condition, Lénine n'aurait pardonné à personne une politique aussi démentielle, équivalente à la trahison.

Oui, il croyait Hitler et Ribentrop. Il n'a pas cru Sorge (10). Pas plus que beaucoup d'autres agents parmi les nôtres... Malgré tout, Staline "était aveugle comme une taupe"... Staline pensait qu'Hitler faisait un jeu, jeu similaire au sien. Il considérait le contenu de toute politique comme un jeu de bluff et de chantage. Il voulait jouer avec Hitler comme il jouait avec ses adversaires dans le Parti bolchevique.

Mais la ruse empêche souvent les hommes d'être intelligents. L'homme qui ne voit autour de lui que ce qui est en lui-même est souvent aveugle et finalement bête, comme est apparu Staline à la veille de la guerre. Il ne fut pas Machiavel, pas même Borgia, mais un politicien rusé qui avait perdu la tête.

Staline a été incapable de faire une analyse politique profonde. Et de ce point de vue, il était homme de second ordre ; au moment critique, il s'effondra. »

"Faisons un bilan, écrit plus loin Abel, voici le résultat de la sagesse de Staline à la fin des années trente...

a. — Désintégration du commandement de l'Armée rouge.

b. — Effondrement de l'unité antifasciste de la classe ouvrière à l'Ouest.

c. — Il offrit à Hitler la chance de liquider la France, l'Angleterre, de neutraliser l'Amérique et de se jeter contre la Russie.

d. — Affaiblissement de la défense de l'armée soviétique contre l'agression de la Wehrmacht.

e. — Isolement des partis communistes de l'Europe de l'Ouest avec l'ordre de renoncer à l'antifascisme en 1939.

f. — Occasion donnée à Hitler de déclencher une agression inopinée malgré les informations dignes de foi.

Tout cela en trois ans : 1939-1941.

Un seul des six points énumérés aurait suffi pour déshonorer et chasser de son poste comme incapable tout homme d'Etat qui aurait commis un tel forfait (...).

Il est difficile de trouver dans l'histoire des cas de faillites politiques aussi graves. Encore une fois, seul le peuple sauva Staline.

Oui, Ilya Grigorevitch (Ehrenbourg), vous notez peut-être qu'il est plus juste de dire non pas grâce à Staline, mais malgré Staline.

(10) Richard Sorge (1895-1944), membre du Parti communiste allemand, puis membre des services de renseignement de l'Armée rouge. Envoyé au Japon, y crée un service de renseignements infiltré à l'ambassade nazie. Arrêté en 1941, exécuté en 1944.

Cette correction faite, nous pouvons nous entendre. Malgré Staline, notre peuple fit de la Russie un Etat moderne et de son temps.

Malgré Staline, notre peuple écrasa les armées de Hitler. Malgré Staline, il apprit, lut, développa son esprit et accomplit des exploits tels qu'il put devenir le héros du vingtième siècle."

Et Abel termine : "L'avenir n'est pas avec la *Stalinchchina*" (expression péjorative, NDT).

Cette lettre du célèbre agent russe adressée à Ilya Ehrenbourg n'a pas été démentie. Par conséquent, il faut admettre que les faits rapportés dans cette lettre sont vrais. Ils sont accablants pour Staline et le stalinisme.

Peut-il y avoir un communiste **honnête** pour s'enorgueillir et prendre sur ses épaules des crimes aussi redoutables ?

Je pense que s'il y en a encore, c'est parce qu'on les a privés de la faculté de connaître toute la vérité.

Le mouvement communiste ne peut être guéri et immunisé contre de nouvelles épreuves **si l'on ne va pas à la racine des événements du passé**. Il ne s'agit pas seulement de la théorie du socialisme dans un pays ou de quelque thèse économique de Staline, dont on déclare après trois ans qu'elle était erronée. **Il s'agit ici d'un phénomène qui a sévi vingt ans en URSS, dans le Parti bolchevique, dans l'économie, la justice, la police et la diplomatie, dans la vie des millions de sujets soviétiques et les activités des partis communistes du monde entier. Un tel phénomène ne peut être le fruit du hasard ou de la faiblesse de telle ou telle personnalité. Il doit avoir une cause sociale.**

Après les années pénibles de la guerre civile, les masses soviétiques, épuisées par les efforts de résistance au capitalisme mondial, se sont trouvées expropriées de leurs droits politiques et de leur pouvoir par la bureaucratie de l'Etat, de l'économie et du parti, par les cadres de l'administration et de la production, qui ont cherché avant tout à augmenter leurs privilèges et ont croisé féroce-ment le fer avec les militants révolutionnaires restés

fidèles à la doctrine de Marx et Lénine — les ennemis des privilèges dans la société socialiste.

Naissance de l'Opposition de gauche internationale et de la IV^e Internationale

Cependant, les méthodes staliniennes de lutte contre les adversaires politiques dans les sections de l'Internationale communiste donnèrent naissance à l'Opposition de gauche internationale et, plus tard, à la IV^e Internationale. Ce fut le fruit des "erreurs", ou plutôt des crimes, dans les domaines politique et idéologique du Parti communiste (bolchevique) et de l'Internationale.

Jusqu'aux événements de l'automne 1923 en Allemagne, les discussions dans le Parti communiste russe (bolchevique) ne provoquaient pas la création de groupements politiques nettement formés. Les processus économiques et politiques en URSS avaient un caractère moléculaire et de mouvement relativement lent. Les événements survenus en Allemagne en 1923 donnèrent aux divergences la dimension grandiose de la lutte des classes. C'est à ce moment et sur cette base que se forma l'opposition russe.

La grève générale en Angleterre en 1926 et le Comité anglo-russe qui la liquida posèrent d'emblée les problèmes tactiques du mouvement ouvrier en Europe de l'Ouest. La catastrophe de 1927 amena la vérification de toute la stratégie de l'Internationale communiste dans la révolution chinoise. Ce sont justement ces événements qui ont formé la section russe de l'Opposition de gauche. Le développement de cette dernière aurait été impossible sans les liens les plus étroits des groupements russes avec les éléments critiques et d'opposition à l'étranger, et surtout sans les luttes du prolétariat mondial et les problèmes que cela soulevait.

Nonobstant des changements et des variations plus ou moins importants, tel-

le fut la naissance de toutes les autres sections de la gauche internationaliste.

L'idée attribuée aux marxistes de gauche que, pour eux, tous les partis ouvriers dans tous les pays ont les mêmes problèmes, qui dictent les mêmes méthodes, est absolument contraire à notre position réelle.

L'internationalisme prolétarien de la pensée de notre temps relève non pas de la similitude, ou du moins de l'équivalence des conditions dans les différents pays, mais de leur lien indissoluble indépendamment de leurs différences. C'est plutôt la vieille social-démocratie classique qui estimait que tous les pays se développent suivant le même tracé : les uns devant, les autres après, et il suffit pour eux d'échanger de temps en temps leurs expériences à l'occasion de congrès internationaux.

Cette conception, consciemment ou non, conduisait vers le socialisme dans un pays isolé et était entièrement compatible avec la défense nationale, c'est-à-dire le social-patriotisme. La gauche internationale ne considéra pas l'économie mondiale et la politique mondiale comme addition de parts nationales. Pour nous, ces parties respectives faisaient partie d'un tout mondial organique. Dans ce sens, un différend inconciliable nous séparait des formations oppositionnelles de droite. A l'époque impérialiste, les questions révolutionnaires ne se posent pas dans leurs cadres nationaux, comme on ne peut pas jouer aux échecs sur un seul carré de l'échiquier.

Des différends importants séparaient également notre internationalisme de celui de l'Internationale communiste, qui ruinait sa propre base en créant en URSS le privilège antimarxiste de la construction du socialisme en Russie (...).

L'appareil ne triomphe pas, seules triomphent les idées si elles expriment correctement les tendances du mouvement. L'appareil peut gagner une puissance autonome uniquement grâce à la récupération des idées qui avaient gagné les masses. L'inertie d'un tel appareil peut être grande, surtout lorsqu'il détient les moyens de répression. Mais malgré tout, ce n'est pas l'appareil, mais ce sont

les idées qui triomphent, à condition d'être vraies.

II. Comment on a voulu me rééduquer

1. J'ai été arrêté le 13 juin 1946 à Plovdiv. Après un bref interrogatoire dans les locaux de la sûreté à Plovdiv, j'ai été conduit avec mon camarade, le Dr Mintcho Telbizov, dans le "camp de Zagrad". Plus tard, il a été transféré au lieu-dit Poroutchik Guénovo (ce fut un système de camps). A la gare de Vetovo, on nous sépara et, après que nous fûmes tous deux passés à la Sûreté d'Etat de Sofia, aux environs du mois de juillet de la même année, nous fûmes réunis et de nouveau enfermés dans le "camp de Zagrad".

Le 15 octobre 1946, on nous conduisit dans le camp de "Kravenitsa", où nous sommes restés jusqu'au milieu du mois de décembre de la même année. Là, on a tiré sur moi et tenté de me tuer ! De nouveau, on nous conduisit au "camp de Zagrad", d'où, pendant la nuit, au cours de la première moitié du mois de mars 1947, on nous emmena au camp "Bachtino", où on nous a adjoint l'homosexuel Christo Siméonov (surnommé Christina), un des moyens d'exercice du chantage. Le nom de cette personne suffit pour compromettre pour toujours celui qui s'en sert.

Le 20 avril 1949, le Dr Mintcho Telbizov fut séparé de moi et je ne l'ai plus revu. Sur sa fin existent plusieurs versions, toutes également horribles. Je tiens à ce que l'on me dise la vérité. Autour du 1^{er} mai 1949, on m'a conduit avec l'homosexuel dans le "camp de Zagrad", où on nous a réunis avant d'arriver au camp. Et je suis resté enfermé avec lui jusqu'au 4 octobre 1949, date à laquelle on me débarrassa de lui.

Avec tous ces déplacements, on cherchait à me terroriser physiquement, mais

surtout, à faire en sorte que nos proches perdent nos traces.

Le 3 mars 1951, je suis sorti du cachot spécial (à régime de punition) avec des enflures sur tout le corps. Les prisonniers du camp n'osaient pas me regarder. "Il ressemble à un cadavre retiré de la tombe et gonflé de pus", disaient-ils. On me présenta une glace pour que je puisse me regarder. Du "camp de Zagrad", on me conduisit avec d'autres prisonniers dans le camp de Béléné. Là, de nouveau, je fus isolé. Du 23 mars 1952, on me fit travailler jusqu'au 23 décembre 1953, date à laquelle je fus transféré, sévèrement gardé, dans la prison de la Sûreté d'Etat de Sofia. Le 27 avril 1954 débuta le procès et, le 28, je fus déplacé à la prison de Sofia avec une condamnation à vingt ans de bagne.

De sorte que, depuis mon arrestation le 13 juin 1946 jusqu'à ma condamnation le 28 avril 1954, soit sept ans, dix mois et quinze jours de camp et de prison, à la prison de la sûreté d'Etat, on appliqua tous les moyens pour m'obliger à capituler, mais sans succès !

2. Les moyens de contrainte. Je n'ai pas l'illusion de pouvoir brosser le tableau de cet enfer. Adam Mickiewicz (11), par la bouche de l'un de ses héros, avait dit : "*Peut-être Dieu seul a souvenir de cela.*"

a) Je dois dire, dès le départ, que je fus battu pas moins de huit fois. Le début de ces brutalités fut engagé par le chef du département de détention provisoire du ministère de l'Intérieur, Milenkov. Il brisa la paroi interne de mon nez et provoqua une hémorragie. Cela eut lieu dans les sous-sols de la villa à l'usage de l'administration. Il m'asséna le coup après m'avoir obligé à rester au soleil jusqu'à ce que je perde connaissance. La douleur ne résulta pas tellement du coup que de l'humiliation. L'homme se sent privé de tous ses droits, esclave. La dernière volée de coups me fut donnée par le commissaire de la sûreté d'Etat, Ilia Ivanovitch Petrov

b) La tentative de briser le moral fait partie du traitement. L'"éducateur" du "camp de Zagrad" (le borgne) me dit :

"*Ta femme est morte à l'hôpital et, emballée dans un sac, elle a été jetée dans la fosse.*" C'était le 26 octobre 1950. Pour protester contre cet outrage, je fis une grève de la faim, qui se prolongea treize jours. Lorsqu'on me fit savoir que ma femme et des amis avaient été mis en prison, je me suis coupé les veines. C'était le 10 décembre 1950. Même le tortionnaire mercenaire fut saisi par la scène qu'il découvrit. Et pour assourdir la petite part de conscience qui lui restait, il me frappa sur la tête et mit en dessous un oreiller pour que je reste debout. Il a fallu me couper les cheveux et appeler un infirmier pour me soigner.

Dans la région de Dobroudja, je fus incarcéré (sous régime sévère) quatre ans, quatre mois et quinze jours. La barbe recouvrait toute ma poitrine. Je ne pus me raser plusieurs années durant.

c) Les conditions de ma détention. Le local où je fus détenu avait servi auparavant à d'autres usages. On le vida de ses occupants — des moutons malades — pour m'y enfermer. Cette pièce était séparée du camp d'une distance d'au moins 500 m. Les tuiles enlevées, je fus laissé durant l'automne et pendant l'hiver sans toiture, de sorte que, pendant la nuit, on voyait les étoiles. Quand il pleuvait, le sol et tout le reste étaient mouillés. Je déplaçais le lit là où il pleuvait moins. Plus tard, le toit fut couvert avec de la paille... qui avait servi de litière pour les vaches, et les choses empirèrent. Sous l'action de la pluie, il tombait du purin et des excréments de vache. De plus, la pluie finie, les gouttes continuaient de tomber dans la pièce. On apporta un poêle, mais sans tuyau d'évacuation. Pas de combustible ni d'allumettes. Y avait-il une chose, l'autre manquait. C'est ainsi que, durant les redoutables froids du pays (Dobroudja), avec les vents du nord-est et des murs faits de branchages et de terre, à travers lesquels

(11) Adam Mickiewicz (1798-1855), grand poète national polonais romantique de la première moitié du XIX^e siècle, auteur du poème *Pan Tadeusz* et du drame *les Aïeux*, qui dénonce en termes à peine voilés l'occupation russe, et dont la représentation en 1968 à Varsovie sera le point de départ d'un vaste mouvement de protestation contre l'occupation "soviétique".

on voyait les lumières du camp, je devais vivre pendant l'hiver sans poêle, sans feu, sans combustible, sans éclairage et sans couverture ni vêtements suffisants, avec comme nourriture 270 grammes de pain et des "légumes" trempés dans l'eau. On faisait cela avec l'idée sous-jacente qu'il m'était possible de tout obtenir si je capitulais.

d) Un autre moyen de torture : la désinformation. Ce fut en effet une désinformation totale, idéologique, politique, concernant le temps, l'alimentation, les nouvelles et autres informations concernant la maison. Et pour atteindre cette fin, je fus complètement isolé et ne reçus pendant des années (exactement 4 ans, 4 mois et 15 jours) ni lettres, ni colis de nourriture et de vêtements, ni argent, sans possibilité d'achats à la cantine, sans informations concernant la maison, totalement coupé des autres prisonniers du camp, etc.

e) Un des moyens les plus puissants, le plus utilisé et le plus efficace fut la faim. Comme je l'ai déjà dit, durant 4 ans, 4 mois et 15 jours, j'eus la "portion minimale", qui ne peut couvrir les besoins de l'organisme... L'homme commence à fondre. Je m'observais, je ressentais une espèce de joie morale de pouvoir résister pour la défense des valeurs supérieures. On m'a réduit à l'état où tout mon corps était saturé de bouffissures. Je devenais blanc comme du papier. Lorsque, durant le printemps tardif, on me laissait sortir (je ne pouvais me promener que lentement et avec une canne), je cueillais des feuilles de patience et de colza pour manger, je broutais de l'herbe. Ici, il faut ajouter que quelquefois je trouvais dans la nourriture des comprimés à moitié dissous... Malgré cela, j'en étais réduit à vouloir tout consommer. Et l'homosexuel apportait sa contribution à l'œuvre de mes inquisiteurs. Quelquefois, sans que je l'aie remarqué, il essayait son doigt sur mon assiette, après l'avoir fait sur son derrière. Cela m'obligeait à tout jeter. Et lui, on l'appelait pour le nourrir à part... Emouvante complicité.

f) Dans les prisons, on usait de l'insomnie. On me maintenait dans cet état

de nombreux jours et de nombreuses nuits.

g) Le moyen le plus redoutable et tout puissant était de marteler des jours, des mois, des années durant sur la conscience et le psychisme avec des moyens et des manières variés : tu es un criminel, tu dois avouer, sinon tu seras exterminé. Oui, tout le temps, dans les camps, dans l'enceinte de la Sûreté d'Etat et en prison, en maintenant ce mode d'action continue sur le cerveau (en bas, localement, de petits inquisiteurs, par inertie probablement, continuent, à l'insu des chefs du parti et de l'Etat d'en haut, à le faire). Si c'était un jour ou deux, ou des semaines, on pourrait survivre. Mais lorsque cela continue des années, des dizaines d'années, quel que soit l'état de la personne, cela devient insupportablement infernal.

Malgré cela, je ne perdus jamais mon amour-propre d'homme militant pour des idées révolutionnaires.

3. Dans cet état physiquement épuisé, mais moralement frais, j'ai été ramené à la prison de la Sûreté d'Etat de Sofia.

On m'enferma dans un cachot avec deux fascistes qui avaient tué des communistes avant le 9 septembre 1944 (12). Tous deux faisaient des rapports sur mon état et mon comportement. Entre-temps, on en amena un troisième (de rang supérieur) pour 24 heures seulement, pour contribuer à "l'enquête". Comme si les deux premiers n'étaient pas suffisants. Mon instructeur était Ilia Ivanovitch Petrov, mais durant les interrogatoires, il en accourait parfois deux autres. Le premier se comportait froidement, avec sérieux. L'autre, avec ses dents en or, se comportait en voyou — il me frappa plusieurs fois. Prétexte : pourquoi avais-je les jambes l'une sur l'autre et les mains libres ? Il fallait se tenir comme devant les maîtres !

4. Lorsque j'examinai le procès en décembre 1970 (seize ans et demi après l'inculpation), j'ai été stupéfait de ce que

(12) Date de la chute du gouvernement monarchiste bulgare, qui avait collaboré avec les nazis.

j'ai constaté. Voir exister dans un établissement comme celui de la "Sûreté d'Etat" (et du temps du culte, par-dessus le marché) un instructeur qui puisse commettre une falsification aussi grossière, évidente, non dissimulée, cousue de fil blanc ! Seul un comportement incontrôlé peut aboutir à une telle irresponsabilité. **Ici, j'entrevois les signes flagrants du système stalinien.** Je l'affirme : l'instructeur Ilia Petrov n'a pu faire cela que grâce au soutien de Dimitar Gueorguiev, alors procureur principal de la République.

Après que l'instructeur a été convaincu qu'il ne pourrait pas extorquer de moi ce qu'il voulait, il voulut l'obtenir par un coup tordu. Ce dossier allait être expédié à "SA". Pour servir à la "création de l'histoire" (ou plutôt à la "contrefaçon de l'histoire" !). C'est ainsi que l'on instruisit les procès de Moscou, les procès Kostov, Slanski, Laslo Rajk, Kohi Dodje (13), etc. Dans ces procès comme dans les procès de l'Inquisition du Moyen Age, la preuve principale a été l'auto-aveu, au mépris des faits et de la vérité. Il n'y avait pas d'autres preuves. L'instructeur Ilia Petrov s'efforça ainsi de tenter de prouver le crime de mon affaire à travers "mes aveux", malgré les faits et malgré la vérité. Voilà la raison de la falsification.

5 . Mais procédons dans l'ordre.

Dès le début, je dois dire que j'ai été interrogé et que pas moins de trois protocoles d'interrogatoires furent enregistrés et signés. Lorsqu'il écrivait le troisième protocole, quelque chose chez l'inspecteur attira mon attention. J'ai été intrigué par le fait qu'avant que l'inspecteur ait terminé les dernières lignes du troisième protocole, prévenus par téléphone, les accompagnateurs frappèrent à la porte. L'inspecteur leur dit d'attendre. Lorsqu'il eut fini d'écrire le protocole, il me dit : signe le protocole afin d'achever les formalités, la prochaine fois, je te le lirai. J'objectai, mais il avança aussitôt des arguments du genre : "*On attend dehors*", "*Je n'ai pas le temps.*"

J'apposai mon paraphe. Dans le cachot, j'eus le temps d'y réfléchir. Et la

suite confirma ma suspicion. A l'appel suivant, malgré ma demande exprès, l'inspecteur ne m'a pas lu le protocole, mais ce que j'ai écrit a été lu, et c'est alors que j'ai signé. Au cinquième appel, il refusa toujours de me donner lecture du protocole et il me dit : "*Tu le liras lorsque je te présenterai les conclusions de l'instruction.*" Lorsque cela fut fait, il me présenta le tout à la signature. Je l'ai lu et ai formulé une objection quant à l'authenticité des conclusions. Je refusais donc d'y apposer ma signature. Alors le lieutenant Ilia Ivanovitch Petrov, instructeur près la Sûreté d'Etat, me porta un coup sur la tête avec son dossier et m'injuria. Ce comportement entacha définitivement la suite de l'instruction, mais ce n'est pas tout.

Et tout cela se passe avec moi, qui avais déjà eu à faire avec la direction de la police fasciste, avais traîné dans les prisons fascistes plus de sept ans, avais fait des études de droit et exercé plus de dix ans avant d'être enfermé de nouveau dans les camps après le 9 septembre 1944. Mais ce n'est pas tout. Durant ces sept ans et six mois furent employés tous les moyens de contrition dans les camps de concentration pour me faire capituler, mais, malgré la répression, j'ai eu la volonté, le courage résolu de tout faire pour éviter les impasses où se trouvent ceux qui n'ont pas cette expérience !

Ilia Ivanovitch comprit ce qu'il avait fait, transmit les dépositions de l'instruction et me dit : "*Ecris ce que tu veux.*" Alors, sous le protocole de l'interrogatoire trafiqué, j'écrivis : "*Le texte ci-dessus ne correspond pas, par la forme et son contenu, à ce que j'ai dit*", et j'ai signé.

J'apposai néanmoins un signe sur le protocole d'instruction reconnaissable par moi seul, afin de pouvoir suivre le sort du document. Par la suite, après avoir été interrogé sur l'affaire, le président du jury m'appela pour vérifier le dossier d'instruction. **Je n'avais pas le temps de vérifier tout le dossier.** Tout

(13) Procès contre les dirigeants des Partis communistes bulgare (Kostov), tchèque (Slanski), hongrois (Rajk), albanais (Dodje), accusés d'espionnage au profit des puissances impérialistes de 1949 à 1952.

de suite, j'allais à la dernière page du protocole d'instruction. Nouvelle surprise. Le protocole en question avait été remplacé par un autre. Le signe que j'avais inscrit manquait, aussi il n'y avait aucun doute quant au subterfuge. Le texte avait l'air de correspondre par la forme et par le contenu à ce que j'avais dit. Suivait une signature, qu'aurait enviée n'importe quel écrivain public. Le prévaricateur ne s'était pas même donné la peine de l'imiter. Je déclarai au président : *"Ce n'est pas ce que j'ai écrit et la signature n'est pas la mienne"*, mais il n'y porta aucune attention.

Quand on lui disait qu'il se contredisait, Staline redoublait de "grossièreté". Quand je disais à Ilia Petrov que cela ne correspondait pas à la réalité, il commettait un autre forfait. Le crime compensé par un autre crime ! On sait qu'il est vain, en politique, d'opérer avec des critères moraux abstraits. La morale politique procède de la politique même. Seule une politique au service d'une grande cause historique peut nous assurer des méthodes d'action moralement irréprochables. En revanche, lorsque le niveau des problèmes politiques baisse, la déchéance morale est inévitable.

6. Le protocole d'instruction du 8 mars 1954. Mon épouse témoigne de ma parole ultime, je ne suis pas contre-révolutionnaire et la IV^e Internationale n'est pas une organisation contre-révolutionnaire. Elle conçoit des actions de portée mondiale. Lorsque les Etats-Unis ont voulu essayer une bombe atomique en juillet 1946 dans l'île Bikini, elle s'adressa aux ouvriers avec l'appel à une grève mondiale anti-impérialiste de 24 heures. Notre parti adopta cette idée et proclama que cette action était rattachée à la défense de l'URSS. Par les syndicats, nous avons invité le prolétariat bulgare à participer à cette action (...).

7. Quelques mots sur les amis du prisonnier politique trotskyste. J'ai été libéré le 31 août 1961, après avoir passé dans les camps et dans les prisons quinze ans, deux mois et dix-huit jours. J'ai demandé une pension en 1962 pour vieilles-

se et stage de travail. Elle me fut refusée sous l'accusation d'avoir été indicateur secret de la police. J'ai demandé le rétablissement de mon droit d'exercer la profession d'avocat. Refusé aussi. Selon l'arrêt du tribunal — confiscation totale —, tout me fut confisqué : la moitié indivise de ma maison dans la ville de Bratsigovo.

A présent, ma "rééducation" continuant, elle est à-demi détruite !

J'ai trouvé ma femme, malade du cancer, sous les combles d'une maison à moitié en ruine. Il y avait dans le toit pas moins de sept fuites, dont les gouttes de l'une d'elles tombait sur la tête de ma femme. Elle était forte intellectuellement et de caractère, mais sa santé n'a pas tenu. Parce qu'elle s'intéressait à mon sort, elle fut condamnée et mise en prison. De là, on l'envoya à l'hôpital, où l'on constata des cavernes dans ses poumons. A la suite de son opération, elle perdit une côte et six autres furent raccourcies. Invalide à taux plein ! Dans ces conditions, qu'est-ce qui lui restait ? Et tout cela parce qu'elle portait mon nom. *"Pour le bien de l'homme"* ! Elle devait tendre la main pour demander de l'aide. Grâce à des services sociaux, elle recevait une petite somme d'argent pour survivre ! Tout ce qui avait une certaine valeur avait été vendu à cette fin.

Et ce n'est pas tout. En 1959, elle fut atteinte du cancer, dont elle mourut en 1968. Dès ma sortie de prison, je dus être auprès de ma femme malade jusqu'à l'ultime instant de sa vie. Mais les moments les plus durs furent ceux où il fallait acheter des médicaments, alors que je n'avais pas le sou. Le cours de "rééducation" continuait. Et cela *"pour le bien de l'homme"* !

Mais qu'est-ce qui amena ma femme, dans ses derniers moments, à se cogner la tête et à se répéter : pourquoi ai-je fait cela ? C'est la pluie qui tombait sans arrêt sur sa tête, lui taraudant le cerveau et rendant ses souffrances insupportables.

En notre absence, on enleva de la maison deux machines à écrire, celle du bureau et l'autre, celle de la maison. Pourtant, dans mon affaire comme pour la sienne, aucune machine ne figurait dans le dossier comme preuve matérielle, pas

d'avantage d'arrêt de justice prescrivant la confiscation d'une machine.

Qui a pris ces machines ? Ne doit-on pas en rendre compte ? Où sont-elles, pourquoi ont-elles été confisquées ? Cela a eu lieu en 1948, alors qu'il y avait des lois en Bulgarie ! J'attends toujours des explications !

Mes nièces et leur mère ayant mon nom, leur sort n'était pas enviable : la grande mourut de tuberculose ; la petite passa plusieurs années dans un camp, ce qui fut la cause du décès de chagrin de leur mère, restée seule. On l'a trouvée morte dans sa chambre, le corps décomposé.

Tel fut le sort des proches du prisonnier politique trotskyste et de leurs biens durant le "culte de la personnalité...". Mais, pour moi, le fait que cela continue encore reste inexplicable. Ne faut-il pas être aux petits soins pour l'homme ?

8. Sur mes activités après le 9 septembre 1944.

a) Pour ces activités, qui ont duré peu de temps — pas plus de vingt mois —, j'ai été jugé au titre de l'article 70 paragraphe I de la défense populaire (N. Z.) et condamné à vingt ans.

Si l'on considère l'époque et les activités, y avait-il, après la Seconde Guerre mondiale, une situation révolutionnaire ?

Longtemps avant la guerre, tous les marxistes, tous les socialistes étaient d'accord sur l'éventualité d'une situation révolutionnaire créée par la guerre européenne.

Cette situation s'est-elle produite ? La réponse a été apportée par les faits économiques : la faim et la pénurie créées partout par la guerre signifient situation révolutionnaire (voir plus haut).

Lénine écrivait en 1918 :

"A la question posée répondent aussi les faits politiques : la perte de confiance des masses prolétariennes dans les social-chauvins et leur passage sous l'influence des idées révolutionnaires."

La Deuxième Guerre mondiale, à laquelle participèrent presque tous les pays

du globe (militairement, économiquement, politiquement, etc.), fut différente selon les pays. Pour la Russie, elle était progressive, libératrice ; pour les peuples coloniaux et semi-coloniaux, qui formaient la majorité des pays, elle fut national-libératrice, pour les autres elle fut impérialiste. Une combinaison complexe d'intérêts économiques et politiques. Mais tous ces pays furent plus ou moins frappés par la faim et la disette. Or cela signifie une situation révolutionnaire. La Russie fut aussi frappée par la faim et la disette à cause de l'occupation fasciste, mais en Russie existaient les conditions politiques pour le dépassement révolutionnaire des conséquences de la guerre.

Une analyse plus approfondie des conséquences économiques et politiques de la Deuxième Guerre mondiale ne pouvait que conduire au constat que la situation révolutionnaire était infiniment plus grande en étendue et en profondeur que celle provoquée par la Première Guerre mondiale.

Cependant, à présent, il manquait les facteurs révolutionnaires subjectifs.

Pour le succès de la révolution dans un pays, il faut un parti révolutionnaire. Si la situation est révolutionnaire, la présence du facteur objectif est acquise. Quant aux facteurs subjectifs, où en était-on ?

Or en Bulgarie, après la Deuxième Guerre mondiale, il n'y avait pas de parti révolutionnaire. Le parti ouvrier n'était pas un parti bolchevique. Staline et le stalinisme avaient fait des dégâts irréparables, non seulement sur le parti bulgare, mais dans toutes les organisations du Comintern.

Le parti ouvrier a pris le pouvoir non parce qu'il était un parti révolutionnaire, mais parce qu'il était aidé par d'autres facteurs, en premier lieu l'Armée rouge.

Les masses, dans leur majorité, étaient avec le parti ouvrier. Au début, elles croyaient en lui et rien n'était à même de les en séparer. Les masses surent entreprendre de multiples actions révolutionnaires ; par endroits elles ont pris le pouvoir seules, ont pris en main les usines et formé des comités ouvriers, ont obligé les employeurs à leur payer les repas, les impôts, etc.

Les masses, dans leur majorité, étaient avec le parti ouvrier. Le parti ouvrier n'avait alors pas de programme. Les pourparlers entre les trois "grands" déterminaient ses actions "programmatisées" et politiques. Quel comportement "révolutionnaire" avait-il, puisqu'on essayait de tromper le monde avec l'éradication et la suppression des symboles nationaux et révolutionnaires ? Alors que Lénine et les bolcheviks manifestaient, eux, toujours et en toute circonstance, leurs idées.

En France, en Italie et d'autres pays, les partis communistes participaient au gouvernement. Mais après que la bourgeoisie eut consolidé son pouvoir, lorsque la situation révolutionnaire se tassa et que les masses, au bord du soulèvement, eurent été désarmées avec l'aide des partis communistes, ceux-ci furent rejetés du pouvoir sans même recevoir des remerciements pour services rendus. Seule l'Armée rouge sauva les acquis du 9 septembre 1944 chez nous.

Mais le rôle de facteur révolutionnaire, facteur subjectif, le Parti communiste internationaliste bulgare ne pouvait non plus le jouer. Il avait bien un programme révolutionnaire, mais n'avait aucune influence parmi les masses, ses effectifs étaient insignifiants, "à peine un fiacre d'hommes" (comme disaient les staliniens) et ses membres n'étaient pas même éduqués en tant que marxistes et révolutionnaires.

b) Dans des cas semblables, lorsqu'il y a une situation révolutionnaire, Lénine préconisait au parti révolutionnaire de faire **tout son possible** pour la victoire de la révolution socialiste dans **son pays** et après, **par des actes, de soutenir ce type d'action** dans tous les pays du monde. Il pensait que cela était **obligatoire** pour chaque marxiste révolutionnaire, parce que l'internationalisme prolétarien exige, premièrement, de subordonner les intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays aux intérêts de cette lutte à l'échelle du monde entier ; deuxièmement, exige la capacité, l'aptitude de la nation qui réalise la victoire sur la bourgeoisie de faire les plus grands sacrifices pour faire tomber le capital international (voir plus haut).

Mais pour cela un parti bolchevique est nécessaire, parce que le bolchevisme a montré la voie pour le sauvetage des horreurs de la guerre et de l'impérialisme ; il peut servir d'exemple à tous les autres. Même si demain l'impérialisme mondial réussissait à écraser le pouvoir soviétique, même dans ce cas mauvais parmi les plus mauvais, "*cette tactique aurait contribué énormément au socialisme et poussé au développement de l'invincible révolution mondiale*".

A ce sujet, Lénine écrit : "*L'internationalisme en acte est un tout et rien qu'un tout : travail entièrement consacré au développement du mouvement révolutionnaire et à la lutte révolutionnaire dans son pays, soutien à l'agitation et soutien matériel de la même lutte dans tous les pays sans exception*" (voir plus haut).

Lénine pensait que la consolidation de la révolution en Russie serait garantie par sa transformation en révolution ouvrière internationale.

Et enfin, lorsque Lénine disait au III^e Congrès de l'Internationale communiste : "*Quand nous avons commencé la révolution internationale...*", il concevait la révolution d'Octobre comme le début de la révolution socialiste internationale. C'est la seule garantie pour le triomphe de la révolution prolétarienne en Russie.

c) De notre côté, notre tâche consistait à confirmer les acquis du 9 septembre 1944, d'où la nécessité de développer l'agitation-pression idéologique pour la réduction des droits de la bourgeoisie et l'élargissement et la radicalisation des droits de la classe ouvrière et des masses paysannes pauvres.

Et en même temps, faire le maximum pour la propagande et le soutien à de telles actions dans tous les pays, parce que seul l'élargissement de la révolution et son triomphe complet dans le monde peuvent garantir notre succès. Et il fallait faire cela tant que la situation révolutionnaire persistait.

Dans cet ordre d'idées, le PCB (internationaliste) est pour les soviets et la dictature du prolétariat, par le seul moyen : la révolution.

Dans toute cette farce malheureuse de mon affaire devant la cour de justice de Sofia, il y a réellement un moment tragique : c'est que, parallèlement, avec moi,

sur le banc des accusés, fut jugé Lénine, furent jugées les idées de Lénine.

Plovdiv, 29 juin 1971



Dimitar Gatchev en 1985, lors de son séjour à Paris.

**A propos
de l'antisémitisme
stalinien**



Le théâtre juif du Birobidjan (voir à ce sujet l'ouvrage de Robert Weinberg, auquel il est fait référence dans les "Notes de lecture" publiées dans ce numéro des Cahiers).

Une scène jouée au théâtre juif.



Un curieux article des *Cahiers du communisme*, en 1945

L'ARTICLE de Jean-Jacques Marie sur l'antisémitisme stalinien, dans *Les Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 8, permet une réflexion sur les diverses formes de cette attitude au sein de l'appareil international. De ce point de vue, on peut lire avec étonnement un bien curieux article des *Cahiers du communisme*, de décembre 1945.

Tout d'abord, cet article n'est pas signé (seulement "XXX"). Dans cette période (au moins pour les numéros de décembre 1945 à octobre 1946), il est le seul. Relevons également la date : décembre 1945. Cela ne fait que quelques mois que le nazisme est écrasé et que les camps d'extermination ont été libérés.

L'article est consacré à "la nationalisation des banques". Pour décrire le système bancaire français en 1945, l'anonyme rédacteur écrit : "On peut les (les banques) classer d'après la religion dont se réclament leurs maîtres, ce qui ne manque pas de piquant" (p. 24). Ce qui donne, d'abord, « la "Haute Banque Protestante" » (p. 24) (les guillemets sont des *Cahiers du communisme*). Ensuite, on lit ce paragraphe : "La Haute Banque Juive, dont la plus célèbre est la

banque de Rothschild, qui, avec ses branches anglaise, française et autrichienne (éliminée après le krach bancaire du *Crédit-AnstaltBanverein*), constitue une grande puissance internationale. Les autres banques juives sont :

— la banque Lazard Frères, également internationale ;

— la banque Worms et Cie, qui joua un rôle important dans la synarchie et sous le régime Pétain-Darlan ;

— les banques Stern et Cie, Heine et Cie, qui reprit les affaires de la banque Fould ;

— la banque Louis-Dreyfus et Cie, spécialisée dans les affaires d'importation de céréales ;

— Daniel-Dreyfus et Cie, etc." (p. 24).

Et pour que nul n'en ignore, l'article rappelle "les groupes juifs Rothschild et Stern" (p. 25).

Cela, rappelons-le, fin 1945. Mentionner à trois reprises en deux pages le caractère "juif" de ces banques est assez... sidérant.

Jean-Marc Schiappa

Un exemple de l'antisémitisme stalinien honteux

L'ANNÉE 1948, en URSS, est marquée par le début d'une campagne antisémite sourde, puis de plus en plus brutale, mais qui tente de se dissimuler sous les prétextes les plus divers. Elle commence par un meurtre masqué : ainsi, le 13 janvier 1948, la Sécurité d'Etat assassine le président du Comité antifasciste juif, Salomon Mikhoels, à Minsk, mais les autorités affirment qu'il est mort dans un accident de voiture et lui organisent des funérailles solennelles. En novembre 1948, le Comité antifasciste juif est dissous, les plombs du *Livre noir* (sur les atrocités nazies contre les Juifs dans les territoires soviétiques) détruits, le journal du comité en yiddish supprimé, la maison d'édition du comité fermée, les principaux dirigeants du comité arrêtés à la fin de décembre 1948 et au début de décembre 1949. Aucune de ces décisions n'est rendue publique. Les arrestations sont quasiment clandestines : lorsque, fin janvier 1949, la Sécurité d'Etat arrête l'écrivain Perertz Markich et perquisitionne son appartement, les agents ferment soigneusement les volets...

Depuis 1920, existait en URSS un théâtre d'Etat juif, dont les initiales en russe forment le nom GOSSET (GOS-Soudartstvenny Evreiski Theatr). La campagne antisémite exigeait bien entendu la fermeture de ce théâtre. Pour ce faire, les autorités inventèrent un prétexte spécieux, comme le montre la note du président du comité sur les questions ar-

tistiques près le Conseil des ministres de l'URSS, Lebedev, à Staline sur cette question, en date du 24 mars 1949 : le théâtre n'est pas rentable...

“Le bilan de l'activité du théâtre d'Etat Juif de Moscou pour 1948 montre que ce théâtre ne justifie pas son existence sur le plan financier et ne peut à l'avenir travailler en autofinancement.

L'activité du théâtre juif de Moscou au cours des années précédentes s'est appuyée en grande partie sur des subventions du budget de l'Etat.

En 1947, les recettes du théâtre obtenues par la vente des billets ont représenté 1 154 000 roubles, alors que les subventions se montaient à 2 429 000 roubles. En 1948, les dépenses du théâtre ont dépassé les recettes de 900 000 roubles.

En prévoyant pour 1949 une nouvelle diminution brutale de toutes les dépenses et un maintien de 30 % du personnel, le théâtre néanmoins ne pourra couvrir ses dépenses et exigera inéluctablement une subvention du budget de l'Etat de l'ordre de 700 000 à 800 000 roubles.”

L'auteur de la note explique ensuite que les difficultés financières du théâtre découlent de sa faible fréquentation (de 35 % à 40 % de sa capacité d'accueil). *“En janvier et février, précise-t-il, certains spectacles n'ont rassemblé en tout et pour tout que 150 à 160 spectateurs.”* Il ajoute enfin que les difficultés

financières du théâtre s'expliquent parce qu'il ne peut jouer que des spectacles pour adultes le soir, "car les enfants ne fréquentent pas le théâtre juif". Et "le théâtre juif n'a pas non plus la possibilité de faire des tournées dans les autres villes" (et pourquoi donc ? Lebedev n'en donne aucune raison...). La conclusion tombe comme un couperet :

"Vu que le théâtre juif d'Etat de Moscou suscite des pertes financières à l'Etat et ne peut à l'avenir travailler dans des conditions d'autofinancement, le Comité des questions artistiques près le Conseil des ministres de l'URSS propose sa fermeture dès le 15 avril 1949 (1)."

La logique du président du Comité des questions artistiques est assez remarquable : en 1947, dit-il, les dépenses du théâtre juif ont dépassé les recettes de 1 275 000 roubles ; en 1948, de 900 000 roubles et, en 1949, sans doute de 700 000 à 800 000 roubles. Son déficit diminuant donc, il devrait en conclure que le théâtre est sur la voie du redressement. Ensuite, tous les théâtres d'Etat soviétiques, comme tous les théâtres d'Etat du monde, étaient en déficit, les autorités établissant un prix des billets modeste : le stalinisme n'était en effet pas revenu sur la politique de promotion générale de l'alphabetisation et de la culture (certes, strictement réglementée et sévèrement censurée !) lancée au lendemain de la révolution.

Son hypocrisie est plus remarquable encore, car il omet de citer un événement qui explique la chute brutale de la fréquentation du théâtre juif en janvier-février : le 28 décembre 1948, la Sécurité d'Etat a arrêté son directeur, Zouskine, successeur de Mikhoels à cette fonction, membre de la direction du Comité antifasciste juif, et la troupe s'est trouvée brutalement décapitée. La troupe, qui voit les principaux auteurs yiddish disparaître et devine leur sort, est évidemment désespérée. Chacun se demande : à qui le tour ? Ce qui n'est pas fait pour motiver les acteurs. Quant aux spectateurs, la disparition du théâtre, puis des principaux écrivains yiddish doit suggérer aux plus courageux d'entre eux que sa fréquentation est risquée, voire dangereuse.

Il est encore surprenant, dans ces conditions, que, chaque soir, il se trouve de 150 à 160 spectateurs pour assister aux spectacles donnés par ce théâtre condamné. Staline est à la fois patient et soucieux de ne pas apparaître publiquement antisémite : il laisse le théâtre juif mourir lentement. Le bureau d'organisation du comité central, dirigé par Malenkov, en décrète la fermeture officielle en décembre 1949.

Cinq semaines plus tôt, un des collègues de ce Lebedev s'était montré plus net dans une lettre du 12 février 1949 à Malenkov, secrétaire du comité central, sur l'épuration de la littérature juive dans les bibliothèques publiques, tâche dont il soulignait "l'actualité particulière" :

"La vérification effectuée par le Glavlit (2) des catalogues et des fonds de la littérature juive dans la Bibliothèque pansoviétique Lénine (3) a montré qu'ils étaient saturés de littérature nationaliste-bourgeoise, sioniste et cléricale (...)."

La section de littérature juive de la Bibliothèque Lénine n'a même pas été nettoyée des livres d'ennemis du peuple, qui sont inclus dans le fichier des auteurs, dont toutes les œuvres sont interdites à l'usage public. Ainsi, les responsables qui ont vérifié la section de littérature juive ont pu recevoir sans autorisation spéciale (4) dans la salle de lecture ouverte au public la Formation politique de S. Ingoulov, les livres des ennemis du peuple S. Dimanstein et M. L. Litvakov. Le catalogue des auteurs juifs comporte aussi des œuvres d'autres ennemis du peuple : Agourski, Ester (ancien dirigeant du Bund), Potacha et d'autres.

La saturation de la section juive de la bibliothèque par la littérature sioniste se

(1) *Istoria sovietskoï polititicheskoï tsenzourii*, Rosspen, Moscou, 1997, pp. 97-98.

(2) Glavlit : direction de la censure des œuvres imprimées, fondée le 6 juin 1922.

(3) Grande bibliothèque se trouvant dans le centre de Moscou. Une station de métro porte son nom.

(4) En URSS, un grand nombre d'ouvrages ne pouvaient être communiqués qu'à la suite d'une demande spéciale d'autorisation motivée.

manifeste par la présence sur ses rayons des œuvres du fondateur du sionisme, Theodor Herzl, d'Oussichkine (Les Succès de la colonisation juive en Palestine), de A. Idelson : Le Sionisme (fondement théorique), de A. G. : Les Fractions socialistes dans le sionisme, le recueil "Nos tâches en Palestine", etc. »

L'auteur de la note signale ensuite une liste de livres religieux dans le fonds juif et affirme que la situation est sans doute aussi lamentable dans les fonds des bibliothèques de la République, de province et locales. Il faut *"prendre des mesures urgentes de vérification et d'épuration des fonds de livres de littérature juive.*

Vu l'actualité particulière de cette mesure, il est extrêmement important que les comités centraux du Parti communiste des Républiques, les comités territoriaux et provinciaux du Parti communiste russe prennent sous leur contrôle particulier tout le travail de vérification et d'épuration des fonds de littérature juive dans les localités" (5).

Ce texte est lui aussi d'une grande hypocrisie : dans la dernière semaine de janvier, la Sécurité d'Etat a arrêté Simon Lozovski, membre du comité central, ancien président de l'Internationale des syndicats rouges (Profintern), ancien vice-président du Sovinformbureau pendant la guerre ; elle a arrêté aussi les écrivains juifs Leib Kvitko, Peretz Markich, David Bergelson, l'académicienne Lina Stern. La vérification demandée par la note ci-dessus vise évidemment à épurer les bibliothèques de leurs ouvrages... mais leurs noms ne sont jamais cités ! Les inspecteurs chargés de l'opération auront en revanche, eux, une liste complète des auteurs à envoyer au "spetzkhran", c'est-à-dire à la section des œuvres interdites.

Jean-Jacques Marie

(5) *Istoria sovietskoï polititcheskoï tsenzourii, op. cit., pp. 417-418.*

Pages oubliées

Anarchiste italien, fondateur du journal *La Rivolta*, membre de l'Union anarchiste italienne, collaborateur du journal d'Errico Malatesta, *L'Umanita Nova*, exilé pour fuir les chemises noires de Mussolini, Camillo Berneri rejoignit la Catalogne dès le déclenchement de l'insurrection fasciste en juillet 1936. Il milita activement à Barcelone dans les rangs de la CNT et publia un bulletin anarchiste, intitulé *Guerra di Classe*. Dans le numéro du 24 octobre 1936, il mettait l'accent sur le problème crucial de l'autonomie du Maroc Espagnol. Il écrivait :

“La base d’opération fasciste est le Maroc. Il faut intensifier la propagande en faveur de l’autonomie marocaine sur tout le secteur de l’influence panislamique. Il faut imposer à Madrid des déclarations sans équivoque annonçant l’abandon du Maroc et la protection de l’autonomie marocaine. La France envisage avec préoccupation la possibilité de répercussions insurrectionnelles dans l’Afrique du Nord et en Syrie ; l’Angleterre voit se renforcer les agitations autonomistes égyptiennes et celles des Arabes de Palestine. Il faut exploiter pareils soucis à travers une politique qui menace de déchaîner la révolte dans le monde islamique.”

Le n° 12 de *Guerra di Classe* (14 avril 1937) publie sa retentissante lettre ouverte à la dirigeante et ministre anarchiste Frederica Montseny, reproduite dans le recueil de textes anarchistes de Daniel Guérin, *Ni Dieu ni maître* (1). Dans ce texte, il rappelle les phrases ci-dessus et constate que le gouvernement républicain, où figurent des ministres anarchistes, dont Frederica Montseny, n'a rien fait en ce sens ; et il conclut : *“Il va de soi qu'on ne peut simultanément garantir les intérêts anglais et français au Maroc et faire œuvre d'insurrection.”*

Il adresse à Frederica Montseny d'autres critiques et des reproches : *« Je n'ai pu accepter calmement l'identité affirmée par toi entre l'anarchisme bakouniniste et le républicanisme fédéraliste de Pi Y Margall (2). Je ne te pardonnerai pas d'avoir écrit “qu'en Russie, ce ne fut pas Lénine le vrai constructeur de la Russie, mais bien Staline, esprit réalisateur”... Et j'ai applaudi à la réponse de Voline dans Terre libre à tes affirmations complètement inexactes sur le mouvement anarchiste russe. »*

Et il conclut : *“Le dilemme guerre ou révolution n'a plus de sens ; le seul dilemme est celui-ci : ou la victoire sur Franco grâce à la guerre révolutionnaire, ou la défaite.*

Le problème, pour toi et pour les autres, est de choisir entre le Versailles de Thiers et le Paris de la Commune, avant que Thiers et Bismarck ne fassent l'union sacrée.”

Lors des journées de mai 1937, au cours desquelles des milliers d'ouvriers de la CNT et du POUM répondirent les armes à la main à la provocation stalinienne, des miliciens de l'UGT, contrôlée à Barcelone par

(1) Publié aux éditions de Delphes.

(2) Nationaliste catalan sans rapport avec le mouvement ouvrier.

le PSUC (c'est-à-dire le PC de Catalogne), vinrent saisir Berneri et son camarade Barbieri dans la chambre où ils logeaient et écrivaient leurs articles, et les abattirent d'une balle dans la nuque, suivant le procédé préféré du NKVD. Il est infiniment probable qu'ils aient agi sur la base de listes fournies par le résident du NKVD à Barcelone, Orlov, qui se fera après la mort de Staline le dénonciateur de certains crimes de ce dernier en omettant tous ceux qu'il avait lui-même organisés, dont probablement celui-là.

Le numéro d'avril-mai 1938 de *Terre libre* publia douze articles de Camillo Berneri. Nous en republions ci-dessous trois :

- “*Entre la guerre et la révolution*” (*Guerra di Classe*, n° 6, 16 décembre 1936) ;
- “*Guerre et révolution*” (*Guerra di Classe*, n° 13, 21 avril 1937) ;
- “*La contre-révolution en marche*” (*Guerra di Classe*, n° 14, 5 mai 1937).

“*Entre la guerre et la révolution*”

NOMBREUX, parmi nous, sont ceux qui en sont arrivés à souhaiter l'intervention armée des puissances ayant des intérêts économiques et militaires opposés à ceux de l'Italie et de l'Allemagne.

Si ces deux nations entrent en jeu avec toutes les forces dont elles disposent, il est évident que seule une intervention de la Russie, de la France et de l'Angleterre réunies peut assurer à l'antifascisme espagnol la victoire de la guerre. Mais il est évident aussi qu'avant même que l'intervention armée de ces puissances n'écrase les forces fascistes, il peut s'écouler un temps suffisant pouvant permettre aux fascistes d'écraser les forces révolutionnaires.

Les capitalismes anglais et français ont intérêt à empêcher que la victoire des fascistes espagnols ne vienne à être exploitée par l'Italie et l'Allemagne, mais ils n'ont aucun intérêt à voir triompher la révolution ibérique. Dans le cas où l'Italie et l'Allemagne interviendraient en Espagne avec le dessein immédiat d'at-

taquer la France (attaque brusquée dans la Méditerranée occidentale), il se pourrait que la Russie et l'Angleterre interviennent immédiatement. Mais, s'il n'en était pas ainsi, il se pourrait que la révolution espagnole fût écrasée avant que l'intervention n'ait lieu.

Nous ne pouvons mettre aucun espoir, comme le font certains naïfs et de nombreux hypocrites, dans la Paralytique du lac de Genève. Madrid est torturée par les Fiat, les Caproni, les Junkers pilotés par des aviateurs italiens et allemands, les Baléares sont soumises à la dictature terroriste d'un ras (1) italien fasciste et des milliers de mercenaires allemands et italiens débarquent en Espagne avec armes et bagages. L'intervention armée italo-germanique ne pourrait pas être plus patente, plus opérante, plus absorbante. Les appels lancés à la SDN par le gouvernement espagnol ont trouvé une assemblée de sourds volon-

NDLR :

(1) Mot d'origine éthiopienne signifiant “chef”.

taires, grotesquement occupés à embrouiller des chicanes procédurales.

Nous ne pouvons espérer davantage de la France. De même qu'Eden mettait dans la balance de la justice internationale l'indépendance de l'Ethiopie et la guerre mondiale, Blum y met la liberté du peuple espagnol et la guerre mondiale. *"La guerre : voilà la rançon. Nous ne l'acceptons pas !"*

Personne plus que nous hait la guerre, mais nous croyons que le moment est venu où se vérifie la formule énoncée jadis par Léon Blum : *"Il faut accepter l'éventualité de la guerre pour sauver la paix."*

La politique de non-intervention n'a pas empêché la Bolivie d'attaquer l'Uruguay pour lui disputer le Chaco, elle n'a pas empêché le Japon d'annexer la Mandchourie, elle n'a pas empêché la conquête féroce de l'Ethiopie par l'Italie. Le pacifisme est une route pavée, comme celle de l'enfer, de bonnes intentions, mais cette route conduit à l'abîme.

La paix de Genève est lourde de massacres et de ruines. La paix de Genève, c'est la course aux armements, l'écrasement des peuples militairement plus faibles, c'est le Duce italien et le Führer allemand toujours plus puissants et aidant toujours plus les fascismes nouveaux à se créer.

La Fédération syndicale internationale et l'Internationale ouvrière socialiste continuent à s'associer à cette farce de la non-intervention soutenue par les gouvernements français et anglais, et pendant ce temps-là, l'intervention fasciste a pénétré dans les entrailles mêmes de l'Espagne. Les masses ouvrières doivent choisir : ou leur intervention, ou le triomphe du fascisme. Et elles ne bougent pas. C'est en vain qu'on répète : *"L'Espagne est le théâtre d'une lutte qui, par ses conséquences, dépasse les frontières du pays, car c'est en Espagne que le fascisme joue sa dernière carte."*

Il ne faut pas surestimer les visées impérialistes de l'intervention italo-allemande et les envisager exclusivement en rapport à de futurs développements de l'expansion méditerranéenne. L'Espagne est pour Mussolini et Hitler une conquête

immédiate, une question actuelle. Vaincre la révolution espagnole équivaut pour les fascismes italien et allemand à faire la conquête de l'Espagne. Le fascisme vainqueur en Espagne, c'est la révolution domptée et la voie ouverte aux conquêtes impériales. Ce sera donc la guerre, l'esclavage du prolétariat européen, un "nouveau Moyen Age".

Le prolétariat français et le prolétariat anglais ne feront rien en faveur du prolétariat espagnol. Il est inutile de nous faire des illusions, il serait malhonnête de nous en faire.

Et alors ?

Et alors, c'est la révolution espagnole qui est en péril, quelle que soit la solution militaire de la guerre civile.

Une intervention armée brusquée de la part de l'Angleterre, la Russie et la France n'est pas probable, mais une telle intervention n'aurait rien d'impossible au moment où l'Espagne serait sur le point de mourir. Ce sera l'intervention des lions contre les hyènes. Ce sera l'intervention qui arrachera peut-être l'Espagne à l'impérialisme italo-allemand, mais ce sera pour étouffer l'incendie de la révolution espagnole.

Déjà, aujourd'hui, l'Espagne est entre deux feux : Burgos et Moscou.

La puissance du mouvement anarcho-syndicaliste espagnol ne doit pas nous éblouir. Le jour où des corps d'armée français, anglais et russes interviendraient après un épuisant conflit entre les forces révolutionnaires et la coalition fasciste hispano-italienne-allemande, ce jour-là, la révolution sociale serait arrêtée et la voie ouverte à la révolution bourgeoise.

"Une fois le fascisme écrasé, il est possible que la FAI et la CNT anarcho-syndicalistes continuent de lutter pour réaliser leur programme social. Mais dans ce cas, tout le bloc socialo-communiste s'y opposerait."

C'est *Le Populaire*, du 27 novembre 1936, qui nous donne cette perspective.

Les républicains, les chefs socialistes et les communistes sont déjà d'accord sur une plate-forme "constitutionnaliste". Le comité exécutif du Parti commu-

niste espagnol a récemment déclaré que, dans la lutte actuelle, il se proposait de défendre la démocratie et de sauvegarder la propriété privée. Il flotte dans l'air une odeur de Noske. Si Madrid n'était pas en flammes, on serait obligé d'évoquer à nouveau Cronstadt. Mais la politique de Madrid est sur le point de triompher. Elle a refusé les armes et l'argent à la Catalogne révolutionnaire pour se mettre aux mains de l'URSS, qui a fourni des armes et des cadres destinés à contrôler la lutte antifasciste et à arrêter le développement de la révolution sociale dans sa lutte armée contre le fascisme.

Le dilemme "Ou Madrid ou Franco" a paralysé l'anarchisme espagnol. Aujourd'hui, Barcelone est située entre

Burgos, Rome, Berlin, Madrid et Moscou. Assiégée.

Des nuages noirs s'amassent à l'horizon et le brouillard nous aveugle.

Aiguisons notre regard et tenons le gouvernail avec une main d'acier. Nous sommes en haute mer et la tempête fait rage. Mais nous pouvons encore faire des miracles. Prise entre les Prussiens et Versailles, la Commune alluma un incendie qui éclaire encore le monde.

Entre Burgos et Madrid, il y a Barcelone.

Que les Godet (2) de Moscou y pensent.

(2) Général franquiste.

"Guerre et révolution"

LA République espagnole naquit, au mois d'avril 1931, d'une révolution politique presque pacifique. Un chef socialiste espagnol reconnaissait que cette révolution "*no habia removido las entrañas del país*". Les masses populaires furent déçues par la République, qui ne reçut aucune consolidation sociale, puisqu'elle ne donna pas la terre aux paysans. La réforme agraire votée par les Cortès traîna de projet en projet et fut appliquée par doses homéopathiques.

Au mois d'octobre 1934, un paysan andalou se faisait l'interprète de plusieurs millions de ses pareils en disant à Bertrand de Jouvenel : "*Les socialistes nous avaient promis la terre. On nous dit que l'application de la réforme agraire est une chose très compliquée. Et nous travaillons toujours pour trois pesetas par jour.*"

La République avait également déçu les masses populaires des villes. Ernest Toller, demandant à un ouvrier catalan ce qu'il pensait de la République, reçut la réponse suivante, très significative : "*C'est toujours le vieux chien avec un nouveau collier.*"

Une République qui se serait montrée décidée à améliorer les conditions sociales aurait été politiquement assez forte pour ne pas craindre une insurrection fasciste. La République ne protégeait pas assez solidement les intérêts capitalistes ; elle n'encourageait pas non plus l'émancipation du prolétariat ; elle a été historiquement la complice du fascisme par son obstination à chercher l'équilibre au moyen de combinaisons gouvernementales au lieu de se consolider au moyen d'une ferme politique socialiste.

Quand éclata l'insurrection fasciste, la République a réussi à polariser politiquement tous les partis et les organisations syndicales d'avant-garde uniquement parce qu'elle apparut, débarrassée des infiltrations nettement réactionnaires, comme l'unique tranchée derrière laquelle on pouvait soutenir l'attaque des forces conservatrices. Ce fut l'Etat qui fut accepté plutôt que le gouvernement. Il apparut comme un organe de liaison indispensable entre les diverses formations de défense et les nouveaux organismes administratifs, ainsi que comme un centre régulateur et unificateur des diverses forces politiques de gauche.

Sous l'union apparente, une profonde scission subsistait. D'un côté, il y avait les "loyalistes", simplement républicains et plus ou moins progressistes. Près d'eux, il y avait la social-démocratie, pour qui la lutte entre le fascisme et la révolution sociale se réduisait à une guerre entre fascisme et "antifascisme". De l'autre côté, on trouvait les anarchistes et les élites prolétariennes, les uns et les autres convaincus que le mot d'ordre "*Gagner la guerre*" n'avait un sens véritable que comme indication d'un but immédiat. Atteindre ce but était une nécessité vitale, absolue, pour tous les partis de gauche et pour toutes les organisations syndicales ; c'était aussi une condition du progrès politique et social de la nation. Mais cela ne signifiait pas qu'il faille limiter la révolution sociale à une guerre "*entre Madrid et Burgos*", à une guerre "*entre la République d'Azana et le gouvernement de Franco*".

La "guerre" est en Espagne une "guerre civile", donc une lutte armée politique et sociale. Et elle l'est d'autant plus du fait qu'il ne s'agit pas là de simples factions luttant entre elles et ayant de rares rapports avec la vie des masses.

L'événement n'a rien d'un combat en vase clos. Une lutte entre les partisans de Franco et les partisans d'Azana (3) aurait pu présenter assez d'analogies avec la "guerre". Mais ce n'est pas le cas de cette lutte armée, dans laquelle sont engagées les conquêtes sociales de la Catalogne, de l'Aragon et du Levant ; de cette lutte dans laquelle les vainqueurs transformeront suivant une direction politique et sociale déterminée toute la vie de la nation ; de cette lutte qui ne peut se terminer par un retrait de troupes, mais seulement par l'exode des vaincus.

La nature et l'extension du conflit, ses modes de développement, les inévitables conditions de sa solution sont tels que les aspects de la lutte armée sont ceux de la "guerre", mais que son essence est celle de la "révolution sociale".

Le prolétariat est en lutte avec la bourgeoisie, tandis que le haut clergé et la caste militaire lui font la guerre ; or "*l'argent est le nerf de la guerre*", comme disent les Français.

Le poids de la guerre ne peut plus être économiquement à la charge de la bourgeoisie ; il doit donc peser sur une nouvelle "économie de la guerre". Une puissante "industrie de guerre" a pour condition indispensable une "économie de guerre", qui, pour être une économie, doit avoir, comme but et comme raison d'être absolue, l'utilité générale.

Les problèmes financiers, monétaires, ainsi que tous les autres problèmes économiques, ne peuvent être résolus "économiquement" qu'en heurtant les intérêts de certaines classes sociales. Cependant, il ne faut pas, sous prétexte de la nécessité de gagner la guerre, tomber, à l'inverse des conservateurs, dans un extrémisme socialiste qui ne s'inspirerait pas des nécessités de la lutte armée, mais de formules et programmes dont la réalisation est tout à fait lointaine.

La position la plus féconde est la position "centriste". Je vais m'appuyer, pour éviter toute équivoque, sur un exemple évident. Je pense que la socialisation de la grande et de la moyenne industries est une "nécessité de la guerre" et une création indispensable de "l'économie de guerre". Certains antifascistes en sont aussi persuadés que moi, mais ils ne sont pas, par principe, collectivistes. En soutenant la "nécessité actuelle" de la socialisation de la grande et de la moyenne industries, j'aurai pour moi ces antifascistes, qui y consentiront et éventuellement apporteront leur aide.

Je fais, au contraire, beaucoup de réserves sur l'utilité économique de la socialisation de la petite industrie par égard aux "nécessités de la guerre" et je suis obligé de discuter avec des camarades qui voudraient étendre au maximum la socialisation industrielle.

J'appelle ma position "centriste". A droite, j'ai ceux qui sont contraires à la socialisation ; à gauche, ceux qui y sont favorables de façon absolue et avec des tendances maximalistes ; au centre, je me trouve en compagnie de tous les collectivistes qui pensent comme moi et des simples antifascistes qui, retenant comme indispensable la création d'une soli-

(3) Président de la République espagnole.

de économie de guerre, pensent qu'un des principaux facteurs de cette économie est la socialisation de la grande et de la moyenne industries. La position centriste ne tient pas compte uniquement des raisons strictement *économiques* et actuelles, qui militent en faveur de la tolérance à l'égard de la petite bourgeoisie, mais elle tient compte aussi des raisons *psychologiques*.

La petite bourgeoisie russe s'est battue à côté du prolétariat de 1917 à 1920 ; pendant l'insurrection de mars-avril 1920 dans la Ruhr, la petite bourgeoisie a pris part à la lutte contre Kapp (4) et contre la Reichswehr noire ; au mois d'octobre 1934, à Madrid et dans la Catalogne, la petite bourgeoisie prit encore une part active dans l'insurrection et il en fut de même dans l'insurrection asturienne. Aujourd'hui, pendant que nous luttons contre le fascisme, nous devons nous souvenir que si les paysans déçus par la réforme agraire manquée participèrent faiblement à l'insurrection socia-

liste espagnole du mois d'octobre 1934, c'est l'intervention armée des Rabassaires (5) qui fut, en juillet 1936, un des principaux facteurs de la délaite du fascisme en Catalogne.

Entre les déclarations conservatrices de Caballero et certaines critiques doctrinairement maximalistes contre l'opportunisme de la CNT et de la FAI, je crois qu'il faut faire justement et opportunément place à une solution simplement rationnelle des problèmes de "l'économie de guerre".

Une telle mise au point ne suffira certainement pas à jeter des ponts entre nous et le POUM, d'une part, les sphères dirigeantes du PSUC (6) de l'autre. Mais elle pourra faciliter une entente sincère et agissante entre tous les vrais antifascistes et, en second lieu, permettre une plus intime collaboration entre tous ceux qui sont sincèrement socialistes.

(4) Général allemand, auteur d'un putsch en 1920.

(5) Petits propriétaires.

(6) Nom du PC en Catalogne.

"La contre-révolution en marche"

AU cours du mois de septembre 1930, Azana, qui fut membre, avec Zamora et Lerroux, du gouvernement provisoire de la République, disait dans un meeting à Madrid : "*Nous allons conquérir la liberté en faisant appel à toutes les forces antimonarchistes, peu importe comment elles s'appellent, peu importe où elles se trouvent.*" Telle fut la formule de la première "union sacrée" : cette union adoptait comme dénominateur politique commun le républicanisme. En août 1931, la République se crut suffisamment forte pour précipiter le détachement des masses prolétariennes s'écartant du gouvernement ; c'est par décret que furent ordonnées les déportations des anarchistes et syndicalistes vers les bagnes de la Guinée. Le 20 octobre 1931, les Cortès, y compris les députés socialistes, votèrent le projet de loi "de défense de la République", qui fut appliqué au cours de la répression des mouvements anarcho-syndicalistes. Dès 1932, le pronun-

ciamento de Séville démontra que le fascisme républicain est un danger plus grand encore que la restauration monarchiste, mais Azana, parlant aux Cortès de la tentative du général Sanjurjo, proclamait que la République espagnole n'est pas malade, et "*qu'elle s'est purgée des restes épars de l'ancien régime qu'elle contenait encore*".

En janvier 1933, Azana ordonna le massacre des insurgés de Casas-Viejas, qui fut approuvé le 2 février suivant par 150 députés socialistes. En février 1936, dans une interview à *Paris-Soir*, Azana proclamait que Lerroux et Gil Roblès (7) étaient liquidés ; il déclarait : "*Nous désirons avant tout faire régner l'ordre... Dites-le bien, nous ne voulons pas faire la révolution... Je veux gouverner dans la légalité. Pas d'innovations dangereuses... Nous voulons la paix sociale, nous désirons l'ordre, nous sommes des modérés.*"

(7) Hommes politiques de droite.

Après que l'insurrection fasciste eut éclaté, les partis socialiste et communiste revinrent à la formule d'Azana de septembre 1930 : défense de la République démocratique et parlementaire. Ils persistent encore dans cette position, ouvrant la route à la contre-révolution.

Louis Piérard, député du Parti ouvrier belge, reconnaissait récemment dans *Regards* que "le socialisme était pratiquement inexistant en Catalogne avant le 19 juillet". L'UGT, qui avait à ce moment-là 9 000 membres en Catalogne, en compte à présent 50 000. Une hypertrophie aussi rapide est significative. L'UGT attire à elle les classes moyennes. Les marchands de poissons de Barcelone sont entrés en masse dans cette organisation pour échapper à la "collectivisation du poisson", qui figure au programme de la CNT. Ce qui s'est produit à Barcelone a également eu lieu dans toute la Catalogne, en Aragon et dans le Levant. Les ennemis de la collectivisation de la terre, de l'industrie et du commerce sont entrés en masse dans l'UGT et au PSUC. *Treball*, organe du PSUC, combat la collectivisation et la socialisation, tandis que la CNT et le POUM les défendent. Désormais, la soudure est évidente entre le possibilisme opportuniste des dirigeants du PSUC et les bourgeois et petits-bourgeois insérés dans le Front populaire. Déjà, au cours de l'insurrection des Asturies, on avait assisté au rapide mimétisme pseudo-révolutionnaire des classes moyennes. Lorsque le comité de Mieres fit appel aux employés, ingénieurs, contremaîtres, etc., on assista au phénomène suivant, décrit dans le "Journal d'un mineur", publié par *Giustizia e Liberta* :

"A peine la proclamation lue, les éléments de droite se précipitent pour se mettre à nos ordres ; ils vont jusqu'à se disputer entre eux, chacun voulant être le premier. Excès de zèle suspect. Ils sont les premiers à saluer en levant le poing et à louer la révolution quand ils se rencontrent avec des ouvriers. En échange, ils reçoivent des rations de vivres, tabac et autres produits, parfois supérieures à celles des révolutionnaires eux-mêmes. Les prolétaires sont imprudents et généreux comme des enfants."

En revanche, les bourgeois font preuve d'habileté et d'hypocrisie, "surtout lorsque leur vie est en jeu". Après le 19 juillet, en Catalogne, en Aragon et dans le Levant, on assista au même phénomène, mais celui-ci prit une extension beaucoup plus grande.

Lorsque le Parti communiste espagnol publiait, en août 1936, un manifeste signé par Jésus Hernandez, déclarant lutter uniquement pour une République démocratique, lorsque le même parti confirmait la même ligne de conduite le 15 décembre de la même année, ce n'est pas tant la ploutocratie extérieure et les "gouvernements démocratiques" que cette organisation voulait rassurer, mais bien les milliers de pseudo-néophytes qui se sont insérés dans ses cadres et dans ceux de l'UGT. Même les Jeunesses socialistes unifiées renient le socialisme ; ainsi, leur secrétaire général, Santiago Carrillo, a pu déclarer au congrès national des JSU, qui s'est tenu à Valence le 15 janvier 1937 : "Nous ne luttons pas pour une révolution sociale. Notre organisation n'est ni socialiste ni communiste... La JSU n'est pas une jeunesse marxiste." *Ahora*, organe de la JSU, appuyait cette thèse en repoussant les directives de classe.

Les déclarations contre-révolutionnaires que Juan Casanovas, président du Parlement catalan, fit à la *Dépêche de Toulouse*, en mars dernier, coïncident avec celles de Comorera, militant en vue du PSUC, faites en décembre passé. Les éléments de la Généralité, qui, en octobre 1934, appuyèrent le putsch autonomiste-fasciste dirigé par le triumvirat Badia-Dencas-Mendez, ne sont pas disparus. Une preuve de plus en est donnée par les déclarations contre-révolutionnaires de Nicolau d'Oliver. L'"Action catalane", la droite du PSUC, Galarza et consorts : voilà les forces de la contre-révolution.

La révolution espagnole se trouve prise entre Burgos et Bilbao (où des catholiques, des marxistes et des républicains nouent de plus en plus leur "union sacrée" en suspendant CNT del Norte et en emprisonnant le comité régional de la CNT). Elle est bloquée entre Burgos et

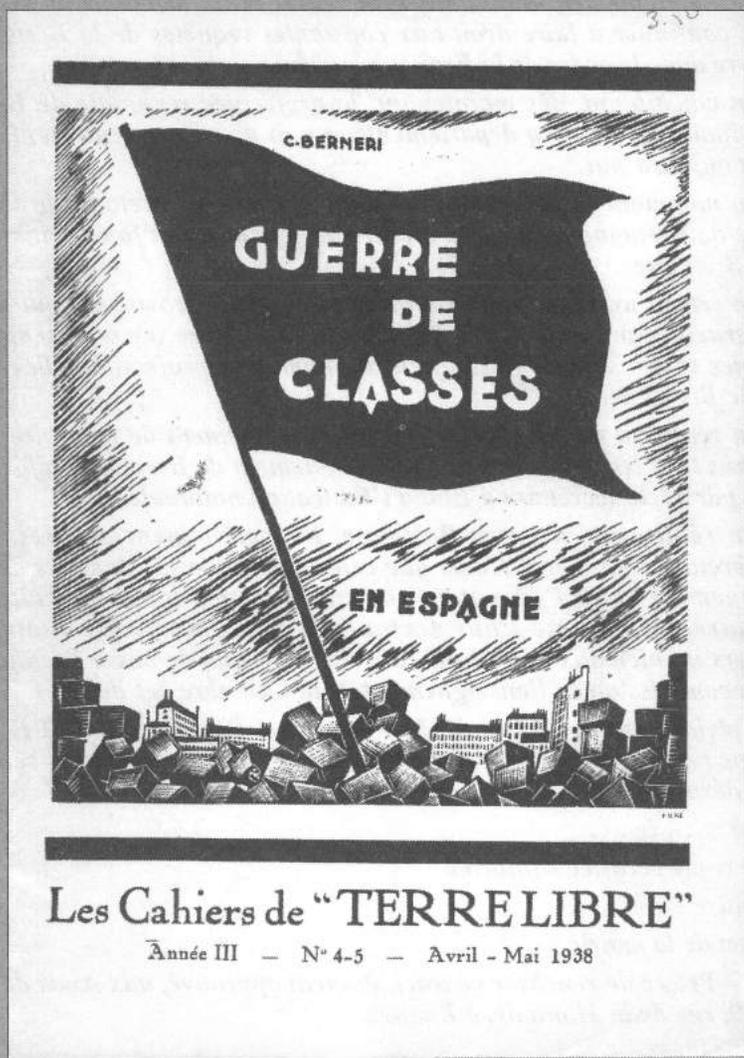
Valence, où 218 adhérents de la FAI et des Jeunesses libertaires sont emprisonnés et où est persécuté le journal anarchiste *Nosotros*. Elle est coincée entre Burgos et Almeria, où le cacique Moron tient en prison un des plus héroïques combattants antifascistes : Francisco Maroto.

L'ombre de Noske se dessine. Le fascisme monarchiste-catholique-traditionaliste n'est qu'un des secteurs de la contre-révolution. Il faut s'en souvenir.

Il faut le dire. Il ne faut pas se prêter aux manœuvres de cette grande "cinquième colonne", dont six ans de République espagnole ont démontré la vitalité tenace et le redoutable mimétisme.

La guerre civile d'Espagne se fait sur deux fronts politico-sociaux. La révolution doit triompher sur deux fronts. Et elle vaincra.

C. Berneri



L'adresse à Pétain que les autonomistes bretons faisaient adopter en 1941

“Adresse au maréchal Pétain pour la création de la province de Bretagne dans le cadre de la France.

Le conseil municipal de

Réuni le

Sous la présidence de

Ce conseil, hostile à tout séparatisme, prend acte avec une profonde satisfaction de la décision du maréchal Pétain de reconstituer la province de Bretagne dans les limites historiques et traditionnelles de ses cinq départements et de lui rendre ainsi certaines de ses libertés.

S'associe pleinement à lui dans cette œuvre et lui demande respectueusement de continuer à faire droit aux constantes requêtes de la Bretagne qui doit suivre dans le cadre de la France régénérée.

1) En constituant, dès maintenant, la préfecture régionale de Bretagne, dans la limite de ses cinq départements et non de quatre seulement, comme elle l'est aujourd'hui.

2) En nommant le plus tôt possible un gouverneur breton à la tête de la province de Bretagne et, dans la mesure du possible, des fonctionnaires bretons en Bretagne.

3) En créant une assemblée ou un grand conseil provincial, qui assistera le gouverneur dans sa tâche et qui devra comprendre les représentants des communes et des délégués des forces économiques professionnelles et spirituelles de Bretagne.

4) En réalisant de manière effective l'enseignement de l'histoire de Bretagne dans tous les établissements d'enseignement de Bretagne, réforme déjà promise par M. le secrétaire d'Etat à l'Education nationale.

5) En réalisant, en basse Bretagne, l'enseignement progressif de la langue bretonne en même temps que celui du français, à tous les degrés de l'enseignement et en l'admettant comme deuxième langue facultative au baccalauréat ainsi que l'ont demandé, depuis cinq ans, quatre cents conseillers municipaux et les trois conseils généraux de basse Bretagne, ainsi que la commission de l'enseignement de la Chambre des députés.

Fait pleinement confiance à M. le maréchal Pétain, chef de l'Etat français, pour réaliser au plus tôt ce programme, et lui renouvelle ses sentiments de filial dévouement.

Fait à le

Pour copie certifiée conforme

Le maire :

Cachet de la mairie :

P.-S. – Prière de renvoyer ce tract, dûment approuvé, aux Amis de la Bretagne, 19, rue de la Monnaie, à Rennes.”

Notes de lecture

Robert Weinberg : Le Birobidjan, 1928-1996 (1)

EN mars 1928, tout juste débarassée de l'Opposition de gauche exclue en décembre 1927 et janvier 1928, la direction stalinienne du Parti communiste soviétique eut l'idée de combattre le sionisme sur son propre terrain en organisant une "entité nationale juive" à l'extrême-Orient de la Sibérie, dans une région désertique située à 8 000 kilomètres à l'est de Moscou. Cette entité sera solennellement et pompeusement proclamée en 1934 "République autonome juive", fondée sur une double réalité linguistique : yiddish et russe. C'est l'un des plus retentissants échecs du stalinisme. On peut en effet se demander si ce territoire a un jour dépassé le stade virtuel de la propagande et a jamais eu une réalité économique, culturelle, sociale ou politique autre que virtuelle.

En décidant de fonder cette entité, non pas dans une région traditionnelle de population juive (en Ukraine, voire en Crimée, où l'Américain Joint Committee avait aidé plusieurs colonies agricoles juives à s'installer au milieu des années 1920), mais au fin fond de la Sibérie, dans une région ayant autant d'habitants que de kilomètres carrés (36 000), le Birobidjan, donc, territoire marécageux, désertique et infesté de moustiques, situé le long du fleuve Amour et peuplé jusqu'alors de rares Russes et Coréens, le Kremlin donnait à cette entreprise l'allure d'une "déportation", même si elle était volontaire...

L'objectif poursuivi était alors double : fixer les Juifs à la terre pour les "régénérer" par un "travail créateur" (formulation qui rappelle fâcheusement les délires nazis sur "les Juifs dégénérés") et protéger une frontière poreuse avec la Chine, derrière laquelle stationnaient des troupes japonaises.

En 1934, le président du Soviet suprême de l'URSS, Kalinine, gratifie le Birobidjan du titre "d'Etat national juif". On n'y trouvait alors que 14 000 Juifs... sur deux millions et demi de Juifs soviétiques. Dans cette région autonome bilingue, yiddish et russe, les Juifs ne constituèrent jamais qu'une petite minorité. Mais la propagande officielle menait en Occident grand tapage sur ce paradis juif peu édénique.

Robert Weinberg, qui utilise une riche iconographie issue du musée historique du Birobidjan, énumère les conditions lamentables dans lesquelles les colons étaient accueillis : on leur attribuait quelques maigres crédits ; une fois débarqués de leur train, ils ne trouvaient ni routes carrossables ni matériel, pas d'installations sanitaires. Faute de bâtiments habitables, on les installait souvent dans des tentes ; on leur attribuait la plupart du temps des terres marécageuses et non drainées, impropres à la culture. Nombre de colons prirent très

(1) Editions Autrement, Paris, 2000, 136 pages, 130 francs.

vite le chemin du retour et racontèrent leur expérience aux autres Juifs de Russie d'Europe, ainsi vaccinés contre l'envie de partir coloniser ce Sion soviétique. Staline ne parvint pas à convaincre et ne chercha pas à contraindre la masse des Juifs soviétiques à s'y installer : si le territoire était déjà trop misérable pour accueillir quelques milliers de colons de façon plus ou moins "normale" au regard même des conditions difficiles de l'URSS des années 1930, il était hors de question d'y pousser des centaines de milliers de Juifs d'Ukraine, de Crimée ou de Russie d'Europe.

La tentative de constituer une République juive fondée sur le yiddish, dans une Union soviétique où la russification des Juifs allait bon train et où la connaissance du russe était un élément indispensable de toute ascension sociale, si minime soit-elle, était par ailleurs condamnée d'emblée à l'échec. Staline, qui avait, en 1937, déporté 180 000 Coréens, puis, en 1943-1944, une quinzaine de peuples à l'intérieur de son pays, caressait, paraît-il le projet d'envoyer de force quelques centaines de milliers de Juifs au Birobid-

jan en janvier 1953, lorsqu'il lança le projet antisémite du "complot des blouses blanches". Sa mort lui évita un nouvel échec retentissant dans cette nouvelle tentative de créer de force un ersatz d'Israël dans les marécages du Birobidjan..

Quelques petites erreurs émaillent le récit de Robert Weinberg. On s'étonne ainsi de voir « *Mikhaïl Kalinine continuer de soutenir publiquement la RAJ quand il déclarait en 1948 qu'il considérait la région comme un "Etat national juif"* » : Kalinine ne pouvait faire en 1948 cette déclaration — qui date d'ailleurs de 1934 —, pour la bonne raison qu'il était mort deux ans plus tôt, en 1946.

Robert Weinberg décrit avec soin cet épisode, qui repré-senta l'un des innombrables échecs retentissants d'une pompeuse entreprise stalinienne, ainsi que les efforts tout aussi retentissants de la propagande stalinienne en Occident. La centaine de reproductions de photos et d'affiches permet de s'en faire une image très concrète.

Jean-Jacques Marie

Karl Marx, Friedrich Engels : *Manifeste du Parti communiste* (1)

IL devient de plus en plus difficile de trouver dans le commerce des ouvrages de Marx et d'Engels, sans parler de divers autres représentants de la pensée marxiste (Plekhanov, Kautsky, etc.). Leurs œuvres deviendront bientôt des raretés bibliographiques. Le PCF a bradé son vieux fonds. Les historiens à la mode les ignorent et sont au mieux capables de ricaner sur le "matérialisme historique" et le "matérialisme dialectique", vu à travers sa caricature stalinienne infligée pendant des décennies aux malheureux élèves de l'URSS et des pays de l'Est avec le même effet répulsif que l'enseignement religieux obligatoire

de l'époque tsariste. Aussi faut-il saluer l'édition du *Manifeste du Parti communiste*, effectuée par les éditions Science marxiste, qui ne se contente pas de reproduire simplement le texte. Cette édition présente plusieurs centres d'intérêt :

— elle comporte le texte allemand en regard du texte français ;

— elle comporte les préfaces de Marx et d'Engels aux différentes éditions allemandes (de 1872, 1883, 1890), russe (1882), anglaise (1888), polonaise

(1) 550 pages, 100 F. Editions Science marxiste, 117, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

(1892) et italienne (1893). Signalons la conclusion de la préface à l'édition russe. Marx et Engels y écrivent : *"Si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et si toutes deux se complètent, l'actuelle propriété en commun du sol en Russie peut servir de point de départ à une évolution communiste"* (pp. 104 et 105). L'idée paraît à Engels si importante qu'il cite cette conclusion dans sa préface à l'édition allemande de 1890 (p. 119). Ainsi, l'idée prétendument marxiste que la Russie devait, avant de connaître une révolution ouvrière, connaître le processus de développement capitaliste des autres pays européens, est étrangère à Marx et Engels...

— elle comporte, en troisième partie, un appendice... qui constitue en fait l'essentiel de l'ouvrage, puisque les 400 pages de cet appendice étudient la publication des premières éditions du *Manifeste* et sa diffusion de 1848 à 1918 dans

plus de trente pays, de la Grande-Bretagne au Japon, des pays Baltes à l'Australie, de l'Autriche à la Chine, en passant par la Slovaquie, l'Ukraine, la Pologne, la Géorgie, etc.

C'est donc une édition extrêmement précieuse pour étudier la façon dont les deux auteurs du *Manifeste* ont réfléchi pendant quarante ans sur sa validité et sur la diffusion de ce texte fondateur à travers les années et les frontières.

Enfin, soixante-dix-neuf illustrations agrémentent la lecture de l'ouvrage.

Marc Teulin

P. S. : Signalons aux lecteurs des *Cahiers* qui connaissent l'italien que Science marxiste a réédité tous les textes de Trotsky consacrés aux guerres balkaniques de 1912-1913 en un volume d'une grande actualité.

Fred Zeller : Témoin du siècle (1)

DANS son introduction, Zeller écrit : *« Il est malhonnête, en vérité, d'attribuer à Marx et Engels la responsabilité des désastres politiques auxquels nous assistons depuis quelques années. Non seulement la bourgeoisie reproche avec un certain cynisme à Lénine et Trotsky d'avoir entraîné des millions de travailleurs dans une "tragique impasse" en les faisant rêver à l'"impossible", mais il nous faut encore lire à ce sujet d'infâmes articles d'"intellectuels" ex-staliniens, ou même socialistes »* (p. 15).

Il donne ainsi l'orientation générale de ses souvenirs : quelle qu'ait été son évolution ultérieure, il ne renie aucun des moments de son passé, qu'il tente de reconstituer tel qu'il fut et tel qu'il l'a vécu à ses divers moments.

Fred Zeller, dans cet ouvrage, égrène les souvenirs d'un homme qui a connu

un long cheminement : il a adhéré en 1930 aux étudiants socialistes. Amené à réfléchir sur la division des rangs ouvriers allemands orchestrée par les staliniens et les sociaux-démocrates, qui a ouvert la voie à Hitler, il évolue alors vers les analyses de Trotsky, comme beaucoup d'adhérents des Jeunesses socialistes ; il est élu secrétaire fédéral des Jeunesses socialistes de la Seine en 1934.

Le développement des Jeunesses socialistes de la région parisienne amène Moscou à s'intéresser à eux et envoie à Zeller ses deux dirigeants jeunes (Kossarev, secrétaire des Jeunesses communistes soviétiques, et Tchemodanov, secrétaire de l'Internationale communiste des jeunes), avec Raymond Guyot, flanqué la seconde fois de Jeannette Ver-

(1) Editions Grasset, 468 pages, 139 F.

meersch, la femme de Thorez, et Victor Michaud. Le récit des deux entrevues (pp. 125-131) souligne avec quelle insistance Moscou s'attachait à étouffer toute organisation indépendante, surtout de la jeunesse. Se rapprochant trop des analyses des trotskystes, Zeller est exclu des Jeunesses socialistes SFIO, avec douze autres dirigeants, en 1935. Le récit qui suit, d'un rendez-vous chez Léon Blum (pp. 136-139), puis d'une rencontre entre les treize exclus et la direction de la SFIO (pp. 143-146), est tout aussi riche d'enseignements que celui de la rencontre avec les deux bonzes staliniens russes et les dirigeants du PCF.

Zeller rejoint alors les rangs de la IV^e Internationale, où il milite jusqu'en 1940. A cette occasion, il rend visite à Trotsky en Norvège. Deux chapitres (pp. 151-184) sont consacrés à cette longue visite.

Au lendemain de la défaite, rompant avec la IV^e Internationale, il constitue avec un groupe d'anciens trotskystes (Jean Rous, Suzanne Charpy) et piver-tistes (Maurice Jaquier, Lucien Weitz, Robert Simon, Henri Barré), des syndicalistes (R. Le Bourre, André Laffont), le Mouvement national révolutionnaire (MNR), auquel sont consacrées les pages 226 à 232, et qui affirme la nécessité d'une "révolution française" fondée sur "une révolution économique et so-

ciale, qui doit libérer de la dictature des trusts et des oligarques les ouvriers de France, les paysans et les petits patrons" (p. 231).

A la Libération, Fred Zeller s'associe quelque temps à la majorité du Parti communiste internationaliste, puis s'en détourne en 1948, et entre dans la franc-maçonnerie (pp. 249-284). Il retourne à la SFIO en 1958, parce que ce parti se proclame à l'avant-garde de la V^e République. En juin 1970, il est élu grand-maître adjoint du Grand-Orient de France, puis grand-maître en 1973. Au titre de ces responsabilités, il rencontre nombre de personnalités et militants, de Guy Mollet à Auguste Lecoœur, d'Alain Savary à François Mitterrand, dont il évoque les conversations et les positions.

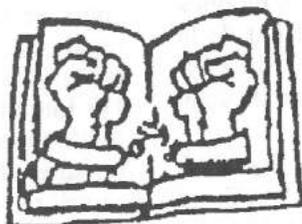
Ce livre, qui s'achève par la reproduction, en annexe, de la réponse de Trotsky à Zeller sur les raisons de la victoire de Staline ("*Pourquoi Staline a vaincu l'Opposition*", pp. 453-462), est riche de détails, de récits souvent à la fois savoureux et pittoresques. On peut manifestement savoir gré à l'auteur d'éviter le défaut fréquent des mémorialistes, qui rapportent les événements du passé en les révisant et en les accommodant au gré de leur évolution ultérieure.

Jean-Jacques Marie

Deux Cahiers du CERMTRI

Les archives du CERMTRI

**(Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux)**



C.E.R.M.T.R.I.

**Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux**

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 01.44.83.00.00.
Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.

Deux *Cahiers du CERMTRI* : la lutte des classes en Angleterre et en France au lendemain de la guerre

S'IL est une période de l'histoire particulièrement mythifiée, c'est bien celle des lendemains de la Deuxième Guerre mondiale. L'existence même d'intérêts de classes divergents et de conflits de classes est gommée, voire effacée ; les conflits qui, en France, mènent au départ rapide du général de Gaulle sont dès lors réduits à de simples manœuvres politiques et parlementaires, voire politiciennes, sans contenu social (le fameux "régime des partis", selon le vocabulaire gaulliste) ; en Angleterre, la défaite de Churchill aux élections du 15 juillet 1945, incompréhensible en dehors du mouvement de la classe ouvrière britannique contre l'austérité, est expliquée par des mobiles psychologiques ; à partir du début de la "guerre froide", les historiens du PCF occultent ou réécrivent l'histoire de cette période.

Ces deux *Cahiers du CERMTRI*, consacrés l'un à l'époque du "produire d'abord" et aux grèves de 1945-1947 en France, l'autre à la grève des dockers britanniques, donnent des éléments qui permettent de réfléchir à la réalité d'une histoire sociale de plus en plus occultée pour des raisons très évidentes : nier la lutte des classes hier aide à tenter de la nier aujourd'hui.

• *Le Cahier sur la France se présente de façon quelque peu originale par rap-*

port à la conception traditionnelle des Cahiers : il comprend trois séries de documents, sur les grèves dans la métallurgie, dans la presse, et enfin sur la grande grève des PTT de 1946. Ces trois séries sont précédées de notes et commentaires rédigés par Daniel Renard, ouvrier trotskyste chez Renault, qui prendra une part importante à la grève de Renault d'avril-mai 1947, laquelle fera voler en éclats le gouvernement tripartite PCF-SFIO-MRP. Ces notes et ces commentaires forment une sorte de précis historique de la situation sociale et de la lutte des classes pendant ces deux années.

Daniel Renard montre d'abord comment la période de reconstruction, au cours de laquelle toutes les forces politiques (sauf le petit Parti communiste internationaliste, section française de la IV^e Internationale) appellent les ouvriers à retrousser les manches, est une période de surexploitation forcenée de la classe ouvrière, comme le souligne de façon très simple l'écart grandissant entre les prix et les salaires pendant cette période : en avril 1945, l'indice des prix de détail par rapport à 1938 est de 325, et celui des salaires de 277 ; en février 1946, le premier est à 482 et le second à 310 ; en août, le premier à 730 et le second à 383. L'écart a ainsi subi une distorsion très brutale au premier semestre de 1946.

Le PCF, fort de la confiance que des millions de travailleurs mettent en lui,

bande toutes ses forces pour faire accepter cette situation aux ouvriers. De gré ou de force... Ainsi, lorsque, le 25 janvier 1946, les rotativistes se mettent en grève pour une augmentation de salaires, le ministre du Travail, Ambroise Croizat, membre du PCF, les dénonce violemment, en leur reprochant d'être mieux payés que les métallos et les fonctionnaires... et en les accusant d'avoir travaillé pour les journaux collaborateurs sous l'Occupation ! Tous les arguments sont bons pour bloquer les salaires pendant que les prix grimpent. Dans une réponse au ministre, les rotativistes en grève déclarent au ministre "provisoire" du Travail : « *Ce que nous dûmes déduire avant tout de votre discours, c'est votre tentative inattendue de diviser la classe ouvrière par des arguments réservés jusqu'ici aux élèves des "bons pères".* »

Mais la plus importante est la grève des PTT, qui démarre le 29 juillet 1946, malgré l'opposition farouche d'une direction "frachoniste" (du nom de Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT, membre du bureau politique du PCF), c'est-à-dire contrôlée par le PCF, et qui emploie tous les moyens stalinien traditionnels pour liquider les opposants, et surtout la calomnie. Ainsi, la direction, pour liquider le secrétaire de l'importante fédération du Nord, Stoesel, envoie un émissaire chargé de soudoyer un faux témoin pour accuser Stoesel d'être coresponsable de l'assassinat d'un militant sous l'Occupation et d'avoir été l'ami d'un fasciste notoire. Stoesel porte plainte pour diffamation. Il gagne son procès... mais le conseil national aux ordres de la fédération des PTT l'exclut pour indignité par 59 voix contre 23, et 13 abstentions. Le seul ennui est que les adhérents de la fédération du Nord maintiennent Stoesel l'exclu au poste de secrétaire.

Daniel Renard présente les revendications des postiers, le déroulement de leur lutte, la constitution d'un comité national de grève, qui unit les grévistes face au sabotage de la direction de la fédération et le succès final sur le rétablissement des parités salariales rompues au détriment des postiers. La direction de la fédération CGT poursuit de sa vindicte le comité national de grève, qui, de

son côté, réuni en congrès, "*déclare déchus les responsables de la fédération postale*". La scission est dès lors inévitable. Le comité national de grève fonde le comité d'action syndicaliste, qui crée la fédération syndicaliste des PTT avant même la scission qui donne naissance à Force ouvrière.

Sept documents sur les grèves dans la métallurgie (Unic, Rateau en 1946), cinq documents sur la grève dans le secteur du livre en février 1946 (dont le numéro spécial de *La Vérité* tiré avec l'accord du Comité inter) et quatorze documents sur la grève des PTT de juillet-août 1946 : tracts du comité national de grève et deux documents hystériques de division : l'un de la fédération de la Seine du PCF, qui dénonce "*une poignée d'agents, connus depuis longtemps, ayant collaboré sous Pétain*", les "*hitléro-trotskyistes*" et les "*provocateurs*" (p. 52) et un tract de la fédération postale de la CGT, intitulé "*Nous dénonçons la plus odieuse des machinations politiciennes*" (p. 53) ; des articles de *La Vérité*, de *Front ouvrier*, de *Jeunesses* (l'organe des Jeunesses socialistes SFIO) donnent une image très vivante de cette grève, qui non seulement s'achève sur un succès et ébranle la mainmise stalinienne sur les postiers, mais annonce la grande grève Renault d'avril 1947, dont Daniel Renard dit fort justement : "*Tout ce qui couvait jusque-là, tout ce qui était en gestation dans les mouvements précédents va prendre soudain son clair visage.*" Ces traits encore obscurs n'en sont pas moins passionnants à découvrir.

• **Dès le mois de mai 1945, des grèves de dockers éclatent à Glasgow, Cardiff, Swansea, puis s'étendent à Londres en juillet 1945**, au moment même (15 juillet) où les élections donnent la victoire au Labour Party. La direction nationale du syndicat des transports TGWU, dont l'ancien secrétaire général, Ernst Bevin, est depuis plusieurs années membre du gouvernement d'union nationale et au sein duquel les dockers occupent une place très marginale, est farouchement hostile à la grève. Les dockers réclament 25 shillings par

jour (au lieu de 16), la semaine de quarante heures, deux semaines de congés payés et des pensions de retraite. Ils constituent des comités de grève, qui s'unifient en un comité national de grève. Ce dernier, dans un tract à la population, affirme :

“Seize shillings en 1920, seize shillings en 1945, seize shillings par jour et pour quoi ? Pour entasser toute la journée de la viande dans un navire réfrigérant à - 5 °, pour suer dans une cale pleine de sucre, quand la sueur et le sucre, comme du papier de verre, vous mettent le dos en sang. Pour tousser et cracher du ciment et du papier, pour écorcher vos doigts jusqu'à l'os sur des charges de plomb et de cuivre, pour décharger des peaux qui empuantissent l'atmosphère jusqu'aux cieux mêmes, et rentrer chez soi tout souillé de noir de fumée, de vert-de-gris et de pétrole. Attraper de l'asthme, la bronchite, les rhumatismes, des lumbagos, et venir grossir la liste des accidentés qu'on mène à l'hôpital.”

Si, pendant la guerre, les dockers avaient vu leur salaires augmenter, c'était uniquement à cause de l'augmentation du nombre des heures supplémentaires. C'est pourquoi trente-trois grèves avaient éclaté chez les dockers entre 1941 et 1944.

Le secrétaire général du Parti communiste, Harry Pollit, rappellera en novembre 1945 la conduite qu'il imposait alors à ses militants : *“Notre parti se devait d'intervenir nettement dans les situations difficiles pendant la guerre, au risque de voir nos camarades être stigmatisés comme des briseurs de grève et des jaunes.”* On ne saurait être plus clair sur la nature de la netteté.

Mais en 1945, la situation n'est guère modifiée. Le PC britannique n'a pas pourtant, à la différence du parti frère français ou italien, de responsabilité gouvernementale. Il est favorable à l'union nationale, mais nul n'a besoin de lui et de ses deux députés pour la réaliser sur le plan politique ; il peut en revanche être très utile à sa réalisation sur le plan social, grâce aux positions qu'il occupe dans les syndicats.

Dès lors, le PC se joint à la direction du TGWU pour tenter de briser la grève en y apportant son apport spécifique : il dirige un petit syndicat de dockers scissionniste du TGWU, fort de 2 000 adhérents, qu'il utilise pour faire reprendre le travail ; contre le comité national de grève, il crée un comité progressiste au langage un peu plus à gauche que celui des dirigeants syndicaux, qui tente de désorienter les grévistes et qui se dissout à la première petite concession patronale (un shilling d'augmentation...).

Lors du congrès du Parti communiste britannique — fort alors de 45 000 adhérents et de deux députés —, les 24, 25 et 26 novembre 1945, le secrétaire général du parti, Harry Pollit, mit clairement les points sur les “i” ; après les interventions de plusieurs délégués favorables à la grève des dockers, il déclara :

“Ou bien vous êtes d'accord avec la ligne définie dans le rapport (contre la grève, NDA), ou bien avec celle présentant les grèves de masse comme unique façon d'arracher les revendications des travailleurs. Si c'est le cas, je vous avertis que vous êtes en train de jouer avec le feu, un feu qui peut nous faire perdre la paix et réduire le pays en cendres. Rien n'est plus facile, dans la présente situation, que d'organiser des grèves (...). On peut lancer une grève dans les mines de charbon demain si on le veut. Est-ce que cela fera avancer le mouvement de la classe ouvrière dans le pays, ou la perspective de faire de notre nation une nation de premier plan au sein des Nations unies ? (...) Notre ligne a été de conseiller aux dockers de reprendre le travail” (p. 44).

Pour Pollit, on le voit, les revendications des dockers sont contradictoires avec la grandeur de l'Angleterre. Et, avec l'arrogance que lui donne la sensation d'avoir le Kremlin dans son dos, il ajoute : *“C'était là une ligne constructive, et que des camarades aient été attaqués pour l'avoir défendu est un fait. Ce n'est pas la première fois que ces choses arrivent et ce ne sera pas la dernière”* (ibidem). Bref, annonce-t-il aux délégués ouvriers du Parti communiste mécontents du rôle que la direction leur fait

jouer : je vais vous appeler encore à briser des grèves. Les mécontents peuvent bien entendu s'en aller...

Le *Cahier du CERMTRI* éclaire tous les aspects de cette politique. Il étudie aussi celle de l'organisation trotskyste anglaise de l'époque, le Revolutionary Communist Party (RCP), fort alors de 472 adhérents, mais de fort peu de dockers, et qui, appuyant la grève inconditionnellement, rencontre des difficultés à intervenir dans une catégorie de la classe ouvrière où l'une des habitudes bien ancrées est la méfiance à l'égard de qui-conque n'est pas lui-même docker.

On peut regretter que cette étude d'un historien britannique comporte trop peu de documents d'époque (une reproduc-

tion d'une page de *Socialist Appeal*, l'organe du RCP, et d'un article de *La Vérité*), mais le récit et le point de vue affirmé de l'auteur permettent de se faire une idée sur cette grève, qui entraîna plusieurs semaines durant des dizaines de milliers de dockers contre la volonté de toutes les forces coalisées. Cette volonté permettra au patronat de n'accorder qu'une augmentation de 3 shillings : le salaire quotidien des dockers passera de seize à dix-neuf shillings. Mais la grève aura marqué, en combinaison avec la défaite des conservateurs et de Churchill aux élections, le 15 juillet 1945, la fin de l'union nationale.

Olivier Simon

Ces *Cahiers* sont à commander au CERMTRI. Prix : 25 F chacun.

Les archives du CERMTRI

Nous continuons, dans ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier*, la présentation du fonds d'archives que le CERMTRI met à la disposition de ses adhérents. Il s'agit cette fois d'une partie du fonds concernant **différents regroupements dissidents ou indépendants des grandes organisations politiques (PCF et SFIO), entre les deux guerres, en France** (*les archives du mouvement trotskyste sont classées séparément*). Rappelons qu'il ne s'agit pas d'un inventaire, mais d'un guide indicatif.

L'entre-deux-guerres : en marge des "grandes organisations"

LA LUTTE FINALE, Albert TREINT.

Revue et textes de l'ancien secrétaire du PC.

Le Redressement communiste, organe de l'opposition, n^{os} 3, 4, 5 (1929), supplément du 6 avril 1929 : "Lettre de Trotsky aux ouvriers d'URSS."

La Lutte finale, n^{os} 1 (16 janvier 1935), 3, 4, 5, 10 et 11 (20 juin 1937).

Texte de Treint : "Capitalisme d'Etat et IV^e Internationale."

Boris SOUVARINE

La Critique sociale, 1931-1934 (réimpression, Ed. de la Différence, 1983).

Numéros originaux de 1 à 11.

Nouveaux Cahiers, n^o 12 du 15 octobre 1937.

MASSES, René LEFEUVRE

Revue de "Gauche socialiste", nombreux numéros de 1931 à 1934, devient organe de la Gauche révolutionnaire de la SFIO en 1936. N^{os} 1, 2 et 3 de 1939.

ÇA IRA, organe du Parti ouvrier et paysan

1930 : numéro spécial, 21 janvier, n^{os} 4, 25, 26, 27, 28.

Louis Sellier, Amédée Dunois, Petrus Faure, etc.

QUE FAIRE ?, André FERRAT

Revue d'un dirigeant du PC. Du n^o 1 (novembre 1934) au n^o 54 (juillet 1939). Quelques numéros manquent.

Appel de A. Ferrat "A mes camarades du Parti communiste" (septembre 1936).

Le Drapeau rouge, journal, directeur A. Ferrat, 5 juin 1937.

OPPOSITIONNELS DU PC

— *Bulletin international de l'Opposition de gauche*, de janvier 1931 à décembre 1932 (photocopies).

— *Le Communiste*, publié par le groupe de la Gauche communiste : Claude Naville, A. Rosmer, Michel Collinet. N^{os} 2, 3, 4, 5 (1931), n^o 3 (1932), n^{os} 7, 8, 10, 12 (1933).

— *Le Travailleur*, organe de la Fédération communiste indépendante du Doubs, Jura, Belfort. Paul Rassinier, articles de Souvarine, Jacques Perdu, etc. (1932-1933).

— *Le Libérateur*, journal de l'opposition communiste, décembre 1929 (Delsol, Lemire).

— *Le Réveil communiste*, brochures : "Avant Thermidor (plate-forme de l'opposition bolchevique)", "Révolution et contre-révolution dans la Russie des soviets", "Pourquoi je démissionne du PC, par Madeleine Ker, 10 juillet 1927".

— "Appel : bas les mains devant les vieux bolcheviks, avec les signatures de Trotsky, Radek, Smirnov, Préobrajensky, etc."

— "Sauvez le parti", adresse aux militants de la SFIC (PC), Verfeuil, Lazurik..., 1923.

CORRESPONDANCE INTERNATIONALE OUVRIERE

J. Dautry, 1932.

Marceau PIVERT (Gauche révolutionnaire de la SFIO, puis PSOP)

Nombreux numéros, documents et textes :

— *La Gauche révolutionnaire*, 1936-1937, *Les Cahiers rouges*, 1937, *Juin 36*, du n^o 1 (15 février 1938) au n^o 69 (février 1940).

— *La Jeune Garde*, 1936 à 1939, organe des Jeunesses SFIO, puis de la Fédération autonome des Jeunesses socialistes, puis des JSOP.

LA VIE SOCIALISTE, de Marcel DEAT et RENAUEDEL

Plusieurs numéros, d'avril 1926 à décembre 1933 : le prélude à la scission des néo-socialistes de la SFIO.

DIVERS "GAUCHE"

- *La Lumière* (fondateur F. Buisson, directeur G. Boris), plusieurs numéros, 1939.
- *Le Progrès civique*, n^{os} 2, 3, 4, 1939 (Belin, Demas, A. Philip).
- *La Flèche*, quelques numéros, 1939 (Gaston Bergery).
- *Vigilance*, bulletin du Comité de vigilance des intellectuels anti-fascistes, 1938.
- *L'Emancipation paysanne*, deux numéros, 1939 (Henri Pitaud, Delmas).
- *Le Merle blanc*, journal satirique, quatre numéros, 1938-1939.
- *Les Cahiers bleus*, "pour la République syndicale", quelques numéros, 1931, et *Nouvel Age*, "l'économie distributive", G. Valois.
- *L'Avenir*, revue du socialisme (J. Baylot, Séverac, Zyromski).

PACIFISME

- *La Feuille bimensuelle*, 1938-1939.
- journal de la Ligue internationale des mères et des éducatrices, 1936-1938.
- revue *La Jeunesse et la paix du monde*, 1929-1934.
- revue *Les Peuples unis*, 1933-1938.
- *La Patrie humaine*, quelques numéros entre 1935 et 1939.
- brochures éditées par *La Patrie humaine* : Marcelle Capy, *A bas les armes*, et Victor Méric, *La Guerre aux civils*.
- journal de la Ligue internationale d'action pacifique et sociale, Victor Méric, tracts et appel. *La Paix*, 1936.
- *Le Barrage*, Georges Pioch, journal de la Ligue internationale des combattants de la paix. Un numéro de 1934, 3 numéros de 1939.
- Félicien Challaye, brochure *Pour la paix sans aucune réserve*.
- Sébastien Faure, brochure *Nous voulons la paix*.
- *Les fusillés de Souain*, brochure publiant les discours prononcés en 1923 en hommage aux "fusillés pour l'exemple".

LIBERTAIRES ET ANARCHISTES

- *La Mêlée*, n^o 30 et n^o 33, de 1919.
- *La Conquête du pain*, revue libertaire, 1934-1935.
- nombreuses brochures, publications, revues anarchistes, 1934-1939.
- *Les Cahiers de Terre libre*, brochures : "Laïcité", "Charte fasciste du travail", "Corporatisme", 1936 (A. Prudhommeaux).

LITTÉRATURE PROLETARIENNE

- *Les Humbles*, 1918-1939 (incomplet), *Revue littéraire prolétarienne* (Wuillens, Parijanine, Romain Rolland, Henri Barbusse, etc.).
- *A contre-courant*, du n^o 1 au n^o 11, 1935-1936 (Henri Poulaille, Blaise Cendrars).
- *Feuilles libres de la quinzaine*, n^{os} 1 à 83, 1935-1939 (Alain, Emery, Cl. Jamet, André Philip).
- *Commune*, "revue de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires", n^{os} 1, 4, 19 et 27 à 39, 1933-1936 (R. Rolland, Aragon, Nizan, Paul Vaillant-Couturier, Sadoul...).
- *Clarté*, plusieurs numéros, 1919-1920, et série presque complète de novembre 1921 à novembre 1925 (G. Pioch, Barbusse, R. Rolland, Parijanine, Desnos, V. Serge, Altman, etc.).

Notre fonds d'archives a été constitué à partir de dons faits par des militants de diverses organisations et de toutes tendances.

Participez à la défense de la mémoire collective du mouvement ouvrier en confiant vos archives au CERMTRI, qui s'engage à les mettre à la disposition des chercheurs et des militants de toutes tendances.

Au sommaire des prochains numéros

- Vadim Rogovine : les préparatifs des purges dans l'Armée rouge et la provocation Hitler-Staline ;
- Le dossier de Sermouks et Poznanski (secrétaires de Trotsky) au KGB ;
- Roparz Hémon, l'autonomisme breton et le nazisme ;
- Le PC italien et la révolution hongroise de 1956 ;
- Loïc Le Bars : l'Opposition unitaire (1930-1932) (suite) ;
- André Ferrat : discours au comité central du PCF, en 1936 ;
- Benoît Malon : la grève du Creusot (1870) ;
- Général Denikine : la révolution russe et les blancs ;
- Leonide Petrovski : la lutte contre la réhabilitation de Staline sous Brejnev ;
- Documents sur Rykov (souvenirs de sa fille) ;
- Alexandre Chliapnikov : souvenirs de France ;
- T. Jossifort : la révolte de Radomir.

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **50 francs**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **180 francs**

Nom, prénom :

Adresse :

Abonnement d'un an : à partir du n° 1 à partir du n° 2 à partir du n° 3
 à partir du n° 4 à partir du n° 5 à partir du n° 6 à partir du n° 7
 à partir du n° 8 à partir du n° 9 à partir du n° 10

Commande du n° 1 : <input type="checkbox"/>	Commande du n° 2 : <input type="checkbox"/>	Commande du n° 3 : <input type="checkbox"/>
Commande du n° 4 : <input type="checkbox"/>	Commande du n° 5 : <input type="checkbox"/>	Commande du n° 6 : <input type="checkbox"/>
Commande du n° 7 : <input type="checkbox"/>	Commande du n° 8 : <input type="checkbox"/>	Commande du n° 9 : <input type="checkbox"/>
Commande du n° 10 : <input type="checkbox"/>		

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire n° 78 360